



**HAL**  
open science

# Tourisme, croissance et intégration dans l'économie mondiale : les apports du concept de développement durable

Manhchien Vu

► **To cite this version:**

Manhchien Vu. Tourisme, croissance et intégration dans l'économie mondiale : les apports du concept de développement durable. Economies et finances. Université du Sud Toulon Var, 2007. Français. NNT : . tel-00257238

**HAL Id: tel-00257238**

**<https://theses.hal.science/tel-00257238>**

Submitted on 18 Feb 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**UNIVERSITE DU SUD TOULON-VAR**  
**FACULTE DE SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION**  
**Laboratoire d'Economie Appliquée au Développement**

**TOURISME, CROISSANCE ET INTEGRATION DANS**  
**L'ECONOMIE MONDIALE :**  
**Les apports du concept de développement durable**

Thèse pour le Doctorat es-Sciences Economiques  
présentée et soutenue  
par  
**VU MANH CHIEN**

**JURY**

M. Jacques BRASSEUL, *Professeur émérite à l'Université du Sud Toulon-Var.*

M. Hervé BOISMERY, *Maître de Conférences habilité à la direction de recherche (Université d'Aix-Marseille II).*

Mme. Muriel CASALS-COUTURIER, *Professeur à l'Université Autonome de Barcelone.*

M. Philippe GILLES, *Professeur à l'Université du Sud Toulon-Var.*

M. Saïd Mahmoud ROHAINE, *Maître de Conférences habilité à la direction de recherche (Université de Lille II).*

## *Remerciements*

---

Quel moment plaisant dans la rédaction d'une thèse, que celui où l'on arrive aux "remerciements" ... D'une manière rétrospective et introspective, les moments les plus marquants surgissent de la mémoire ...

Je tiens tout d'abord à remercier Monsieur Hervé BOISMERY pour avoir accepté la direction de cette thèse. Sans lui, cette expérience tellement enrichissante n'aurait pas vu le jour. Grâce à lui, ce travail a pu finalement aboutir.

Je tiens également à attester ma gratitude envers le Doyen Philippe GILLES qui m'a accueilli au sein de l'Ecole Doctorale de l'Université du Sud Toulon-Var et qui a témoigné de son attention et de sa bienveillance.

Je remercie Madame Muriel CASALS-COUTURIER, ainsi que Messieurs Jacques BRASSEUL et Saïd Mahmoud ROHAINE pour avoir accepté de faire partie du jury.

Une pensée affective toute particulière et un grand merci à mes amis, dans le désordre bien évidemment (Quang Thu, Ngan Huong, Van Phuong, Thuy, Thai Long, Hoang Anh, Minh Huan, Thanh Tu...). A tous les autres que je ne peux citer ici mais qui m'ont encouragé et aidé tout au long de cette thèse, j'adresse un grand merci.

Je remercie aussi mes collègues de l'Université de Commerce du Vietnam et en particulier le Recteur Nguyen Bach Khoa, Messieurs Do Minh Thanh, Nguyen Tuan Duy, Nguyen Hoang de m'avoir permis de concilier mon activité d'enseignement avec mes recherches.

Du temps s'est écoulé depuis les premiers pas sur le chemin de cette thèse. De nombreuses personnes ont accepté de m'accompagner dans ce voyage difficile et leur présence a eu valeur de réconfort. Pour leurs soutiens inconditionnels, je remercie sans les nommer tous ceux qui se reconnaîtront ici sans difficulté aucune. Do Le Thanh, mon épouse, sans qui je ne serais, ni ne ferais rien. Ma famille, mes parents, mes beaux parents, mon frère, mon beau frère, mes belles sœurs et surtout, mon fils Vu Hong Quan, pour avoir supporté mon absence durant ces années de labeur et pour avoir su toujours me soutenir dans les moments difficiles.

# SOMMAIRE

---

Introduction générale .....	1
 <b>Première partie : <i>DETERMINANTS ET IMPACTS DU TOURISME INTERNATIONAL SUR LA CROISSANCE.</i></b>	
Introduction à la première partie .....	21
Chapitre I : Tendances du tourisme mondial et croissance des pays en développement .....	23
Chapitre II : Compétitivité des destinations et spécialisation touristique .....	75
Chapitre III : Instabilité et prévision de la demande touristique .....	103
 <b>Deuxième partie : <i>CROISSANCE TOURISTIQUE, EXPLOITATION DES RESSOURCES ET DEVELOPPEMENT DURABLE.</i></b>	
Introduction à la deuxième partie .....	139
Chapitre IV : Tourisme, ressources naturelles et développement durable.....	143
Chapitre V : Le tourisme et les contraintes du développement local .....	174
Chapitre VI : Essor touristique et emploi : les risques de croissance appauvrissante .....	217
 Conclusion générale.....	 224
Bibliographie.....	270
Table des abréviations .....	309
Table des tableaux .....	311
Table des figures .....	314
Table des matières.....	316

# INTRODUCTION GENERALE

---

## 1 - LE TOURISME : UNE ACTIVITE MONDIALISEE EN FORTE CROISSANCE

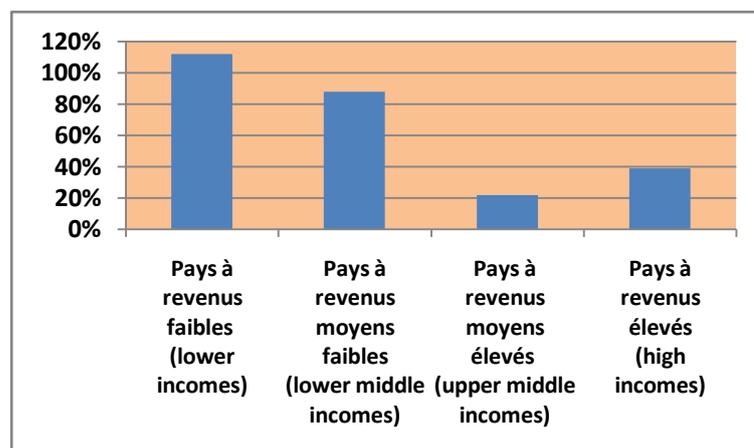
Secteur pleinement globalisé, le tourisme représente, après le trafic d'armes, la principale activité à l'échelle internationale, supérieure à l'industrie automobile ou pétrolière, avec 11 % du PIB mondial. A cet égard, entre 1950 et 2003, le nombre de voyages à caractère touristique a été multiplié par vingt-sept. En 2003 également, le montant des recettes touristiques représentait 210 fois celui de 1950. En outre, les prévisions de l'Organisation Mondiale du Tourisme annoncent un nombre de voyageurs supérieur à un milliard en 2010, chiffre qui devrait s'élever jusqu'à 1,6 milliard en 2020.

Dans de nombreux pays en développement ou en transition, le tourisme est devenu une source essentielle de richesse et de croissance. Selon l'*Organisation Mondiale du Tourisme* (2004), dans ces pays, l'activité touristique a doublé entre 1995 et 2005. Le tourisme est ainsi devenu le premier secteur exportateur pour plusieurs pays de petite ou moyenne dimension géographique ou démographique. En outre, cette activité est devenue la principale source de devises pour les 50 pays les moins développés, si l'on exclut toutefois l'industrie pétrolière. Dans cette lignée, il convient de rappeler certaines données macroéconomiques récentes :

- 1) En 2004, l'industrie touristique mondiale (en incluant les déplacements vers les lieux de destination) a représenté un volume d'affaires de 550 milliards de dollars, soit 10,4 % du PIB mondial, avec environ 215 millions de travailleurs oeuvrant d'une manière directe ou indirecte dans ledit secteur et un volume d'exportation équivalant à 12,2 % du total mondial des échanges de biens et de services.
- 2) Les pays en développement ont enregistré une forte croissance de leur participation au marché touristique mondial, de 11 % à 32 % entre 1978 et 2002. Egalement, le tourisme est devenu le principal secteur d'exportation pour plus du tiers des pays en développement, s'affirmant comme la seule production de services excédentaire dans les échanges entre les pays développés et les pays en développement.
- 3) Par référence aux arrivées de touristes internationaux, les augmentations des flux ont été particulièrement importantes dans les pays de la catégorie à revenus moyens faibles selon le critère de la Banque Mondiale (*lower middle incomes*)
- 4) En ce qui concerne les recettes provenant du tourisme international, les croissances les plus importantes ont été observées dans les pays à revenus moyens

faibles (*lower middle incomes*) suivis des pays à revenus moyens, élevés (*upper middle incomes*), toujours selon les critères de la Banque Mondiale.

**Figure 1 : Accroissement du nombre d'arrivées de touristes internationaux (1990 - 2002)**



Source : WTO/OMT

**Tableau 1 : Recettes touristiques internationales (millions de dollars)**

	1990	2001	% 1990 - 2001
Pays à revenus faibles	10.970	16.709	52,3
Pays à revenus moyens faibles	22.403	71.418	218,8
Pays à revenus moyens élevés	21.710	54.168	149,5
Pays à revenus élevés	212.121	319.585	50,7
Total mondial	265.316	457.890	72,6

Source : OMT ; Banque Mondiale

**Tableau 2 : Recettes touristiques en pourcentages des recettes d'exportation de services (2003)**

Zones	Pourcentages
Organisation de Coopération et de Développement Economique	28,1
Union Européenne	28,6
Pays en voie de développement	43,3
Pays les moins avancés	70,6

Source : OMT

Autant dire qu'au début du nouveau millénaire, le tourisme apparaît comme l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie mondialisée en émergence, notamment par référence aux échanges internationaux de services.

Les données recensées hors texte en page 3 confirment pleinement les affirmations qui précèdent. Dans ce contexte, la fonction socio-économique désormais déterminante du tourisme a été pleinement reconnue par les grandes organisations internationales, notamment l'OMT et la CNUCED, avec la définition du concept de « tourisme soutenable », en tant qu'instrument de développement durable et d'élimination de la pauvreté.

## **2 - LE TOURISME ET LES PAYS EN DEVELOPPEMENT**

Le tourisme apparaît indéniablement comme une source d'enrichissement et de croissance. Mais néanmoins, dans la perspective du développement, il serait prématuré de le considérer comme une panacée. L'expérience montre en effet qu'il s'agit d'une industrie complexe, source de bénéfices mais aussi de préjudices à l'encontre des communautés les plus pauvres envers lesquelles le tourisme véhicule souvent un message de ressentiment et de frustration, voire d'atteinte aux valeurs et de déstructuration morale et éthique. De surcroît, la spécialisation touristique, malgré certains effets multiplicateurs, s'accompagne souvent de phénomènes de fuite et de déperdition, avec des impacts économiques, sociaux et environnementaux lourdement négatifs. Ces facteurs, singulièrement aggravés par l'intégration verticale et horizontale des entreprises touristiques, entraînent fréquemment des situations de dépendance des pays récepteurs, avec une amplification des déséquilibres structurels.

Dans le tableau 3, nous présentons une synthèse des potentialités positives et négatives du phénomène touristique.

**Tableau 3 : Potentialités de l'activité touristique**

	<b>Potentialités positives</b>	<b>Potentialités négatives</b>
ASPECTS GENERAUX	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le tourisme se fonde sur la mise en valeur de ressources culturelles et naturelles (soleil, mer, montagne) largement présentes dans les pays en développement.</li> <li>- La mise en valeur initiale exige moins d'investissement et moins de coûts de maintien que dans les autres activités.</li> <li>- Par sa diversité, le tourisme peut s'implanter dans de nombreux pays ou régions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La faible spécialisation des destinations (tourisme de soleil et de plage) rend les pays pauvres fortement vulnérables aux changements dans la demande touristique.</li> </ul>
CONSEQUENCES ENVIRONNEMENTALES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rationnellement planifiée, l'activité touristique s'avère moins destructrice du milieu naturel que d'autres activités.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dégradation des ressources naturelles et environnementales, avec une exclusion des communautés locales et des populations indigènes.</li> </ul>
CONSEQUENCES MACROECONOMIQUES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le tourisme échappe aux barrières douanières, tarifaires ou non tarifaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les déséquilibres structurels dans les pays de destination engendrent une dépendance par rapport aux pays riches, aggravée par l'intégration verticale et horizontale des firmes touristiques (tour-opérateurs notamment).</li> </ul>
		<p>Les carences et la dépendance entraînent des pertes économiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) rapatriement des bénéficiaires, des investisseurs étrangers</li> <li>b) faible pouvoir de négociation des pays d'accueil en matière de prix</li> <li>c) généralisation du modèle « tout compris » afin d'obtenir des profits plus importants, ce qui limite les échanges commerciaux avec les communautés locales</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement des infrastructures, éventuellement au bénéfice des communautés locales</li> <li>- Effets de liaison et stimulation des productions locales de biens et de services</li> <li>- Diversification productive, notamment dans l'agriculture afin de répondre aux commandes de l'hôtellerie-restauration.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le coût des investissements domestiques peut annuler la dépense en services de base pour les communautés locales</li> <li>- Exclusion fréquente des communautés locales de l'utilisation d'infrastructures prioritairement affectées au tourisme international</li> </ul>

CONSEQUENCES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le tourisme ne requiert pas une formation initiale importante dans la plupart des emplois créés.</li> <li>- Activités souvent intensives en main-d'œuvre.</li> <li>- Le tourisme saisonnier remplit une fonction d'ajustement social.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faibles qualifications des emplois créés.</li> <li>- Déqualification tendancielle de la main-d'œuvre.</li> <li>- Précarité des emplois.</li> <li>- Faibles rémunérations.</li> </ul>
CONSEQUENCES SUR LES ECONOMIES LOCALES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les économies locales, opportunités d'offrir des biens et des services touristiques</li> <li>- Effets multiplicateurs aux niveaux des productions et des revenus</li> <li>- Croissance du secteur informel et des microentreprises.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aggravation de l'inflation.</li> <li>- Augmentation des prix du foncier bâti et non bâti.</li> <li>- Déstructuration des économies locales avec des difficultés d'accès aux ressources productives.</li> <li>- La spécialisation touristique peut conduire à un recul des productions locales et un processus de désindustrialisation.</li> </ul>

Ainsi, apparaissent les effets ambigus et incertains, voire les risques d'effets pervers d'une croissance et d'une spécialisation touristiques, notamment par référence aux économies locales

### 3 - LES CONSEQUENCES D'UNE CROISSANCE TOURISTIQUE

De nombreux travaux présentent des analyses théoriques des conséquences alternativement positives ou négatives d'une croissance touristique dans le cadre des pays en développement ou en transition (*Copeland, 1991 ; Chen et Devereux, 1999 ; Hazari et Nowak, 2003 ; Hazari et Ng, 1993, Nowak et al., 2003*).

La plupart de ces contributions se réfèrent au concept de « syndrome hollandais » (*dutch disease*) et utilisent des modèles d'équilibre général. La croissance touristique affecte une économie en premier lieu à travers l'évolution des termes de l'échange. En effet, les touristes consomment des produits qui initialement n'étaient pas « échangeables ». Il en résulte donc une croissance de la demande pour ces produits et par conséquent une élévation de leurs prix relatifs, avec une appréciation du taux de change réel et une amélioration du bien-être. *Copeland (1991)* estime que cette tendance à la hausse des prix se trouvera renforcée par une dépense domestique additionnelle induite par l'augmentation des revenus réels. Il convient d'observer que, contrairement à

la situation engendrée par une croissance des exportations traditionnelles, il existe dans ce cas des effets directs et indirects sur les marchés des biens non échangeables. Cet accroissement des termes de l'échange comporte donc des effets similaires sur la dépense et les affectations de ressources à ceux du « syndrome hollandais », tels que les décrit une abondante littérature. Ainsi, dans un premier temps, le bien-être global augmente sans que n'apparaissent de distorsions ou de situations d'appauvrissement.

Le cœur du modèle du « syndrome hollandais » est présenté par *Corden et Neary* (1982), puis par *Corden* (1984) qui distinguent deux effets possibles consécutifs à une croissance exportatrice : un *effet dépense* et un *effet mouvement de ressources*.

Concernant *l'effet dépense*, une croissance exportatrice accroît le revenu domestique, ce qui entraîne une augmentation de la demande à la fois des « biens échangeables » et des « biens non échangeables ». Il en résulte alors une augmentation des prix des biens non échangeables. Mais, avec l'hypothèse du « petit pays », les prix des biens échangeables n'augmentent pas puisqu'ils sont soumis à la concurrence internationale. Par contre, les prix relatifs des biens non échangeables par rapport aux biens échangeables augmentent, ce qui implique une appréciation du taux de change réel, rendant ainsi la production des biens non échangeables plus attractive que celle des biens échangeables. Des ressources productives sont alors transférées du secteur des biens échangeables vers le secteur des biens non échangeables, avec une augmentation de la demande d'importation qui va être financée par les recettes touristiques. Dans ces conditions, la production des biens échangeables diminue tendanciellement, à la suite de cet effet dépense.

L'*effet mouvement des ressources* est provoqué par une augmentation du produit marginal du travail dans le secteur en expansion, ce qui cause un afflux de travail en provenance des autres secteurs producteurs de biens échangeables ou non échangeables. Cette situation peut conduire directement à un processus de désindustrialisation. La réduction du travail dans ces secteurs entraîne une réduction de la production avec l'apparition possible d'un excès de demande aggravant l'effet dépense. Par ailleurs, les prix des biens non échangeables augmentent également, entraînant ainsi une nouvelle migration de travail en provenance du secteur des biens échangeables, cette fois-ci vers le secteur des biens non échangeables. Il en résulte alors indirectement une nouvelle tendance à la désindustrialisation consécutive à une appréciation du taux de change réel.

Les effets décrits ci-dessus se fondent sur un ensemble d'hypothèses restrictives qu'il convient de compléter ou de modifier.

*Krueger et Sonnenschein* (1967) démontrent qu'en l'absence de distorsion une amélioration dans les termes de l'échange est toujours de nature à améliorer le bien-être. Cependant, cette relation peut s'inverser dans l'hypothèse de distorsions. Ainsi, en présence de monopoles dans le secteur des biens non échangés (*Lahiri et Ono*, 1989), d'une concurrence internationale imparfaite (Markusen, 1981), d'une propriété étrangère des facteurs de productions (*Bhagwati et Tironi*, 1980 ; *Micheal*, 1992), de différentiels de salaires (*Batra et Scully*, 1971), de barrières tarifaires (*Woodland*, 1982 ; *Lahiri et Ono*, 1989), il peut être démontré qu'une amélioration dans les termes de l'échange n'entraîne pas forcément une augmentation du bien-être. Ainsi, sous certaines conditions, une croissance touristique peut véritablement conduire à une détérioration du bien-être (*Gooroochurn et Blake*, 2005).

Les effets des variations des termes de l'échange, quand le secteur des biens non échangés se trouve soumis à des structures monopolistiques ou oligopolistiques, ont été analysés par *Lahiri et Ono* (1989), ainsi que par *Cassing* (1977). *Lahiri et Ono* démontrent qu'une amélioration des termes de l'échange en faveur de biens échangés compétitifs peut réduire le bien-être si la production des biens non échangés diminue, ce qui entraîne une diminution des revenus à caractère monopolistique (en supposant des rendements constants à l'échelle), compensant ainsi d'une manière négative l'accroissement des exportations, notamment quand le secteur exportateur est d'une faible dimension. Une croissance touristique entraînera donc une expansion du secteur des biens non échangeables qui fournissent les biens et services touristiques et une récession dans les autres secteurs producteurs de biens non échangeables. Si le secteur touristique est de petite dimension, sa croissance peut être en définitive appauvrissante.

Néanmoins, si dans le secteur touristique des biens non échangés prévalent des structures monopolistiques, la situation est différente. En effet, le secteur touristique des biens non échangés dispose souvent d'un pouvoir de monopole dans les pays en développement où l'offre touristique est en fait contrôlée par les grandes chaînes hôtelières multinationales. La croissance touristique entraînera une augmentation de la demande, ce qui conduira à d'importants profits de nature anormale. Une telle analyse a été conduite par *Hazari et Kaur* (1995), qui n'ont pas pu néanmoins déterminer d'une

manière concluante le sens des changements dans les prix des biens touristiques non échangés après un essor dans ce secteur. Cependant, sur une structure de marché quelconque, avec des fonctions d'offre et de demande qui se comportent d'une manière normale, un accroissement exogène de la demande devrait augmenter les prix, conduisant ainsi à une amélioration du bien-être. En outre, dans l'hypothèse de rendements constants à l'échelle, des gains d'efficacité peuvent renforcer les effets sur le bien-être, en fonction même de la présence des rendements d'échelle croissants. Néanmoins, *Nowak et al.*, (2003) démontrent que si le secteur des biens exportables est le seul qui enregistre des rendements constants à l'échelle, une croissance touristique peut être appauvrissante car la réduction de la production des biens exportables peut alors conduire à des pertes ultérieures d'efficacité.

Par ailleurs, le tourisme consomme des biens non échangés qui sont également consommés par les consommateurs résidents. Dans ces conditions, un essor touristique peut susciter des effets d'éviction à l'encontre de la consommation domestique, causant ainsi une perte de bien-être. D'un autre côté, l'essor touristique améliorera les termes de l'échange, ce qui implique que les consommateurs résidents disposeront de davantage de disponibilités en termes d'importation. A ce sujet, *Hazari et Ng* (1993) analysent les changements dans la consommation domestique consécutifs à un essor du tourisme dans l'économie, en supposant que les touristes ne consomment pas de biens importés. Une partie de la nouvelle consommation sera satisfaite par des productions implantées antérieurement à l'essor touristique, ce qui peut entraîner une perte de bien-être pour les consommateurs résidents.

D'une manière similaire, le problème peut être posé par référence à une analyse de type *welfare-improving equilibrium*. La situation du nouvel équilibre dépend des préférences des consommateurs résidents envers les biens non échangés ou importés, de façon qu'une préférence envers les biens non échangés conduira à une croissance touristique de nature appauvrissante. Le nouvel équilibre dépendra également du ratio des prix : plus les prix relatifs des biens importés seront élevés par rapport aux biens non importés, plus sera élevé le risque d'une croissance touristique appauvrissante.

*Kemp* (1968) démontre qu'en présence d'une tarification des importations une amélioration des termes de l'échange ne peut jamais être appauvrissante. Mais, à contrario, *Lahiri et Ono* (1989) estiment qu'une amélioration de termes de l'échange

risque de réduire le bien-être en présence de subventions à l'exportation, notamment avec un niveau élevé de subvention, une forte élasticité prix de la demande et de faibles montants exportés.

Par ailleurs, *Chen et Devereux* (1999) ont étudié le tourisme sous différents régimes commerciaux et décomposé les effets globaux sur le bien-être en *effet termes de l'échange* et en *effet volume de l'échange*. L'*effet termes de l'échange* améliore le bien-être, tandis que l'*effet volume de l'échange* peut améliorer ou détériorer le bien-être. En supposant que tous les biens sont normaux et représentent des substituts nets les uns vis-à-vis les autres, à la fois sur le marché des biens des facteurs, l'effet volume de l'échange améliorera le bien-être dans l'hypothèse d'une tarification des importations et d'une subvention à l'exportation. Intuitivement, un appauvrissement peut résulter du fait qu'une croissance touristique entraîne une augmentation des importations et une réduction des exportations. Par ailleurs, la plupart des études sur les effets de la mobilité internationale des facteurs se concentrent sur la tarification des importations, avec des conclusions souvent divergentes. A titre d'exemple, *Jones* (1984), *Bhagwati et Tironi* (1980) et *Micheal* (1992) démontrent que la tarification des importations réduit le bien-être, notamment dans une situation de mobilité internationale des facteurs.

En outre, la présence du capital international dans le secteur touristique peut conduire à une réduction du bien-être consécutif à un essor touristique. En suivant la démonstration de *Stolper-Samuelson*, un essor touristique entraînera une diminution du prix relatif du capital par rapport au travail, si le secteur touristique est *labour intensive*. A contrario, il en résultera un accroissement du prix relatif du capital par rapport au travail si le secteur touristique est *capital intensive*. Dans le premier cas, le revenu factoriel rapatrié vers l'étranger diminuera, tandis qu'augmentera le revenu factoriel perçu par les résidents. Mais dans le deuxième cas, le revenu factoriel rapatrié vers l'étranger augmentera tandis que diminuera le revenu factoriel perçu par les résidents. Ainsi, les bénéfices directs d'un essor touristique dépendent étroitement de la présence de capital international. Comme l'estime *Copeland* (1991), si le montant du revenu factoriel rapatrié vers l'étranger est plus important que la dépense touristique, un essor touristique peut être réellement appauvrissant.

Dans le cas où le capital est mobile internationalement, un essor touristique peut certes améliorer le bien-être, mais cependant d'une manière limitée, car la mobilité

internationale des facteurs rend l'offre plus élastique. Cependant, de nombreuses analyses du phénomène suggèrent que la demande touristique n'est pas parfaitement élastique. En effet, plusieurs études considèrent que la majorité des pays touristiques exercent un pouvoir de monopole limité sur le tourisme international (*Fish*, 1982 ; *Copeland*, 1991, *Bird*, 1992 ; *Hazari et Ng*, 1993 ; *Forsyth et Dwyer*, 2002, *Hazari et Nowak*, 2003 ; *Gooroochurn et Sinclair*, 2003). Un tel pouvoir sur le marché découle du caractère différencié des produits touristiques, spécifiques à chaque pays en termes de qualité des loisirs, des biens et des services. A cet égard, *Chen et Devereux* (1987) établissent une distinction entre un tourisme « *wanderlust* » orienté vers des destinations uniques et un tourisme « *sunlust* », principalement balnéaire (*sun, see, sand*). Evidemment, le tourisme *wanderlust* présente un degré plus élevé de différenciation des produits et donc de pouvoir sur le marché que le tourisme *sunlust*.

En théorie, le libre échange permet de se rapprocher de l'optimum de *Pareto*. Cependant, le théorème de *Stolper-Samuelson* établit que certains facteurs sont gagnants tandis que d'autres sont perdants, à la suite de l'ouverture à l'échange international. *Krugman* (1979) démontre que les effets de redistribution des revenus dans le cadre du modèle d'échange de *Heckscher-Ohlin* sont plus importants que dans le cadre du modèle d'échange intra-industriel. Cependant, en tout état de cause, les effets redistributifs sont significatifs. Le bien-être global peut en effet augmenter, malgré la détérioration du processus de distribution des revenus, si l'accroissement de bien-être des plus riches est plus important que la diminution du bien-être des plus pauvres. Cependant, une telle évolution entraîne néanmoins une aggravation des inégalités.

Dans les pays en développement et en transition où la pauvreté est structurelle, la croissance touristique influe d'une manière déterminante sur les revenus des plus modestes. Notamment si la spécialisation touristique n'améliore pas la situation des plus pauvres, elle risque d'être fortement appauvrissante. Le secteur touristique est généralement *labor intensive* et dans ces conditions, l'essor touristique devrait augmenter les prix relatifs du travail par rapport au capital au bénéfice des plus pauvres. Cependant, l'augmentation des prix des biens en rapport avec le tourisme et les effets d'éviction causés par une consommation touristique plus importante peuvent affecter gravement les catégories sociales modestes.

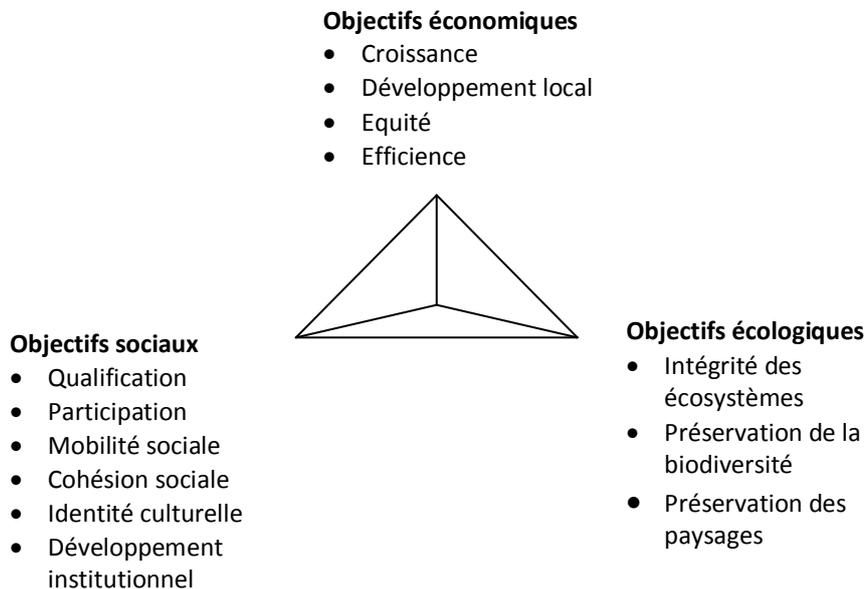
#### **4 - LE TOURISME ET LES CONTRAINTES DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

L'idée d'un « tourisme soutenable » (*sustainable tourism*) a été pour la première fois émise en 1988 par l'Organisation Mondiale du Tourisme, selon laquelle « un tourisme soutenable doit conduire à une gestion intégrée des ressources, de manière que les besoins économiques et sociaux puissent être satisfaits par le maintien de l'intégrité culturelle, des processus écologiques essentiels, de la diversité biologique et par une amélioration du bien-être des populations ». Rappelant des proclamations antérieures, telles que notamment la déclaration de Manille, la déclaration de La Haye, ainsi que le *Tourism Bill of Rights and Tourist Code*, la charte de *Lanzarote* de 1995 affirme la nécessité de développer un tourisme qui préserve l'environnement, respecte les structures socio-économiques et les cultures des populations locales.

Dans la lignée de ces textes doctrinaux, le concept de « tourisme soutenable » comporte deux implications : en premier lieu, une *implication écologique*, avec une exigence de conservation des écosystèmes et des ressources naturelles (flore, faune, paysages...); en deuxième lieu, une *implication anthropologique*, supposant la préservation des cultures indigènes et des économies locales.

La figure 2 recense les principaux objectifs d'un « tourisme soutenable » dans le cadre d'un « développement durable ».

**Figure 2 : Objectifs d'un « tourisme soutenable » et d'un « développement durable »**



Source : S. Creaco and G. Querini (2003), The role of tourism in sustainable economic development, 43<sup>rd</sup> Congress of the European Regional Science Association

Parallèlement à l'émergence d'une vaste littérature sur les concepts de développement durable et de tourisme soutenable, de nombreuses études s'efforcent de mettre en lumière les implications complexes du phénomène touristique sur les économies nationales ou régionales. A cet égard, nous pouvons nous référer à la synthèse de *Pearce* (1991) :

- *Balance des paiements* : pour de nombreux pays, le tourisme représente la principale source de devises, bien que les bénéfices nets soient souvent confisqués par les tour-opérateurs étrangers.
- *Développement régional* : par sa diversité, l'activité touristique exerce des effets de liaison sur l'environnement socio-économique, de nature à stimuler les productions locales. Cependant, l'expérience montre que le phénomène n'est pas exempt d'effets pervers et peut conduire à des situations de désindustrialisation et de recul des productions.
- *Création et distribution de revenus* : la dépense touristique exerce au sein d'une économie des effets multiplicateurs et générateurs d'importants revenus, bien que

le phénomène distributif qui en résulte conduit souvent à une aggravation des inégalités.

- *Création d'emploi* : dans la plupart des pays concernés, le tourisme s'avère fortement créateur d'emplois, notamment d'emplois non qualifiés ou semi qualifiés. Cependant, malgré d'indiscutables retombées sociales, les effets définitifs sur l'emploi sont souvent ambigus, avec des situations fréquentes de déqualification et de précarisation de la main-d'œuvre.
- *Recettes fiscales* : le tourisme est générateur de contributions à la fois directes et indirectes, bien que l'informalité fréquente de l'activité et la présence de firmes étrangères soient propices à l'évasion fiscale.

Par ailleurs, la croissance touristique est un phénomène fortement évolutif exprimé par la théorie du *cycle de vie d'une destination*, concept essentiel formulé pour la première fois par *Butler* (1980).

A cet égard, l'auteur précité distingue cinq étapes dans l'évolution « vitale » d'une destination touristique :

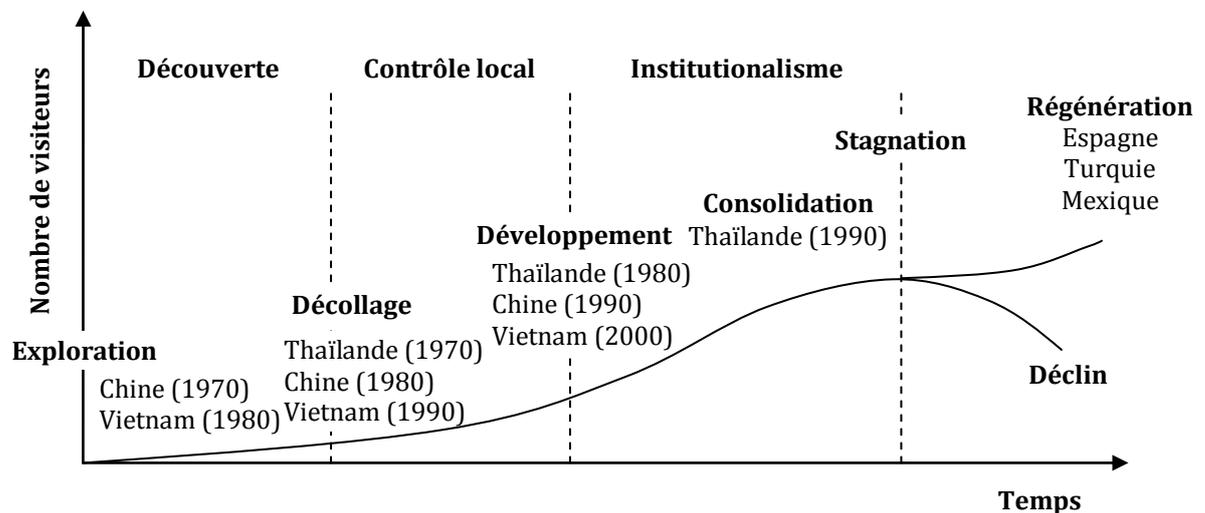
- La première étape ou *exploration* est caractérisée par un petit nombre de visiteurs aventureux, des hébergements rustiques, des ressources naturelles faiblement exploitées, des écosystèmes préservés...
- Au cours de la deuxième étape, celle du *décollage*, l'économie locale s'engage progressivement dans une spécialisation touristique : construction d'hébergements et d'hôtels, dotations en infrastructures, implication d'agences étrangères... Néanmoins, le marché touristique demeure limité et maintient un équilibre avec les autres activités.
- Avec l'étape du *développement*, la destination connaît une période de croissance touristique rapide et d'évolution sensible, par une promotion sur les marchés internationaux. Le nombre des visiteurs augmente d'une manière exponentielle tandis que le secteur touristique devient une composante essentielle de l'activité économique.
- A l'étape de la *consolidation*, la destination concernée est notoirement connue et pleinement intégrée dans les flux touristiques mondiaux. Le nombre de visiteurs continue d'augmenter, cependant à un rythme plus faible. Les grandes firmes touristiques internationales sont présentes sous divers concepts : investissements

directs, tour-opérateurs et *franchising*. Les retombées sur l'économie locale peuvent alors conduire à une spécialisation touristique affirmée, avec des implications incertaines quant à l'avenir du développement durable.

- L'étape de la *stagnation* correspond à une perte d'attractivité et de compétitivité pour diverses raisons. Notamment, la surexploitation touristique peut provoquer une détérioration de l'environnement, à un saccage des ressources naturelles et des paysages, ainsi que parfois à des réactions xénophobes des populations indigènes, dans le contexte d'économies locales en difficulté voire sinistrées.

Cependant, le déclin d'une destination touristique qui a atteint le stade de la maturité n'est pas inéluctable. A cet égard, *Agarwall* (1994) estime qu'avec la phase de *post-stagnation*, plusieurs évolutions sont concevables : un déclin continu, avec une orientation des flux touristiques vers d'autres destinations, ou différentes formes de *régénération*, avec une restauration de l'attractivité, de nouveaux clients et de nouveaux circuits de distribution permettant de resituer la destination dans le tourisme mondial. Des pays tels que l'Espagne, l'Italie ou le Mexique ont, à cet égard, pleinement réussi leurs reconversions et demeurent de ce fait des destinations touristiques de premier plan.

**Figure 3 : Cycle de vie hypothétique d'une destination touristique**



Source : d'après Butler R. (1980), The concept of the tourist area cycle of evolution : Implications for management of resources, in *Canadian Geographer*, vol. 24, pp. 5-12

Il est manifeste que la théorie de *Butler* représente une reformulation de la théorie du cycle de vie du produit. Dans cette lignée, *Lundtorp-Wanhill* (2001) évalue la pertinence du modèle de cycle de vie en prenant en considération plusieurs situations

exemplaires. Néanmoins, la transition d'une phase à une autre n'est pas toujours facilement observable. Par référence à l'Asie, nous avons introduit dans la figure 3 les situations de trois pays qui occupent des positions, maintenant significatives dans la captation des flux touristiques mondiaux : la Chine, la Thaïlande, le Vietnam.

## 5 - PROJET SCIENTIFIQUE ET METHODOLOGIE

Le phénomène touristique, de par sa complexité, comporte une dimension fortement *transversale*, dans la mesure où cette activité concerne plusieurs champs thématiques : économie internationale ; économie monétaire ; économie du développement ; économie du travail ; économie de l'environnement ; économie locale et régionale ; économie logistique et des transports...

Dans ce contexte, l'économie du tourisme est devenue une thématique en forte croissance au cours des deux dernières décennies, avec une multiplication des travaux théoriques et empiriques. Mentionnons à ce sujet l'intérêt et la notoriété d'une revue spécialisée telle que *Tourism Economics*.

Pour autant l'économie du tourisme ne peut pas être considérée comme une discipline autonome. Il s'agit plutôt d'une étude spécialisée sur un secteur ou une industrie et qui utilise, d'une manière éclectique, plusieurs instruments et concepts empruntés aux sciences économiques et de gestion en général. A titre d'exemple, la situation de l'économie du tourisme est comparable à celle de l'économie des transports ou de l'économie de l'énergie. De ce fait, l'économie du tourisme utilise les multiples apports de la macroéconomie, de la microéconomie et de l'économétrie. Citons, à cet égard, les modélisations de la demande, la théorie de la taxation, l'économie de l'environnement, la théorie du capital humain, la théorie de l'organisation industrielle... Plus récemment, l'économie du tourisme a entrepris d'utiliser d'une manière systématique les théories de l'échange international et les modèles d'équilibre général.

Cependant, les approches les plus rigoureuses du point de vue scientifique concernent à ce jour principalement les modélisations et prévisions de la demande. Paradoxalement, les aspects *supply side* du phénomène touristique ont suscité moins d'intérêt que les aspects *demand side* (Dwyer et Forsyth, 2006). Egalement, dans un

proche avenir, les nouvelles théories de l'organisation industrielle pourraient susciter des recherches fécondes dans ce domaine.

Surtout, par référence à l'économie du développement, les impacts sociaux du tourisme n'ont inspiré à ce jour que peu de chercheurs. Néanmoins, récemment, des études ont exploré ce vaste champ thématique en utilisant notamment les modèles d'équilibre général dans un but de théorisation, ainsi que les modèles d'équilibre général calculable dans un but d'investigation empirique. En effet, ces modèles ont le mérite de prendre en compte les structures de l'économie dans leur globalité, ainsi que les interactions des marchés dans des situations de contraintes au niveau des ressources. D'une manière significative, ces modèles mettent en lumière certains effets que des approches purement descriptives ou inductives ignorent systématiquement, confirmant ainsi la supériorité scientifique des démarches hypothético-déductives, avec l'identification de certains risques d'effets pervers.

En outre, l'économie du tourisme accorde une importance croissante à l'échange international, puisque cette activité représente désormais une composante essentielle des exportations de services dans le cadre de l'économie mondialisée. Notamment, la compétitivité des destinations, avec l'utilisation empirique du concept d'avantage comparatif, inspire maintenant de nombreux chercheurs (*Crouch et Ritchie, 2006*).

A cet égard, notre recherche se situe, d'une manière délibérée, principalement dans les champs thématiques de l'économie internationale et de l'économie du développement, notamment dans ses dimensions locales et régionales. Dans ce but, d'une manière éclectique et pluridisciplinaire, nous avons utilisé plusieurs instruments méthodologiques et plusieurs approches de nature théorique ou empirico-statistique. En l'occurrence, dans la première partie de notre thèse, le phénomène touristique est appréhendé au double point de vue *supply side* et *demand side*, par des estimations économétriques visant à identifier les relations avec la croissance. Dans la deuxième partie, par référence à l'économie du développement, nous présentons des modélisations méso-économiques d'économies locales ou régionales.

Cependant, notre thèse ne comporte que peu de références à la macroéconomie et à l'économie monétaire, dans la mesure où ces thématiques ont fait l'objet de nombreux travaux antérieurs, axés notamment sur le traitement des balances des paiements et des comptes satellites. A ce sujet, l'importance du tourisme, notamment en tant que

pourvoyeur de devises et de moyens des paiements extérieurs, dans les pays en développement et en transition, a été largement reconnue et étudiée dans de multiples recherches consacrées à la croissance et aux politiques d'ajustement structurel.

Néanmoins, malgré ses retombées stimulantes sur la croissance économique, l'expérience, corroborée par de nombreux travaux théoriques et empiriques, montre que la spécialisation touristique n'est pas exempte de risques d'effets pervers.

Certes, le tourisme exerce des effets positifs sur la balance des paiements, sur l'emploi et sur la production, du moins au niveau macroéconomique. Mais il peut par ailleurs exercer des effets lourdement négatifs sur l'environnement et compromettre les perspectives d'un développement durable. En outre, la spécialisation touristique peut souvent entraver le développement régional, en conduisant à des processus de désindustrialisation et de recul des activités productives.

Dans plusieurs pays, les retombées ambiguës ou incertaines de la croissance touristique ont souvent été observées à la lumière des phénomènes suivants : 1) la prédominance monopolistique des tour-opérateurs qui vendent des images stéréotypées, à travers des produits homogènes et sans diversification de l'offre ; 2) une croissance touristique géographiquement concentrée, fortement consommatrice de ressources et destructrice des écosystèmes ; 3) des processus d'exclusion sociale à l'encontre de populations locales, souvent marginalisées ou confinées dans des activités à bas salaires.

Notre recherche utilise différents instruments conceptuels, majoritairement empruntés à l'économie internationale et à l'économétrie. Les résultats de nos travaux s'articulent autour de deux axes constitutifs de deux parties distinctes :

1) *Déterminants et impacts du tourisme international sur la croissance.*

Dans cette première partie, sur la base principalement d'études empirico-statistiques en termes de données de panel, nous évaluons la signification de la spécialisation touristique par référence notamment au concept d'avantage comparatif. Nous présentons des séries de travaux de nature *supply side* et *demand side*, en nous référant préalablement aux substrats des théories du commerce international, dans le contexte d'un essor mondial de l'économie des services. A cet égard, nos recherches accordent une attention prioritaire à l'Asie du Sud-Est

2) *Croissance touristique, exploitation des ressources et développement durable.*

Le tourisme est souvent perçu comme un facteur efficient de développement local, dans la mesure où il exerce des effets de liaison et de multiplication. Cependant, ce point de vue optimiste doit être tempéré, compte tenu de l'existence de nombreux effets de déperdition au détriment des tissus productifs et de retombées sur l'environnement.

Dans la lignée de nombreux travaux, en empruntant au concept marshallien de « district industriel » et sur la base de modélisations en termes d'équilibre général, nous démontrons que la spécialisation touristique peut engendrer, au moins au niveau local, des situations de « croissance appauvrissante », avec une aggravation du sous-emploi structurel, un recul des productions et un épuisement des ressources naturelles.

En conclusion, nos recherches, sans contester l'utilité socio-économique du tourisme, nous amènent à formuler des diagnostics nuancés et des pronostics de prudence sur un phénomène dont l'importance s'affirmera encore davantage dans les pays en développement et en transition au cours des prochaines décennies.

# Première partie

## DETERMINANTS ET IMPACTS DU TOURISME INTERNATIONAL SUR LA CROISSANCE

---

# Introduction à la première partie

---

## **Déterminants et impacts du tourisme international sur la croissance**

Dans cette première partie, nous explorons les contributions réelles et potentielles du tourisme à la croissance et au développement, dans le cadre d'approches d'inspiration néoclassiques et sur la base d'études économétriques.

Le but principal de cette première partie est d'analyser les facteurs qui déterminent les avantages comparatifs et les modes d'intégration des pays en développement ou en transition dans les flux touristiques mondiaux.

D'un point de vue théorique, le tourisme a été principalement perçu et étudié par référence à la demande. Cependant, il convient de réintégrer, en conformité avec les théories de l'échange international, les facteurs qui agissent du côté de l'offre, afin de comprendre les déterminants des avantages comparatifs qui influent en profondeur sur la compétitivité des destinations. En outre, au-delà des avantages comparatifs, l'expérience témoigne de l'instabilité de la demande touristique et de sa forte sensibilité à des événements par nature imprévisibles (catastrophes naturelles, risques terroristes ou épidémiques...).

Dans cette optique, la première partie de notre thèse comportera trois chapitres :

### **1) Tendances du tourisme mondial et croissance des pays en développement.**

Dans ce chapitre, nous traiterons de la spécificité des pays en développement et en transition à l'égard des flux touristiques mondiaux, principalement à l'aide d'études économétriques simples ou en données de panels. Ce faisant, nous pourrions présenter une évaluation des relations complexes entre la croissance et l'essor des activités touristiques, par référence notamment aux théories de la croissance endogène.

## 2) **Compétitivité des destinations et spécialisation touristique.**

L'actualisation des théories de l'échange international requiert, d'une manière impérative, la prise en compte de l'essor considérable des services dans les échanges internationaux. En l'occurrence, comment situer le tourisme qui représenterait 11 % du PIB mondial vis-à-vis des grands courants théoriques de l'économie internationale ? Comment identifier les facteurs *demande side* et *supply side* qui orientent et engendrent les flux touristiques ? Dans ce chapitre, nous présenterons notamment une tentative d'analyse causale des avantages comparatifs en matière de spécialisation touristique.

## 3) **Instabilité et prévision de la demande touristique.**

Malgré la forte croissance tendancielle des flux, la demande touristique fait preuve d'une grande instabilité, notamment par référence aux pays considérés individuellement. Ces fluctuations expliquent la floraison des modèles de prévision. Dans les pays en développement, la pénurie de statistiques impose la conception de méthodes de prévisions spécifiques et originales. On peut, à cet égard, se référer aux nouveaux instruments de la *Grey Theory* et du *Grey Forecasting* que nous essaierons d'appliquer à la situation particulière du Vietnam, pays en voie d'intégration dans les flux touristiques mondiaux.

# CHAPITRE I : TENDANCES DU TOURISME MONDIAL ET CROISSANCE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

---

## 1 - INTRODUCTION

Le tourisme est devenu une composante des échanges mondiaux d'une importance majeure, désormais supérieure à celle des hydrocarbures ou des véhicules automobiles. Dans de nombreux pays en développement, de petites et moyennes dimensions géographiques ou démographiques, il s'affirme désormais comme la principale source d'exportation. Il est dès lors indispensable d'étudier l'évolution quantitative du phénomène, ses tendances à long terme et sa signification socio-économique pour les pays en développement.

Le but de ce chapitre est de répondre à un certain nombre de questions essentielles :

- 1) Quelle est la part des pays en développement au sein du marché touristique mondial ?
- 2) Quelles sont les principales destinations touristiques parmi les pays en développement ?
- 3) Comment évaluer la contribution réelle du tourisme au processus de croissance et de développement ?
- 4) Quel est l'impact du tourisme sur le développement social et notamment sur l'éradication de la misère et de la pauvreté ?

À cet égard, le phénomène touristique continue à faire l'objet de perceptions et d'appréciations erronées, pour les raisons suivantes :

- a) L'importance du tourisme vis-à-vis des économies nationales ou locales est généralement mal appréciée, c'est-à-dire sous-évaluée ou au contraire surévaluée.
- b) L'hétérogénéité croissante des pays en développement n'est pas suffisamment prise en compte, ce qui conduit à des généralisations excessives.
- c) Il apparaît fréquemment une confusion entre deux questions essentielles : Quels sont les pays qui constituent les principales destinations du tourisme mondial ? Quels sont les pays qui dépendent fortement du tourisme international, et cela indépendamment de leurs importances relatives dans les destinations internationales ?
- d) Il existe une documentation statistique abondante sur le tourisme, mais néanmoins, difficilement accessible aux non-spécialistes, et en outre exclusivement centrée sur l'augmentation des flux touristiques plutôt que sur la croissance et le développement.

En effet, les statistiques sur le tourisme comportent plusieurs origines (*Organisation Mondiale du Commerce, Organisation Mondiale du Tourisme, World Travel & Tourism Council, Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement*). En outre, le *Fonds Monétaire International* publie les statistiques sur les balances des paiements et les comptes extérieurs. Autant dire que l'analyse empirique des effets économiques du tourisme peut s'avérer très complexe, comme un témoin la multiplicité des définitions.

À cet égard, dans notre recherche, nous utiliserons fréquemment les définitions de l'*OMC* qui se réfèrent principalement aux activités des hôtels et des agences de voyage. Néanmoins, l'*OMT* adopte une définition plus large, en mesurant l'activité touristique par référence aux dépenses des personnes éloignées de leurs foyers (*spending by people away from their homes*), définition qui correspond à l'évaluation des dépenses touristiques dans le cadre de l'établissement des balances des paiements. En outre, il convient d'ajouter fréquemment des statistiques d'origine nationale, surtout par référence aux activités sectorielles.

Malgré ces difficultés statistiques, les données internationales macro-économiques permettent maintenant d'évaluer d'une manière satisfaisante les flux touristiques et notamment de les comparer aux autres activités exportatrices ou sectorielles.

Ce chapitre comportera trois sections :

- 1) Une présentation de données statistiques récentes permettant de rendre compte de la forte croissance des flux touristiques mondiaux et de la situation fortement évolutive de plusieurs pays en développement et en transition.
- 2) Une esquisse d'analyse économétrique visant à identifier les relations entre le tourisme international et la croissance économique, à partir d'une approche en données de panel portant sur 143 pays, à partir de statistiques de diverses provenances.
- 3) Une analyse économétrique consacrée à la situation spécifique des pays en développement et en transition, à partir d'une approche en données de panel portant sur 52 pays, en utilisant la méthode générale des moments d'*Arellano-Bond*.

Ainsi seront mises en évidence, d'une manière globale, les relations entre la croissance macroéconomique des pays et l'intensification des flux touristiques mondiaux au cours des quinze dernières années.

Néanmoins, les résultats obtenus ne confirment pas, d'une manière univoque et indiscutable, l'existence d'une relation causale étroite entre la spécialisation touristique et la croissance économique. Il apparaît que le tourisme considéré isolément ne peut pas rendre compte des taux de croissance élevés observés dans les pays à spécialisation touristique.

## **2 - PAYS EN DEVELOPPEMENT ET FLUX TOURISTIQUES MONDIAUX**

Malgré des effets généralement positifs, le tourisme ne doit pas être considéré comme une panacée pour le développement économique. L'expérience montre que le phénomène comporte des effets souvent pervers et de coûts d'opportunité élevés, notamment dans la perspective du développement local. Cependant, les avantages du tourisme par rapport aux autres activités sectorielles sont maintenant largement reconnus (*Deloitte et Touche, 1999 ; Ashley, Roe et Goodwin, 2001, WTO/OMT, 2002*).

### **2.1 - Pays en développement et évolution récente des destinations touristiques**

À l'échelle mondiale, l'activité touristique s'est accrue d'une manière phénoménale, de 25 millions d'arrivées en 1950 à 808 millions en 2005, soit un taux annuel moyen de croissance de 6,5 % (*UNWTO, 2006*).

Les tableaux 1 et 2 ci-dessous permettent d'identifier les principaux axes géographiques de cette croissance au cours des années 2000. Si l'Europe demeure la première destination touristique avec 55 % des arrivées en 2005, la croissance de la part de la région Asie - Pacifique est flagrante avec 19,8 % des arrivées en 2005 contre 16,2% en 2000. En outre, les recettes touristiques mondiales ont atteint 626 milliards de dollars en 2004 (en excluant les transports), dont 327 milliards pour l'Europe (52,5 % du total), 132 milliards pour la zone Amérique (21,1 % du total) et 125 milliards de dollars pour la zone Asie Pacifique (20,1 % du total).

**Tableau 1 : Arrivées de touristes internationaux et parts régionales de marché**

Régions	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Parts relatives (%) (2000)	Parts relatives (%) (2005)
Monde	689	688	709	697	766	808	100	100
Europe	396,2	395,8	407,4	408,6	425,6	443,9	57,5	54,9
Moyen Orient	140,8	143,7	147,6	147,7	149,5	158,8	20,4	19,8
Asie-Pacifique	114,4	116,6	126,1	114,2	145,4	156,2	16,2	19,3
Amériques	128,2	122,2	116,7	113,1	125,8	133,1	18,6	16,5
Afrique	28,2	28,9	29,5	30,7	33,3	36,7	4,1	4,5
(Afrique du Nord)	(10,2)	(10,7)	(10,4)	(11,1)	(12,8)	(13,6)	(1,5)	(1,7)
(Afrique Subsaharienne)	(18)	(18,2)	(19,1)	(19,6)	(20,5)	(23,1)	(2,6)	(2,9)

Source : Organisation Mondiale du Tourisme 2006

**Tableau 2 : Recettes touristiques internationales par région du monde**

	2003 (Milliards de dollars)	2004 (Milliards de dollars)	Parts (%)	Recettes/Arrivées 2004 (dollars)
Monde	524	626	100	820
Europe	282,7	326,7	52,5	780
Amériques	114,1	131,7	21,1	1050
Asie-Pacifique	94,9	125	20,1	820
Moyen Orient	16,8	21	3,4	590
Afrique	15,5	18,3	2,9	550

Source : UNWTO, 2005

Par ailleurs, cinq pays en développement (la Chine, le Mexique, la Malaisie, la Turquie et la Thaïlande) figurent, depuis le début des années 2000 parmi les principales destinations touristiques, par référence au nombre d'arrivées internationales. La Chine apparaît désormais comme une destination d'une importance primordiale, après avoir accueilli plus de 41,76 millions de touristes en 2004, alors que ce même pays n'en accueillait que 1,3 million en 1985. Des pays comme le Mexique, la Thaïlande et la Malaisie ont enregistré des performances similaires, certes, avec des dimensions plus réduites.

**Tableau 3 : Principales destinations touristiques en termes d'arrivées en 2004**

<b>Rang</b>	<b>Pays</b>	<b>Nombre d'arrivées (millions de visiteurs passant au minimum une nuit dans le pays d'accueil)</b>
1	France	75,12
2	Espagne	52,43
3	Etats-Unis	46,09
4	Chine	41,76
5	Italie	37,07
6	Royaume-Uni	25,20
7	Mexique	20,62
8	Allemagne	20,14
9	Russie	19,89
10	Autriche	19,37
11	Canada	19,09
12	Turquie	17,52
13	Malaisie	15,70
14	Pologne	14,29
15	Grèce (2003)	13,97
16	Hong Kong	13,65
17	Hongrie	12,21
18	Thaïlande	11,73
19	Portugal	11,61
20	Pays bas	9,64
21	Suisse (2003)	6,53

Source : WTO - Compendium of Tourism Statistics Data 2000 - 2004

Dans un but comparatif, le tableau 4 fournit des précisions sur les vingt principales destinations touristiques dans les pays en développement. À ce sujet, on peut observer que, par référence aux flux touristiques mondiaux (tableau 1, 2 et 3), certains de ces pays n'occupent en fait qu'une position marginale.

**Tableau 4 : Principales destinations touristiques dans les pays en développement**

<b>Rang</b>	<b>Pays</b>	<b>Arrivées (millions de visiteurs passant au minimum une nuit dans le pays d'accueil) (2004)</b>
1	Chine	41,76
2	Mexique	20,62
3	Turquie	17,52
4	Malaisie	15,70
5	Thaïlande	11,73
6	Croatie	7,91
7	Égypte	7,79
8	Afrique du Sud	6,68
9	Tunisie	6,00
10	Maroc	5,48
11	Indonésie	5,32
12	Brésil	4,79
13	Bahreïn	3,51
14	Inde	3,46
15	République Dominicaine	3,45
16	Argentine	3,35
17	Philippines	2,29
18	Zimbabwe (2001)	2,07
19	Uruguay	1,76
20	Vietnam (2001)	1,56

Source : WTO - Compendium of Tourism Statistics Data 2000 - 2004

À partir du tableau 4, on peut identifier un certain nombre de caractéristiques communes à ces pays :

- 1) Il s'agit de pays à revenus intermédiaires, faibles ou élevés selon la classification de la *Banque Mondiale* (*middle, lower or upper income*) ;
- 2) Il s'agit souvent de grands pays avec des populations nombreuses (ex : la Chine, la Russie, le Brésil, l'Indonésie, la Thaïlande, le Vietnam, l'Égypte...) ;
- 3) Le tourisme vers ces pays est majoritairement contrôlé par des tour-opérateurs qui vendent des programmes complets à leurs clients ;
- 4) Il s'agit souvent de destinations *sun, sea, sand* - SSS, avec une importance évidente du tourisme balnéaire ;
- 5) Cependant, figure également dans cet ensemble, des destinations touristiques à finalité culturelle ou écologique (Chine, Afrique du Sud, Argentine...).

Le tableau 5 classe ces différents pays par région. Seule la Chine, le Mexique, la Turquie, la Malaisie et la Thaïlande ont attiré plus de 10 millions de personnes en 2004, soient des niveaux déjà observés dans certaines nouvelles destinations européennes telles que la Pologne, la Hongrie et la Tchéquie, sous les effets d'un tourisme de proximité avec l'Allemagne. L'Afrique du Sud, la Tunisie et l'Égypte, qui ne représentent que des destinations mineures dans le contexte mondial, constituent néanmoins les premières destinations du continent africain.

**Tableau 5 : Arrivées de touristes internationaux dans les pays en développement - 2004**

Région	Arrivées supérieures à 10 millions	Arrivées comprises entre 5 et 10 millions	Arrivées comprises entre 1 et 5 millions
Amérique	Mexique	Brésil	République Dominicaine, Cuba, Costa Rica, Jamaïque, Argentine, Chili, Pérou, Uruguay
Asie de l'Est / Pacifique	Chine, Malaisie, Thaïlande	Indonésie	Vietnam, Philippines
Afrique		Afrique du Sud, Tunisie, Égypte	Maroc, Zimbabwe
Moyen Orient			Bahreïn, Jordanie
Asie du Sud			Inde, Iran
Europe	Fédération Russe, Turquie	Croatie	

Source : WTO/OMT 2004

En outre, le tableau 6 montre que les pays qui reçoivent les plus grands nombres de visiteurs internationaux ne sont pas nécessairement ceux qui perçoivent les recettes les plus élevées, bien qu'il y ait une corrélation certaine entre les deux. À cet égard, Cuba, l'Inde, les Philippines, l'Indonésie et la Jamaïque représentent les pays où la dépense touristique individuelle est la plus élevée (recette ou dépense par visiteur international)<sup>1</sup>.

**Tableau 6 : Recettes touristiques totales en millions de dollars - Recettes par visiteur en dollars - Année 2001**

Rang	Pays	Recettes touristiques en millions de dollars	Recettes par visiteur en dollars
1	Chine	14.098	521
2	Mexique	7.223	379
3	Thaïlande	6.695	774
4	Turquie	5.203	755
5	Indonésie	4.710	996
6	Brésil	3.994	782
7	Égypte	3.903	869
8	Malaisie	3.540	446
9	Inde	3.036	1223
10	Argentine	2.812	970
11	Philippines	2.534	1167
12	Afrique du Sud	2.526	419
13	République Dominicaine	2.524	953
14	Croatie	2.493	655
15	Vietnam	2.100	997
16	Maroc	1.880	493
17	Cuba	1.714	1098
18	Tunisie	1.560	323
19	Syrie	1.360	981
20	Jamaïque	1.279	1025
21	Costa Rica	1.002	971

Source : WTO/OMT 2002

<sup>1</sup> Il conviendrait d'ajouter à ces derniers pays la Syrie ; mais néanmoins, il faut disjoindre ce cas : l'importance apparente de la dépense touristique individuelle s'explique par les achats des visiteurs en provenance d'Irak, pays soumis à un embargo depuis 1990.

## 2.2 - Signification économique et données empiriques récentes

Il est difficile d'appréhender la dimension réelle de l'activité touristique dans une économie et donc de mesurer l'importance de sa contribution au produit intérieur, puisque généralement le tourisme n'apparaît pas dans la comptabilité nationale. Afin de surmonter ces difficultés, le *WTTC* a élaboré des comptes satellites qui requièrent néanmoins des statistiques détaillées souvent indisponibles dans les pays en développement. Cependant, ces comptes satellites même incomplets peuvent s'avérer utiles pour des comparaisons internationales et pour des études à caractère sectoriel. Néanmoins, pour des analyses plus poussées, il convient de recourir à des sources diversifiées émanant de différentes administrations ou ministères.

Le tableau 7 témoigne des contributions importantes du tourisme dans plusieurs pays qui représentent des destinations significatives. Il convient d'observer néanmoins qu'à l'exception de Belize, de la Tunisie et de la Jordanie, il s'agit essentiellement de petits pays insulaires qui, du fait, de leurs dotations naturelles, présentent une forte vocation touristique. Ainsi, la région Caraïbe est fortement présente dans le tableau 7.

*Tableau 7 : Pays en développement et contribution du tourisme à la croissance économique (en pourcentages)*

<b>Pays</b>	<b>(1) Contribution du tourisme au PIB 2004</b>	<b>(2) Contribution du tourisme à la croissance du PIB 1990- 2001 (%)</b>	<b>(3) Recettes touristiques en % des exportations de marchandises 2004</b>	<b>(4) Recettes touristiques en % des exportations de services 2004</b>
1 Maldives	62,5	20,5	260,2	92,9
2 Anguilla	42,0	-13,3	1425,0	68,8
3 Sainte Lucie	44,7	13,7	307,1	83,3
4 Seychelles	34,6 (2002)	-8,9	102,1	78,8
5 Vanuatu	25,7	27,5	263,0	74,7
6 Barbades	29,2	0,4	290,5	65,8
7 St Vincent et Grenadines	23,8	-3,8	207,5	60,6
8 Jamaïque	21,6	11,1	108,2	75,4

<b>Pays</b>	<b>(1) Contribution du tourisme au PIB 2004</b>	<b>(2) Contribution du tourisme à la croissance du PIB 1990- 2001 (%)</b>	<b>(3) Recettes touristiques en % des exportations de marchandises 2004</b>	<b>(4) Recettes touristiques en % des exportations de services 2004</b>
9 Sainte Kitts et Nevis	27,0	-36,8	89,1	83,3
10 Fidji	21,8	23,7	-	-
11 Grenade	21,1	-2,4	4766,7	68,2
12 Belize	12,2	24,2	43,3	62,7
13 Maurice	19,1	8,1	57,7	79,4
14 Dominique	22,3	38,3	107,0	57,5
15 République Dominicaine	17,0	16,8	55,3	90,0
16 Chypre	16,5	20,4	217,0	46,6
17 Jordanie	14,5	-17,0	41,7	77,2
18 Bahreïn	14,2	169,8	19,7	96,5
19 Tunisie	8,6	-2,0	25,1	67,0

Source : (1), (3), (4) WTO - Compendium of Tourism Statistics Data 2000 - 2004

(2) WTTC (World Travel and Tourism Council)

Le tableau précédent montre également la forte dépendance des pays concernés à l'égard des recettes touristiques qui sont devenues une source vitale de devises extérieures, même si par ailleurs ces pays maintiennent souvent leurs exportations primaires traditionnelles (bauxite en Jamaïque, sucre à Maurice et en République Dominicaine...).

Plus significatif pour la conduite de nos recherches, le tableau 8 présente un ensemble diversifié de vastes pays, avec souvent des populations nombreuses. Il apparaît que, dans la plupart entre eux, le tourisme a contribué d'une manière significative à la croissance économique et à l'obtention de recettes extérieures. Notamment, le tourisme s'est affirmé comme la principale activité exportatrice de service dans la quasi-totalité des pays concernés.

*Tableau 8 : Statistiques touristiques dans vingt huit pays en développement*

Pays	Population sous le seuil de pauvreté (millions de personnes - 2001)	Arrivées de touristes internationaux (milliers personnes 2004)	Augmentation du nombre d'arrivées en % (1990-2004)	Contribution du tourisme au PIB en % (2004)	Recettes touristiques en % des exportations de marchandises (2004)	Recettes touristiques en % des exportations de services (2004)
<b>I. Afrique</b>						
1. Madagascar	8,1	229	201,9	2,5	10,7	91,8
2. Kenya	8,0	1199	10,4	5,2	29,7	54,6
3. Tanzanie	7,4	501	227,5	6,4	-	52,4
4. Afrique du Sud	5,0	6815	483,2	3,2	13,9	80,0
5. Sénégal	2,8	363	50,0	4,1	21,4	47,3
6. Namibie	0,6	695	-	7,8	23,3	88,4
<b>II. Méditerranée - Moyen-Orient</b>						
1. Égypte	2,2	7795	112,2	8,4	51,4	44,6
2. Liban	-	1278	-	27,2	303,5	61,1
3. Turquie	1,6	13826	99,8	5,3	23,7	66,1
4. Algérie	0,6	866	-23,8	-	-	-
5. Maroc	0,6	5477	27,8	9,1	45,8	67,7
6. Tunisie	0,2	5998	24,3	8,6	25,1	67,0

Pays	Population sous le seuil de pauvreté (millions de personnes - 2001)	Arrivées de touristes internationaux (milliers personnes 2004)	Augmentation du nombre d'arrivées en % (1990-2004)	Contribution du tourisme au PIB en % (2004)	Recettes touristiques en % des exportations de marchandises (2004)	Recettes touristiques en % des exportations de services (2004)
<b>III. Amérique Latine</b>						
1. Brésil	20,4	4794	387	0,6	3,5	26,9
2. Mexique	16,4	20618	20,2	1,7	6,2	82,6
3. Colombie	8,1	791	-34,8	1,4	7,8	59,9
4. Venezuela	5,6	492	-10,7	0,5	1,4	48,4
5. Pérou	4,3	1208	224,0	1,7	9,3	61,1
6. Équateur	2,7	615	69,9	1,2	4,7	40,1
7. Honduras	1,6	672	40,7	5,5	16,7	61,5
8. Bolivie	1,2	405	34,7	3,0	12,3	66,3
9. Costa Rica	0,5	1453	154,3	8,6	24,9	70,8
<b>IV. Asie</b>						
1. Inde	461,9	3457	54,72	0,7	7,0	17,6
2. Chine	237,1	41771	197,9	1,7	4,7	44,5
3. Indonésie	15,5	5321	132,5	2,0	7,2	29,7
4. Malaisie		15703	1243,2	6,6	6,7	50,1
5. Vietnam	7,8	2124	-	3,8	-	50,9
6. Laos	1,5	236	2042,9	4,9	33,4	62,7
7. Cambodge		1055	2648,4	14,7	27,2	87,9
8. Népal	9,7	385	76,9	3,9	34,0	56,4
9. Sri Lanka	1,3	566	32,2	4,0	14	52,1
10. Thaïlande	1,2	11737	79,5	8,0	4,6	68,6

Sources : WTO - Compendium of Tourism Statistics Data 2000 - 2004.

Note : Le seuil international de pauvreté correspond à un revenu quotidien inférieur à un dollar par jour

### 2.3 - Tourisme et diversification des activités exportatrices

Par rapport aux autres exportations des pays en développement, le tourisme occupe désormais une place de première importance : ces pays reçoivent en effet 42% des recettes touristiques mondiales contre seulement 25% des recettes mondiales d'exportation provenant des matières premières ou des produits de base traditionnels. De ce fait, les pays en développement dégagent d'importants surplus dans les échanges internationaux des biens et services touristiques (*Page et Hewitt, 2001*).

Par ailleurs, dans le tableau 9, données particulièrement significatives, nous pouvons observer le dynamisme du tourisme dans la croissance des exportations de biens et de services des pays en voie de développement (PVD), notamment si l'on se réfère aux pays les moins avancés (PMA).

**Tableau 9 : Croissance des quatre principaux secteurs exportateurs des PVD et des PMA (1990 - 2002)**

<b>Tourisme et exportation de biens et de marchandises</b>	<b>PVD</b>	<b>Rang</b>	<b>PMA</b>	<b>Rang</b>
Produits manufacturés	208%	1	217%	2
Produits et biens alimentaires	58%	2	-71%	4
Tourisme	154%	3	47%	3
Hydrocarbures	16%	4	1,444%	1

Source : WTO/OMT 2004

Ces nombreuses données statistiques suggèrent plusieurs catégories de questions :

- 1) La dépendance à l'égard du tourisme est-elle génératrice de difficultés sérieuses comme dans le cas d'une situation de mono-exportation ? En termes de vulnérabilité, par référence à des chocs sectoriels, locaux (catastrophes naturelles), ou internationaux (terrorisme), la réponse est évidente. Cependant, le tourisme présente une forte élasticité revenu, avec des facteurs *supply side* qui interfèrent d'une manière déterminante. Malgré les risques d'instabilité à court terme, la demande touristique mondiale suit

un *trend* nettement ascendant, contrairement à la plupart des exportations de produits primaires. Certaines études empiriques concernant de petits pays (notamment les pays insulaires), parmi lesquelles on peut citer les travaux de *Brau, Lanza et Pigliaru (2003)*, démontrent clairement que la dépendance touristique conduit à une croissance rapide et soutenue, situation qui contraste avec la spécialisation en produits primaires. Certes, les effets sont moins marqués dans les pays en développement de grandes dimensions géographiques et démographiques, mais ils agissent néanmoins dans la même direction.

- 2) La croissance du tourisme peut-elle amener une réduction significative de la pauvreté ? La réponse peut être positive avec néanmoins certaines nuances. Selon *WTO/OMT* et *l'UNCTAD (2001)*, par référence aux PMA (*Least Developed Countries*), le tourisme peut contribuer d'une manière substantielle au développement et donc au combat contre la pauvreté. Au début des années 2000, le tourisme s'est affirmé comme une activité exportatrice motrice dans 31 PMA et il est même devenu la première source d'exportation dans ces PMA. À ce sujet, les recettes touristiques ont été multipliées par 2,6 entre 1992 et 2001, passant de 1 milliard à 2,6 milliards dans cinq pays qui ont pu capter 51% des recettes touristiques totales des PMA (Cambodge, Maldives, Népal, Tanzanie et Ouganda). Si l'on exclut les pays exportateurs de pétrole (Angola, Yémen, et Guinée-Équatoriale) le tourisme est une source essentielle de recettes extérieures pour tous les autres. Selon *Encontre (2001)*, un développement touristique régulier ne peut manquer d'avoir exercé un impact socio-économique majeur et a pu permettre, à cet égard, à plusieurs pays d'échapper au classement dans la catégorie des PMA. Cet auteur cite les exemples incontestables de cinq anciens PMA (Botswana, Cap-Vert, Maldives, Samoa et Vanuatu) dont la spécialisation touristique a été particulièrement affirmée.

Il apparaît donc établi que les pays en développement, particulièrement les PMA, ont enregistré des taux de croissance plus élevés en termes de recettes touristiques entre 1990 et 2004 que les pays développés, ce qui a nécessairement influé d'une manière positive sur leur situation dans l'économie mondiale. En outre, *Brau, Lanza et Pigliaru (2003)* ont établi que les petits pays (avec une population inférieure à un million d'habitants) dépendant du tourisme (avec des recettes touristiques supérieures à 10 % du PIB) ont réalisé des performances en matière de croissance nettement supérieures à celles des autres petits pays. Pour ces derniers d'ailleurs, absents du marché touristique mondial, la petite taille semble avoir été associée à une croissance plus faible que la croissance mondiale.

Manifestement, la dépendance à l'égard du tourisme s'avère donc moins contraignante que la dépendance à l'égard des produits primaires. On peut, à cet égard, avancer une explication à la fois optimiste et pessimiste. L'explication pessimiste correspond à l'idée que la croissance touristique rapide se fonde initialement sur une offre de travail abondante (cas de l'île Maurice), mais néanmoins cet avantage ne peut durer indéfiniment. L'explication optimiste se fonde sur la prise en compte de la forte élasticité - revenu de la demande touristique mondiale qui permet ainsi de compenser un éventuel déclin de la productivité.

En conclusion, le tourisme peut être considéré comme une industrie de première importance, si l'on tient compte de ses effets d'entraînement. En outre, il dispose d'une élasticité - revenu plus importante que la plupart des autres exportations des pays en développement. De surcroît, il s'avère souvent une activité à forte intensité en travail, qu'il s'agisse de travail qualifié ou de travail non qualifié.

Cependant, les données disponibles, principalement macro-économiques, ne renseignent pas sur la répartition et l'orientation des effets multiplicateurs du tourisme à l'intérieur d'un pays. L'expérience ainsi que de nombreux travaux à la fois théoriques et empiriques mettent souvent en évidence des risques d'effets pervers en matière de répartition des revenus et de développement régional, ce qui nécessite une meilleure prise en compte de certaines réalités à la fois dans le cadre de la recherche et des politiques économiques.

### 3 - FLUX TOURISTIQUES ET CROISSANCE ECONOMIQUE : ESQUISSE D'ANALYSE CAUSALE

Nous voudrions, dans cette section, présenter une première explication économétrique sur la relation entre le tourisme international et la croissance économique, à partir d'une approche en données de panel, afin de mettre en évidence les phénomènes éventuels d'endogénéité, en relation avec les théories de la croissance.

#### 3.1 - Tourisme, croissance et dimensions des pays : faits stylisés

L'analyse des relations entre la dimension des pays, la spécialisation touristique et la croissance économique permet souvent de mettre en évidence deux faits stylisés :

- 1) Les pays de petite dimension (ex : les petits pays insulaires, tendent à une spécialisation touristique plus importante que les autres, notamment que les pays de grandes dimensions géographiques ou démographiques) ;
- 2) Les petits pays à forte spécialisation touristique connaissent souvent une croissance plus rapide que les autres pays.

Le tableau 10 emprunté une récente étude de *Brau, Lanza et Pigliaru (2007)* illustre les deux idées qui précèdent :

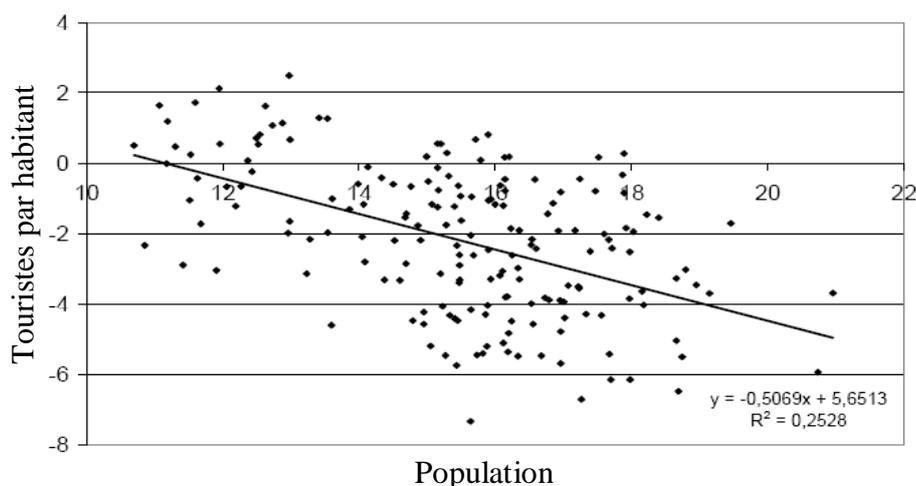
**Tableau 10 : Croissance économique - Catégories de pays (1980 - 2003)**

Catégories des pays	Croissance annuelle - PIB par tête (%)	Nombre de pays
OCDE	1,91	22
Pays exportateurs de pétrole	-0,64	14
Petits pays	1,70	29
Petits pays touristiques (> 20)	2,34	9
Petits pays touristiques (> 10)	2,23	14
Petits pays (< 10)	1,20	15
Pays moins avancés	0,06	37
Ensemble des pays	1,00	143

Source : Brau, Lanza et Pigliaru (2007)

Il existe plusieurs indicateurs de spécialisation touristique, le plus fréquemment utilisé étant le nombre d'arrivées de touristes internationaux rapporté à la population locale. À cet égard, la figure 1 montre clairement que par référence à l'année 2000, les pays de petite dimension ont accueilli davantage de touristes par habitant que les grands pays.

**Figure 1 : Relation entre les arrivées de touristes internationaux par habitant et la population - 2000 (179 pays)**



Bien que l'explication d'une relation positive entre la petite dimension et le nombre d'arrivées de touristes internationaux par habitant ne figure pas parmi les objectifs de cette thèse, il convient néanmoins de présenter quelques éléments susceptibles d'aider à la compréhension du phénomène. *Hernandez Martin* (2006) mentionne à ce sujet cinq explications possibles :

- 1) Les petits pays touristiques sont souvent des îles qui offrent de nombreux attraits climatiques et écologiques ;
- 2) Chaque île ou petit pays est perçu comme un produit différencié et les touristes en tant que consommateurs expriment souvent une préférence pour la différenciation ;
- 3) Les petits pays présentent des avantages comparatifs en tourisme du fait de l'absence d'environnement industriel ;
- 4) Les petits pays jouissent souvent d'une forte cohésion sociale politique, ce qui en fait des destinations très sûres, avec une faible criminalité ;

- 5) Les petits pays sont souvent préférés par les tour-opérateurs à cause de leur forte dépendance à l'égard des transports aériens.

Cependant, notre recherche se réfère à une autre catégorie de pays, en l'occurrence des pays de grande ou moyenne dimension géographique et démographique.

Par de là, ces considérations sur la dimension des pays, de nombreuses études convergentes établissent que les pays à spécialisation touristique enregistrent généralement des taux de croissance plus élevés que les autres. Ainsi, le tableau 11 qui suit présente une comparaison entre les taux de croissance de groupes de pays classés en fonction de leurs degrés de spécialisation touristique. Les chiffres proviennent d'un panel de pays, en distinguant cinq périodes quadriennales : 1983-1986, 1987-1990, 1991-1994, 1995-1998, 1999 - 2002.

**Tableau 11 : Spécialisation touristique et croissance (1983 - 2002)**

	Observations	$g_Y$
Total	629	1,1%
10%	207	1,6%
20%	81	1,8%

Notes : a) la spécialisation est mesurée par les recettes touristiques en pourcentage des recettes totales d'exportation.

b)  $g_Y$  exprime le taux de croissance du PIB réel par tête.

Source : Summers-Heston (2006) et World Development Indicators

Ces résultats semblent entrer en contradiction avec la théorie de la croissance endogène qui suggère que la croissance économique dépend en premier lieu des secteurs à forte intensité en recherche et développement et donc à productivité élevée et en deuxième lieu des économies d'échelle. En effet, ces explications théoriques ne permettent pas de rendre compte de la situation des pays à spécialisation touristique :

- 1) Le tourisme, comme en général les services dans leur ensemble, n'est pas un secteur à forte intensité en matière de recherche & développement.
- 2) Les pays à spécialisation touristique sont souvent de petits pays (cf : *Easterly et Kraay, 2000 ; Lanza et Pigliaru, 2003 ; Copeland, 1991*)

Dès lors, sont formulées des explications qui se réfèrent aux effets des termes de l'échange (*Lanza et Pigliaru, 2003* et *Copeland, 1991*) ou qui expriment le phénomène en termes d'abondance de ressources (*Lanza et Pigliaru, 2000* et *Sinclair, 1998*). Par ailleurs, une littérature de plus en plus abondante s'intéresse aux relations de causalité entre le tourisme et la croissance économique, à la fois pour des pays spécifiques (ex : *Durbarry, 2004* ou *Balaguer, J. et Cantavella-Jordá, 2002* pour l'Espagne) ou pour de larges échantillons à l'échelle des continents (ex : *Eugenio-Martin, Morales et Scarpa, 2004* pour l'Amérique latine).

Certains de ces auteurs ont utilisé des méthodes de séries temporelles standard qui leur ont permis de conclure que le tourisme a renforcé la croissance dans certains pays (Espagne ou Maurice), tandis que d'autres auteurs ont utilisé des méthodes en données de panel afin de démontrer que la croissance des flux touristiques a entraîné un supplément de croissance économique dans les pays d'Amérique latine à revenus faibles ou moyens, mais sans contribuer véritablement à la croissance économique de pays plus riches. Les tests établis par *Brau, Lanza et Pigliaru (2003 - 2006)*, en termes d'analyse transversale ne permettent pas d'établir l'existence de l'endogénéité du tourisme. Ainsi, le tourisme entretient-il une corrélation avec le capital humain et les facteurs géographiques ou culturels, mais ne doit en aucun cas être considéré comme un facteur autonome de croissance. Dans ces conditions, le tourisme peut renforcer la croissance économique dans un pays, en promouvant la compétitivité et la demande de travail qualifié, mais il ne peut expliquer les différentiels de croissance entre les pays qui proviennent manifestement d'autres facteurs explicatifs.

Dans ce chapitre, nous employons des techniques en données de panel inspirées de travaux empiriques sur la croissance, afin d'évaluer l'influence des variables touristiques par référence un vaste échantillon de pays. Nous nous référons une variable fréquemment utilisée, en l'occurrence le nombre d'arrivées de touristes par habitant, en tant que variable d'approximation afin d'estimer « l'intensité touristique ». De surcroît, nous utilisons des variables qui se réfèrent à la part des recettes touristiques dans les exportations et dans le PIB. En outre, nous prenons en considération plusieurs sous-ensembles de pays.

### 3.2 - Données et méthodologie

Pour conduire notre analyse, nous utilisons des méthodes en données de panel. L'utilisation des données de panel permet non seulement de meilleures estimations sur des échantillons importants, en augmentant le degré de liberté, mais aussi de réduire l'endogénéité du fait d'effets pays spécifiques qui peuvent être corrélés avec des variables explicatives à effets fixes ou aléatoires.

Dans les modèles à effets aléatoires, le comportement individuel des pays est supposé inconnu et sera donc traité comme un aléa. Néanmoins, dans les modèles à effets fixes, les effets individuels sont traités comme fixes à travers le temps. Ainsi, ces derniers modèles semblent plus appropriés pour des échantillons exhaustifs de population. Il convient de noter que la variable explicative des effets fixes est conforme à l'omission d'une variable explicative constante dans le temps. En outre, quand la variable explicative à effets aléatoires est valide, l'estimation des effets fixes continue à produire des variables explicatives cohérentes.

Les chiffres sont extraits du *Penn World Table (Summers-Heston, 2006)* et de *World Development Indicators*. Nous avons pris en considération 5 périodes quadriennales entre 1983 et 2002, en tenant compte de la disponibilité des données et afin d'éviter les erreurs de mesure et les effets cycliques sur les variables, pratique usuelle dans la littérature empirique sur la croissance économique. Nous avons pris en considération un large échantillon de 548 observations et plusieurs échantillons de tailles plus réduites :

En outre, nous avons conduit nos analyses en regroupant les pays en dix catégories susceptibles de présenter une homogénéité minimale.

- 1) Spécialisation en tourisme de niveau 1 (les recettes touristiques représentent 10 % ou plus des exportations) ;
- 2) Spécialisation en tourisme de niveau 2 (les recettes touristiques représentent 20 % ou plus des exportations) ;
- 3) Pays insulaires (à l'exception de l'Australie) ;
- 4) Petits pays (pays ayant une population inférieure à 1 million d'habitants entre 1983 et 2002) ;

- 5) Pays riches (pays pour lesquels le PIB par tête est supérieur à la moyenne mondiale) ;
- 6) Pays pauvres (pays pour lesquels le PIB par tête est inférieur à la moyenne mondiale) ;
- 7) Pays africains ;
- 8) Pays asiatiques ;
- 9) Pays latino - américains ;
- 10) Pays européens de l'OCDE.

En général, on peut accepter l'hypothèse d'une normalité des taux de croissance économique durant cette période, même si l'exclusion de certains cas particuliers ou périphériques aurait pu être envisagée.

### 3.3 - Identification des variables

Afin de tester la signification du tourisme dans l'explication de la croissance économique, nous avons utilisé les variables suivantes communément prises en considération par la littérature théorique et empirique sur la croissance (*Barro, 1991 ; Barro et Sala-i-Martin, 1995*) :

- 1) Le PIB réel par tête durant l'année antérieure ( $PIB_{t-1}$ ) est utilisé pour mesurer la convergence conditionnelle, avec un signe probablement négatif ;
- 2) Le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire est utilisé comme une variable d'approximation du capital humain, avec un signe probablement positif ;
- 3) Le taux d'investissement ou pourcentage de la formation brute de capital fixe sur le PIB ( $I/Y$ ) est utilisé comme une variable d'approximation pour évaluer l'investissement en capital physique, avec probablement un signe positif ;
- 4) Les dépenses publiques de consommation par rapport au PIB ( $G/Y$ ) sont utilisées pour mesurer l'effet d'éviction de long terme et les retombées éventuellement négatives de la consommation publique sur la croissance à long terme ;

- 5) La somme « exportations plus importations » en pourcentage du PIB est utilisée pour mesurer l'impact de « l'ouverture économique » sur les performances en matière de croissance, avec un effet probablement positif, bien qu'il n'y ait pas de consensus en la matière parmi les économistes du développement (*Edward, 1998*) ;
- 6) La prime dite du marché parallèle [ $\log(1+PMP)$ ] est utilisée pour mesurer les entraves à libre fonctionnement du marché dans l'économie, avec un effet institutionnel global négatif sur la croissance. Pour ce dernier élément, nous utilisons les données établies par la Banque Mondiale et qui figurent dans les *World Development Indicators*. Ces estimations proviennent du *Currency Data and Intelligences Global Currency Report* du *FMI*.

Par ailleurs, afin de disposer des variables d'approximation permettant d'évaluer l'importance du tourisme, nous avons sélectionné les éléments suivants à partir de *World Development Indicators*.

- 1) Arrivées de touristes en proportion de la population (A) : cette proportion est calculée à partir du ratio arrivées de touristes sur population totale.
- 2) Recettes touristiques en pourcentage des exportations ( $R_1$ ) : il s'agit des dépenses des touristes internationaux, en incluant les versements aux entreprises nationales de transport international. Cette part dans les exportations est calculée par référence à un ratio sur les exportations de biens et de services.
- 3) Recettes touristiques en pourcentage du PIB ( $R_2$ ) : cet indicateur représente une évaluation de l'impact monétaire direct de la dépense touristique de provenance étrangère.

### 3.4 - Résultats

Dans ce paragraphe, nous présentons les principaux résultats obtenus en utilisant des régressions simples et des estimations à données de panel pour différents échantillons. La spécialisation touristique est considérée comme une variable déterminante indépendante.

### A) Résultats des régressions simples

Dans le tableau 12, figurent les résultats de régressions à partir de la méthode des moindres carrés ordinaire (*Ordinary Least Squares - OLS*), avec des estimations des effets fixes et aléatoires, par référence à trois variables liées à la spécialisation touristique, antérieurement définies ( $A$ ,  $R_1$ ,  $R_2$ ), sur la base d'une régression avec la croissance économique en tant que variable dépendante.

**Tableau 12 : Régressions simples entre le tourisme et la croissance (1983 - 2002)**

Variable $g_Y$	OLS	RE	FE
A	5,37**	4,81	-1,49
$R_1$	0,43***	0,42***	0,15
$R_2$	0,74***	0,72***	0,21

$g_Y$  : Taux annuel moyen de croissance du PIB par tête

RE : *Random Effects* (effets aléatoires)

FE : *Fixed Effects* (effets fixes)

Note : \*\*\* de 1%  
 \*\* significatif à un niveau de 5%  
 \* significatif à un niveau de 10%

### B) Résultats afférents au panel d'ensemble

Dans les tableaux suivants, nous recensons les résultats des estimations à effets fixes et à effets aléatoires pour le panel d'ensemble (133 pays).

**Tableau 13 : Régressions de croissance - Effets aléatoires (Random Effects - RE)  
(1983 - 2002)**

Var. Dép : $g_Y$	(0)	(1)	(2)	(3)
PIB <sub>-1</sub>	-0,00151 (-3,5)***	-0,00164 (-3,6)***	-0,00145 (-3,4)***	-0,00140 (-3,21)***
Enseignement secondaire	0,177 (2,14)**	0,187 (2,14)**	0,186 (1,90)**	0,136 (1,61)*
I/Y	1,164 (3,91)***	1,386 (4,37)***	1,343 (4,39)***	1,389 (5,77)***
G/Y	-0,321 (-2,15)**	-0,351 (-2,09)**	-0,382 (-2,27)**	-0,371 (-2,16)**
Ouverture	0,0566 (1,34)	0,0575 (1,29)	0,0574 (1,35)	0,0145 (0,29)
log(1 + PMP)	-1,59 (-1,71)*	-1,80 (-2,06)**	-1,57 (-1,84)*	-1,52 (-1,74)*
Arrivées de touristes (% de la population)	-	1,48 (0,421)	-	-
Recettes touristiques (% des exportations)	-	-	0,337 (2,31)**	-
Recettes touristiques (% du PIB)	-	-	-	1,109 (2,29)**
$R^2$	0,51	0,54	0,52	0,54
Test Hausman	15,3**	15,9**	17,9**	14,9**
N	293	287	291	293

Notes:  $g_Y$  : taux annuel de croissance du PIB par tête

\*\*\* significatif à un niveau de 1%; \*\* significatif à un niveau de 5% ; \* significatif à un niveau de 10%.

Le modèle RE est basé sur l'estimation de la population moyenne;

Le *t-statistics* fondé sur la matrice variance-covariance apparaît entre parenthèses.

Le test de Hausman concerne l'hypothèse nulle suivant laquelle l'estimation RE est correcte.

**Tableau 14 : Régressions de croissance - Effets fixes (Fixed Effects - FE)**  
 (1983 - 2002)

Var. Dép : $g_Y$	(0)	(1)	(2)	(3)
PIB <sub>-1</sub>	-0,00684 (5,56)***	-0,0071 (-5,27)***	-0,0066 (-5,55)***	-0,0067 (-5,58)***
Effectifs enseignement secondaire	0,244 (1,70)**	0,279 (1,94)**	0,246 (1,80)**	0,243 (1,76)*
I/Y	-0,180 (-0,50)	-0,207 (-0,51)	-0,408 (-0,92)	0,139 (0,35)
G/Y	-0,796 (-2,21)**	-0,801 (-2,16)**	-0,931 (-2,72)**	-0,870 (-2,44)**
Ouverture	0,217 (1,89)*	0,238 (1,87)*	0,231 (1,15)	0,235 (2,05)*
log(1 + PMP)	-1,83 (-1,66)	-1,97 (-1,60)	-2,47 (-2,12)**	-2,12 (-1,86)*
Arrivées de touristes (% de la population)	-	-13,89 (-1,40)	-	-
Recettes touristiques (% des exportations)	-	-	-0,798 (-1,81)*	-
Recettes touristiques (% du PIB)	-	-	-	-1,91 (-1,32)
$R^2$	0,52	0,53	0,53	0,53
N	293	287	291	293

Notes:  $g_Y$  : taux annuel de croissance du PIB par tête

\*\*\* significatif à un niveau de 1%; \*\* significatif à un niveau de 5% et \* significatif à un niveau de 10%.

Le t-statistics fondé sur la matrice variance-covariance conforme à White apparaît.

Le rejet d'une causalité positive entre la spécialisation touristique et la croissance économique semble se fonder sur les effets fixes. La prise en considération de facteurs explicatifs de la croissance économique, quand les covariables et les effets pays sont supposés ne pas être corrélés, permet d'écarter l'idée d'une causalité économique positive entre l'arrivée de touristes et la croissance économique.

Néanmoins, il existe une causalité positive significative entre les recettes touristiques et la croissance, par référence aux effets aléatoires.

Cependant, l'existence de signes négatifs pour les estimations à effets fixes par référence à quasiment toutes les variables liées au tourisme semble invalider l'existence d'une corrélation positive entre la spécialisation touristique et la croissance. Plus précisément, il apparaît que dans l'estimation à effets fixes (en général plus crédible que l'estimation à effets aléatoires, comme démontre le test de *Hausman*), la spécialisation touristique (mesurée par référence au PIB, aux exportations ou par le nombre d'arrivées relativement à la population) exerce paradoxalement un impact négatif sur la croissance économique, impact qui semble parfois statistiquement significatif.

### ***C) Résultats afférents aux catégories de pays***

On considère souvent que le tourisme est un facteur important de promotion et de stimulation du développement des pays « pauvres ». De ce fait, nous avons divisé l'échantillon d'ensemble en deux sous-ensembles : les pays pauvres et les pays riches. Le seuil de répartition est représenté par le revenu réel moyen par tête entre 1950 et 2000 pour l'ensemble des pays de l'échantillon, soit 6095 dollars.

Par ailleurs, nous avons également distingué d'autres catégories de pays.

Certains auteurs considèrent que seuls les pays avec un avantage comparatif en tourisme pourraient bénéficier du phénomène. Tel est le cas des pays qui présentent une forte spécialisation du tourisme, notamment les petits pays et les îles, généralement bien dotées en ressources naturelles.

Nous avons également pris en considération des sous-ensembles de dimension continentale : Asie, Afrique, Europe, Amérique Latine.

Les résultats de nos estimations sont recensés dans le tableau 15, par référence à dix catégories de pays : pays pauvres, pays riches, Asie, Afrique, Europe, Amérique Latine, pays à spécialisation touristique de niveau 1 (recettes touristiques  $\geq 10$  % des recettes d'exportation), pays à spécialisation touristique de niveau 2 (recettes touristiques  $\geq 20$  % des recettes d'exportation), petits pays, pays insulaires.

**Tableau 15 : Régressions de croissance dans les sous-ensembles (1983 - 2002)**

Var. Dép: gY	N	FE / RE <sup>(a)</sup>			H-T	Autres var.
		A	R <sub>1</sub>	R <sub>2</sub>		
Variables		A	R <sub>1</sub>	R <sub>2</sub>		
Pays pauvres	182, 185 184	12,9 (0,26)	-0,61 (-1,24)	-1,58 (-0,69)	18-21**	PIB <sub>-1</sub> ; G/Y ; PMP
Pays riches	104, 104 104	-0,74 (-0,47)	-1,01 (-1,72)	0,80 (-0,43)	20-24***	PIB <sub>-1</sub> ; G/Y ; Ouverture
Asie	48, 57 57	30,92 (1,27)	-0,09 (-0,31)	-1,36 (-1,09)	5,4-8,1	PIB <sub>-1</sub> ; I/Y ; G/Y
Afrique	96, 99 98	69,99 (3,01)***	0,51 (1,65)	1,81 (2,10)**	5,2-7,1	G/Y ; PMP -
Europe	71, 71 71	-19,84 (-3,70)***	-0,40 (-0,58)	-1,55 (-0,80)	21-24***	PIB <sub>-1</sub> ; PMP Ouverture
Am. Latine	42, 42 42	102,4 (3,79)***	-3,81 (-6,01)***	-10,75 (-3,57)***	6,9; 13,5* 31,7***	PIB <sub>-1</sub> ; I/Y ; PMP; I/Y ;
Sp.touristique (10%)	83, 83 82	-25,9 (-2,46)**	-1,14 (-2,01)**	-6,31 (-5,01)***	14,5*; 17,0* 25,2***	PIB <sub>-1</sub> ; I/Y ; -
Sp.touristique (20%)	21 21, 21	5,10 (1,01)	0,35 (0,86)	-1,71 (-3,42)***	6,9-10,1	G/Y ; PMP Ouverture
Petits pays	26, 26 26	-5,55 (-0,49)	0,31 (1,19)	0,81 (1,11)	7,1-9,3	I/Y ; Ouverture
Iles	45, 45 45	6,63 (1,11)	0,19 (0,98)	0,29 (0,54)	6,4-9,2	G/Y ; I/Y ; PMP Ouverture

Notes: \*\*\* significatif à un niveau de 1%; \*\* significatif à un niveau de 5% ; \* significatif à un niveau de 10%.

Le t-statistics basé sur la matrice variance-covariance apparaît entre parenthèses.

H-T représente le test de Hausman.

Nous reportons soit FE, soit RE, selon le test de Hausman.

Selon les résultats du tableau 15, les impacts conditionnels du tourisme sont négligeables, avec même parfois des impacts négatifs inattendus dans certains sous-ensembles, ce qui confirme les résultats obtenus dans l'échantillon d'ensemble. Notamment, il est intéressant d'observer les signes et la signification des variables en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, ainsi que dans les sous-ensembles de pays qui présentent une spécialisation de niveau 10 % et dont on pourrait supposer qu'ils disposent d'un avantage comparatif en tourisme.

Ainsi, en contradiction avec plusieurs travaux antérieurs, ces résultats nous amènent à conclure que le tourisme *considéré isolément* ne peut pas rendre compte des taux de croissance élevés observés dans les pays à spécialisation touristique.

#### **4 - FLUX TOURISTIQUES ET CROISSANCE ECONOMIQUE : SPECIFICITE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT**

Comme nous l'avons déjà mentionné dans ce qui précède, malgré son importance croissante dans les économies en développement, le tourisme n'a inspiré qu'une attention limitée de la part de la littérature empirique. Notamment les études de nature économétrique et empirico-statistique sur la croissance où le développement sont généralement demeurées centrées sur les contributions des exportations agricoles et manufacturières plutôt que sur les exportations de services. Par ailleurs, les rares études sur le phénomène touristique dans les pays en développement se réfèrent essentiellement à l'estimation et à la prévision de la demande touristique ou à la création de revenus à travers le processus du multiplicateur (*Sinclair, 1999 ; Bezmen, 2006*).

Dans cette section, nous voudrions mesurer la contribution du tourisme à la croissance économique d'un ensemble de pays en développement dont les activités dans ce domaine sont fortement hétérogènes, en employant, en premier lieu, des données de panel pour cinquante pays durant la période 1995 - 2002 et en utilisant, en second lieu, des méthodes d'estimation fondées sur des modèles simples d'effets aléatoires (*random effects*) et d'effets fixes (*fixed effects*), ainsi que sur la méthode générale des moments (*general method of moments*) d'*Arellano-Bond* (2002).

Les premières spécifications nous amènent à rendre compte de l'hétérogénéité des économies des pays en développement sélectionnés, en même temps que des différences dans les contributions des facteurs traditionnels de la croissance économique. Par ailleurs, les méthodes utilisées nous permettent d'obtenir des estimations efficaces et non biaisées des effets des variables considérées, avec toutefois une présence possible d'erreurs résiduelles, en tenant compte du caractère prédéterminé (ex : le niveau de la scolarisation) ou endogène (ex : l'investissement direct étranger) de certains facteurs traditionnels de croissance, sans utiliser pour autant une technique explicite d'estimation des variables instrumentales. Les résultats empiriques pourront alors établir que l'activité touristique est de nature à contribuer d'une manière significative à la croissance économique des pays en développement, de la même façon que les investissements en capital humain et en capital physique.

Cela nous permettra d'établir que la croissance économique à court terme des pays en développement sélectionnés pourrait être stimulée par un essor de leurs activités touristiques.

La présente section est ainsi structurée :

- Le paragraphe 1 présente une revue sommaire de la littérature spécialisée ;
- Le paragraphe 2 définit un modèle conventionnel d'inspiration néo-classique qui incorpore le tourisme parmi des sources de la croissance ;
- Le paragraphe 3 recense à la fois les résultats de régressions à effets fixes et aléatoires et des estimations dynamiques en données de panel inspirées de la méthode d'*Arellano-Bond* (2002), afin de mettre en évidence le caractère endogène de certaines sources traditionnelles de croissance ;
- Enfin, le dernier paragraphe synthétise des conclusions et suggère des mesures de politique économique visant à promouvoir le tourisme dans le cadre d'ensemble d'une stratégie de croissance et de développement.

#### **4.1 - Revue sommaire de la littérature récente**

Quelques études récentes s'efforcent de définir les liens qui pourraient exister entre le tourisme et la croissance économique.

En 2004, *Dritsakis* a analysé les effets du tourisme sur la croissance économique de long terme de la Grèce. Également, *Balaguer et Cantavell-Jorda* (2002) ont confirmé la validité de l'hypothèse d'une croissance partiellement emmenée par le tourisme dans les performances de long terme de l'Espagne. Mentionnons aussi les travaux d'*Oh* (2005), par référence à la Corée, de *Tosun* (1999) ou de *Gunduz et Hatemi* (2005), par référence à la Turquie, confirmant l'hypothèse d'une croissance partiellement emmenée par le tourisme. De la même manière, en utilisant une approche de convergence (conforme au modèle de *Barro et Sala-i-Martin*, 1992), dans une récente étude, *Proenca et Soukiazis* (2005) ont analysé les impacts du tourisme sur la croissance des revenus par tête des régions portugaises et en ont tiré la conclusion que le tourisme peut être considéré comme une solution alternative afin d'accélérer la croissance régionale au Portugal, par une amélioration des caractéristiques *supply side* de ce secteur. Evoquons également les résultats des travaux de *Cunado et Garcia* (2006) relatives à la

convergence des croissances régionales en Afrique et qui mettent en évidence les effets stimulant du tourisme sur l'évolution de plusieurs pays (Bénin, Cameroun, Cape Vert, Egypte, Ghana, Kenya, Mali, Maurice, Seychelles et Tunisie).

Enfin, dans le cadre d'une étude comparative portant sur 14 pays touristiques extraits d'un échantillon de 143 pays, *Brau, Lanza et Pigliaru* (2003) arrivent à la conclusion que les pays « touristiques » croissent plus vite que les pays appartenant aux autres groupes (OCDE, pays exportateurs de pétrole, pays en développement, petits pays).

Dans ces conditions de nombreux pays en développement considèrent désormais le tourisme comme une composante importante et intégrale de leurs stratégies de croissance, ainsi que comme un pourvoyeur de recettes en devises, un créateur d'emplois et un facteur de transferts technologiques (*Sinclair, 1998 ; Dieke, 2004*).

Néanmoins, les impacts réels du tourisme demeurent parfois controversés. Ainsi *Chen et Devereux* (1999) estiment que le tourisme peut réduire le bien-être dans des pays soumis des régimes restrictifs en matière commerciale (taxation des exportations et des importations). En utilisant un cadre théorique, ils démontrent que l'investissement direct dans le tourisme engendre souvent d'importants bénéfices sociaux, mais peut aussi entraîner des situations de « croissance appauvrissante ». Ils considèrent donc qu'il est souvent difficile de prévoir les impacts sociaux et économiques réels d'une forte croissance touristique.

#### **4.2 - Tourisme et croissance : modélisation empirique**

Le but est maintenant d'analyser les liens qui peuvent exister entre l'essor du tourisme et les sources traditionnelles de la croissance économique telles que l'investissement en capital physique, l'investissement en capital humain, l'ouverture à l'échange international, l'évolution des termes de l'échange, les facteurs institutionnels, la libéralisation des marchés, l'investissement direct étranger et les dépenses de consommation des ménages.

Nous définissons en premier lieu une fonction de production de type *Cobb-Dougllass* double et log-linéaire :

$$\ln PCI_{it} = \beta_0 + \beta_1 \ln TRP_{it} + \beta_2 \ln GCF_{it} + \beta_3 \ln EFI_{it} + \beta_4 \ln SCH_{it} + \beta_5 \ln FDI_{it} + \beta_6 \ln TOT_{it} + \beta_7 \ln HHC_{it} + \varepsilon_{it} \quad (4.1)$$

Avec :

- $\ln PCI_{it}$  ou logarithme naturel du PIB réel par tête ;
- $TRP_{it}$  ou logarithme des recettes touristiques par tête en dollars ;
- $GCF_{it}$  ou logarithme de la formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB réel (cet élément est utilisé comme une variable d'approximation pour mesurer l'investissement en capital physique) ;
- $EFI_{it}$  représente le logarithme de la mesure de l'indice de liberté économique. A cet égard *Owen* (1987) et *Sen* (1999) considèrent que les libertés politiques, économiques et sociales, ainsi que la transparence et la sécurité représentent des conditions nécessaires à la croissance économique et au développement. Nous utilisons le logarithme de l'indice de liberté économique ( $EFI_{it}$ ) afin de rendre compte des effets de ce facteur institutionnel. Sur la base des travaux et des évaluations de *Heritage Foundation* (2005), l'indice de liberté économique est calculé comme une moyenne pondérée de 50 variables concernant notamment la gouvernance, la politique monétaire, les régulations, les rigidités du marché et le droit de propriété. Dans ces conditions,  $EFI_{it}$  représente donc une mesure ordinale variant de 1 à 5 : un score compris entre 1 et 1,99 correspond à des pays « libres » ; des scores de 2 à 2,99 et de 3 à 3,99 reflètent les situations respectives de pays partiellement « libres » et partiellement « réprimés » ; des scores compris entre 4 et 5 caractérisent des « économies réprimées ». Dans la mesure où les pays qui disposent en la matière d'un score faible (c'est-à-dire d'un degré élevé de liberté) sont en règle générale ceux qui disposent des plus hauts niveaux de revenu, on peut escompter que le signe accompagnant l'indice de liberté sera négatif.
- $SCH_{it}$  exprime le logarithme du taux d'enrôlement dans les enseignements secondaires et supérieurs et représente par conséquent une mesure de l'investissement en capital humain.

- $FDI_{it}$  représente le logarithme de l'investissement direct étranger et exprime par conséquent les effets des investissements d'origine extérieure sur la croissance.
- $TOT_{it}$  symbolise le logarithme des termes de l'échange pour chaque pays considéré. Ce facteur est mesuré par le ratio des prix des exportations aux prix des importations. Cet élément permet d'évaluer l'impact des échanges et de l'ouverture sur la croissance économique.
- $HHC_{it}$  représente pour chaque pays le logarithme des dépenses de consommation des ménages.

Il est possible de vérifier que les spécifications de l'équation 1 se fondent sur les travaux empiriques inspirés par les nouvelles théories de la croissance (*Lucas*, 1988 ; *Barro*, 1990 ; *Benhabib* et *Spiegel*, 1994 ; *Grossman* et *Helpman*, 1991 ; *Barro* et *Sala-i-Martin*, 1992 ; *Barro* et *Lee*, 1994 ; et *Temple*, 1999).

Dans ce contexte, l'investissement en capital physique ( $GCF_{it}$ ), l'investissement en capital humain ( $SCH_{it}$ ), l'ouverture économique ( $TOT_{it}$ ) ainsi que l'investissement direct étranger ( $FDI_{it}$ ) représentent les sources « conventionnelles » de la croissance économique. Nous exprimons l'hypothèse d'une relation positive entre d'une part  $GCF_{it}$ ,  $SCH_{it}$ ,  $TOT_{it}$  et d'autre part le niveau de revenu par tête. Cependant, puisque les effets de l'investissement direct étranger sur la croissance économique ne sont pas toujours prévisibles, le signe prévu peut-être positif ou négatif.

Par ailleurs, l'impact des dépenses de consommation des ménages ( $HHC_{it}$ ) sur la croissance économique est souvent controversé. Selon les tenants des théories néo-classiques (*Solow*, 1956 ; *Kuznets*, 1966, *Todaro*, 2005), une élévation des dépenses de consommation des ménages peut exercer un effet dépressif sur la croissance économique en agissant d'une manière négative sur l'évolution de l'épargne et de l'investissement. Cependant, selon les auteurs structuralistes (*Myrdal*, 1969) une augmentation des dépenses de consommation en matière de santé, d'alimentation et d'éducation est de nature à stimuler la croissance économique en accroissant la productivité des facteurs, notamment celle du travail. Dans une étude récente, *Ranis* (2004) estime que la consommation des individus et des ménages représente un facteur important du

« développement humain », en répondant d'une manière directe aux besoins réels des populations, au demeurant d'une manière plus efficace que les programmes gouvernementaux au double niveau-micro ou méso-économique. Cependant, la consommation individuelle ne peut pas toujours s'orienter vers des biens qui contribuent d'une manière maximale au développement humain par l'intermédiaire d'une croissance des revenus. En conséquence, les effets des dépenses de consommation des ménages ( $HHC_{it}$ ) sur la croissance économique ne peuvent pas être prévus a priori.

*Tableau 16 : Description des variables et statistiques sommaires*

Variables	Description	Obs.	Moyenne (Ecart type)	Minimum	Maximum
PCI	PIB par tête (USD constants 2000)	250	2,723(0,492)	1,782	3,926
TRP	Recettes touristiques internationales par tête (USD courants)	177	1,074(-0,792)	-0,701	3,543
GCF	Formation brute de capital fixe (% du PIB)	201	8,701(0,684)	5,241	10,521
EFI	Indice de liberté économique	232	0,561(0,075)	0,371	0,621
SCH	Log enrôlement scolaire (secondaire + supérieur) (% brut)	249	1,472(0,321)	0,701	2,306
FDI	Investissement direct étranger, flux nets (% du PIB)	237	0,181(0,709)	-5,964	2,001
TOT	Termes nets de l'échange de marchandise	233	2,007(0,101)	1,526	2,189
HHC	Dépenses de consommation finale des ménages par tête (USD constants 2000)	247	549,67(801,4)	58,3	5003

Note : Nombre de pays : 52

Les valeurs des variables utilisées sont des moyennes biannuelles de 1995 à 2004 (soit 5 moyennes biannuelles) ;

Toutes les variables sont exprimées en formes logarithmiques.

Source: World Bank, World Development Indicators CD-ROM

Pour calculer les paramètres qui correspondent aux variables significatives à partir des données prises en considération, nous effectuons une estimation en données de panel de l'expression empirique suivante :

$$Y_{it} = \delta_i + \Gamma_t + (X_{it})\Phi + \psi_{it} \quad (4.2)$$

Avec :

- $Y_{it}$  représente le logarithme naturel du PIB réel par tête dans le pays  $i$  au cours de l'année  $t$  ;
- $X_{it}$  représente le vecteur des variables explicatives (recettes touristiques par tête, investissement en capital humain et physique, ouverture, indice de liberté économique et dépenses de consommations des ménages pour le pays  $i = 1, 2, \dots, m$  à l'instant  $t = 1, 2, \dots, T$  ;
- $\Phi$  représente le vecteur scalaire des paramètres de  $\beta_1, \dots, \beta_7$  ,
- $\psi_{it}$  symbolise un terme de turbulence stochastique classique avec  $E[\psi_{it}] = 0$  et  $\text{var}[\psi_{it}] = \sigma_\varepsilon^2$ ,
- $\delta_i$  et  $\Gamma_t$  représentent respectivement les effets pays spécifiques et les effets temps spécifiques. Plutôt qu'une décision a priori sur le comportement de  $\delta_i + \Gamma_t$ , différentes hypothèses seront imposées d'une manière séparée au modèle et celle qui permettra les estimations les plus robustes sera retenue.

Si nous supposons que les effets pays spécifiques sont constants d'une manière transversale à travers les pays et que les effets temps spécifiques sont exclus (c'est-à-dire  $\delta_i = \lambda$  et  $\Gamma_t = 0$ ), le modèle (4.2) peut alors être estimé par la méthode ordinaire des moindres carrés ou par la méthode OLS restreinte. La seconde technique d'estimation suppose que les effets pays spécifiques sont constants, mais inégaux (c'est-à-dire  $\delta_i = \lambda_i$  et  $\Gamma_t = 0$ ), ce qui implique un modèle univoque d'effets fixes. La troisième hypothèse représente une situation où les effets pays ne sont pas constants mais supportent au contraire des turbulences. Dans ces conditions, les effets temps sont absents (c'est-à-dire  $\delta_i = \lambda + w_i$  et  $\Gamma_t = 0$ ) avec  $E[w_i] = 0$  et  $\text{var}[w_i] = \sigma_w^2$  et  $\text{cov}[\psi_i, w_i] = 0$ . Dans ce cas, le modèle (4.2) peut être estimé par les moindres carrés généralisés (GLS), ce qui implique un modèle à effets aléatoires.

Étant donné que certains facteurs explicatifs traditionnels de la croissance sont soit prédéterminés, soit endogènes, soit les deux à la fois et que la période courante de croissance peut dépendre de leurs valeurs passées, une variante dynamique des effets fixes et aléatoires exprimée par l'équation (4.2) ci-dessus, identifiée comme l'estimation d'*Arellano-Bond* (1991), peut être exprimée de la manière suivante :

$$\Delta Y_{it} = \alpha' \Delta Y_{it-1} + \beta' \Delta X_{it-1} + \gamma' Z_{it} + \nu_i + \varepsilon_{it} \quad (4.3)$$

Avec :

- $\Delta Y_{it}$  représente la différence première du logarithme naturel de la croissance du revenu par tête du pays  $i$  durant la période  $t$  ;
- $\Delta Y_{it-1}$  représente la différence décalée des variables dépendantes ;
- $\Delta X_{it-1}$  est un vecteur de variables endogènes prédéterminées différenciées à un niveau décalé ;
- $Z_{it}$  est un vecteur de variables exogènes ;
- $\alpha$ ,  $\beta$  et  $\gamma$  sont des paramètres à estimer ;
- $\nu_i$  et  $\varepsilon_{it}$  sont supposés être indépendants durant l'ensemble des périodes dans le pays  $i$ .
- $\nu_i$  représente les effets pays spécifiques qui sont distribués d'une manière indépendante et identique sur l'ensemble des pays.
- $\varepsilon_{it}$  représente un terme de turbulence stochastique (*noise stochastic*) dont on suppose qu'il est distribué d'une manière indépendante.

Nous en déduisons les coefficients en utilisant l'estimateur de la méthode générale des moments d'*Arellano-Bond* (1991), afin d'évaluer les effets conjoints des recettes touristiques ainsi que des autres variables explicatives sur la croissance économique des pays considérés, tout en contrôlant le biais potentiel dû à l'endogénéité de certains facteurs de régression.

Toutes les données, à l'exception de celles qui concernent l'indice de liberté économique et qui proviennent de *Heritage Foundation*, sont extraites des *World Bank Development Indicators (WDI, 2006 - CD-ROM)*. Les définitions et statistiques descriptives de chacune des variables incluses dans le modèle figurent dans le tableau 16.

### 4.3 - Résultats et interprétations

Nous allons à présent commenter les résultats des estimations qui se fondent sur les effets fixes et sur les effets aléatoires tels qu'ils figurent dans le tableau 17.

D'une manière générale, les résultats des deux modèles confirment les relations prévues entre le PIB par tête ( $PCI_{it}$ ) et les variables explicatives. Dans les deux modèles, les variables exprimant les sources de la croissance présentent les signes prévus. Puisque nous avons estimé un modèle logarithmique double, tous les coefficients expriment des élasticités.

La comparaison du modèle à effets fixes avec le modèle à effets aléatoires, en utilisant le test de spécification de Hausman, permet de rejeter les effets aléatoires en faveur des estimations des effets fixes à un niveau  $p < 0,05$ . Les résultats de notre modèle indiquent que le tourisme ( $TRP$ ) exerce un effet positif et statistiquement significatif sur le PIB par tête des pays considérés à un niveau  $p < 0,01$ . On peut ainsi estimer qu'une croissance de 10 % des recettes touristiques d'un pays serait de nature à entraîner en moyenne une croissance d'environ 0,3 % du revenu par tête. De la même manière, une augmentation de 10 % de l'investissement capital humain, par une augmentation du taux de scolarisation aux niveaux secondaire et supérieur, devrait entraîner une augmentation de 0,6 % du PIB par tête.

Tableau 17 : Effets fixes et Effets aléatoires estimés

Variable	Description	Coefficients (effets fixes)	Coefficients (effets aléatoires)
TRP	Recettes touristiques internationales par tête (USD courants)	0,0378*** (0,0085)	0,0309*** (0,015)
GCF	Formation brute de capital fixe (% du PIB)	0,0337 (0,018)	0,0471* (0,027)
EFI	Indice de liberté économique	-0,111* 0,065	-0,171** (0,086)
SCH	Enrôlement scolaire (secondaire + supérieur) (% brut)	0,0568*** (0,014)	0,0618*** (0,021)
FDI	Investissement direct étranger, flux nets (% du PIB)	0,00354 (0,0035)	0,00271 (0,0047)
TOT	Termes nets de l'échange de marchandises	0,0262 (0,022)	0,0307 (0,031)
HHC	Dépenses de consommation finale des ménages par tête (dollars constants 2000)	0,317*** (0,033)	0,536*** (0,041)
Constante		0,3879*** (0,23)	0,573*** (0,024)
<i>Nombre d'observations</i>		224	224
<i>R<sup>2</sup></i>		0,57	

Les erreurs - types figurent entre parenthèses ;

\*\*\* p < 0,01, \*\* p < 0,05, \* p < 0,1.

Toutes les variables sont transformées en logarithmes

Dans l'ensemble, ces résultats semblent conformes aux conclusions des travaux de Barro (1990), Sinclair (1998), Temple (1999) et Dritsakis (2004) suivant lesquels l'investissement en capital physique (*GCF*) (mesuré par la formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB) et les dépenses de consommation par tête des ménages (*HHC*) exercent un effet positif et statistiquement significatif sur l'évolution du PIB réel de l'ensemble des pays considérés. Ainsi, nous observons qu'une augmentation de 10 % dans les dépenses de consommation par tête pourrait entraîner une augmentation de 3,2% à 3,6% du PIB par tête d'un pays représentatif, ce qui représente un impact considérable par rapport aux autres sources de croissance.

L'investissement direct étranger (*FDI*) et les termes de l'échange (*TOT*) exercent un effet positif sur la croissance du PIB réel, mais sans véritable signification statistique.

Par ailleurs, la variable institutionnelle (*EFI*), utilisée pour rendre compte des effets de la liberté politique et économique, démontre qu'une gouvernance déficiente constitue un sévère facteur de blocage à l'égard de la croissance et des performances économiques. En accord avec les conclusions de *Sen* (1990) et d'*Owen* (1987), nos estimations indiquent qu'une amélioration d'un point en pourcentage (c'est-à-dire une moindre « répression » exprimée par une diminution de l'indice) devrait conduire à un accroissement d'environ 0,35% du PIB par tête d'un pays représentatif.

Il apparaît donc que les résultats qui se fondent sur les modèles à effets fixes et aléatoires et qui tiennent compte à la fois de l'hétérogénéité et des fluctuations intertemporelles présentent un évident intérêt. Néanmoins, nous pouvons noter que plusieurs variables explicatives qui se réfèrent aux sources traditionnelles de la croissance et que nous avons incluses dans la régression sont soit prédéterminées, soit endogènes, ce qui peut entraîner une certaine confusion dans les résultats. À titre exemple, alors que l'investissement direct étranger (*FDI*) et l'investissement en capital humain (*SCH*) ont souvent été crédités d'un rôle important dans la croissance, il apparaît également évident que le niveau du PIB et son taux de croissance exercent des effets de *feedback* sur les investissements étrangers qu'un pays peut capter et sur les possibilités d'investissement dans la formation de capital humain, en conformité avec des analyses de *Hansen et Rand* (2006).

Étant donné que nous nous intéressons principalement à l'évaluation des effets des recettes touristiques sur la croissance, en considérant que les facteurs explicatifs traditionnels sont soit prédéterminés (ex: la scolarisation), soit endogènes (ex: l'investissement étranger) ou les deux à la fois, il peut sembler utile d'employer la méthode générale des moments (*General Method of Moments - GMM*) de panel dynamique d'*Arellano-Bond*, afin d'obtenir des estimations plus robustes. Les niveaux d'une période retard et les différences premières des variables servent d'instruments pour les variables endogènes. Les estimations dynamiques (*GMM*) au sens d'*Arellano-Bond* figurent dans le tableau 18.

*Tableau 18 : Données de panels dynamiques (Méthode d'Arellano-Bond - Résultats des estimations)*

Variables	(1)	(2)
	Estimations des coefficients (un degré et une année retard) ( <i>One-step et One- Year Lag</i> )	Estimations des coefficients (un degré et deux années retard) ( <i>One-step et Two- Years Lag</i> )
PCI (LD)	0,571*** (0,071)	0,364*** (0,101)
PCI (L2D)		0,237*** (0,073)
TRP (D(1))	0,0201*** (0,0079)	0,0237*** (0,0078)
GCF (D(1))	0,0312* (0,020)	0,0437* (0,020)
EFI (D(1))	- 0,0741 (0,061)	- 0,0595 (0,060)
SCH (D(1))	0,0192* (0,0017)	0,0241* (0,0015)
SCH (LD)	- 0,00152 (0,011)	- 0,00152 (0,021)
FDI (D(1))	- 0,00140 (0,0024)	- 0,000701 (0,0020)
FDI (LD)	0,0014 (0,0061)	0,0027 (0,0070)
TOT (D(1))	- 0,00107 (0,018)	- 0,0119 (0,016)
HHC (D(1))	0,289*** (0,030)	0,291*** (0,029)
Constante	0,000701 (0,0017)	0,0000855 (0,0019)

Nombre d'observations	172	168
Nombre de pays	52	52
Wald Chi <sup>2</sup>	186,4***	224,6***
Degré de liberté	10	11
Test Arellano-Bond de nullité de No AR(1)	- 3,95*** (0,0001)	- 2,36*** (0,0179)
Erreurs résiduelles		
Test Arellano-Bond de nullité de No AR(2)	0,89 0,3911	- 1,3 0,231
Erreurs résiduelles		
Test de validité de Sargan	46,97 0,178)	41,15 (0,179)

Erreurs types entre parenthèses,

\*\*\*, \*\* et \* indique respectivement une signification à des niveaux  $p < 0,01$  ;  $p < 0,05$  et  $p < 0,1$ .

Le suffixe D(1), après chaque variable indique le nombre de fois que la variable spécifique a été différenciée.

LD exprime la différence retard (*lagged difference*).

La variable SCH est traitée comme prédéterminée, tandis que la variable FDI est traitée comme une variable endogène.

Dans la colonne 2, figurent les résultats qui se fondent sur un seul *lag* et dans la colonne 3 figurent les résultats qui incorporent deux *lags* de la variable dépendante, en l'occurrence la croissance du PIB par tête. Dans les deux modèles, le test de *Sargan* n'autorise pas le rejet de l'hypothèse de nullité suivant laquelle les restrictions en matière de sur-identification sont valides. Tandis que le test d'*Arellano-Bond* implique le rejet de l'hypothèse de nullité d'une absence d'auto-corrélation de premier ordre dans les résidus différenciés AR(1), il ne permet pas néanmoins de rejeter l'hypothèse nulle d'une absence d'auto-corrélation de deuxième ordre dans les résultats différenciés.

En conséquence, les coefficients estimés reflètent une relation réelle entre la croissance du PIB par tête et le tourisme et aussi avec les facteurs traditionnels de la croissance, qu'ils soient prédéterminés, endogènes ou les deux à la fois.

À partir des résultats du modèle, nous observons que les accroissements de recettes touristiques exercent *un impact significatif et positif mais néanmoins limité* sur la croissance du revenu par tête des pays considérés. Ainsi, une augmentation de 10 % des recettes touristiques devrait conduire à une augmentation de 0,20 % du PIB par tête des pays considérés.

Du fait de la nature endogène des facteurs explicatifs traditionnels de la croissance, il apparaît que l'investissement direct étranger (*FDI*), les termes de l'échange (*TOT*) et la variable institutionnelle exprimée par l'indice de liberté économique (*EFI*) ne sont pas clairement significatifs. A contrario, l'investissement en capital physique (*GCF*), l'investissement en capital humain (*SHC*) et les dépenses par tête des ménages (*HHC*) exercent d'importants effets sur la croissance.

En conclusion, le but de ces calculs était de mesurer les effets du tourisme international sur la croissance des pays en développement. Les résultats démontrent que les dépenses des touristes internationaux exercent un impact indéniablement positif mais *modéré* sur la croissance économique des pays en développement considérées en leur ensemble. Par référence au vaste échantillon considéré, il apparaît qu'une augmentation de 10 % de la dépense des touristes internationaux conduit en moyenne à une augmentation de 0,4 % du revenu par tête. Ainsi, les pays en développement peuvent améliorer leurs performances en matière de croissance économique non seulement en investissant dans les sources traditionnelles de la croissance, telles que le capital physique et humain, ou en favorisant l'investissement direct étranger, mais également en exploitant et en rationalisant leurs potentiels touristiques.

## 5 - CONCLUSION

Dans ce chapitre, nous avons analysé un large échantillon de pays et également des sous-ensembles de pays à spécialisation touristique, en incluant notamment des petits pays et des pays insulaires. Pour tous ces ensembles, les résultats sont convergents : si l'on excepte les petits pays insulaires, dont la situation particulière a été étudiée notamment par *Brau, Lanza et Pigliaru* (2003, 2006, 2007), les variables liées au tourisme n'ont pas d'effets franchement significatifs sur la croissance économique et,

dans les cas où les relations semblent significatives, elles sont souvent paradoxalement négatives ou alors ne mettent en évidence que des effets très modérés.

En résumé, une étude plus rigoureuse des relations entre le tourisme et la croissance économique, par référence notamment à des travaux empiriques (*Barro, 1991*) ou à des approches en données de panel (*Islam, 1995*), conduit à écarter l'existence d'une causalité positive systématique entre la spécialisation touristique et la croissance. Rappelons à cet égard que la théorie établit d'une manière rigoureuse que la croissance est assurée par les secteurs à forts gains de productivité.

À partir de ces résultats, il est possible de suggérer quelques axes pour des recherches futures :

- 1) Le tourisme peut stimuler la demande et l'accumulation de capital humain et donc contribuer à promouvoir la croissance économique, ce qui équivaut à considérer que le tourisme est un facteur endogène dans la relation entre le capital humain et la croissance.
- 2) Le tourisme peut promouvoir la croissance mais néanmoins avec des délais et des intervalles de temps qui peuvent être longs. Aussi la recherche devrait-elle étudier la relation entre le capital humain, le tourisme et la croissance économique à partir de données de panel dynamiques et de variables instrumentales tenant compte du temps. Cela requiert évidemment des séries temporelles longues afin d'éviter les effets cycliques.
- 3) Néanmoins, une analyse profonde de la relation entre le tourisme et la croissance économique est essentielle, compte tenu de l'essor rapide de cette activité et de sa prise en compte de plus en plus fréquente par les responsables politiques.

# ANNEXES

## Chapitre I - Annexe A

**Tableau A - 1 : Recettes touristiques mondiales  
(milliards de dollars et d'euros)**

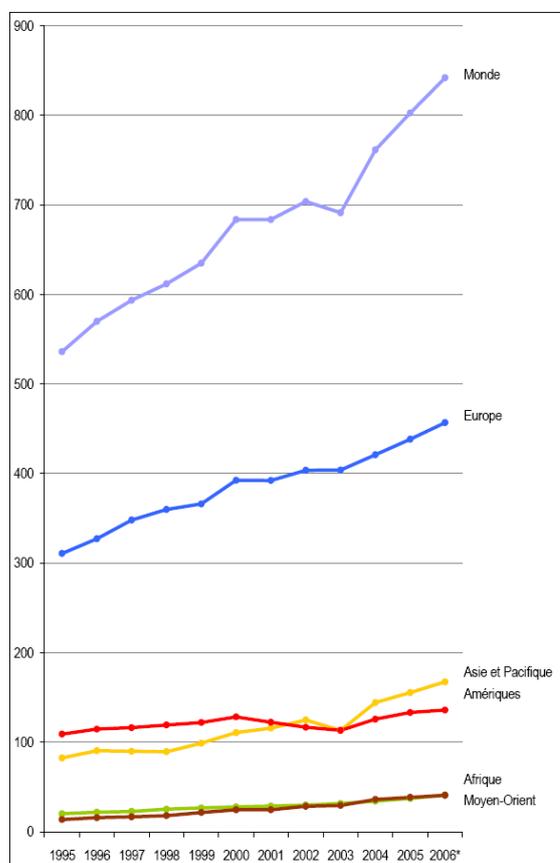
	Recettes du tourisme international										Variation					Variation				
	(milliards)										prix courants					prix constants				
	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006*	02/01	03/02	04/03	05/04	06*/05	02/01	03/02	04/03	05/04	06*/05	
\$EU	264	405	474	462	480	527	633	678	735	3,9	9,8	20,1	7,0	8,5	2,2	7,3	17,0	3,5	5,2	
Euros	207	310	513	516	508	466	509	545	586	-1,6	-8,2	9,3	7,0	7,5	-3,8	-10,1	7,0	4,7	5,2	

Source : Organisation mondiale du tourisme (OMT) ©

(d'après les données de l'OMT, juin 2007)

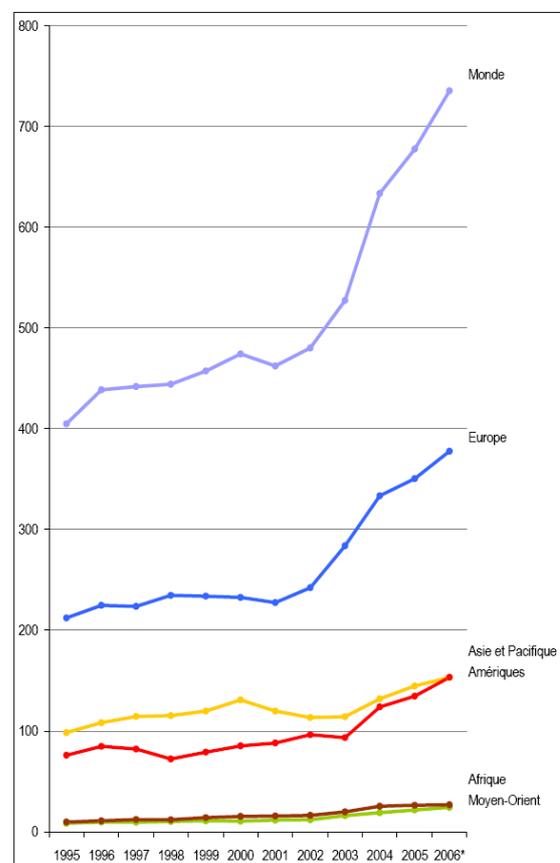
**Figure A - 1 : Flux touristiques mondiaux**

a) Arrivées de touristes internationaux en millions



Source : Organisation Mondiale du Tourisme

b) Recettes du tourisme international en milliards d'euros



Source : Organisation Mondiale du Tourisme

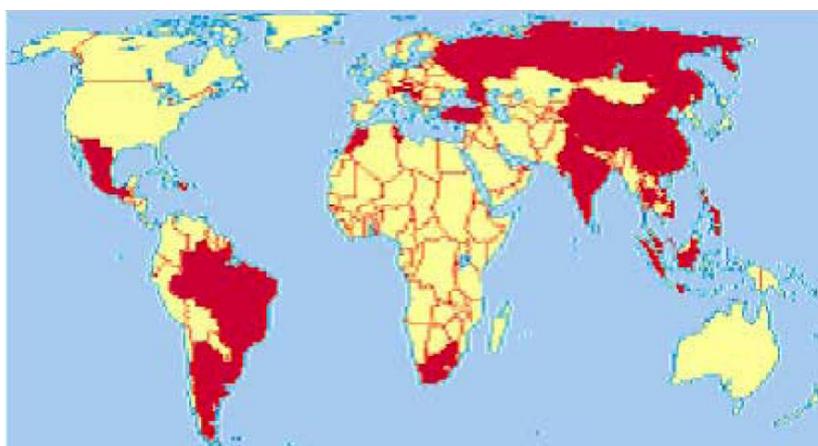
## Chapitre I - Annexe B

**Tableau B - 1 : Pays en développement et en transition : les vingt principales destinations touristiques**

*(nombre d'arrivées de touristes internationaux en millions - 2004)*

Rang	Pays	Arrivées en millions - 2004
1	Chine	41,761
2	Mexique	20,618
3	Russie Fédération	19,892
4	Turquie	16,826
5	Malaisie	15,703
6	Thaïlande	11,737
7	Croatie	7,912
8	Egypte	7,795
9	Afrique du Sud	6,678
10	Tunisie	5,998
11	Maroc	5,477
12	Indonésie	5,321
13	Brésil	4,794
14	Bahreïn	3,510
15	Inde	3,457
16	République Dominicaine	3,450
17	Argentine	3,353
18	Philippines	2,291
19	Vietnam	2,124
20	Uruguay	1,756

**Carte B-1 : Pays en développement et en transition : les vingt principales destinations touristiques**



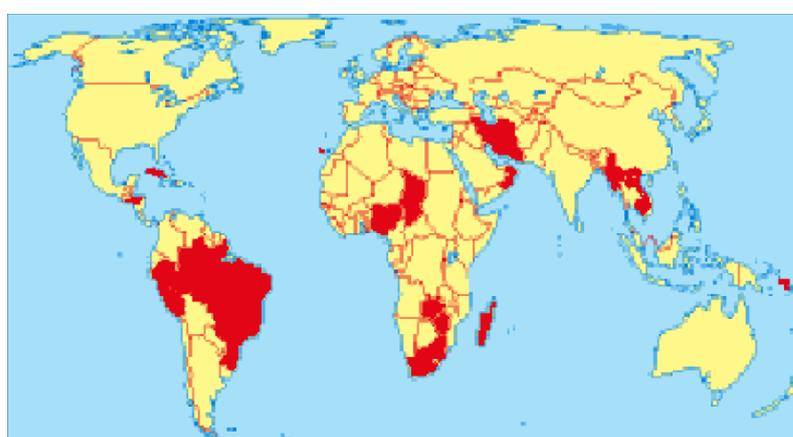
Source : WTO (2006)

## Chapitre I - Annexe C

*Tableau C - 1 : Pays en développement et en transition : les plus fortes croissances de flux touristiques (arrivées de touristes internationaux en milliers de personnes)*

Rang	Pays	Arrivées en milliers - 1990	Arrivées en milliers - 2004	Ratio d'accroissement 1990 - 2004 (%)
1	Cambodge	17	1055	6205,88
2	Laos	14	236	1685,71
3	Birmanie	21	242	1152,38
4	Iran	154	1659	1077,27
5	Vietnam	250	2124	849,60
6	Cap Vert	24	157	654,17
7	Afrique du Sud	1029	6678	648,98
8	Cuba	327	2017	616,82
9	Nicaragua	106	615	580,19
10	Oman (2002)	149	817	548,32
11	Nigéria	190	962	506,32
12	El Salvador	194	966	497,94
13	Bhoutan	2	9,2	460,00
14	Brésil	1091	4794	439,41
15	Madagascar	53	229	432,08
16	Pérou	317	1208	381,07
17	Zambie	141	515	365,25
18	Zimbabwe (2001)	605	2068	341,82
19	Micronésie (Fédération)	8	19	237,50
20	Tchad (2003)	9	21	233,33

*Carte C-1 : Pays en développement et en transition : les plus fortes croissances de flux touristiques*



Source : WTO (2006)

## Chapitre I - Annexe D

*Tableaux 13 et 14 : Régressions de croissance -  
Liste des pays du panel d'ensemble (133 pays) (2004)*

<b>Pays</b>	<b>Nombre de visiteurs (milliers)</b>	<b>Dépenses touristiques % PIB</b>	<b>Dépenses touristiques % exportation de marchandises</b>	<b>Dépenses touristiques % exportation de services</b>
Afrique du Sud	6.678	3,2	13,9	81,0
Algérie	1.234	-	-	-
Allemagne	20.137	1,3	3,9	25,1
Antigua	245	42,0	333,6	89,1
Arabie Saoudite	8.599	-	-	-
Argentine	3.353	2,0	8,7	58,0
Australie	4.774	2,8	20,6	70,6
Autriche	19.373	6,3	16,4	37,6
Azerbaïdjan	1.349	0,9	2,1	16,1
Bahamas	1.561	-	402,8	84,6
Bahreïn	3.514	-	19,7	96,5
Barbade	552	50,4	367,9	90,4
Belgique	6.710	2,9	4,1	19,2
Belize	231	12,2	43,3	66,8
Bénin	174	-	-	-
Bolivia	405	3,0	12,3	66,3
Botswana (2003)	975	6,1	15,2	69,1
Brésil	4.794	0,6	3,5	26,9
Brunei (2001)	840	-	-	-
Bulgarie	4.630	11,3	27,6	65,8
Cambodge	1.055	14,7	27,2	87,9
Canada	19.095	1,5	4,5	31,4
Cap Vert (2003)	150	17,2	258,5	61,2
Chili	1.785	1,7	4,9	26,1
Chine	41.761	1,7	4,7	44,5
Chypre	2.349	16,5	217,0	41,6

<b>Pays</b>	<b>Nombre de visiteurs (milliers)</b>	<b>Dépenses touristiques % PIB</b>	<b>Dépenses touristiques % exportation de marchandises</b>	<b>Dépenses touristiques % exportation de services</b>
Colombie	791	1,4	7,8	59,9
Corée du Sud	5.818	1,2	3,1	19,0
Costa Rica	1.453	8,6	24,9	70,8
Croatie	7.912	21,0	87,6	74,8
Cuba	2.017	14,5	99,6	85,3
Danemark	3.358	2,3	7,5	15,6
Djibouti	26,3	-	-	-
Dominique	79	22,3	-	-
Egypte	7.795	8,4	51,4	44,6
El Salvador	966	4,0	19,0	65,0
Equateur	819	1,2	4,7	40,1
Espagne	52.430	5,2	27,7	60,0
Estonie	1.750	10,2	18,5	39,0
Etats-Unis	46.085	1,0	13,9	33,1
Finlande	2.840	1,5	4,7	31,8
France	75.121	2,0	9,7	36,9
Gabon (2003)	222	1,4	2,6	48,8
Gambie	90	-	-	-
Grèce (2003)	13.969	6,3	86,2	44,6
Grenada	134	21,1	-	-
Guam	1.157	-	-	-
Guatemala	1.182	2,9	23,5	68,4
Guyana	122	3,8	5,1	18,3
Haïti (2003)	136	3,2	27,9	68,4
Honduras	672	5,5	16,7	61,5
Hong Kong	13.655	7,2	4,5	21,8
Hongrie	12.212	4,1	7,4	40,5
Iles Marshall	9	-	-	-
Iles Salomon				

<b>Pays</b>	<b>Nombre de visiteurs (milliers)</b>	<b>Dépenses touristiques % PIB</b>	<b>Dépenses touristiques % exportation de marchandises</b>	<b>Dépenses touristiques % exportation de services</b>
Iles Vierges	544	-	-	-
Indonésie	5.321	2,0	7,2	29,7
Irlande	6.982	3,2	6,0	11,4
Islande	836	4,5	19,3	34,4
Israël	1.506	2,4	7,7	19,0
Italie	37.071	2,3	10,8	45,2
Jamaïque	1.415	21,6	108,2	75,4
Japon	6.138	0,3	2,7	14,7
Jordan	2.853	14,5	41,7	77,2
Kenya	1.199	5,2	29,7	54,6
Kiribati	3,3	-	-	-
Koweït	91	-	1,4	12,5
Laos	236	4,9	-	-
Lesotho	304	2,5	4,8	53,1
Lettonie	48,5	-	-	-
Liban	1.278	27,2	303,5	61,1
Lituanie	1.800	3,9	9,4	35,2
Luxembourg	874	12,5	28,4	11,7
Macao	8.324	-	-	-
Malaisie (2003)	10.557	6,6	6,5	50,1
Malawi	113	3,0	15	63
Maldives	617	62,5	260,2	92,9
Malte	1.158	17,9	36,1	69
Maroc	5.477	9,1	45,8	67,7
Maurice	719	19,1	57,7	79,4
Mexique	20.618	1,7	6,2	82,6
Mongolie	301	13,4	23,5	60,7
Namibie	-	7,8	23,3	88,4
Népal	385	3,9	34,0	56,4

<b>Pays</b>	<b>Nombre de visiteurs (milliers)</b>	<b>Dépenses touristiques % PIB</b>	<b>Dépenses touristiques % exportation de marchandises</b>	<b>Dépenses touristiques % exportation de services</b>
Nicaragua	615	4,4	14,0	65,9
Norvège	3.600	-	-	-
Nouvelle Calédonie	100	-	23,9	49,3
Nouvelle Zélande	-	5,1	24,8	64,4
Oman (2002)	817	2,2	4,0	86,8
Panama	621	6,5	15,3	33,1
Paraguay	309	1,2	3,0	14,3
Pays Bas (2002)	9.595	2,8	5,7	21,0
Pérou	1.208	1,7	9,3	61,1
Philippines	2.291	2,8	6,2	58,8
Pologne	14.290	2,7	7,9	48,2
Polynésie française	212	-	428,5	74,6
Portugal	11.617	5,3	23,9	60,5
Puerto Rico	3.541	-	-	-
Qatar	732	-	-	-
République Dominicaine	3.450	17,0	55,3	90,0
Roumanie (2000)	3.274	1,1	3,8	22,6
Royaume-Uni	-	1,7	10,6	20,5
Russie	19.892	1,2	3,8	34,3
Samoa	98	-	-	-
Sao Tome et Principe	-	-	-	-
Sénégal (2003)	354	4,1	21,4	47,3
Seychelles (2002)	132	34,6	102,1	78,8
Singapour (2003)	5.705	4,1	2,4	11,0
Slovaquie	1.410	2,3	3,4	25,0
Slovénie	1.499	5,4	10,7	50,0
Sri Lanka	566	4,0	14,0	52,9
St. Kitts et Nevis	118	27,0	-	-

<b>Pays</b>	<b>Nombre de visiteurs (milliers)</b>	<b>Dépenses touristiques % PIB</b>	<b>Dépenses touristiques % exportation de marchandises</b>	<b>Dépenses touristiques % exportation de services</b>
St. Vincent	87	23,8	-	-
Suède (2003)	7.627	2,2	6,4	21,4
Suisse (2003)	6.530	3,5	9,6	31,4
Suriname	138	4,7	6,6	36,9
Swaziland	459	4,5	5,6	22,8
Syrie	3.032	7,8	32,4	68,9
Tchèque	6.061	4,6	7,4	51,1
Thaïlande	11.737	8,0	13,6	68,6
Togo (2003)	61	1,5	4,3	27,4
Tonga	41	7,0	-	-
Trinidad et Tobago	443	4,6	8,9	60,7
Tunisie	5.998	8,6	25,1	67,0
Turquie	16.826	5,3	23,7	66,1
Ukraine	15.629	2,3	4,5	24,0
Uruguay	1.756	4,4	19,2	58,7
Vanuatu (2003)	50	25,7	263,0	74,7
Venezuela	492	0,5	1,4	48,4
Vietnam	1.825	4,3	14,6	75,7
Zambie	515	-	-	-
Zimbabwe	1854	-	-	-

Source : WTO - Compendium of Tourism Statistics Data 2000 - 2004

## Chapitre I - Annexe E

*Tableaux 16, 17 et 18 : Effets fixes et aléatoires - données de panels dynamiques  
Liste des pays en développement et en transition constitutifs du panel (52 pays - 2004)*

Asie Pacifique	Afrique	Amérique Latine	Europe Orientale Moyen Orient Méditerranée
Bangladesh	Afrique du Sud	Bolivie	Russie
Chine	Algérie	Brésil	Egypte
Inde	Burkina Faso	Colombie	Turquie
Indonésie	Cameroun	Costa Rica	Yémen
Laos	Côte d'Ivoire	El Salvador	
Malaisie	Ethiopie	Equateur	
Népal	Gambie	Guatemala	
Pakistan	Ghana	Honduras	
Sri Lanka	Kenya	Mexique	
Thaïlande	Lesotho	Paraguay	
Vietnam	Madagascar	Pérou	
	Mali	Venezuela	
	Maroc		
	Maurice		
	Moldavie		
	Mozambique		
	Namibie		
	Niger		
	Nigeria		
	RCA		
	Sénégal		
	Tanzanie		
	Tunisie		
	Zambie		
	Zimbabwe		

Sources : WTO/OMT 2006, World Bank 2006, WTTC 2006

# CHAPITRE II : COMPETITIVITE DES DESTINATIONS ET SPECIALISATION TOURISTIQUE

---

## 1 - INTRODUCTION

Chaque année, depuis l'an 2000, les flux touristiques mondiaux ont porté sur environ 800 millions de personnes qui ont voyagé depuis leurs pays de résidence vers des pays de destination pour diverses raisons (loisirs, affaires, pèlerinages, déplacements culturels, raisons familiales...). À cet égard, les grandes organisations internationales telles que l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) considèrent désormais le tourisme comme une activité exportatrice pleine et entière pour les pays d'accueil ou de destination (*WTO*, 1998). Un phénomène d'une aussi vaste ampleur doit logiquement impliquer une reformulation ou une adaptation des théories de l'échange international, en conformité avec ces nouvelles réalités et les résultats des analyses empiriques. Il convient notamment de mieux comprendre la nature, le fondement et les structures des échanges internationaux de services en formulant quelques questions fondamentales :

- Comment expliquer les performances éloquentes de certaines destinations et, à contrario, la marginalisation voire l'exclusion d'autres destinations des flux touristiques mondiaux ?
- Quelles réactions et quelles mesures d'adaptation requièrent les systèmes productifs des pays ou régions de destination ?
- Comment évaluer les retombées réelles de la croissance touristique sur les pays en développement, à la fois par référence à l'ouverture aux investissements directs étrangers et à l'ouverture des marchés internationaux de services ?

Le but de ce chapitre est de présenter une explication au moins sommaire de la détermination des avantages comparatifs en matière d'échanges touristiques.

Jusqu'aux années récentes, la littérature économique consacrée au tourisme est demeurée centrée presque exclusivement sur la demande. Cette attention prioritaire est concevable dans la mesure où le tourisme demeure traditionnellement perçu comme un phénomène de demande mesuré par des flux de déplacement depuis les pays d'origine vers les pays de destination. Cependant, ces flux de personnes sont accompagnés de flux monétaires parallèles (les recettes touristiques), depuis les pays d'origine jusqu'aux pays de destination, et en contrepartie de flux indirects de biens et de services (échange touristique). Ces derniers flux trouvent leurs origines dans les pays de destination et sont destinés aux personnes des pays d'origine.

Dans cette perspective, il est manifeste que les flux touristiques et les flux commerciaux représentent deux catégories d'échanges internationaux étroitement liés. On peut estimer que les flux touristiques mesurés par le nombre d'arrivées dans les pays de destination représentent un indicateur significatif par référence à d'autres variables en termes de disponibilité de données. Néanmoins, il peut s'avérer utile d'intégrer dans les analyses des évaluations alternatives portant sur les flux monétaires et les flux d'échanges de services afin de mesurer d'une manière plus authentique la compétitivité des destinations et des spécialisations touristiques.

Ce chapitre comportera deux parties :

- 1) Dans une première section, nous traiterons des apports de l'analyse économique à la compréhension du phénomène touristique, par référence notamment aux modélisations fondées sur la demande et aux théories de l'échange international (théorie ricardienne, théorie néo-classique de *Hecksher-Ohlin*, nouvelles approches technologiques...) dans le cadre d'une économie mondialisée caractérisée par l'essor des services.
- 2) Dans une deuxième section, consacrée à une approche empirique des avantages comparatifs, nous présenterons une analyse économétrique des relations entre la spécialisation touristique et le développement. À partir d'un modèle en données de panel et de statistiques disponibles concernant 133 pays, nous essaierons de mettre en évidence les facteurs *supply side* susceptibles d'influer sur la spécialisation touristique des pays, en considérant notamment des catégories présentant une certaine homogénéité en matière de niveaux de développement et de localisation géographique.

## **2 - COMPETITIVITE ET SPECIALISATION TOURISTIQUE : APPROCHES THEORIQUES**

Nous voudrions dans cette section traiter sommairement des principaux apports des théories économiques par référence à la compréhension du phénomène touristique. Il apparaît que manifestement le tourisme ainsi d'ailleurs que les échanges de services dans leur ensemble, n'ont suscité qu'un intérêt limité, malgré leur importance et leurs impacts maintenant irréversibles sur l'économie mondiale.

De ce point de vue, les théories économiques, dans le cadre d'une économie mondialisée caractérisée par un vaste essor des échanges immatériels, présentent d'évidents retards comme en témoigne l'insuffisante reconnaissance du tourisme. Dans cette section, nous traiterons successivement des apports des modélisations fondées sur la demande et des nécessaires adaptations de la théorie économique à la réalité nouvelle des échanges de services.

### **2.1 - Tourisme et modélisations fondées sur la demande**

Les modèles analytiques centrés sur la demande constituent un cadre de référence commode, notamment pour étudier les échanges touristiques entre deux pays ou plusieurs paires de pays (*Crouch, 1994 ; Witt, Witt et Wilson, 1994 ; Lim, 1997 ; Morley, 1998, Sinclair, 1998*).

D'une manière simple, les variables dépendantes de ces modèles se fondent, dans la plupart des cas, soit sur des flux touristiques évalués par le nombre d'arrivées et/ou de départs, soit sur une demande touristique exprimée en termes de dépenses et de recettes. Les flux de recettes touristiques peuvent être sensiblement désajustés par rapport aux autres variables, puisqu'ils dépendent du nombre de journées et de nuitées passées par les touristes individuels dans les pays de destination. Par ailleurs, les variables explicatives des flux touristiques les plus fréquemment prises en compte par la littérature spécialisée sont les suivantes selon *Crouch (1994)* et *Lim (1997)*.

- Les revenus dans les pays d'origine ;
- Les populations des pays d'origine ;

- Le coût relatif de la vie, exprimé par les ratios entre les indices respectifs des prix à la consommation dans les pays d'origine et dans les pays de destination ;
- Les coûts de transport entre deux pays ou deux catégories de pays ;
- Les taux de change des devises ;
- D'autres facteurs divers se référant principalement aux prix (inflations, coûts relatifs des services).

Les modèles *demand side* essaient principalement d'expliquer les effets sur les flux touristiques vers les pays de destination par des variations de revenus dans les pays d'origine, des changements dans les prix relatifs des coûts de transport ou des taux de change, en n'incluant généralement dans l'analyse qu'une ou deux destinations. Ces modèles mesurent principalement des élasticités prix et revenu. Ils présentent l'avantage de permettre des prévisions de court terme afin d'estimer la demande touristique adressée à un pays de destination émanant de ses principaux marchés.

Cependant, la théorie traditionnelle de la demande souffre d'un certain nombre d'inconvénients, en ne tenant pas compte véritablement des particularités et des spécificités des produits (Papatheodorou, 2001). Il n'est pas réaliste, en effet, de considérer les destinations comme des produits touristiques homogènes. En effet, les produits touristiques sont hétérogènes par nature et d'une certaine manière uniques, puisque les touristes vivent des expériences différentes dans chaque destination. Par ailleurs, les modèles fondés sur la demande ignorent les avantages comparatifs des pays touristiques exportateurs et ils ne connaissent pas suffisamment le rôle parfois très actif des pays de destination afin de capter des flux touristiques. En outre, les modèles *demand side* sont généralement statiques, en traitant toutes les destinations de manière égale, en négligeant la diversification et la différenciation de ces destinations. Les expériences réelles montrent en effet qu'à certaines périodes, des destinations peuvent périlcliter tandis qu'émergent de nouvelles destinations plus attirantes. Le développement et la compétitivité évolutive des destinations touristiques doivent être pris en compte afin de pouvoir expliquer l'orientation et l'ampleur des flux.

## 2.2 - Tourisme et théories de l'échange international

En opposition avec les modèles *demand side*, les théories de l'échange international et les explications des flux commerciaux de marchandises sont presque

entièrement régies par des perspectives *supply side*. Cela est dû, parmi d'autres causes, aux hypothèses de base de la théorie néoclassique de l'échange, telles que la similarité des préférences dans le modèle de *Heckscher-Ohlin* (cf. *Krugman et Obstfeld, 1997*), même si les actualisations de la deuxième moitié du vingtième siècle reconnaissent que les différences dans les préférences peuvent constituer une explication autonome de l'existence des échanges. La théorie de *Linder* (1961), sur la demande interne représentative constitue, en vérité, le seul apport sérieux qui prenne en compte à la fois les préférences et l'existence de similarités dans les préférences afin d'expliquer la direction des flux internationaux d'échange. Il existe en outre des développements parallèles de cette théorie dans les hypothèses de proximité empirique qui sous-tendent les modèles de gravité (*Bergstrand, 1989 ; Thursby et Thursby, 1987 ; Zhang et Kristensen, 1995*). Cependant, toutes les autres modélisations de l'échange international se fondent sur des explications *supply side*.

Les théories originelles de *Ricardo* et de *Heckscher-Ohlin* expliquent les échanges commerciaux par référence à l'efficacité productive (la technologie chez *Ricardo*) ou par référence aux dotations factorielles relatives des pays, en supposant, selon *Heckscher-Ohlin*, que tous les pays ont accès aux mêmes technologies. Ce sont les différences dans les technologies et/ou les dotations factorielles qui représentent, selon cette théorie, les raisons principales de l'échange international. En pratique, les différences dans les capacités productives entraînent des variations importantes des prix relatifs des produits par rapport à une situation d'autarcie. Quand les barrières à l'échange international sont démantelées, des différences de prix importantes ne sont plus justifiables et les pays s'engagent dans l'échange jusqu'à ce que l'on aboutisse à des prix égaux entre les pays. Les raisons pour lesquelles des biens définis sont plus disponibles dans certains pays par rapport à d'autres s'expliquent par l'avantage comparatif de chaque pays qui se fonde sur les technologies ou les dotations spécifiques.

Sans aucun doute, la théorie de *Heckscher-Ohlin* a perdu de son pouvoir explicatif avec les révolutions industrielles et technologiques et le déclin de l'importance relative des ressources naturelles par rapport au rôle essentiel de la connaissance dans les processus productifs. A contrario, la théorie ricardienne, en partie à cause de son refus d'introduire des explications spécifiques dans les différences d'efficacité, conserve toute sa validité. Cependant, des développements plus récents survenus à la fin du vingtième

siècle ont introduit des enrichissements significatifs sur l'importance relative des initiatives publiques ou privées dans l'apparition de différences d'efficience entre les pays (notion d'avantage comparatif révélé ou acquis).

Les nouvelles théories de l'échange attribuent un rôle essentiel aux rendements croissants afin d'expliquer les différences d'efficience (*Romer, 1986*). Mais, cette évolution dépend de l'origine même des rendements croissants qui peuvent être spécifiques à la firme (c'est-à-dire internalisés) ou s'étendre par un vaste processus social d'externalités et d'apprentissage. À cet égard, la nouvelle littérature attribue aux entreprises multinationales une importance de premier plan dans l'acquisition des technologies de pointe (*ownership advantages*), ce qui confère une position dominante aux pays dont elles sont originaires (*home countries*) (*Markusen, 1995*) ou une position avantageuse aux pays qui ont pu bénéficier de transferts technologiques par diverses voies (investissements directs, acquisitions de licences et intelligence économique).

Par ailleurs, de nouveaux développements théoriques se réfèrent aux économies d'agglomération ou aux grappes industrielles (*industry clusters*), génératrices d'une compétitivité de long terme par des effets d'apprentissage, des complémentarités de marché, de meilleures infrastructures et donc des technologies plus efficaces (*Ottaviano et Puga, 1998*).

Enfin, une troisième direction, sous l'appellation de théories néo-technologiques, vise à la réalisation d'une synthèse et se réfère à la localisation des industries porteuses d'innovation, de nouvelles ou de hautes technologies et aux processus de diffusion dans le temps vers d'autres localisations (*Vernon, 1966 ; Krugman, 1979*).

Le tableau 1 recense les différents courants théoriques et établit des parallèles avec le tourisme, par référence à des pays susceptibles de présenter des avantages comparatifs dans cette activité.

**Tableau 1 : Théories de l'échange international et application au tourisme**

<b>Théories</b>	<b>Principales explications de l'échange</b>	<b>Application au tourisme</b>
- Linder	Préférences (similarité)	Affinités culturelles (ex : tourisme religieux, tourisme culturel, pèlerinages)
- Théorie ricardienne	Technologie et efficacité productive	Prix différentiels compétitifs suivant les destinations
- Théorie H-O-S	Dotations naturelles (capital, travail, terre)	Soleil, sable, mer, environnement naturel, héritage culturel
- Firmes multinationales	Avantages de la propriété (technologie spécifique à la firme)	Chaînes hôtelières internationales
- Théorie néo-technologique	Structures d'innovation/diffusion	Parcs de loisir, marketing internet
- Effets d'agglomération	Externalités, infrastructures, hasards historiques	Infrastructures touristiques, agglomérations diverses ( <i>tourism clusters</i> )

Les théories du commerce international peuvent être appliquées, avec certaines adaptations, aux échanges de services comme le tourisme. Ainsi, des touristes qui choisissent de visiter un pays peuvent être inspirés par des affinités culturelles ou des buts religieux. Ils peuvent être aussi attirés par des dotations naturelles telles que le littoral ou la montagne ou certains héritages culturels. La compétitivité des prix des services touristiques dans un pays peut être également la cause de flux touristiques et, de ce point de vue, il existe une convergence évidente entre les modèles fondés sur la demande et la théorie ricardienne. Les tour-opérateurs multinationaux et les grandes chaînes hôtelières impulsées par les investissements étrangers dans les pays de destination présentent d'évidents avantages en termes de réputation et de garantie de service. En outre, les dotations en infrastructures constituent souvent un élément essentiel pour attirer des flux touristiques plus importants. En d'autres mots, des hôtels plus nombreux et plus confortables, des restaurants, des aéroports, des moyens de transport...

permettront d'attirer davantage de touristes dans un pays. Enfin, les parcs de loisir à haute technologie, le marketing par internet et les systèmes de réservation électronique jouent un rôle croissant dans l'attraction des flux touristiques. Le tableau 1 ci-dessus s'efforce donc de relier ces différents éléments aux principaux courants théoriques.

### 2.3 - Tourisme et échanges de services

Le *General Agreement on Trade in Services (GATS)* classe les échanges de services en quatre catégories, en fonction des principales modalités de l'offre.

- A) *Offre transfrontalière* : un service est offert à partir du pays de résidence de l'offreur vers le pays de résidence du consommateur.
- B) *Consommation à l'étranger* : un service est offert par le déplacement d'un consommateur vers le pays de résidence de l'offreur.
- C) *Présence commerciale* : un service est offert par le déplacement d'une structure commerciale vers le pays de résidence du consommateur.
- D) *Présence de personnes physiques* : un service est offert par le déplacement d'une personne physique vers le pays de résidence du consommateur.

Par comparaison avec d'autres types de services, tels que par exemple l'activité bancaire (modalité C), le tourisme s'avère difficile à classer dans une seule de ces catégories. Le tourisme en fait interfère d'une manière transversale dans les quatre catégories, et notamment d'une manière déterminante dans la catégorie B. Cependant, les activités qui caractérisent le tourisme (en l'occurrence les sous-secteurs identifiés par le compte satellite (*tourism satellite account - Eurostat/OECD/WTO/UN, 2001*), doivent être décrites d'une manière beaucoup plus large afin d'inclure les branches suivantes :

- 1) Hôtellerie et assimilés ;
- 2) Propriété de résidences secondaires ;
- 3) Restaurants et assimilés ;
- 4) Services de transports ferroviaires ;
- 5) Services de transports routiers de passagers ;
- 6) Services de transports maritimes et fluviaux de passagers ;
- 7) Services de transports aériens de passagers ;
- 8) Services divers de transports ;

- 9) Location d'équipements de transport ;
- 10) Agences de voyages et assimilés ;
- 11) Services culturels ;
- 12) Services sportifs et de loisir.

Il est évident que les activités ci-dessus peuvent être facilement intégrées dans plus d'une modalité d'offre de services. A titre d'exemple, le service de transport aérien international n'englobe que le mode A, en l'occurrence l'offre transfrontalière. Mais de nombreux services de tour-opérateurs pourraient englober à la fois les modes A et B. Les activités les plus internationalisées, dans le cadre du mode C, intègrent les hôtels et les restaurants. Egalement, les services de guides touristiques impliquent le mode D.

Elément supplémentaire de complexité, le tourisme englobe aussi les consommations de plusieurs catégories de biens tangibles dans les pays de destination tels que la nourriture, les textiles, la confection artisanale...

Puisque le tourisme apparaît comme une activité fortement composite, cela explique qu'il figure dans les quatre modes d'offres de services identifiés par le GATS.

Par ailleurs, de nombreuses recherches portent sur les investissements directs étrangers (*IDE*) dans le secteur bancaire comme substitut des échanges (*Enderwick, 1989 ; Erramilli, 1991 ; Erramilli et Rao, 1990 ; Moshirian, 2001 ; Mutinelli et Piscitello, 2001*). La dimension des opérations, les dotations correspondantes de ressources, l'expérience internationale et la connaissance de l'information sur les marchés étrangers apparaissent comme des facteurs essentiels d'explication de la croissance des banques internationales et donc de l'acquisition d'avantages comparatifs. Mais l'échange international dans les services bancaires est presque entièrement dominé par le mode C, défini comme un service offert par le déplacement d'une structure commerciale vers le pays de résidence du consommateur. Or, le tourisme se conforme à un mode différent puisque les flux touristiques sont régis par le mode B, c'est-à-dire à travers une consommation à l'étranger. Cependant, il est facile d'observer que la consommation touristique à l'étranger est souvent satisfaite par des prestataires de services dont les pays d'origine sont les mêmes que ceux des touristes. En effet, de nombreux prestataires internationaux, tels que les tour-opérateurs, les hôtels et les restaurants participent à une croissance parallèle du mode C, à l'image des services bancaires internationaux.

Il existe de nombreuses recherches centrées sur le rôle de la promotion des destinations touristiques. Ainsi, *Murphy et al.* (2000) établissent une relation entre les produits de la destination et la compétitivité de la destination. Ils concluent que plusieurs éléments de nature *supply side*, tels que la qualité, l'environnement, les infrastructures et les coûts des services peuvent influencer les intentions de retour des touristes.

Par ailleurs, *Dwyer et Forsyth* (1994) analysent l'impact de l'investissement étranger dans le tourisme et démontrent que ce même investissement joue un rôle décisif pour attirer les flux de touristes et de dépenses vers les pays de destination. Egalement, *Dwyer et al.* examinent la compétitivité prix du travail dans les activités touristiques par référence à 19 pays de destination. Les indices de compétitivité, définis à la fois sur la base des coûts de transport et de séjour, sont comparés entre les pays. Élément caractéristique de cette recherche, ils utilisent l'efficacité et la productivité (c'est-à-dire l'avantage comparatif) pour mettre en évidence les compétitivités relatives des pays d'accueil, démontrant ainsi que les spécificités de certaines destinations exercent un rôle important dans l'attraction des flux touristiques.

Dans la même direction, *Prideaux* (2000) souligne que le système de transport est un élément essentiel dans la promotion d'une destination et aussi dans la capacité concurrentielle de cette même destination. Mentionnons, en outre, les apports de *Geyikdagi* (1995) qui étudie la situation de la demande touristique en Turquie par rapport à l'ensemble des principaux marchés. Il utilise, à cet égard, un modèle traditionnel *demand side* en introduisant comme variables explicatives les revenus par tête disponibles dans les pays d'origine, les coûts de transport et les taux de change bilatéraux entre la Turquie et les autres pays partenaires. De plus, il ajoute une variable supplémentaire, en l'occurrence l'investissement fixe brut dans le secteur touristique turc, afin de représenter la variable *supply side*. Les résultats démontrent que cette variable *supply side* exerce un impact plus élevé sur les flux touristiques que les autres variables traditionnelles *demand side*. A la suite de l'augmentation des possibilités d'hébergement, de l'amélioration de services hôteliers et de l'extension de moyens de transport (aéroports et autoroutes), les touristes européens semblent avoir été attirés en plus grand nombre vers la Turquie, comme en témoigne la forte croissance des flux d'arrivées dans ce pays depuis la fin des années 90.

Ces différents exemples nous amènent à concevoir une approche de nature centrée sur l'offre de manière à mieux expliquer les avantages comparatifs susceptibles de stimuler les flux touristiques.

#### **2.4 - Echange international et caractères spécifiques du tourisme**

L'activité touristique est fortement créatrice de revenus, de recettes fiscales et d'investissements, par le biais d'importants effets multiplicateurs. En outre, la croissance touristique entretient des relations étroites avec l'évolution de l'échange international. En accord avec des évaluations présentées par *Rabahy* (2003), les recettes touristiques mondiales seraient passées de 3,6% des recettes mondiales d'exportation en 1950 à 8% à la fin des années 1990. Au cours des vingt dernières années, la croissance de l'activité touristique a été supérieure à celle du PIB mondial à l'exception des années 1958, 1982, 1996, 1997 et 2001 (*OMC, 2006 & WTO, 2006*).

La croissance comparativement plus rapide de l'activité touristique devrait assurer une amélioration des situations relatives de plusieurs pays dans l'échange international. Selon *EILAT & EINAV* (2003), par référence à des chiffres de l'*OMC*, le tourisme représente une activité intensive en travail et qui emploierait au niveau mondial plus de 100 millions de personnes, sous les effets de flux particulièrement diversifiés. Pour l'année 2015, sont prévues des recettes mondiales supérieures à mille milliards de dollars. En outre, il existe un important tourisme intérieur qui exerce de nombreux effets multiplicateurs en matière de revenus et d'emplois, ce qui illustre le caractère composite et multiple du phénomène.

Le tourisme représente fondamentalement une activité de service, caractérisée par le fait que la consommation et la production interviennent au même moment et au même endroit. Les spécificités de cette activité nécessitent une analyse micro économique adaptée.

En accord avec *Andrade* (2003), nous ne pouvons pas adopter les modèles de demande touristique conformes à la théorie micro économique conventionnelle dont les hypothèses entrent souvent contradiction avec les résultats des études empiriques. A cet égard, on peut citer deux facteurs significatifs : le temps et les contraintes budgétaires. En accord avec *Morley* (1992), les contraintes par référence au temps peuvent être exprimées par l'équation suivante :

$$t + t' \leq T \quad (1)$$

avec  $t$ : durée du déplacement

$t'$ : durée passée dans le pays de destination

$T$ : durée potentielle consacrée au tourisme

Dans la ligné du modèle de *Morley* (1992), le revenu peut être dépensé en quantité  $q$  à un prix  $p$ , ou en consommation touristique. Cependant, les dépenses en consommation touristique requièrent le paiement du transport nécessaire du déplacement ( $f$ ), (dépense de voyage, plus le prix par unité de temps consacrée au tourisme, en excluant le temps du voyage). La contrainte budgétaire est exprimée par l'équation (2)

$$p' \cdot q + c_0 + t^{\wedge} \cdot f \leq Y \quad (2)$$

Avec  $p'$ : vecteur du prix des autres biens,

$c_0$ : prix pour une unité de temps consacrée au tourisme

$t^{\wedge}$ : temps consacré au transport

$f$ : dépenses de transport

Ces spécificités suffisent pour expliquer le processus de choix d'une destination touristique puisque la dépense affectée au transport est directement liée à la distance et qu'elle augmente avec le flux, principalement dans le cas du transport aérien, ce qui l'amène à représenter une composante importante de la consommation touristique.

Par référence à la théorie de l'analyse avantage/coût présentée par *Frank* (1997), dans le cas du tourisme international, l'individu analyse les coûts au détriment du bénéfice qui peut en résulter. Le voyage interviendra si le bénéfice est plus important ou au moins le même que le coût d'opportunité et si l'individu dispose d'un revenu et de temps libre pour cette consommation. Dans ces conditions, on peut exprimer la demande de tourisme international par l'équation suivante:

$$DTI = f(y, t, p', q, c_0, f, \alpha) \quad (3)$$

Avec:

DTI: demande de tourisme international

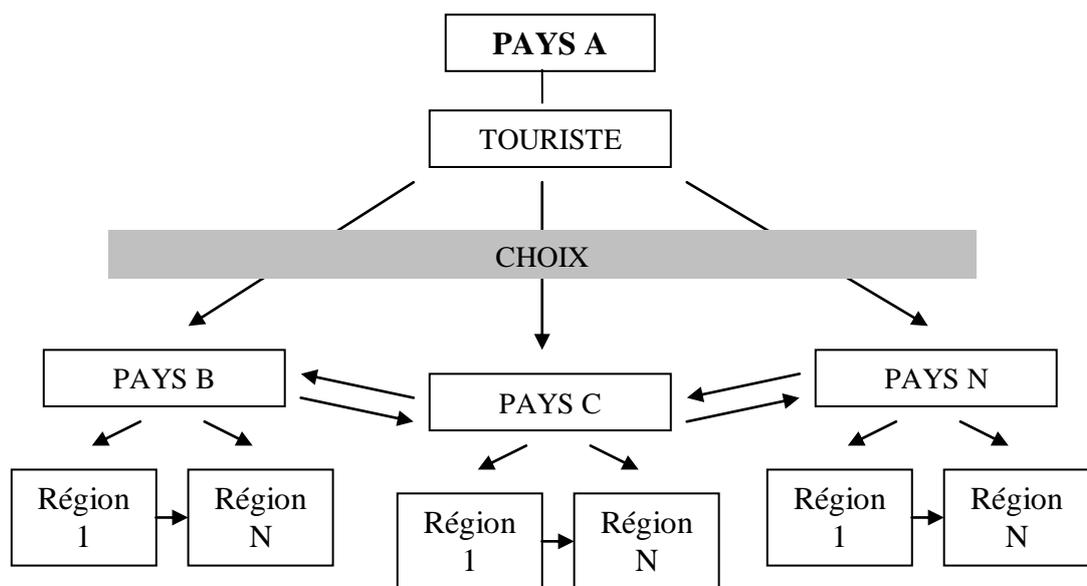
$y$ : revenu;

t: temps disponible pour le voyage

$\alpha$ : autre variable prise en considération dans l'analyse avantage/coût

Ainsi, puisque f et t tendent à être corrélés avec la distance de la destination, le choix en faveur de distance lointaine apparaît coûteux, de façon que les contraintes en matière de temps et de revenu deviennent significatives, ce qui expliquerait les caractéristiques régionales de l'activité. Cette approche peut être facilement modélisée à partir de la prise en compte des coûts économiques générés par la distance. Citons, à cet égard, les approches de *Polèse* (1998). Afin d'illustrer la problématique du choix individuel en faveur d'une destination, la figure 1 essaie de mettre en évidence les deux étapes de la décision d'un touriste représentatif.

**Figure 1: Processus du choix d'une destination touristique**



Source : M. J. Vargas da Cruz et C. F. Camargo Rolim

En accord avec cette illustration, dans un premier temps, le touriste international choisit, dans certains pays et au sein de ces pays, des sites et des régions à visiter. La plupart du temps, le processus adopte une voie directe. En d'autres mots, une fois que le touriste a reçu une offre pour un certain produit dans une ville, il peut choisir les régions et les lieux qui doivent être visités. Une fois que la destination a été choisie, les produits et les services composeront l'ensemble consommé sous réserve que l'offre soit disponible.

Cependant, malgré sa simplicité, ce processus présente certaines particularités importantes. En premier lieu, il existe une information asymétrique sur les destinations à visiter. En effet, le touriste du pays A n'aura de contacts directs et d'informations réelles sur les produits et services des pays B, C ou N à partir seulement du moment où il sera sur place. En ce sens, la perception des conditions de l'offre dans les pays de destination devient fondamentale et compose les avantages attendus par le touriste pour un déplacement devant être effectué. Dans la plupart des cas, l'asymétrie d'information amène l'individu à choisir des endroits déjà connus ou déjà visités soit par lui, soit par des personnes de confiance, ce qui explique l'importance de la proximité culturelle et la politique des agences avec lesquels le touriste est en contact et donc l'importance des agences et des voyagistes. A l'image d'autres secteurs de l'économie, l'information, dans ce secteur, doit être considérée comme imparfaite, ce fait pouvant devenir une limite puisque le touriste maximise son utilité en accord avec la rationalité économique. Ainsi, la perception des facteurs prise en compte par l'analyse avantage/coût devient fondamentale.

Dans ce cas, l'essor touristique dans un pays donné doit être considéré par référence aux conditions de l'offre dans le pays de destination et à la proximité culturelle. En outre, il existe d'autres facteurs spécifiques à l'activité touristique, en liaison avec le degré d'attractivité, la diversification de l'offre, l'accessibilité et parfois certains événements particuliers qui peuvent s'avérer bénéfiques ou au contraire maléfiques.

A la lumière de ces développements, il apparaît pertinent de relever des différences significatives entre le tourisme et le commerce international de marchandises. En effet, en transférant leurs besoins vers les endroits visités, les touristes ne consommeront pas un type spécifique de produit mais un ensemble de biens et de services que l'on peut considérer comme un produit composite. Dans ce cas, en considérant un produit composite incluant plusieurs services, le tourisme peut être considéré comme une activité *labor intensive* avec une fonction potentielle sur les créations d'emplois. Si les impacts économiques de cette activité suscitent des intérêts publics ou privés, il en résultera différentes formes d'échanges rendant très complexe l'analyse du phénomène touristique.

Ces considérations amènent à reconnaître la nécessité d'approches nouvelles, de nature *supply side*, de manière à mieux analyser les avantages comparatifs susceptibles de stimuler les flux touristiques vers certaines destinations.

### **3 - SPECIALISATION TOURISTIQUE ET AVANTAGES COMPARATIFS**

Malgré l'abondance de la littérature sur les impacts économiques du tourisme, le thème des avantages comparatifs n'a suscité qu'une attention limitée. Comme l'écrit *Richardson (1987)*, le secteur du tourisme et des voyages représente par essence une activité échangeable internationalement, dans la mesure où les offreurs d'un pays quelconque peuvent concourir sur les différents marchés concernés dans un environnement institutionnel pleinement libéralisé. Dans la mesure également où le touriste doit se rendre dans une destination définie afin de recevoir le produit ou le service, les conditions factorielles deviennent des déterminants importants de l'attractivité d'un pays ou d'une région. Ainsi, la théorie de l'avantage comparatif, qui intègre les variations spatiales dans les dotations en facteurs de production, permettrait d'expliquer la compétitivité des destinations touristiques.

Dans cette section, nous développerons les axes suivants :

- 1) Nous examinerons la spécialisation des pays par référence aux indices d'avantages comparatifs révélés tels que *B. Balassa (1965)* a pu les concevoir.
- 2) Nous conduirons une analyse économétrique sur l'évolution de la spécialisation touristique dans un certain nombre de pays afin d'évaluer les causes des changements intervenus et de l'émergence de nouvelles destinations.

L'analyse de la spécialisation d'un pays révèle sa compétitivité de moyen terme au double plan interne et externe. Cette spécialisation est de nature structurelle et son évaluation devrait permettre de révéler les caractéristiques profondes de l'économie concernée, en expurgant les effets des fluctuations macro-économiques de court terme. Au demeurant, la spécialisation internationale d'un pays est toujours de nature évolutive. Elle obéit en effet à une logique duale, certaines activités (qui présentent des « désavantages comparatifs ») étant progressivement abandonnées, avec une

concentration des ressources sur d'autres activités qui présentent des « avantages comparatifs ».

Les travaux empiriques sur la spécialisation touristique démontrent que plusieurs de ces hypothèses peuvent être vérifiées. En effet, la spécialisation touristique entretient des relations avec les structures économiques d'un pays et, en outre, avec la qualité et la dynamique de cette spécialisation qui diffère d'un pays à l'autre (ou d'un groupe d'un pays à l'autre). En outre, les résultats économétriques obtenus à partir d'analyses en données de panel montrent que le tourisme n'évolue pas d'une manière homothétique dans tous les pays. Son évolution dépend de la compétitivité prix, du degré de spécialisation dans le transport des passagers, de la demande interne de services touristiques et du degré de maturité de la destination.

### 3.1 - Analyse de la spécialisation touristique des pays

Il existe de nombreux indicateurs de spécialisation nationale ou régionale dans la littérature sur l'échange international (*Sahli*, 1999). Parmi ces indicateurs, nous avons sélectionné l'indice d'« avantage comparatif révélé » (ACR) de *B. Balassa*. Selon cet indice, le degré d'avantage ou de désavantage comparatif d'une activité *Y* est estimé sur la base de la relation duale entre la part de cette activité dans le total des exportations du pays *j* et la part de cette même activité dans les exportations vers la zone *Z*

$$ACR_{ij} = \frac{X_{ij}/X_j}{X_{iz}/X_z} \cdot 100$$

Avec :

- $X_{ij}$ : exportations du produit ou du service *i* par le pays *j* ;
- $X_j$ : exportations totales de biens et de services du pays *j* ;
- $X_{iz}$ : exportations totales du produit ou du service *i* en provenance de la zone de référence *Z* ; »
- $X_z$ : exportations totales de biens et de service en provenance de la zone référence *Z*.

Si cet indice est supérieur à 100, le pays est alors « spécialisé » dans le bien ou le service *i*, puisqu'il exporte relativement davantage de ce bien ou de ce service que la zone de référence. Il dispose ainsi d'un avantage comparatif dans cette activité. Si l'indice est inférieur à 100, le pays n'est pas spécialisé et il souffre d'un désavantage comparatif.

Ainsi, cette méthode d'évaluation indirecte peut être utilisée afin de déterminer le type d'activité dans lesquels les pays individuels disposent d'avantages comparatifs, ainsi que le degré d'avantage ou de désavantage associé à chaque activité. Que ce soit dans les biens ou les services, il existe d'importantes différences entre les pays dans les degrés de spécialisation.

Le but de notre présent travail est d'identifier les forces qui déterminent l'avantage comparatif en aval (ACR-AV<sub>j</sub>) de l'industrie touristique, par référence à la dépense touristique, en l'occurrence notamment dans les domaines de l'hébergement, de la restauration et des loisirs, activités qui figurent à l'article « voyages » de la balance des paiements.

**Tableau 2 : Indices d'avantages comparatifs révélés en tourisme**

<b>Pays</b>	<b>1990</b>	<b>1997</b>	<b>2002</b>	<b>Pays</b>	<b>1990</b>	<b>1997</b>	<b>2002</b>
<b>OCDE</b>				<b>Afrique</b>			
Australie	142,2	175,4	166,3	Maroc	246,2	255,6	301,3
Canada	70,9	57,8	61,2	Tunisie	320,2	340,3	370,6
Corée du Sud	71,9	46,8	51,3	Egypte	147,8	150,7	156,3
Espagne	370,7	294,4	260,2	Sénégal	170,1	190,3	165,2
Etats-Unis	154,4	146,8	140,1	Afrique du Sud	150,2	161,4	170,3
France	118,4	124,6	122,3	Madagascar	110,3	111,2	120,7
Grèce	331,4	414,5	390,7	Maurice	521,9	495,6	498,5
Irlande	90,8	68,5	65,6	Botswana	341,9	374,6	450,2
Islande	120,8	105,1	101,2	Kenya	388,9	355,3	360,4
Italie	124,7	156,2	129,3	Tanzanie	326,7	351,2	345,7
Japon	18,4	14,8	12,3	<b>Asie</b>			
Norvège	55,6	54,1	61,2	Thaïlande	301,7	350,4	360,6
Nouvelle Zélande	147	191,6	208,4	Chine	80,8	101,2	175,4
Pays Bas	43,1	47,6	44,8	Hong Kong	329,1	360,7	356,8
Portugal	275,1	230,2	228,9	Malaisie	289,3	275,6	190,1
Royaume-Uni	98,1	92,2	91,2	Indonésie	190,8	255,6	180,2
Suisse	127,5	127,4	122,7	Vietnam	-	189,3	201,6
Turquie	255,6	219,9	226,3	Sri Lanka	186,5	202,3	154,7
<b>Amérique Latine</b>				Maldives	629,1	750,3	770,7
Mexique	188,9	101,8	103,4	Inde	101,2	127,6	130,3
Brésil	126,7	118,9	121,4	Cambodge	-	421,7	509,8
Pérou	220,3	206,4	205,2				
Jamaïque	331,4	416,2	387,4				
R. Dominicaine	443,1	335,3	429,6				
Barbade	521,8	541,7	580,2				
Trinidad	454,2	498,6	503,4				

Source : Calculé à partir de Chelem Database 2005 et World Tourism Organisation 2006

Les résultats du tableau 2 inspirent les commentaires suivants :

- 1) Les pays « riches » de l'OCDE (Etats-Unis, France, Italie, Royaume-Uni, Nouvelle Zélande) ainsi que les pays « moins riches » (Espagne, Portugal, Turquie, Grèce) présentent pour la plupart une spécialisation touristique significative, avec des avantages comparatifs qui proviennent de différentes sources (qualité des services et avance technologique notamment).
- 2) Les pays de l'OCDE qui disposent des parts de marchés les plus importantes ne sont pas nécessairement ceux qui sont les plus spécialisés dans le domaine de l'activité touristique. Ainsi, par exemple, les Etats-Unis, la France, l'Italie, l'Espagne et dans une certaine mesure le Royaume-Uni figurent au premier rang des destinations touristiques, en termes de recettes et de visiteurs internationaux. Néanmoins, leurs avantages comparatifs dans ce domaine sont relativement modestes comparés à d'autres pays qui présentent certes des parts de marchés réduites mais aussi des avantages comparatifs élevés (Grèce, Portugal, Turquie, Australie et Nouvelle Zélande).
- 3) Par référence au tourisme, la France se trouve dans une situation intermédiaire. Il ne s'agit pas d'un pays qui présente une forte spécialisation industrielle comme le Japon, ni d'un pays qui présente une forte spécialisation touristique tel que l'Espagne, le Portugal ou la Grèce. Sa situation de pays touristiques intermédiaires provient du fait que ce pays dispose d'avantages absolus et comparatifs par rapport à un certain nombre de destinations au sein de la zone OCDE mais aussi de désavantages comparatifs par rapport à d'autres pays mieux dotés naturellement ou offrant des prestations plus compétitives (Espagne, Grèce, Australie, Portugal, Nouvelle Zélande, Turquie).
- 4) Plusieurs pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie ont réussi à augmenter fortement leurs compétitivités touristiques, comme en témoignent les fortes élévations des indices d'ACR. Dans ce contexte, les flux touristiques sont devenus un facteur à part entière et essentiel de leur croissance, notamment, notamment par référence aux recettes en devises et aux créations d'emplois.
- 5) Les ACR de certaines petites économies insulaires (Maurice, Jamaïque, Barbade, Trinidad, République Dominicaine, Maldives) témoignent d'une spécialisation

touristique croissante, induite par les dotations naturelles et l'essor des transports aériens.

- 6) Les pays d'Asie affirment d'une manière croissante leur compétitivité et leur spécialisation touristique, induites par divers facteurs, parmi lesquels on peut notamment citer l'ampleur des patrimoines culturelles, la déréglementation des transports aériens, la croissance des infrastructures et des dotations en matière d'hôtellerie et restauration, ainsi naturellement qu'une exploitation, au demeurant parfois excessive, des dotations naturelles.

### 3.2 - Analyse économétrique des relations entre la spécialisation touristique et le niveau de développement

Le but de ce paragraphe est de présenter une sommaire explication causale de l'évolution de la spécialisation touristique, notamment dans les pays en développement.

#### A) *Spécification du modèle*

L'absence de base théorique dans ce domaine conduit souvent les chercheurs à adapter une approche essentiellement pragmatique en fonction des données disponibles.

Souvent les analyses en données de panel produisent des résultats décevants à causes des hypothèses restrictives imposées. Comme dans toute régression, ces hypothèses se fondent sur la nature des variables exogènes et les propriétés des termes aléatoires. Pour chaque hypothèse en matière d'hétérogénéités comportementales, il existe un modèle correspondant et une méthode de calcul. Le choix de la spécification dépend de la question sur laquelle porte la recherche (*Dessus et Dormont, 1996 ; Dormont, 1999*). Dans le modèle présenté ci-dessous, le grand nombre d'observations nous permet d'identifier et de mesurer les effets fixes, dont l'omission pourrait amener à biaiser les calculs.

L'équation adoptée est linéaire, comme cela est souvent le cas dans les applications économétriques aux données de panel.

On peut ainsi écrire :

$$ACR_{jt} = a_1 PIBPC_{jt} + a_2 OUV_{jt} + a_3 PPA_{j(t-1)} + a_4 HTLCAP_{jt} + a_5 TIRM_{jt} + \alpha_i + \beta_t + U_{jt}$$

Les variables utilisées présentent deux indices. L'indice  $j$  représente le pays tandis que l'indice  $t$  représente l'année concernée.

$\alpha_j$  : Coefficients structurels

$\alpha_i$  : Effets spécifiques (variables d'approximation pays)

$\beta_t$  : Variables d'approximation temporelles

$U_{jt}$  : Termes d'erreurs aléatoires

$i$  : 1995 - 2002

$j$  : 1, ..., N (N = 133 pays)

La variable dépendante concerne la spécialisation dans les services et les activités touristiques que l'on peut considérer comme *labor intensive*, mais néanmoins de nature *learning by doing* (Lanza et al., 2003). Cette hypothèse est justifiée si l'on se réfère à l'importance des services dans les dépenses touristiques et au fait qu'en longue période la croissance de la productivité dans le tourisme a été plus lente que dans l'industrie manufacturière et les transports. L'indice de *B. Balassa* permet donc d'exprimer les avantages comparatifs en tourisme. Précisons qu'il s'agit de l'avantage comparatif en aval de l'industrie touristique par référence à la dépense touristique, en l'occurrence notamment dans les domaines de l'hébergement, de la restauration et des loisirs, activités qui figurent à l'article « voyages » de la balance des paiements.

Les variables explicatives sont les suivantes à partir des bases de données établies par la *Banque Mondiale* et l'*Organisation Mondiale du Tourisme* :

- 1) *Le revenu par tête ou PIB (PIBPC<sub>jt</sub>) par habitant du pays j*, en dollars courants. Cette variable est utilisée parce qu'elle est à la fois générique et facilement disponible dans l'ensemble des pays. Elle constitue en outre un déterminant majeur de la dépense touristique internationale.
- 2) *L'ouverture (OUV)* est mesurée par le ratio (Exportation totale + Importation totale)/PIB. On peut estimer que l'ouverture commerciale et financière d'un pays est de nature à favoriser le tourisme sous toutes ses formes.
- 3) *La parité du pouvoir d'achat (PPA<sub>j</sub>)* est mesurée par le ratio PIB en PPA sur PIB évalué au taux de change courant dans le pays de destination. Pour chaque pays, il s'agit du taux de change réel par rapport au reste du monde. Comme le suggère la théorie de la parité des pouvoirs d'achat, le taux de change de long terme peut être une bonne variable d'approximation pour estimer les coûts relatifs de la vie dans les pays de destination. On estime souvent que les visiteurs potentiels sont bien informés sur les taux de change mais relativement peu informés sur les niveaux

généraux des prix dans les pays de destination. Avant de voyager, le pouvoir d'achat est estimé par les mouvements des taux de change plutôt que par des variations du niveau général des prix. Dans nos régressions, cette variable comporte un *lag* d'une année afin de prendre en compte la période d'ajustement. Un faible niveau des prix relatifs dans le pays de destination est de nature à favoriser la compétitivité et donc à augmenter les flux touristiques.

- 4) *Les capacités d'accueil hôtelier (HTLCAP<sub>j</sub>)* représentent l'offre d'hébergement, sur la base d'une relation duale entre le nombre de chambres disponibles et la population du pays d'accueil. Au dénominateur de l'expression figure le même ratio exprimé par rapport la zone de référence. Cet indice simple permet de présenter une estimation de l'importance du tourisme dans le pays *j* dans la mesure où le nombre de chambres disponibles détermine directement le nombre de personnes employées dans ce secteur. Selon les normes internationales et par référence à des hôtels de catégorie moyenne, le ratio chambres / personnes employées se situe entre 0,5 et 2, en fonction de la disponibilité et du coût du travail. Un *HTLCAP<sub>j</sub>* élevé implique donc qu'une proportion relativement importante de la population locale dans le pays *j* travaille dans l'industrie hôtelière. Ainsi, plus l'indice des capacités hôtelières est élevé, plus est important l'impact du tourisme dans la création d'emplois au niveau local.

$$HTLCAP_j = \frac{Chambres_j / Population_j}{Chambres_z / Population_z} \times 100$$

- 5) Le taux d'intensité touristique (*TIRM<sub>j</sub>*) est défini comme une relation duale entre le nombre de touristes internationaux visitant le pays *j* et la population de référence de ce même pays. Cette relation est rapportée à celle de la zone de référence *z*. Il s'agit d'un indicateur de capacité sociale qui exprime à la fois le niveau de tolérance de la part de la population d'accueil et la qualité de l'expérience touristique internationale dans le pays d'accueil.

$$TIRM_j = \frac{Touristes_j / Population_j}{Touristes_z / Population_z} \times 100$$

Les experts considèrent généralement qu'un taux d'intensité touristique élevé indique que les touristes internationaux sont dominants et imposent leur comportement et leur culture sur la population d'accueil. Inversement, un taux faible révèle une situation opposée, avec des visiteurs culturellement différents de la population d'accueil.

Ces indicateurs fournissent une base pour une évaluation conséquente du tourisme international par référence à des facteurs agissant du côté de l'offre. Il est évidemment difficile de prévoir à priori le signe de chaque coefficient car à l'exception du taux de change réel, dont l'effet semble très prévisible (soit un signe négatif, soit une variable non significative). En l'occurrence, une croissance importante du revenu par tête pourrait conduire à une spécialisation tendancielle, tandis que les autres variables peuvent théoriquement influencer la spécialisation touristique dans diverses directions. Il est probable que ces orientations dépendent fortement des caractéristiques de chaque pays et particulièrement du développement de son industrie touristique.

### ***B) Résultats des régressions en données de panel***

Le tableau 3 recense des résultats d'estimation obtenus en utilisant la méthode des effets fixes. Pour cette estimation économétrique, la technique standard en données de panel a été utilisée.

En premier lieu, nous avons testé la signification des effets de groupe avec un test de Fisher. Ainsi, l'hypothèse suivant laquelle les effets pays sont les mêmes est rejetée.

En second lieu, nous utilisons l'approche en termes d'effets fixes ou d'effets aléatoires. Les valeurs du test de Hausman montrent que la première approche devrait être utilisée, ce qui permet d'éviter les biais dérivant de l'existence d'effets pays corrélés avec les variables explicatives. Dans ces conditions, l'estimateur interne au groupe est le seul estimateur consistant.

Le test a été effectué pour cinq groupes de pays : OCDE, Amérique Latine, Afrique, Moyen-Orient et Méditerranée, Asie Pacifique.

Malgré les réserves qu'il convient d'émettre à propos de toute estimation empirique, les résultats semblent satisfaisants, puisque la plupart des variables sont significatives au moins à des niveaux de 5% et que, de surcroît, les coefficients de corrélation ( $R^2$  ajusté) sont supérieurs à 80%. En outre, les résultats semblent confirmer l'argument selon lequel l'influence des variables explicatives adoptées n'est pas la même dans tous les pays ou dans tous les groupes de pays.

*Tableau 3 : Résultats des régressions en données de panel*

	OCDE	Amérique latine Caraïbe	Afrique	Moyen - Orient Méditerranée	Asie- Pacifique
PIBPC	- 0,3710 <sup>-2*</sup> (4,39)	0,4410 <sup>-2*</sup> (4,28)	0,6110 <sup>-2*</sup> (1,79)	0,5910 <sup>-2*</sup> (1,84)	0,51 <sup>-2*</sup> (4,89)
OUV	0,002 <sup>**</sup> (3,71)	0,008 <sup>*</sup> (4,62)	0,007 <sup>*</sup> (4,51)	0,005 <sup>*</sup> (4,27)	0,008 <sup>*</sup> (4,59)
PPA (-1)	- 0,91 (- 5,31)	- 2,34 <sup>*</sup> (- 4,37)	- 2,69 <sup>*</sup> (- 4,71)	- 3,39 <sup>*</sup> (- 5,12)	- 1,70 <sup>*</sup> (- 4,12)
HTLCAP	0,09 <sup>*</sup> (2,35)	0,086 <sup>*</sup> (2,97)	0,097 <sup>*</sup> (3,85)	0,100 <sup>*</sup> (3,51)	0,107 <sup>*</sup> (3,27)
TIRM	- 0,08 (- 0,71)	- 0,21 (- 0,41)	- 0,07 (- 0,05)	- 0,15 (- 0,61)	0,48 <sup>*</sup> (2,07)
R <sup>2</sup> ajusté	0,91	0,84	0,78	0,87	0,85
Fisher	80,04	38,41	34,31	37,04	42,75
Hausman	28,04	17,35	16,51	16,09	16,02
Nombre d'observations	327	136	127	154	131

Notes: \*\*\* significatif à un niveau de 1%; \*\* significatif à un niveau de 5% ; \* significatif à un niveau de 10%.

Les t-statistics figurent entre parenthèse

Dans un but de clarté, les variables temporelles d'approximation (*temporal dummies*) ne figurent pas dans ce tableau.

En particulier, il apparaît que la spécialisation touristique entretient une corrélation positive (bien que parfois faible) avec le niveau de revenu par tête (PIBPC), notamment dans la zone Asie-Pacifique. Ce résultat semble à priori paradoxal puisque le tourisme est généralement perçu comme une activité à faible intensité technologique et à faible intensité en travail qualifié, notamment par rapport aux activités manufacturières. En conséquence, les pays les moins développés devraient être logiquement spécialisés en tourisme. De la même manière, dans une perspective dynamique, un pays à développement rapide devrait avoir tendance à se retirer de cette activité. Cependant, l'évolution des pays d'Asie et, à certains égards, d'Amérique Latine semblent démentir cette analyse. Pour expliquer ce paradoxe, deux explications peuvent être avancées :

- La première explication repose sur une prise en compte d'études récentes sur les implications de la spécialisation à long terme en tourisme, qui montrent que, même si le potentiel de croissance de la productivité est plus faible dans les activités touristiques que dans les autres secteurs, la croissance des revenus réels peut se maintenir dans les activités touristiques à la suite d'un changement des termes de l'échange favorable (*Hazari, 2003 ; Lanza et al, 2003*). En conséquence, une amélioration importante des termes de l'échange peut conduire à un processus de spécialisation qui s'écarte des industries manufacturières.
- La deuxième explication repose sur la théorie de la demande représentative de *Linder* (1961), suivant laquelle la spécialisation internationale d'un pays dépend de l'existence d'une importante demande interne préalable. Dans ce cas là, la demande internationale de services touristiques vient en complément de la demande nationale. Néanmoins, il apparaît que cette idée ne semble pas vérifiée par les résultats des estimations. Cette situation s'explique probablement par la forte hétérogénéité des pays intégrés dans les différents groupes. Cependant, il est indéniable que la théorie de *Linder* pourrait s'appliquer à la situation d'un certain nombre des pays disposant de revenus élevés et d'importantes dotations naturelles ou culturelles (Etats-Unis, France, Suisse, Australie, Canada, Italie).

Les coefficients estimés concernant la compétitivité prix (parité des PA réel -  $PPA_{t-1}$ ) apparaissent comme significatifs dans l'ensemble des groupes et présente le signe prévu (négatif). Visiblement, l'appréciation du TCR semble exercer un impact réel sur la spécialisation touristique d'un pays, au détriment de sa compétitivité. En effet, les fluctuations du taux de change réel semblent avoir joué un rôle important dans les pays de l'OCDE, de la Méditerranée, d'Amérique Latine et d'Asie. Cette forte sensibilité aux prix relatifs pourrait démontrer que la spécialisation touristique se fonde sur des produits qui sont à la fois substituables et exposés à une forte concurrence. Cela confirme l'hypothèse suivant laquelle les voyageurs sont sensibles aux prix relatifs mais ne sont pas indifférents à la nature des destinations. L'analyse économétrique confirme l'intuition initiale suivant laquelle il existe une relation réelle entre la spécialisation touristique et les prix relatifs, mais que la force de cette relation diffère suivant les groupes de pays pris en considération.

Concernant l'indicateur de la fonction hôtelière *HTLCAP*, les coefficients sont positifs mais néanmoins relativement faibles avec une signification statistique à un niveau de 5% seulement dans le cas de la zone Asie-Pacifique. Néanmoins, les coefficients estimés pour cet indicateur d'emploi n'ont qu'un pouvoir explicatif limité dans la zone OCDE. On peut à cet égard avancer deux explications. La première explication concerne la pertinence de la variable utilisée pour évaluer les niveaux d'emplois. La seconde explication concerne les contenus technologiques de l'industrie du voyage (*Sahli, 1999*).

En outre, depuis deux décennies environ, l'innovation technologique s'est affirmée comme un facteur clé de l'industrie touristique (*Dwyer, Forsyth et Rao, 2000*). Ainsi, s'explique l'origine des avantages comparatifs acquis par un certain nombre de pays de l'OCDE (*Sahli, 2006*). Cet argument ne manque pas de défenseurs, particulièrement parmi les tenants des nouvelles technologies de l'information qui perçoivent un changement radical dans le mode de production des services touristiques, en se référant en l'occurrence à un nouveau cycle de production. En effet, les innovations majeures dans la production et le marketing ont permis à l'industrie touristique de devenir plus productive, même si cela n'implique pas nécessairement une force de travail plus productive, compte tenu de l'importance du facteur humain dans la délivrance des services touristiques.

Enfin, les résultats des coefficients estimés concernant le taux d'intensité touristique (*TIRM*) en tant que variable sociale sont quelques peu surprenants. En premier lieu, cette variable est dépourvue de signification dans quatre ensembles sur cinq. Le coefficient estimé n'est significatif que dans le cas des pays de la zone Asie-Pacifique. Cela est peut être dû au développement relativement récent du tourisme international dans ces pays, notamment par comparaison au pays des zones OCDE ou Méditerranée. En effet, les pays d'Asie et du Pacifique n'ont intégré le marché touristique mondial que récemment, ce qui explique que la période sur laquelle porte la présente recherche corresponde à une phase d'expansion ou de décollage. Dans ce groupe, le nombre de touristes internationaux ne semble pas avoir atteint le niveau au-delà duquel la satisfaction des visiteurs commence à diminuer. Ce résultat empirique semble corroborer à la théorie du cycle de vie de *Butler* (1980) et à sa notion de *carrying capacity*. Dans ces pays, il apparaît que la capacité physique n'a pas encore atteint ces limites et que les

effets de l'essor du tourisme sur les relations sociales entre les visiteurs et les populations des pays d'accueil sont encore au stade initial du modèle de *Doxey* (euphorie et apathie).

Par ailleurs, pour les pays du groupe Méditerranée, le coefficient estimé de la variable sociale est négatif mais non significatif, ce qui indiquerait peut-être que ces pays sont dans une phase de stagnation, voire de déclin. Cela suggère également que le nombre de touristes internationaux se rapproche des deux derniers stades du modèle de *Doxey* (contrariété, irritation, antagonisme).

Ces résultats devraient conduire les gouvernants des pays méditerranéens (notamment ceux appartenant à la zone OCDE) à des mesures restrictives en matière de constructions touristiques, voire même à freiner les campagnes de promotion. Evidemment, cela ne signifie pas que les capacités d'accueil devraient diminuer. Cela suppose simplement l'adoption de mesures qualitatives en matière de préservation de l'environnement et de différenciation des services touristiques.

Une meilleure spécification du modèle devrait requérir l'introduction d'autres indicateurs afin d'évaluer les dimensions globales de l'interface tourisme - environnement. En effet, déterminer le niveau désirable de tourisme international dans un pays donné est une tâche complexe. Ce niveau varie d'un pays à l'autre et dépend de multiples facteurs ayant trait à l'environnement, aux dotations naturelles, aux comportements sociaux et aux systèmes de valeurs. Malheureusement, des données significatives concernant l'ensemble de ces facteurs ne sont pas disponibles au niveau international. En conséquence, notre présente analyse concernant les relations entre le niveau de spécialisation touristique et les réalités du développement demeure nécessairement d'une portée limitée.

#### **4 - CONCLUSION**

Ce chapitre avait pour but de démontrer l'importance économique du tourisme dans l'échange international, en identifiant les principaux déterminants de cette activité et les restrictions à l'insertion des pays en développement ou en transition. Sur la base d'une analyse incluant plus d'une centaine de pays, ont été identifiés les principaux facteurs générateurs d'avantages comparatifs.

Le but des estimations était d'établir une relation explicative entre la modélisation de la demande touristique et les théories traditionnelles de l'échange international. Généralement, les prévisions sur les flux touristiques sont formulées à partir de variables *demand side*. Néanmoins, dans les théories traditionnelles de l'échange international, les flux demeurent expliqués principalement à partir de l'offre et des avantages comparatifs des pays exportateurs. Or, dans le cas du tourisme, les flux d'échanges sont constitués par des consommateurs qui se déplacent afin d'acquérir directement les biens et les services dans les pays de destination. Dès lors, comment identifier des avantages comparatifs susceptibles d'expliquer les flux touristiques ?

Dans le cadre d'une économie globalisée, a été proposé un modèle dans une perspective *supply side* afin de déterminer l'existence d'avantages comparatifs éventuels. L'estimation a donc été entreprise à partir des données disponibles établies par l'OMC et la Banque Mondiale, pour une durée de quinze ans et pour une centaine de pays regroupée en cinq catégories censées présenter une certaine homogénéité (OCDE, Amérique latine - Caraïbe, Afrique, Moyen d'Orient - Méditerranée, Asie-Pacifique). Les résultats obtenus confirment l'existence d'un certain nombre des facteurs au niveau de l'offre susceptible d'expliquer les flux touristiques internationaux, par référence aux niveaux de revenus, à l'ouverture aux échanges internationaux, à la compétitivité des prix, aux affinités culturelles et aux créations d'actifs telles que les capacités hôtelières. Dans l'ensemble les variables sélectionnées présentent de réels niveaux de signification.

Néanmoins, malgré des résultats convergents, il convient d'avoir conscience des limites du modèle présenté. Il conviendrait en effet d'apporter des compléments plus substantiels concernant les dotations naturelles, les localisations géographiques, ainsi que les facteurs institutionnels et culturels. En effet, les limites au développement humain, les conditions de l'offre et les localisations géographiques dans des régions du globe affectées par l'insécurité ou le terrorisme, de faibles niveaux de revenus, d'infrastructures et d'intégration dans l'échange mondial restreignent d'une manière pénalisante, voire décisive les possibilités de captation des flux touristiques mondiaux.

# ANNEXES

## Chapitre II - Annexe

*Tableau 3 : Résultats des régressions en données de panel - Liste des pays*

OCDE (19 pays)	Amérique latine Caraïbe (33 pays)	Afrique (23 pays)	Moyen Orient Méditerranée (23 pays)	Asie Pacifique (29 pays)
Australie	Antigua	Algérie	Algérie	Australie
Canada	Argentine	Bénin	Arabie Saoudite	Brunei
Corée du Sud	Bahamas	Botswana	Azerbaïdjan	Cambodge
Espagne	Barbade	Cap Vert	Bahreïn	Chine
Etats-Unis	Belize	Gabon	Bulgarie	Corée du Sud
France	Bolivie	Sao Tom et P.	Chypre	Fidji
Grèce	Brésil	Comoros	Croatie	Guam
Irlande	Chili	Djibouti	Egypte	Hong Kong
Islande	Colombie	Gambie	Espagne	Iles Marshall
Italie	Costa Rica	Kenya	Grèce	Iles Salomon
Japon	Cuba	Lesotho	Israël	Indonésie
Mexique	Dominique	Malawi	Italie	Kiribati
Norvège	République D.	Maurice	Jordanie	Laos
Nouvelle Zélande	Equateur	Maroc	Kuwait	Macao
Pays Bas	El Salvador	Namibie	Liban	Malaisie
Portugal	Grenada	Sénégal	Malte	Maldives
Royaume Unis	Guatemala	Seychelles	Maroc	Mongole
Suisse	Guyane	Afrique du Sud	Oman	Népal
Turquie	Haïti	Swaziland	Qatar	Nouvelle Calédonie
	Honduras	Togo	Roumanie	Nouvelle Zélande
	Jamaïque	Tunisie	Syrie	Philippines
	Nicaragua	Zambie	Tunisie	Polynésie Française
	Panama	Zimbabwe	Turquie	Samoa
	Paraguay			Singapore
	Pérou			Sri Lanka
	Puerto Rico			Thaïlande
	St.Kitts et N.			Tonga
	St. Vincent			Vanuatu
	Suriname			Vietnam
	Trinidad et T.			
	Uruguay			
	Iles Vierges			
	Venezuela			

Source : A partir de WTO/OMT

# CHAPITRE III : INSTABILITE ET PREVISION DE LA DEMANDE TOURISTIQUE

---

## 1 - INTRODUCTION

La prévision de la demande touristique intéresse, d'une manière essentielle, à la fois les chercheurs et les praticiens, pour les raisons suivantes :

- 1) L'évaluation de la demande touristique permet de guider les décisions des professionnels du transport, de l'hôtellerie - restauration et des activités de loisir. Il est évident que des prévisions pertinentes favorisent une planification rationnelle des activités, notamment du fait du caractère souvent périssable des biens et produits touristiques.
- 2) L'investissement touristique se fonde notamment sur des dotations en infrastructures qui requièrent des engagements financiers de long terme et qui influencent d'une manière déterminante la compétitivité des destinations.
- 3) Les politiques macroéconomiques dépendent largement des prévisions en matière de ressources et de moyens de paiements extérieurs. De ce fait, des évaluations judicieuses de la demande touristique s'avèrent d'une utilité majeure.

Pour essayer de répondre à cette attente, ce chapitre comportera deux sections :

- 1) Dans une première section, nous présenterons, sous forme de *survey*, les principales méthodes d'évaluation et de prévision de la demande touristique. Le lecteur pourra constater qu'il s'agit d'une thématique très évolutive, avec un renouvellement méthodologique important depuis le début des années 2000, dans un contexte de forte croissance du tourisme international.
- 2) Dans une deuxième section, nous présenterons un modèle récent de prévision, le *Grey Forecast*, opérationnel dans des situations de pénurie de statistiques et

d'informations. Nous l'appliquerons au cas spécifique du Vietnam, pays en transition à forte croissance depuis une dizaine d'années et en voie d'intégration dans l'économie mondiale, situé dans une Asie du Sud-est qui capte une proportion croissante des flux mondiaux de services et de tourisme.

## **2 - LES PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION DE LA DEMANDE**

Par référence aux années 1980 - 1990, on peut notamment citer les apports suivants sur les modes de prévision de la demande touristique : *Uysal et Crompton* (1985), *Johnson et Ashworth* (1990), *Crouch* (1994a, b), *Witt et Witt* (1995), *Lim* (1997) et *Frechtling* (2001). Cependant, les travaux les plus pertinents sont des plus récents, puisqu'ils remontent à peine au début des années 2000.

Dans cette section, nous allons présenter, d'une manière comparative, les principales méthodes d'évaluation de la demande touristique dans leur diversité, en tenant compte notamment des développements les plus récents dans ce domaine.

### **2.1- Les méthodes économétriques à équation unique et à paramètres fixes.**

Il convient de noter que la distinction entre les modèles à équation unique et les modèles en système d'équations se fonde sur le nombre d'équations de mesure de la demande touristique plutôt que simplement sur le nombre d'équations dans les dits modèles. Ainsi, bien que le modèle TVP (*Time Varying Parameter*) soit un modèle à équations multiples, il est néanmoins considéré comme une approche à équation simple puisqu'une seule équation dans ce modèle est utilisée pour évaluer la demande afférente à une destination.

Précisons les méthodes de spécification les plus fréquemment utilisées dans ces modèles.

En premier lieu, le tourisme, en tant que phénomène de long terme, est généralement considéré comme un bien de luxe, ce qui conduit à concevoir une relation non linéaire entre la demande touristique et ses déterminants. Néanmoins, très souvent

sont utilisées, dans les modèles prévisionnels, des formes fonctionnelles linéaires à double logarithme (LL) afin de « linéariser » les relations et de parvenir ainsi à des estimations rationnelles. Cependant, quelques études persistent dans l'utilisation de formes linéaires simples ou linéaires semi-log.

A cet égard, *Witt et Witt* (1995) ont recensé une quarantaine d'études publiées entre 1966 et 1992, dont une trentaine utilisent la forme fonctionnelle LL dans leurs analyses empiriques. *Lim* (1997) a examiné une centaine de travaux publiés durant la période 1961 - 1994. Or, dans les trois quarts de ces publications, figurent des modèles LL.

Dans un *survey* récent, *Li* (2004) recense 39 articles sur 45 publiés entre 2000 et 2003 qui utilisent des modélisations LL afin d'estimer la demande touristique. Un des avantages de l'utilisation d'une forme fonctionnelle LL réside dans le fait que les coefficients estimés des variables explicatives peuvent être directement interprétés comme des élasticités de la demande, ce qui fournit des informations très utiles aux responsables des politiques.

Les travaux publiés depuis les années 1960 jusqu'au début des années 1990 suivaient principalement des approches en terme de régression traditionnelle, avec des modèles statiques qui ne permettaient que des diagnostics statistiques limités. Les modèles de régression statiques souffrent de nombreuses limites, avec notamment une instabilité structurelle et des vertus prévisionnelles limitées. Cependant, à partir des années 1990, sont apparues dans la littérature sur le tourisme des spécifications dynamiques telles que le *Autoregressive Distributed Lag Model (ADLM)* et le *Error Correction Model (ECM)*. A cet égard, *Syriopoulos et Kulendran* (1995), *Kulendran et King* (1997), *Seddighi et Shearing* (1997), *Kim et Song* (1998) puis *Vogt et Wittayayakorn* (1998) furent les premiers auteurs à appliquer à la prévision touristique les apports récents de l'économétrie tels que la cointégration et les techniques de correction d'erreurs. En outre, la monographie de *Song et Witt* (2000) représente le premier ouvrage introduisant des méthodes économétriques modernes dans l'analyse de la demande touristique. Au cours des années plus récentes, sont apparues de nombreuses applications des méthodes économétriques modernes à la prévision et à la modélisation de la demande touristique, notamment *Morley* (2000), *Song et al.* (2000, 2003a,b,c),

*Kulendran et Witt* (2001, 2003a,b), *Lim et McAleer* (2001, 2002), *Webber* (2001) et *Dritsakis* (2004).

## 2.2 - Les modèles de vérification, de diagnostic et de prévision

*Witt et Witt* (1995) mentionnent des problèmes majeurs en matière de prévision touristique, notamment l'ignorance du contrôle de diagnostic. Néanmoins, la situation a rapidement évolué depuis le milieu des années 1990. Outre la statistique conventionnelle (notamment le test de *Durbin - Waston* (DW) en matière d'autocorrélation), les publications récentes consacrent leur attention aux modèles de diagnostic de la demande. En particulier, *Kim et Song* (1998), *Song et al.* (2000, 2003a, b, c), *Kulendran et Witt* (2001), *Lim et McAleer* (2001, 2002), *Payne et Mervar* (2002), *Dritsakis* (2004), *Song et Witt* (2003) appliquent ces modèles en matière de diagnostic aux statistiques et aux données empiriques disponibles.

A cet égard, plusieurs variables peuvent être utilisées dans les études empiriques de la demande touristique. Notamment, le nombre total d'arrivées représente la mesure de la demande touristique la plus fréquemment utilisée conjointement aux dépenses touristiques. A ce sujet, *Li* (2004) mentionne dans son *survey* que, sur 45 études sélectionnées publiées après 1990, 37 utilisent le nombre d'arrivées comme une variable dépendante, tandis que six études seulement utilisent la dépense touristique comme une variable dépendante.

En outre, d'autres études se réfèrent aux différents marchés touristiques par référence aux « buts des voyages » (*Turner et al.* 1995 ; *Morley* 1998 ; *Turner et Witt* 2001a) ou aux modes de transport (*Witt et Witt*, 1992). En terme de segmentation du marché, le phénomène des voyages de vacances et de loisirs a principalement attiré l'attention des chercheurs (*Johnson et Ashworth* 1990 ; *Song et al.* 2000, 2003b ; *Kulendran et Witt* (2003b), ainsi que, d'une manière secondaire, les voyages d'affaires ou les conférences internationales, (*Kulendran et Witt*, 2003a ; *Witt et al.* 1992, 1995 ; *Riddington*, 1999, 2002).

*Lim* (1997) estime que le « revenu discrétionnaire » (*discretionary income*), défini comme le revenu disponible après les dépenses de nécessité dans les pays d'origine, devrait être utilisé comme une mesure appropriée du revenu touristique dans les modélisations de la demande. Cependant, il s'agit là d'une variable subjective et les

données ne peuvent pas être aisément obtenues dans la pratique. En plus, des mesures alternatives des revenus ont été utilisées comme une variable d'approximation du revenu touristique « discrétionnaire ». Parmi ces variables alternatives, le revenu personnel disponible représente la meilleure variable d'approximation susceptible d'être incluse dans les modèles de la demande concernant les voyages de vacances ou les voyages à caractère familial (Syriopoulos 1995 ; Song et al. 2000 ; Kulendran et Witt 2001). Par ailleurs, le revenu national disponible, le produit national brut, le produit intérieur brut et le revenu national brut à prix constants sont également utilisés dans de nombreuses études empiriques. Ces variables sont notamment utiles pour l'étude du tourisme d'affaires ou la combinaison des voyages d'affaires et de loisirs dans les cas où les deux types de données sont inséparables (Song et Witt 2000). D'autres variables approximatives incluent les dépenses réelles de consommation privée (Song et al., 2003) et les niveaux de production industrielle (Gonzalez et Moral 1995).

En termes d'élasticité-revenu, Li (2004) se réfère à des études sur la demande touristique internationale de la part des résidents en Grand Bretagne entre 1990 et 2003. Li découvre que sur 80 estimations de l'élasticité revenu, 54 présentent une élasticité supérieure à un, 24 une élasticité comprise entre zéro et un et dans deux cas seulement l'élasticité est nulle. Ces résultats suggèrent donc que le tourisme international peut être considéré comme un produit de luxe, avec les voyages au long cours qui présentent une élasticité revenu sensiblement plus élevée que les voyages de proximité.

Par ailleurs, en terme d'importance de l'élasticité revenu de court et de long terme Syriopoulos (1995) ; Kim et Song (1998); Song et Witt (2000); Song et al. (2003b, c) démontrent que les valeurs des élasticités revenu de long terme tendent à être plus élevées que les celles des élasticités revenu de court terme, ce qui suggère qu'il faut du temps pour que les changements de revenus puissent influencer la demande touristique, du fait d'une asymétrie d'information et d'une inflexibilité des allocations de budget (Syriopoulos, 1995).

Le prix des services touristiques représente une autre variable qui influence d'une manière déterminante la demande touristique internationale. En théorie, cette variable devrait contenir deux composantes : le coût de la vie dans les pays de destination et les coûts de déplacement vers la destination. Cependant, du fait de l'indisponibilité des données, les coûts de déplacement sont souvent omis dans la plupart des études. A ce

sujet, mentionnons tout de même les exceptions notables de *Witt et Witt* (1991, 1992) ; *Lim et McAleer* (2001, 2002) ; *Dritsakis* (2004) et *Witt* (2003), auteurs selon lesquels, le coût de la vie dans les pays de destination est normalement mesuré par l'indice des prix à la consommation.

Un autre facteur susceptible d'exercer une influence sensible est représenté par le taux de change entre les pays d'origine et les pays de destination, une appréciation du taux de change du pays d'origine favorisant logiquement un nombre accru de déplacements vers les pays de destination. *Witt et Witt* (1992), *Qiu et Zhang* (1995) utilisent l'indice des prix à la consommation dans les pays de destination et le taux de change relatif entre les pays de destination et les pays d'origine d'une manière séparée afin d'évaluer les coûts des services touristiques. A contrario, la majorité des études récentes se fondent sur un indice des prix relatifs ajustés par le taux de change entre les pays d'origine et les pays de destination (*Turner et Witt* 2003).

Par référence à l'élasticité prix, *Li* (2004) établit que sur un total de 78 estimations, 68 présentent des valeurs négatives allant de 0 à -1, en conformité avec les hypothèses théoriques. Des valeurs plus faibles de l'élasticité prix comparées à l'élasticité revenu suggèrent que la sensibilité des réactions aux changements des prix touristiques est beaucoup plus faible que la sensibilité des réactions aux changements des revenus, ce qui semble indiquer que le tourisme national serait finalement inélastique aux prix.

Outre les prix relatifs entre la destination et l'origine, les prix de substitution des destinations alternatives semblent également exercer une influence déterminante. A ce sujet, il existe deux formes d'effets de substitution par les prix : l'une concerne la substitution entre une destination déterminée et d'autres destinations compétitives (*Kim et Song* 1998: *Song et al.* 2000) ; l'autre se fonde sur le coût des services touristiques d'une destination déterminée par rapport au coût moyen pondéré de plusieurs destinations concurrentes (cet indice est également ajusté par les taux de change pertinents). La pondération est alors établie par rapport aux parts relatives de marché (arrivées ou dépenses) dans chaque destination concurrente (*Song et Witt*, 2003). La deuxième modalité est utilisée plus fréquemment dans les études empiriques avec un nombre plus faible de variables incorporées dans la modélisation, ce qui rend possible une plus grande liberté dans l'estimation du modèle.

Le marketing est également un facteur important qui influence fortement la demande touristique. Par conséquent, l'inclusion de cette variable dans la modélisation de la demande avec des données désagrégées est supposée permettre des résultats significatifs. Cependant, à un niveau élevé d'agrégation, l'indisponibilité des données concernant les dépenses de marketing à travers les différents pays d'origine empêche l'inclusion de cette variable dans les modélisations de la demande. A ce sujet, on ne peut citer que trois études qui incorporent cette variable dans les analyses de la demande (*Witt et Martin 1987b; Crouch et al. 1992; Ledesma-Rodriguez et al. 2001*).

Par ailleurs, afin d'évaluer les impacts des événements « exceptionnels » et des changements dans les goûts des touristes sur la demande, des variables de type *dummy* et *time trend* ont été introduites dans certaines études. Par référence aux événements « exceptionnels », les impacts des deux crises pétrolières des années 1970 ont été examinés dans certaines études empiriques ainsi que les impacts de la guerre du Golfe des années 1990, puis de la récession mondiale du milieu des années 1980. Egalement, des événements régionaux spécifiques à certaines destinations ont été inclus dans plusieurs études empiriques : on peut notamment citer le phénomène du SRAS (syndrome respiratoire aigu) en Asie du Sud-est au début des années 2000.

En outre, certaines études empiriques se réfèrent d'une manière de plus en plus fréquente aux risques politiques et aux actions terroristes qui ne peuvent manquer d'influer sur le comportement de la demande touristique. A cet égard, *Enders et al. (1992)* ont estimé à partir de modèles ARIMA les incidences du terrorisme sur les flux touristiques en Autriche, en Grèce et en Italie. Egalement *Pizam et Fleischer (2002)* ont mis en évidence les impacts considérables du terrorisme sur le tourisme israélien. Mentionnons également l'article de *Sloboda (2003)* qui applique une estimation ARMAX afin d'estimer les effets de court terme du terrorisme sur les flux touristiques. Au cours des années récentes, de nombreux articles ont étudié les conséquences du 11 septembre sur l'industrie touristique américaine ainsi que sur les transports aériens (*Ready et Dobie, 2003 ; Lee et al., 2005 ; Rupp et al., 2005 ; Bonham et Mak, 2006*).

Cependant, généralement, le *time trend* présente souvent une forte corrélation avec la variable revenu et peut donc entraîner de sérieux problèmes de multicolinéarité dans l'estimation des modèles. Pour cette raison, les études les plus récentes évitent d'inclure un *trend* déterministe dans la spécification des modèles. Ainsi, selon *Li*, sur

45 articles publiés après 1990, 6 seulement intègrent le *time trend* dans la spécification des modèles.

### 2.3 - Evaluation et prévisions

Les modèles économétriques à équation unique se fondent normalement sur des prévisions *ex-post*. Différentes mesures des performances prévisionnelles sont disponibles. La mesure la plus fréquemment utilisée est celle de la moyenne absolue du pourcentage d'erreur (*Mean Absolute Percentage Error - MAPE*), utilisée 127 fois dans 155 études comparatives, selon *Li*. Les autres mesures les plus fréquemment employées sont le *Root Mean Squared Error* (RMSE) et le *Root Mean Squared Percentage Error* (RMSPE), utilisées respectivement 91 et 83 fois dans 155 études comparatives. D'autres mesures telles que l'erreur absolue moyenne (*Mean Absolute Error - MAE*) et le *Theil's U statistic* (*Turner et al.*, 1997a ; *Kim et Song* 1998 ; *Song et al.*, 2000), le pourcentage d'output acceptable (*Z*) et le coefficient de corrélation normalisé (*R*) (*Law et Au*, 1999) ont également été utilisés.

Les modèles en séries temporelles (*time series*), avec notamment des adaptations des modèles *Box-Jenkins* ARIMA, ont souvent été présentés comme des repères afin d'estimer les performances prévisionnelles de l'analyse économétrique dans de nombreuses études empiriques. Cependant, on ne peut en déduire que les modèles économétriques sont supérieurs aux modèles *time series* en matière de prévision. Tout dépend des modèles économétriques et des séries temporelles incluses dans la comparaison. Par exemple, quand le modèle de régression statique est comparé avec les modèles en séries temporelles (tels que par exemple ceux de *Witt et Witt*, 1991, 1992 ; *Law et Au* 1999 ; *Law* 2000), les modèles économétriques sont toujours surclassés par les modèles en séries temporelles (*Witt et Witt*, 1991 ; *Li*, 2004, *Kulendran et Witt*, 2001). Néanmoins, des techniques plus avancées en matière d'économétrie sont maintenant disponibles, ainsi d'ailleurs que des méthodes *time series* plus performantes, telles que le *structural modeling* (*Turner et Witt*, 2001b) et le *neural network* (*Kon et Turner*, 2005).

Les modèles économétriques à équation unique avec des composantes temporelles variables, les modèles structurels à séries temporelles (*Structural Time Series Model - STSM*) et les modèles à paramètres temporels variables (*Time Varying*

*Parameter Model* - TVPM) appartiennent aux modèles à équation unique. Les modèles STSM incorporent des composants stochastiques et saisonniers dans le modèle économétrique classique. Les composants stochastiques et saisonniers du STSM peuvent être spécifiés et estimés par les algorithmes du filtre de *Kalman* (1996). Cependant, les coefficients des variables explicatives demeurent traités comme des paramètres fixes dans le STSM. Parmi les applications du STSM à la demande touristique, on peut notamment citer *Gonzalez et Moral* (1995, 1996), *Greenidge* (2001), *Kulendran et Witt* (2001, 2003a) et *Turner et Witt* (2001b). Ces études montrent que le STSM peut mettre en évidence, avec succès, les propriétés des séries temporelles et refléter ainsi les caractéristiques saisonnières de la demande touristique. Bien que le *trend*, ainsi que les composantes cycliques et saisonnières du STSM puissent se varier dans le temps, les paramètres variables explicatifs demeurent fixes à travers le temps, ce qui est de nature introduire une distorsion, puisque ces paramètres peuvent aussi évoluer dans le temps du fait des changements dans les préférences touristiques.

Comme une alternative au STSM, le modèle TVP peut apparaître plus approprié si les coefficients des variables explicatives dans les modèles économétriques changent au fil du temps. *Song et Witt* (2000), ainsi que *Song et Wong* (2003) démontrent que les élasticités des voyages au long cours tendent à varier durant la période des échantillonnages comme un résultat dans les changements des anticipations et des préférences. On a pu ainsi démontrer que les changements dans l'élasticité de la demande peuvent être clairement simulés par les modèles TVP (*Song et Witt*, 2000 ; *Song et Wong*, 2003). *Song et Witt* (2000), *Song et al.*, (2003b) suggèrent également que le modèle TVP peut améliorer les performances en matière de prévision à court terme, c'est-à-dire sur une ou deux périodes.

#### **2.4 - Les modèles de réseau neuronal (*neural network models*)**

Selon *Law* (2000), un *neural network* contient de nombreuses unités de traitement conçues comme des « nœuds » (*nodes*) opérant en parallèle avec un contrôle non centralisé. Les connexions entre ces nœuds disposent de pondérations numériques qui peuvent être ajustées durant des processus d'apprentissage. Ces processus d'apprentissage peuvent être perçus comme un instrument de calcul qui mime un

cerveau humain. A titre d'exemple, *Law et Au* (1999) appliquent un *neural network* pour modéliser la demande touristique de Hongkong par les Japonais.

En outre, *Law* a étendu la portée de cette étude en incorporant le processus d'apprentissage par propagation à une relation non linéaire de la demande touristique. Ces études présentent des performances significatives en termes de prévision. Mentionnons également les travaux de *Burger et al.* (2001) et *Uysaland et Roubi* (1999) qui utilisent également des *neural networks* avec succès, afin de prévoir la demande touristique. En outre, selon *Kon et Turner* (2004), les modèles structurels de base (*Basic structural model* - BSM et les *Neural Models*) apparaissent comme étant les plus pertinents. Cependant, les applications des modèles *Neural Network* ainsi que d'autres méthodes de séries temporelles, incluant notamment le Box Jenkins ARIMA (*Turner et al.* 1995) et les modèles structurels de base BSM (*Turner et Witt*, 2001b) ainsi que les méthodes plus simples, telles que celle de *Holt Winters* (*Grubb et Mason*, 2001), appliqués à la prévision de la demande touristique, se trouvent limités par leur incapacité à suggérer des recommandations en matière de politique, dans la mesure où l'estimation et la construction des modèles ne se fondent pas sur des théories économiques solides.

## **2.5 - Les modèles de demande systémique (*system demand models*)**

Les modèles de demande systémique peuvent être regroupés en deux catégories : les *Vector Autoregressive Models* et les modèles dit AIDS.

### **A) Les modèles vectoriels autorégressifs (*vector autoregressive models*)**

Pendant longtemps, l'attention s'est polarisée sur les modèles de demande touristique à équation unique dans lesquels une variable de demande touristique endogène est mise en relation avec de nombreuses variables exogènes. L'approche en termes d'équation unique dépend fortement de l'hypothèse suivant laquelle les variables sont exogènes. Si cette hypothèse n'est pas introduite, le chercheur doit modéliser la relation économique en utilisant une méthode d'équations systémiques ou simultanées. La popularité de l'approche en termes d'équations simultanées remonte aux années 1950 et 1960, dans le contexte des modélisations macroéconomiques utilisées comme un instrument de politique et de prévision. En estimant ces modèles structurels, des restrictions ont souvent été imposées afin d'identifier les équations. *Sims* (1980) estime

que de nombreuses restrictions doivent être imposées sur les paramètres des équations structurelles, ce qui l'amène à suggérer qu'il vaudrait mieux n'utiliser que des modèles ne dépendant pas d'informations aléatoires, voire incorrectes. Sur la base de ces arguments, *Sims* présente un modèle vectoriel autorégressif (*vector autoregressive model*) dans lequel toutes les variables, à l'exception des variables déterminantes telles que le *trend* ou les variables d'approximation (*dummy*), sont purement modélisées comme des processus dynamiques. Autant dire que le modèle VAR traite l'ensemble des variables comme endogènes.

Plus important, la technique VAR se trouve souvent étroitement associée avec des développements plus récents dans des analyses de cointégration multivariées, telles que celle de la méthode de cointégration de *Johansen* (1998). Bien que la technique VAR soit souvent utilisée dans les prévisions et les modélisations macroéconomiques, elle n'a été que rarement récupérée pour estimer la demande touristique. Mentionnons tout de même les exceptions de *Song et al.* (2003b), *Witt et al.* (2003, 2004) et *Wong et al.* (2006) qui utilisent des modèles VAR pour prévoir la demande touristique et les effets du tourisme en matière d'emploi.

### **B) Les modèles de système de demande « presque idéale » (*almost ideal demand system - AIDS*)**

*Eadington* et *Redman* (1991) estiment que les approches à partir d'équations simples sont incapables d'analyser les interdépendances en termes d'affectation budgétaire entre les différentes catégories de biens et de services. Par exemple, la prise de décision en matière touristique se fonde sur un choix au sein d'une vaste gamme de destinations alternatives. Un changement dans le prix d'une destination peut affecter les décisions des touristes et les amener à voyager vers d'autres destinations alternatives, ce qui influence nécessairement leurs dépenses vers les différentes destinations. Clairement, la méthodologie à équation unique ne peut pas modéliser, d'une manière adéquate, l'influence d'un changement dans les prix touristiques d'une destination particulière sur les demandes afférentes à d'autres destinations. Limite additionnelle, l'approche en termes d'équation unique ne peut pas être utilisée pour tester soit l'hypothèse de symétrie, soit les hypothèses de convergence associées à la théorie de la demande.

Cependant, l'approche en termes de système d'équations initiée par *Stone* (1954) permet de surmonter ces restrictions. En incluant un groupe d'équations (une équation

pour chaque bien de consommation) et en les estimant simultanément, cette approche permet d'examiner la manière dont les consommateurs choisissent des « paquets » de biens afin de maximiser leurs préférences ou leurs utilités dans le cadre de contraintes budgétaires. Bien qu'il existe de nombreuses approches systémiques, le modèle AIDS, introduit par *Deaton* et *Muellbauer* (1980), représente la méthode la plus communément utilisée pour analyser le comportement du consommateur.

Le modèle AIDS a suscité un intérêt considérable pour analyser la demande de biens alimentaires. Cependant, l'utilisation de cette approche pour étudier la demande touristique est encore relativement rare. Mentionnons tout de même les apports de *Syriopoulos* et *Sinclair* (1993) et de *Papatheodorou* (1999) concernant le tourisme méditerranéen et européen. Mentionnons également les travaux de *De Mello et al.* (2002) concernant les affectations des dépenses touristiques de voyageurs britanniques, en France, au Portugal et en Espagne. *Divisekera* (2003) applique également le modèle AIDS au tourisme vers l'Australie et vers les destinations alternatives. Cependant, un nombre limité de destinations voisines est intégré dans cette étude et ainsi les effets de substitution et de complémentarité entre les différents pays ne sont pas véritablement mis en évidence.

Dans l'ensemble, les modèles de type AIDS sont statiques et ne peuvent donner que des estimations des élasticités de long terme de la demande. En outre, les modèles AIDS de correction d'erreurs omettent souvent les variables explicatives de court terme.

Mentionnons néanmoins l'apport significatif de *Li et al.* (2004) qui examinent la demande britannique de tourisme en Europe occidentale, en utilisant des corrections d'erreur de court terme et de statique de long terme. Cinq destinations sont prises en considération dans cette étude (la France, la Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne). Les tests d'homogénéité et de symétrie suggèrent que les versions dynamiques des modèles AIDS sont pleinement conformes à la théorie de la demande. Dans cette étude, plusieurs élasticités ont été calculées et les résultats fournissent une base satisfaisante pour définir des politiques touristiques dans les pays concernés.

## 2.6 - Développements récents en matière de prévision touristique (*error correction model - ECM et autoregressive distribution lag model - ADLM*)

La cointégration et l'approche en termes de correction d'erreurs pour modéliser sont devenues des méthodes conventionnelles dans le domaine de l'économétrie appliquée à la prévision. Ces méthodologies se fondent notamment sur les apports importants d'*Engle* et *Granger* (1987).

Bien que cette méthodologie soit disponible depuis 1987, les premières études sur la modélisation et la prévision de la demande touristique utilisant ses apports ne sont apparues que vers le milieu des années 1990.

*Engle* et *Granger* démontrent que les variables co-intégrées peuvent toujours être transformées en modèles de correction d'erreurs (*Error correction model - ECM*) et vice-versa. Cette transformation bidirectionnelle est souvent qualifiée le théorème de représentation de *Granger* et implique des processus d'ajustement qui empêchent les variables économiques de dériver trop loin de leurs trajectoires temporelles d'équilibre de long terme. Les modèles de cointégration et de correction d'erreurs sont très utiles dans les situations qui doivent être appréhendées à la fois par référence à l'équilibre de long terme et par référence au comportement des équilibres de court terme. Dans l'analyse de la demande touristique, le comportement de l'équilibre de long terme devrait concerner d'une manière primordiale les responsables politiques et les planificateurs, tandis que les dynamiques de court terme devraient fournir des informations d'une grande utilité dans les décisions de prévision en matière de gestion des affaires.

### A) *ADLM et ECM : approche comparative*

Concevons un modèle général qui contient autant de variables que possible suggérés par la théorie économique. Dans ce cadre, si une variable dépendante est déterminée par un nombre  $k$  de variables explicatives, le processus générateur de données (*Data Generating Process - DGP*) peut être exprimé comme un *autoregressive distributed lag model (ADLM)* de la forme :

$$y_t = \alpha + \sum_{j=1}^k \sum_{i=0}^p \beta_{ji} x_{jt-i} + \sum_{i=1}^p \phi_i y_{t-i} + \varepsilon_t \quad (1)$$

$p$  représente la longueur du décalage déterminé par le type de données utilisées. Il est normalement évalué par les méthodes statistiques AIC (*Aikake Information Criterion*). Dans cette équation  $\varepsilon_t$  représente le terme d'erreur dont on suppose qu'il est normalement distribué avec une moyenne nulle et une variance constante  $\sigma^2$ , c'est-à-dire  $\varepsilon_t \sim N(0, \sigma^2)$ .

La modélisation se fonde sur les étapes suivantes :

1) Un modèle général de demande incluant un grand nombre de variables explicatives (notamment les variables explicatives décalées et les variables dépendantes décalées) est construit sous la forme de l'équation (1). La théorie économique suggère alors les variables possibles qui peuvent être incluses et la nature des données détermine en définitive la longueur du décalage.

2) Les tests  $t$ ,  $F$  et  $Vald$  (soit LR, soit LM) sont utilisés pour estimer les nombreuses restrictions, afin de parvenir à une spécification simple mais statistiquement significative.

3) Les tests des diagnostics normaux tels que ceux de l'autocorrélation de l'hétéroscédasticité de la forme fonctionnelle et de l'instabilité structurelle sont appliqués afin d'estimer si le modèle est statistiquement acceptable.

4) Le modèle final peut être utilisé pour l'évaluation des politiques et pour la prévision. Dans l'ensemble, les modèles estimés peuvent fournir des informations utiles pour la conduite des politiques de long terme et de court terme. La façon d'utiliser cette méthode a été suggérée par *Song et Witt* (2000, 2003) et son application à la prévision de la demande touristique a été mise au point par *Song et al.* (2003).

Avec certaines manipulations algébriques, l'équation (1) peut être reparamétrisée en un ECM de la forme :

$$\Delta y_t = (\Delta x_{jt} \text{ courant et décalé}, \Delta y_t \text{ décalé}) - (1 - \phi_1)[y_{t-1} - \sum_{j=1}^k \xi_j x_{jt-1}] + \varepsilon_t, \quad (2)$$

*Song et Turner* (2006) démontrent cela dans le cas d'un modèle ADLM (1,1). Cependant, la variation peut être étendue à un processus général ADLM (p,q). Le modèle ADLM (1,1) prend alors la forme :

$$y_t = \alpha + \beta_0 x_t + \beta_1 x_{t-1} + \phi_1 y_{t-1} + \varepsilon_t \quad (3)$$

En soustrayant  $y_{t-1}$  des deux cotés de l'équation (3), nous obtenons :

$$\Delta y_t = \alpha + \beta_0 x_t + \beta_1 x_{t-1} - (1 - \phi_1) y_{t-1} + \varepsilon_t$$

ou encore :

$$\Delta y_t = \alpha + \beta_0 x_t + (\beta_0 + \beta_1) x_{t-1} - (1 - \phi_1) y_{t-1} + \varepsilon_t \quad (4)$$

L'équation (4) peut alors être reparamétrisée pour donner :

$$\Delta y_t = \beta_0 \Delta x_t - (1 - \phi_1) [y_{t-1} - k_0 - k_1 x_{t-1}] + \varepsilon_t \quad (5)$$

avec  $k_0 = \alpha / (1 - \phi_1)$  et  $k_1 = (\beta_0 + \beta_1) / (1 - \phi_1)$

Le paramètre  $\beta_0$  est qualifié de paramètre d'impact

$(1 - \phi_1)$  représente l'effet de rétroaction.

$k_0$  et  $k_1$  sont les coefficients de réaction de long terme.

La combinaison des termes entre crochets symbolise le mécanisme de correction d'erreurs.

Puisque le coefficient  $\phi_1$  est plus petit que 1 et plus grand que 0, le coefficient du terme des corrections d'erreurs,  $-(1 - \phi_1)$ , est plus grand que -1 et plus petit que 0. Cela implique que le système s'ajustera de lui-même vers l'équilibre en supprimant  $(1 - \phi_1)$  d'une unité de l'erreur commise dans la période précédente. Bien que les équations (3) et (5) soient différentes dans leurs formes fonctionnelles, elles représentent en réalité le même processus générateur de données.

L'équation (5) offre les avantages suivants par rapport à l'équation (3) :

- 1) L'équation (5) représente à la fois les effets de long terme et de court terme dans un modèle simple. La spécification indique que les changements de  $y_t$  dépendent des changements de  $x_t$  et de l'erreur de déséquilibre de la période antérieure.
- 2) L'équation (5) surmonte le problème d'une fausse corrélation en employant des variables différenciées. On peut facilement démontrer que le terme  $[y_{t-1} - k_0 - k_1 x_{t-1}]$  représente un processus stationnaire si  $y_t$  et  $x_t$  sont cointégrés. Néanmoins, il est improbable que les résidus de l'équation (5) soient corrélés. De nombreux

modèles de prévision touristique antérieure aux années 1990 utilisent des variables afférentes au niveau de la demande et, par conséquent, souffrent de fausses régressions.

- 3) Le modèle ECM s'ajuste correctement à la méthodologie du général vers le spécifique puisque l'ECM représente en fait une reformulation de l'ADLM général. De ce fait, l'acceptation de l'ADLM est équivalente à l'acceptation du modèle de correction d'erreurs.
- 4) L'estimation de l'équation (5) réduit les difficultés en matière d'exploitation de données, puisque dans le processus de réduction du modèle il est possible d'éliminer différentes variables en fonction de leur signification statistique. Cependant, l'élimination de variables de niveau décalé n'est pas concevable puisqu'elles représentent la relation de cointégration. A titre d'exemple, supposons que prévale un rapport de cointégration entre les variables  $y_t$ ,  $x_t$ , et  $z_t$ . Dans l'estimation de l'ECM au sein de laquelle sont incluses à la fois les deux formes différenciées et décalées de  $y$ ,  $x$  et  $z$ , le chercheur peut éliminer  $\Delta y$ ,  $\Delta x$  et/ou  $\Delta z$ . Néanmoins, les variables de niveau décalé  $y$ ,  $x$  et  $z$  devraient toujours apparaître dans l'ECM finale.
- 5) L'estimation de l'équation générale de l'ADLM (3) qui englobe un grand nombre de variables explicatives tend à pâtir du problème du multicollinéarité, c'est-à-dire que plusieurs variables explicatives peuvent être probablement fortement corrélées, ce qui peut entraîner des écarts types anormalement élevés. De ce fait, le test  $t$  ne peut pas être utilisé comme un critère fiable pour mesurer la pertinence de l'hypothèse. Cependant, il est moins probable que les variables correspondantes dans l'ECM soient hautement corrélées. En fait, *Engle et Granger* (1987) montrent que les variables explicatives dans l'ECM sont presque orthogonales, c'est-à-dire que la corrélation est presque nulle. Il s'agit là d'une propriété souhaitable, puisque les tests statistiques  $t$  fournissent une possibilité fiable d'éliminer les variables différenciées. Dans ces conditions, il est plus facile de parvenir à un modèle adéquat.

### B) De l'ECM à la régression de cointégration

*Engle et Granger* (1987) démontrent que si des variables économiques sont cointégrées, elles peuvent toujours être représentées par un ECM et vice versa. On peut le démontrer par une transformation adéquate. Une situation stable de long terme suggère que  $y_t = y_{t-1}$  et  $x_t = x_{t-1}$  c'est-à-dire  $\Delta y_t = \Delta x_t = 0$ . Dans ces conditions, l'ECM de l'équation (5) devient :

$$0 = -(1 - \phi_1)[y_t - k_0 - k_1 x_t], \text{ c'est-à-dire, } y_t = k_0 + k_1 x_t \quad (6)$$

L'équation (6) représente la régression de cointégration de long terme avec  $k_0$  et  $k_1$  comme coefficients de cointégration de long terme. Puisque  $k_0 = \alpha / (1 - \phi_1)$  et que  $k_1 = (\beta_0 + \beta_1) / (1 - \phi_1)$ , les coefficients de cointégration de long terme peuvent être obtenus à partir des estimations du modèle général ADLM (équation 1).

L'estimation de l'ECM et le test de cointégration sont largement discutés par *Song et Witt* (2000) et également par *Hendry* (1995).

L'ADLM ne permet pas seulement l'analyse de cointégration et de correction d'erreurs. Il englobe également un grand nombre de modèles économétriques largement utilisés dans la modélisation et la prévision de la demande touristique. Mentionnons que les modèles de TVP et de VAR sont également des cas particuliers des spécifications d'ADLM si certaines restrictions sur les coefficients de l'ADLM sont observées (voir à ce sujet *Song et Witt*, 2003).

Une des principales critiques formulées à l'encontre de l'approche *general-to-specific* est la complexité du processus de sélection. Cependant, le modèle général ADLM englobe un grand nombre de modèles économétriques qui peuvent être utilisés pour modéliser la demande de destinations spécifiques. La méthode des tests est à cet égard présentée par *Song et Witt* (2000, 2003).

Autant dire avec *Thomas* (1997) que la sélection d'un modèle adéquat doit se conformer à un certain nombre de critères, conformes aux enseignements de la théorie économique, parmi lesquelles, nous pouvons citer la cohérence de données, l'exogénéité et la constance des paramètres.

1) L'adéquation à la théorie économique : nous ne pouvons en aucun cas utiliser une modélisation de la demande qui présenterait une l'élasticité revenu négative. Un tel

modèle serait sans doute acceptable du point de vue de la statistique de diagnostic, mais il irait à l'encontre de la simple logique économique.

2) Le critère de la cohérence des données implique que ces dernières exercent une influence déterminante sur les déterminations de la structure du modèle final.

3) Le critère de constance des paramètres est particulièrement significatif quand on utilise des modèles économétriques de prévision. Cependant, pour permettre des prévisions rigoureuses, les paramètres du modèle devraient être constants dans le temps.

4) Enfin, les variables explicatives doivent être nécessairement exogènes, c'est-à-dire qu'elles ne doivent pas être corrélées avec le terme d'erreur dans la régression.

Un modèle satisfaisant de la demande touristique doit nécessairement satisfaire l'ensemble de ces critères. Autant dire les difficultés auxquelles se trouve confronté le chercheur pour étudier le comportement complexe de la demande touristique largement influencé par les anticipations, les goûts et les régimes économiques. Globalement, pour favoriser les prises de décision stratégique, il est essentiel de prévoir d'une manière pertinente les changements, que ce soit au niveau de la demande touristique (c'est-à-dire les mouvements de croissance et de décroissance sur une période particulière), ou que ce soit au niveau des taux de croissance de long terme de cette demande touristique. En effet, l'incapacité à prévoir les fluctuations majeures de la demande touristique pourrait avoir de graves conséquences financières aussi bien au niveau macro-économique qu'au niveau des entreprises. A titre d'exemple, une forte sensibilité de la demande touristique aux situations d'instabilité politique et sociale devrait logiquement conduire les gouvernants à mettre en place des stratégies de gestion du risque. A cet égard, une attention insuffisante a été accordée à l'analyse des directions dans la littérature sur le tourisme, si l'on excepte toutefois les travaux de *Witt et Witt* (1991) et de *Witt et al.* (2003). En outre, des prévisions pertinentes devraient également souvent inclure des méthodes non quantitatives, comme le soulignent *Turner et Witt* 2003 par référence à l'Asie.

### **3 - PRÉVISION DE LA DEMANDE TOURISTIQUE - UTILISATION DE LA METHODE *GREY FORECAST* (APPLICATION AU VIETNAM)**

Les recherches sur la demande touristique au cours de ces dernières années ont été principalement concentrées sur les pays occidentaux. En l'occurrence la prévision de la demande de tourisme a été principalement fondée sur la méthode dite de la prévision fixe.

En outre, dans les pays d'Asie, quelques études ont été orientées vers la prévision de la demande touristique. Mentionnons notamment les travaux de *Wong* (1997) concernant Singapour et Hong Kong et les travaux de *Chu* (1998) concernant Hong Kong. En outre, *Lin Yi-Ying* (2003) a utilisé des données afférentes à la période 1985 - 2000 pour effectuer une prévision de la demande touristique des visiteurs internationaux en Chine. Sa recherche utilise notamment dix types de modèles de séries chronologiques. Les résultats obtenus par ARIMA semblent significatifs et offrent des possibilités de prévision satisfaisante.

Nous voudrions, dans cette section utiliser une méthode relativement nouvelle qui se fonde sur la théorie dite du *Grey System*, avec une intégration des incertitudes et une incomplétude des données.

Cette méthode d'analyse sera appliquée à la situation particulière du Vietnam, pays caractérisé par un essor récent du tourisme international au cours des dix dernières années mais aussi une grave pénurie de statistique.

#### **3.1 - La théorie du *Grey System* : présentation générale**

La théorie dite du *Grey System* a été présentée et utilisée pour la première fois par *Deng Ju-Ju-Long* en 1981 dans sa thèse « *Control Problem of Control System* ». Par la suite, le même auteur devait formaliser avec davantage de rigueur la théorie du « système gris » dans deux ouvrages essentiels, "*Control Problem Grey Systems*" et "*System and Control Letters*".

Le concept de base de la théorie du *Grey System* peut être ainsi résumé : toutes les informations sûres, dans un ensemble de référence sont « blanches ». Les informations

indisponibles ou absentes sont « noires » et les informations incertaines sont « grises ». Le système gris agit alors de la manière suivante : quand il y a une pénurie d'information, il faut s'introduire à l'intérieur même du système en complétant les informations et en utilisant pleinement les « blancs », afin de conduire une analyse relationnelle et une construction modélisée, de telle façon que le système passera du « gris » au « blanc ».

La *Grey theory* est donc un système que l'on peut utiliser quand il y a un manque de données. Quand l'information est réellement incomplète, l'analyse, la prévision et la prise de décision sont conduites à partir de ce système. Cette théorie a pour but d'élaborer des modèles systémiques dont l'information est incertaine et insuffisante, en élaborant des analyses relationnelles et des constructions de modèles, afin d'améliorer la prévision, l'évaluation et la prise de décision, à partir d'une meilleure compréhension du système.

On utilise traditionnellement les données disponibles quand on analyse un système avec une méthode statistique afin d'atteindre l'objectif d'analyse, de prévision et de prise de décision. Cependant, les méthodes d'analyse de régression traditionnelles ou la méthode ARIMA requièrent de longues explications des variables, ce qui nécessite des données nombreuses et ce qui affecte inévitablement les variables prévisionnelles. Mais, du fait de la difficulté de choisir des variables explicatives appropriées et d'accéder aux données, l'information que le système requiert est alors généralement incomplète ou indisponible. Le *Grey System* est donc une théorie qui s'adapte à ces circonstances. Il ne requiert que des données limitées en utilisant des méthodes génératrices des données, et de ce fait il réduit l'influence possible des autres facteurs externes. Il nous est apparu pertinent de recourir à cette méthode dans le contexte du Vietnam, afin de pallier les pénuries de statistiques dans le domaine du tourisme.

### **3.2 - La prévision grise (*Grey Forecast*) : utilisation du concept**

La prévision grise utilise GM (1,1) comme un fondement prévisionnel à partir de données couramment disponibles, elle tend de prévoir les mouvements futurs dans une série de données.

En premier lieu, il faut concevoir une opération de génération cumulative (*Accumulated Generating Operation - AGO*) afin d'alimenter les informations nécessaires à la construction du modèle et de réduire ainsi le caractère aléatoire des séries

de données. Si la série originale est une série non négative, cela devrait refléter une loi de croissance exponentielle (*Grey Exponential Law*). La fonction génératrice de l'AGO représente alors la base du modèle de construction et de prévision. Ainsi, avec la fonction de génération, nous pouvons concevoir la modélisation du système. Dans ces conditions, la théorie du système « gris » est applicable puisque tout le système a un caractère énergétique au sens large en accord avec le mode de calcul de la loi exponentielle. Dans ces conditions, les fonctions génératrices peuvent être ainsi exprimées :

$$X^{(0)}(k) - aZ^{(1)}(k) = b \quad (1)$$

$$Z^{(1)}(k) = \frac{1}{2}(X^{(1)}(k) + X^{(1)}(k+1)) \quad (2)$$

$$X^{(1)}(k) = \sum_{m=1}^k X^{(0)}(m) \quad (3)$$

Si les séries originales sont  $x^{(0)} = (x^{(0)}(1), x^{(0)}(2), \dots, x^{(0)}(n))$ , en utilisant les calculs de l'opération de génération accumulative, nous pouvons concevoir que les séries  $x^{(0)}$  deviendront de nouvelles séries  $x^{(1)}$  comme nous le montrons ci-dessous :

$$x^{(1)} = (x^{(1)}(1), x^{(1)}(2), \dots, x^{(1)}(n))$$

$$\left[ \sum_{m=1}^1 x^{(0)}(m), \sum_{m=1}^2 x^{(0)}(m), \dots, \sum_{m=1}^n x^{(0)}(m) \right] \quad (4)$$

En utilisant la nouvelle série  $x^{(1)}$ , nous pouvons construire une équation à coefficients différentielles du modèle GM(1,1) :

$$\frac{dx^{(1)}}{dt} + ax^{(1)} = b \quad (5)$$

De cette formule on peut en déduire ci-dessous :

$$\hat{a} = \begin{bmatrix} a \\ b \end{bmatrix} \quad (6)$$

et on peut également en déduire :

$$\hat{a} = (B^T B)^{-1} B^T y_n \quad (7)$$

ou  $B$  représente l'input gris - *grey input*

$$B = \begin{bmatrix} -\frac{1}{2}(x^{(1)}(1) + x^{(x)}(2)) & 1 \\ -\frac{1}{2}(x^{(1)}(2) + x^{(x)}(3)) & 1 \\ \vdots & \vdots \\ -\frac{1}{2}(x^{(1)}(n-1) + x^{(x)}(n)) & 1 \end{bmatrix} \quad (8)$$

Par ailleurs

$$y_n = [x^{(0)}(2), x^{(0)}(3), \dots, x^{(0)}(n)]^T \quad (9)$$

En outre, en introduisant  $\hat{a}$  dans l'équation à coefficients différentiels, nous pouvons reformuler l'équation (5) :

$$\hat{x}^{(1)}(k) = \left( x^{(1)}(0) - \frac{b}{a} \right) e^{-a(k-1)} + \frac{b}{a} \quad (10)$$

puisque  $x^{(1)}(0) = x^{(0)}(1)$ , et ainsi :

$$\hat{x}^{(1)}(k) = \left( x^{(0)}(1) - \frac{b}{a} \right) e^{-a(k-1)} + \frac{b}{a} \quad (11)$$

Finalement la prévision que nous obtenons est la suivante:

$$\hat{x}^{(0)}(k) = \hat{x}^{(1)}(k) - \hat{x}^{(1)}(k-1), \quad k = 2, 3, \dots, n \quad (12)$$

### 3.3 - Méthode de recherche

Les modèles traditionnels de prévision utilisent généralement un grand nombre de variables pour expliquer la variable prévisionnelle. Dans ce contexte, il convient d'observer certaines hypothèses statistiques telle que la distribution normale, l'uniformité de la variance et les tests d'hypothèse sur les résidus. Cependant, ces explications sur la variance doivent se fonder sur une valeur aléatoire définie, et doivent satisfaire les conditions de la distribution normale pour la construction du modèle de prévision. En même temps, si la collecte de données historiques est incomplète, le modèle construit ne sera pas pertinent. Néanmoins, la qualité des décisions se fonde directement sur la pertinence des prévisions. Une prévision pertinente requiert généralement du temps, et implique un coût élevé. Même lorsque l'on dispose de données historiques complètes, la

théorie du « système gris » peut alors utiliser des données minimales pour produire des prévisions satisfaisantes.

Ainsi, cette recherche utilise GM(1,1) afin d'élaborer un mode de prévision gris (*Grey Forecast Method*) comme principale méthode de recherche. Dans ce but, nous avons utilisé les statistiques des arrivées de visiteurs internationaux au Vietnam publiées par l'Administration Nationale de Tourisme de ce pays, comme source de données historiques, afin de construire le modèle de recherche prévisionnelle. Le nombre d'arrivées de visiteurs de 1998 à 2006 a été utilisé pour construire le modèle de prévision. Ces prévisions ont été ensuite comparées aux données réelles.

La recherche montre que les chiffres afférents au nombre des visiteurs au Vietnam constituent une série temporelle, de forme non-linéaire, saisonnière et qui reflète une tendance stable à la hausse. Nous pouvons voir que si nous utilisons la méthode des moindres carrés pour résoudre les données de séries temporelles non-linéaire, il apparaîtra un certain niveau d'erreur entre les valeurs prévues et les valeurs réelles. Pour résoudre cette difficulté, nous pouvons utiliser des équations à coefficients différentiels. Mathématiquement, nous pouvons utiliser les racines carrées, les transformations logarithmiques ou les racines cubiques afin d'obtenir une transformation des données.

L'objectif principal de cette recherche est de discuter de l'applicabilité du *Grey Forecast Mode*. Pour y parvenir, GM(1,1), MGM et le *Dynamic Grey Forecast Mode* (DGM) ont été utilisés à partir de la même série de données et une comparaison en termes de résidu a été effectuée par rapport aux résultats. Le critère vise à vérifier les valeurs résiduelles afin de juger de la valeur des modèles. L'équation qui permet de contrôler l'erreur entre la prévision et la réalité est exprimée comme suit :

$$e^{(k)} = \left| \frac{x^{(0)}(k) - \hat{x}^{(0)}(k)}{x^{(0)}(k)} \right| \times 100\%, \quad k = 2, 3, \dots, n \quad (13)$$

avec  $e^{(k)}$  = valeur résiduelle ;  $x^{(0)}(k)$  = données originelles;  $\hat{x}^{(0)}(k)$  = données prévisionnelles. La pertinence est de  $(100 - e^{(k)})\%$ . Si la pertinence moyenne est supérieure à 90%, cela signifie que le modèle présente une bonne efficacité prévisionnelle.

A posteriori, on peut utiliser la valeur  $c$  d'inspection de l'erreur et la probabilité  $p$  d'erreur mineure pour mesurer la pertinence du modèle de prévision. Afin d'établir la

comparaison entre l'écart type des erreurs et l'écart type des données originelles, nous pouvons formuler l'équation suivante :

$$c = \frac{s_2}{s_1} = \frac{\sqrt{\frac{1}{n} \sum_{k=1}^n (e(k) - \bar{e})^2}}{\sqrt{\frac{1}{n} \sum_{k=1}^n (x^{(0)}(k) - \bar{x})^2}} \quad (14)$$

Dans l'équation,  $s_1$  représente l'écart-type des données originelles et  $s_2$  l'écart-type des erreurs.

Une faible valeur de  $c$  signifie un faible degré dans l'ordonnement d'origine des données. Cela signifie également que la marge d'erreur du modèle est faible. L'anticipation générale est que  $c$  doit être plus faible que 0,35 mais ne doit pas être supérieur à 0,65. Plus la valeur de  $p$  est élevée, mieux cela vaut. L'anticipation générale est que  $p$  ne doit pas être supérieur à 0,95, mais ne doit pas être inférieur à 0,70. En comparant les valeurs de  $c$  et de  $p$  (voir le tableau 1), nous pouvons classer les niveaux de pertinence du modèle en quatre degrés: Excellent, satisfaisant, moyen et inférieur.

**Tableau 1: Niveau d'exactitude du Grey Forecast Residual**

<i>Niveau</i>	<i>p</i>	<i>C</i>
Niveau 1 Excellent	$p > 0,95$	$c < 0,35$
Niveau 2 Satisfaisant	$0,95 > p > 0,8$	$0,35 < c < 0,5$
Niveau 3 Moyen	$0,8 > p > 0,7$	$0,5 < c < 0,65$
Niveau 4 Inférieur	$p < 0,7$	$c > 0,65$

Source: Introduction to *Grey Analysis*

### 3.4 - Démonstration et Application

#### A) Construction des données réelles du modèle GM (1,1)

Cette démonstration utilise le nombre réel de touristes internationaux en visite au Vietnam afin de construire un modèle de prévision gris (*Grey Forecast Model*). Ce modèle utilise les informations sur les séries temporelles d'arrivées de touristes de 1998 à 2006 comme base de données, comme le montre le tableau 2.

**Tableau 2: Le nombre de visiteurs étrangers au Vietnam**

<i>Année</i>	<i>Nombre de visiteurs au Vietnam</i>
1998	1.520.128
1999	1.781.754
2000	2.140.100
2001	2.411.248
2002	2.624.037
2003	2.248.117
2004	2.831.035
2005	2.950.342
2006	2.977.692

Source: Administration Nationale du Tourisme - Vietnam

A cet égard, il convient de mentionner que la situation du Vietnam se caractérise par une grande imprécision concernant l'évaluation réelle des flux touristiques. Notamment, il existe souvent une insuffisante distinction entre les objectifs des visiteurs d'au jour et les objectifs des visiteurs d' « au minimum une nuit » (*overnight visitors*). Dans le but de limiter la confusion, nous avons choisi d'utiliser les statistiques de l'Administration Nationale du Tourisme qui, malgré certains divergences avec les données de l'OMC, nous semblent présenter la plus grandes fiabilité et nous permettent en outre de remonter jusqu'aux années 90, à une époque où le Vietnam n'appartenait pas à ladite organisation.

En outre, un important tourisme transfrontalier avec la Chine, portant sur des centaines de milliers d'arrivées chaque année, d'une manière souvent informelle ou partiellement déclarée, contribue à perturber et à fragiliser les données statistiques.

Les chiffres du tableau 2 mettent en évidence la force croissance des flux touristiques au Vietnam depuis les années 90, avec néanmoins une rupture et une forte contraction en 2003, année marquée par l'épidémie de SRAS et les tensions internationales consécutives à l'invasion de l'Irak, avec la montée des risques terroriste.

A partir des séries originelles  $x^{(0)}$ , nous pouvons effectuer les évaluations d'AGO en conduisant une opération cumulative:

$$x^{(0)} = (1.520.128, 1.781.754, 2.1401.00, 2.411.248, 2.624.037, 2.248.117, 2.831.035, 2.950.342, 2.977.692).$$

$$x^{(1)} = (1.520.128, 3.301.882, 5.441.982, 7.853.230, 10.477.267, 12.725.384, 15.556.419, 18.506.761, 21.484.453).$$

Nous pouvons ensuite présenter une estimation des paramètres pour le modèle GM (1,1):

$$x^{(0)}(k) + az^{(1)}(k) = b, \quad k=1,2,\dots,9$$

$$z^{(1)}(k) = 0.5[x^{(1)}(k) + x^{(1)}(k+1)] \quad \text{avec } k=2,3,\dots,9$$

A partir de  $x^{(0)}$  et  $x^{(1)}$  nous pouvons dériver

$$z^{(1)} = (2.411.005, 4.371.932, 6.647.606, 9.162.249, 11.601.326, 14.140.902, 17.031.590, 19.995.607)$$

Egalement, en utilisant la méthode des moindres carrés, nous obtenons:

$$\hat{a} = \begin{bmatrix} a \\ b \end{bmatrix} = (B^T B)^{-1} B^T Y_n = \begin{bmatrix} -0,0258 \\ 2874111,137 \end{bmatrix}$$

A partir des équations (11) et (12), nous pouvons écrire:

$$\hat{x}^{(0)}(10) = \frac{2874111,137 + 0,0258 * x^{(1)}(9)}{1 - 0,5 * 0,0258} = 3.473.214,49$$

En définitive, par référence au modèle de prévision des données annuelles du GM (1,1), il apparaît que  $\hat{x}^{(0)}(10) = 3.473.214,49$ .

La figure 1 représente le *trend* du nombre réel et prévu d'arrivées de touristes. Nous pouvons alors présenter une estimation du nombre d'arrivées de touristes visiteurs. Quand  $k=10$ , on peut estimer qu'il y aura 3.473.214,49 visiteurs arrivés au Vietnam, avec un résidu de 6,97 % et un niveau d'exactitude est de 93,03%. Ensuite, nous pouvons utiliser l'inspection d'erreur afin de vérifier la valeur :

**Tableau 3 : Arrivées de touristes au Vietnam - Valeurs réelles ;  
Valeurs prévues GM (1,1)**

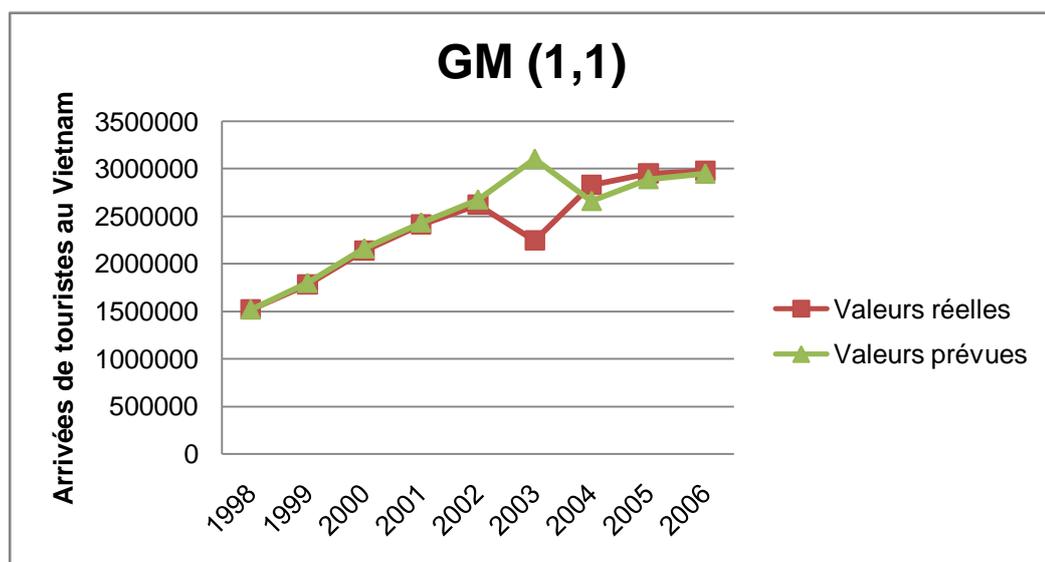
Année	Valeurs réelles	Valeurs prévues
1998	1520128	1520128
1999	1781754	1835206
2000	2140100	2247105
2001	2411248	2604148
2002	2624037	2886441
2003	2248117	3146221
2004	2831035	2632863
2005	2950342	2802825
2006	2977692	2888361

Source : calculé par l'auteur

$$c = \frac{s_2}{s_1} = \frac{3.360239}{90807.58} = 0.000037$$

En utilisant le résultat de l'inspection d'erreurs, nous arrivons à la conclusion que les valeurs prévisionnelles sont crédibles.

**Figure 1 : Comparaison des valeurs réelles et prévisionnelles du nombre de visiteurs internationaux au Vietnam**



**B) Elaboration du modèle de « prévision grise » (grey forecast model)**

Cette démonstration utilise les données concernant les arrivées de touristes internationaux en visite au Vietnam afin de construire un modèle de prévision « grise ». Le modèle utilise les informations sur les séries temporelles d'arrivées de touristes de 1998 à 2006 comme données de base.

Ainsi, l'année 2003 a été marquée par l'épidémie de SRAS en Asie du Sud Est et le déclenchement de la guerre en Irak, ce qui explique une forte réduction des effectifs de 14.32 % du nombre d'arrivées de touristes internationaux au Vietnam (2.248.117 arrivées). Après le recul de l'épidémie, le nombre d'arrivées est revenu à une tendance normale. Cela démontre que cette alerte épidémique n'a exercé que des effets limités dans le temps, ce qui n'a affecté la justesse de nos prévisions que d'une manière limitée. Afin de rendre nos prévisions aussi pertinentes que possible, nous pouvons utiliser la moyenne des chiffres une année avant et une année après l'épidémie, pour remplacer le chiffre réel. Le remplacement du chiffre réel nous permet de nous assurer que le modèle construit MGM restera conforme après le processus d'opération de génération cumulée. Pour guider notre recherche, nous utilisons le concept de moyenne entre des périodes afin de construire le modèle de prévision grise. Dans ces conditions, le chiffre de 2003, soit 2.248.117, est remplacé par un nouveau chiffre de 3.146.221 personnes.

**Tableau 4 : Transformation mathématique du nombre d'arrivés**

<i>Années</i>	<i>Racines carrées des arrivées</i>
1998	1233
1999	1335
2000	1463
2001	1553
2002	1620
2003	1499
2004	1683
2005	1718
2006	1726

Source : Calculé par nos soins

Il convient à présent d'effectuer la transformation mathématique sur les séries originelles  $x^{(0)}$ , ce qui conduit au calcul d'AGO:

$x^{(0)} = (1520128, 1781754, 2140100, 2411248, 2624037, 2248117, 2831035, 2950342, 2977692)$ . En utilisant les racines carrées sur les séries originelles, nous obtenons  $x^{(0)} = (1233, 1335, 1463, 1553, 1620, 1499, 1683, 1718, 1726)$  (comme le montre le tableau ci-dessus).

Par ailleurs, en menant une opération de génération accumulée (*accumulated generating operation*) nous pouvons évaluer  $x^{(1)} = (1233, 2568, 4031, 5583, 7203, 8703, 10385, 12103, 13829)$ .

Nous pouvons ensuite présenter une estimation du paramètre pour le modèle MGM (1,1):

$$x^{(0)}(k) + az^{(1)}(k) = b, \quad k=1,2,\dots,9$$

$$z^{(1)}(k) = 0.5[x^{(1)}(k) + x^{(1)}(k-1)], \quad k=2,3,\dots,9$$

A partir de  $x^{(0)}$  et  $x^{(1)}$ , nous pouvons en déduire :

$$z^{(1)} = (1900, 3299, 4807, 6393, 7953, 9544, 11244, 12966)$$

Enfin, en utilisant la méthode des moindres carrés, nous obtenons:

$$\hat{a} = \begin{bmatrix} a \\ b \end{bmatrix} = (B^T B)^{-1} B^T Y_n = \begin{bmatrix} -0.0207 \\ 1500,6690 \end{bmatrix}$$

A partir des équations (11) et (12), nous parvenons à:

$$\hat{x}^{(0)}(10) = \frac{1500,6690 + 0,0207 * x^{(1)}(9)}{1 - 0.5 * 0.0207} = 1805.61$$

En définitive, comme nous avons transformé les chiffres d'origine à l'aide de racines carrées dans le cadre de notre recherche, nous pouvons à présent utiliser les carrés  $\hat{x}^{(0)}$  pour retrouver la valeur d'origine ainsi  $\hat{x}^{(0)}(10)^2 = 3.260.222$ .

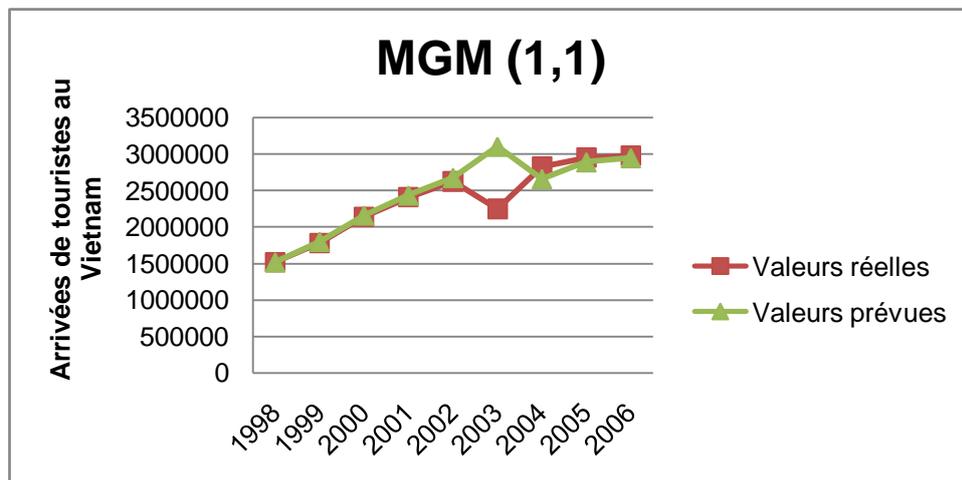
**Tableau 5 : Arrivées de touristes au Vietnam - Valeurs réelles ;  
Valeurs prévues MGM (1,1)**

Année	Valeurs réelles	Valeurs prévues
1998	1520128	1520128
1999	1781754	1812739
2000	2140100	2204303
2001	2411248	2507698
2002	2624037	2781479
2003	2248117	3146221
2004	2831035	2689483
2005	2950342	2862831
2006	2977692	2918138

Source : calculé par l'auteur

Le tableau 5 représente le résultat réel des évaluations à partir du *Grey Forecast Mode* MGM (1,1). La figure 2 représente le *trend* du nombre réel et estimé d'arrivées de touristes internationaux. Quand  $k=10$ , on peut estimer qu'il y aura 3.260.222 arrivées de touristes au Vietnam, avec un résidu de 1.57%, et un niveau de justesse de 98.43%. Nous utilisons ensuite un contrôle d'erreurs pour vérifier la valeur de  $c = \frac{s_2}{s_1} = \frac{0.629403}{28.0752} = 0.022$ . En utilisant le résultat du contrôle d'erreurs, nous arrivons à la conclusion que les valeurs prévues sont crédibles.

**Figure 2: Comparaison des valeurs actuelles et prévues pour les arrivées annuelles au Vietnam**



**C) Le modèle dynamique de prévision grise - dynamic grey forecast model (DGM)**

Nous appliquons les données originelles  $x^{(0)}$  par référence aux quatre périodes d'activités afin de construire un modèle de prévision grise. Nous utilisons ensuite le modèle afin d'estimer la prévision pour la période suivante. Nous évaluons le niveau de résidu et d'exactitude en comparant la prévision avec la réalité. En utilisant les 9 ensembles de séries temporelles de 1998 à 2006 ( $k_1, k_2, \dots, k_9$ ) et en utilisant la méthode sur quatre périodes, nous obtenons 5 équations grises à coefficient différentiel, soit dans l'ordre  $x^{(0)}_1=(1233, 1335, 1463, 1553)$  、  $x^{(0)}_2=(1335, 1463, 1553, 1620)$  、  $x^{(0)}_3=(1463, 1553, 1620, 1499)$  、  $x^{(0)}_4=(1553, 1620, 1499, 1683)$  、  $x^{(0)}_5=(1620, 1499, 1683, 1718)$ .

**Tableau 6 : Arrivées de touristes au Vietnam - Valeurs réelles ;  
Valeurs prévues DGM (1,1)**

Année	Valeurs réelles	Valeurs prévues
1998	1520128	1520128
1999	1781754	1799527
2000	2140100	2161501
2001	2411248	2435360
2002	2624037	2676518
2003	2248117	3104761
2004	2831035	2661117
2005	2950342	2891335
2006	2977692	2947915

Source : calculé par l'auteur

Les résultats prévisionnels apparaissent dans le tableau 6 de la manière suivante:  $x^{(0)}_1$  représente 1998, 1999, 2000, 2001 dans la série d'origine, afin de prévoir le nombre d'arrivés de visiteurs pendant l'année 2002 ( $k=5$ ). Le résultat de la prévision montre un résidu de 0.0435% et un niveau d'exactitude de 99.56%.

Par ailleurs  $x^{(0)}_2$  utilise 1999, 2000, 2001, 2002 comme série originelle pour le modèle dynamique afin de prévoir le nombre d'arrivées de visiteurs pendant l'année 2003 ( $k=6$ ). Le résultat de la prévision montre un résidu de 0.0077% et un niveau d'exactitude de 99.99%.

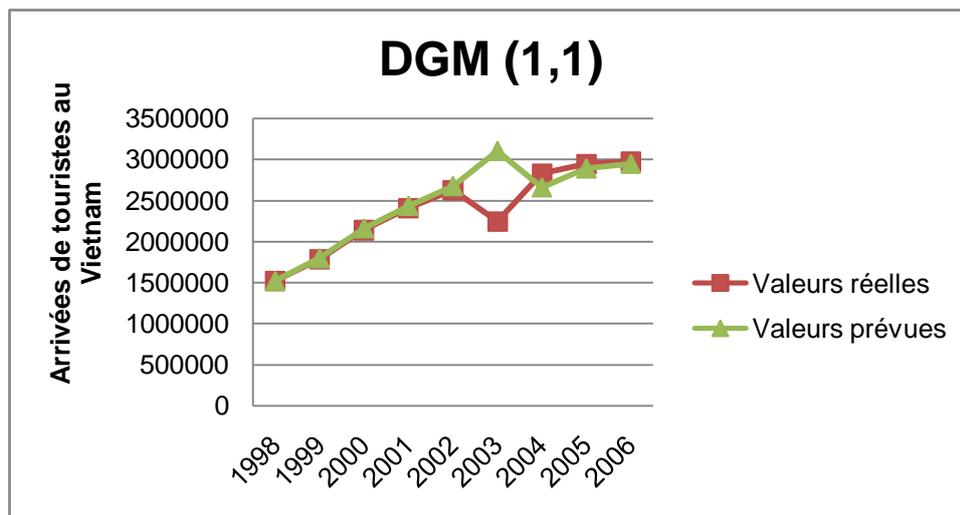
$x^{(0)}_3$  utilise 2000, 2001, 2002, 2003 comme une série originelle pour la construction du modèle dynamique, afin de prévoir le nombre d'arrivées pendant l'année 2004 ( $k=7$ ). Le résultat de la prévision montre un résidu de 0.0155% et un niveau d'exactitude de 99.85%.

$x^{(0)}_4$  utilise 2001, 2002, 2003, 2004 comme série originelle pour la construction du modèle dynamique afin de prévoir le nombre d'arrivées pendant l'année 2005 ( $k=8$ ). Le résultat de prévision montre un résidu de 0.0365% et un niveau d'exactitude de 99.64%.

$x^{(0)}_5$  utilise 2002, 2003, 2004, 2005 comme série originelle pour la construction du modèle dynamique afin de prévoir le nombre d'arrivées pendant l'année 2006 ( $k=9$ ). Le résultat de la prévision montre un résidu de 0.0183% et un niveau d'exactitude de 99.98%.

La figure 3 représente le trend du mode dynamique de prévision grise. Il révèle que les prévisions obtenues à partir du modèle dynamique sont beaucoup plus proches de la réalité que du modèle traditionnel GM(1,1).

**Figure 3: Comparaison des valeurs réelles et prévisionnelles des arrivées des touristes internationaux au Vietnam**



Il apparaît donc, par référence à la demande de tourisme, le mode de prévision dit *Grey Forecast Mode* n'exige pas une quantité importante de données en série chronologique, ainsi qu'une authentification statistique stricte. Il utilise des données minimales pour construire un système, ce qui réduit efficacement la période et le coût de la collecte de données. Quand les données présentent une tendance à la hausse stable

GM(1,1), le *Grey Forecast Mode* permet d'obtenir des résultats fiables. Notre recherche a utilisé le *Grey Forecast Mode* afin d'élaborer une prévision des arrivés, en utilisant les chiffres disponibles de 1998 à 2006 pour obtenir la prévision. Le résultat de la recherche prouve que le mode de prévision "gris" aboutit non seulement à une faible erreur de prévision avec un résidu moyen de 3.1290%, mais offre également un niveau d'exactitude allant jusqu'à de 96.87%. En utilisant l'inspection des erreurs pour comparer la valeur de  $c$  et de  $p$ , on constate que  $c$  est compris entre 0.021 et 0.35, ce qui atteste une prévision crédible. En utilisant GM(1,1) le *Grey Forecast Mode* permet de prévoir pour 2007 des arrivées s'élevant à 3.473.214. Et en utilisant quatre périodes d'activités pour construire le modèle, la prévision permet de déterminer le nombre de touristes internationaux de 2002 à 2006 avec un taux d'exactitude de très élevé de 99.8%. Nous pouvons voir à partir de ce résultat que le *Grey System* a rempli sa mission, en utilisant des données minimales pour l'élaboration des prévisions. Ainsi cette méthode présente d'excellentes capacités de prévision.

En comparant les résultats de la méthode de prévision traditionnelle GM(1,1) présentés dans la figure 1 (ou figure de tendance), et le résultat de prévision à partir de DGM présenté dans la figure de tendance 3, nous voyons que DGM nous permet d'arriver à des erreurs plus faibles et à une exactitude plus élevée que le mode de prévision traditionnel GM(1,1). Ce résultat correspond au fait que le modèle de prévision *Grey*, bien qu'utilisant des données moins nombreuses, permet néanmoins d'aboutir à des prévisions plus précises.

#### 4 - CONCLUSION

A ce jour, dans la plupart des pays en développement et en transition, comme le Vietnam, l'élaboration des techniques de prévision en matière touristique demeure embryonnaire. Sur ce point, les travaux scientifiques sont encore peu nombreux. Cependant, avec le *Grey Forecast Series*, il est possible d'éviter les graves problèmes posés par des données incomplètes et des circonstances incertaines. Par conséquent, les travaux sur les prévisions de la demande touristique doivent s'orienter vers la construction de modèles de prévision opérationnels, tenant compte de contextes qui se

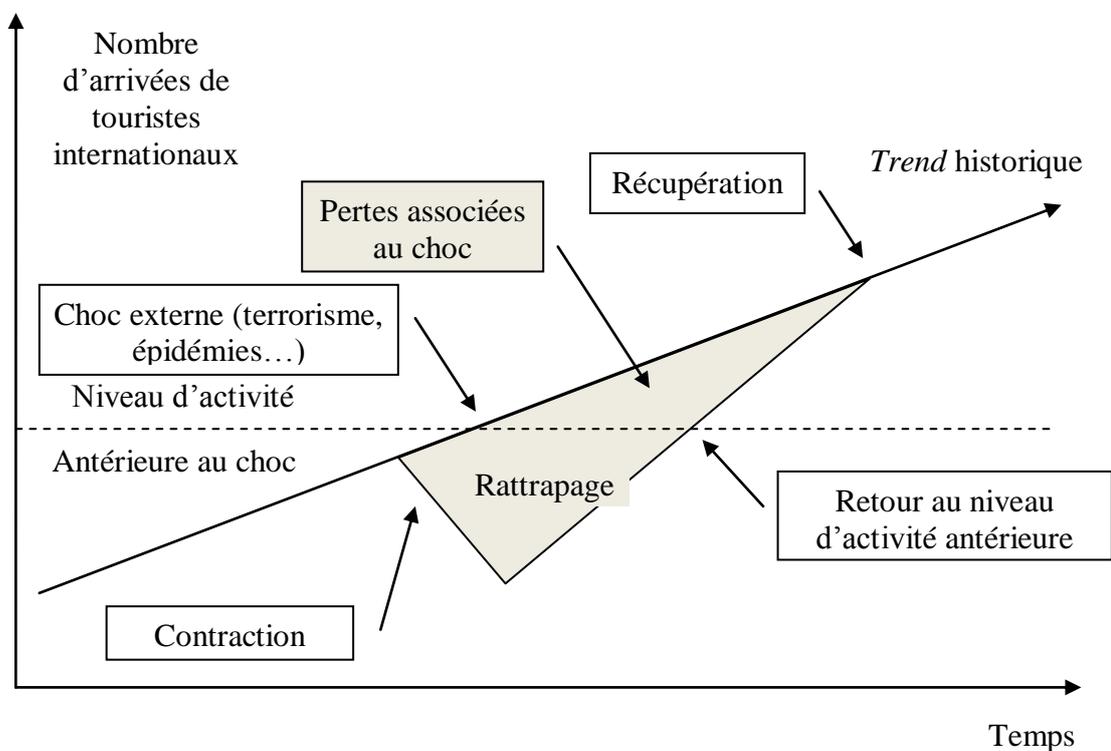
caractérisent par une grande pénurie statistique, une insuffisance des données et une évaluation incorrecte du tourisme transfrontalier.

Néanmoins, évidemment, quelle que soit la pertinence de la méthode de prévision, le tourisme demeure une activité instable, vulnérable aux « chocs » économiques, sanitaires et économiques, comme en témoignent de multiples travaux. Dans une récente étude, *Edmondo et Mak (2006)* démontrent que, notamment dans la zone Asie-Pacifique, la fragilité de l'industrie touristique, fortement sensible aux chocs externes tels que les guerres, les épidémies ou les actions terroristes.

En Asie, cependant, au-delà de l'année 2003 et malgré le SRAS, la guerre en Irak et les attentas en Indonésie et en Thaïlande, le tourisme a connu un redressement et une récupération à partir de 2004, phénomène observable notamment au Vietnam.

Un « choc » externe implique une rupture plus ou moins durable d'une tendance historique, avec une contraction marquée des flux, comme le montre la figure 4.

**Figure 4 : Représentation schématique d'une crise touristique et des processus de redressement**



Source : *Terrorism and Tourism in the Asia Pacific Region: Is Travel and Tourism in a New World After 9/11?* (Edmonds et James Mak, 2006)

Au-delà du choc, le redressement ou la récupération peut intervenir presque immédiatement. Cependant, une récupération complète implique un rattrapage avec par conséquent une croissance plus rapide qu'avant la survenance du choc et donc supérieur à la tendance historique (*Blunk et al.*, 2006).

A cet égard, dans le cas du Vietnam, la méthode de *Grey Forecast*, malgré la crise de 2003, permet d'identifier clairement la tendance historique du phénomène touristique. En outre, il convient souvent d'ajouter aux prévisions de nature économétrique l'utilisation de méthode non quantitative telle que les opinions des experts et qui utilisent souvent avec pertinence des modèles de prévision plus simples et plus opérationnels que ceux des chercheurs académiques (*Turner et Witt*, 2003).

Dans ce chapitre, nous avons essayé, avec modestie, de présenter un instrument prévisionnel susceptible d'être utilisé à la fois par les décideurs, par les entreprises et les pouvoirs publics, dans le but de définir des stratégies pertinentes de gestion de l'activité touristique. En tout état de cause, la demande touristique internationale au Vietnam comme dans l'ensemble de l'Asie, fait preuve d'un dynamisme soutenu. Il s'agit donc d'un phénomène qui doit requérir une attention croissante compte tenu de ses impacts présents et futurs sur le développement d'un pays dont l'économie est stimulée par une internationalisation croissante et une ouverture rapide à l'échange international.

## Deuxième partie

# CROISSANCE TOURISTIQUE, EXPLOITATION DES RESSOURCES ET DEVELOPPEMENT DURABLE

---

# Introduction à la deuxième partie

---

## **Croissance touristique, exploitation des ressources et développement durable**

Dans une économie mondialisée, le tourisme international représente une activité majeure, avec une croissance rapide dans nombre de pays en développement ou en transition. Le tourisme comporte des retombées positives sur les paiements extérieurs et sur les équilibres macroéconomiques. Cependant, il peut exercer des effets pervers sur l'environnement, sur l'emploi et sur les économies locales ou régionales, compromettant ainsi l'avenir du développement durable.

Le tourisme est devenu une composante essentielle des stratégies de développement. Dans la majorité des pays qui semblent disposer d'une réelle attractivité et d'avantages comparatifs, des ressources considérables ont été affectées à la promotion touristique dans le but de capter des flux croissants de devises et de voyageurs. Cependant, les conséquences réelles du phénomène touristique suscitent débats et controverses. Tandis que des études empiriques (*Adams et Parmenter*, 1994 ; *Zhou et al.*, 1993 ; *Baaijens et al.*, 1998 ; *Blake*, 2000 ; *Blake et al.*, 2003 ; *Dwyer et al.*, 2003) estiment que l'essor du tourisme est bénéfique pour une économie, des travaux théoriques (*Copeland*, 1991 ; *Chen et Devereux*, 1999 ; *Harazi et Nowak*, 2003 ; *Hazari et al.*, 2003 ; *Nowak et al.*, 2003) établissent que la spécialisation touristique peut paradoxalement devenir appauvrissante, même dans l'hypothèse d'une amélioration des termes de l'échange.

Dans le cas de pays en développement ou en transition, qui disposent d'une attractivité climatique ou culturelle et de ressources naturelles, une spécialisation dans l'exportation de produits et de services touristiques, apparemment à forte intensité en travail, semblerait conforme au principe des dotations factorielles relatives, dans le cadre d'une économie de type *Heckscher-Ohlin-Samuelson*, ou au principe des avantages

comparatifs, dans le cadre d'une économie de type *Ricardo-Viner-Johnson*. Dans ce contexte, suivant les recommandations des grandes organisations internationales, de nombreux pays en développement ont été conduits à adopter différentes mesures visant à attirer les investissements internationaux dans les activités touristiques. Il en est résulté, dans de nombreux pays en développement, la constitution d'« enclaves touristiques » qui disposent en quelque sorte d'un statut d'« extraterritorialité » économique et fiscale, dans le cadre d'un marché touristique mondial de nature oligopolistique, fortement contrôlé par de grandes agences de tour-opérateurs.

Cependant, une spécialisation univoque de ce type, renforcée systématiquement par des dévaluations compétitives, dans le contexte d'un marché du travail dual et segmenté, caractérisé par une offre illimitée de travail au sens de *Lewis* (1954) et des écosystèmes particulièrement vulnérables, peut comporter de graves effets pervers et conduire à une « croissance appauvrissante » au sens de *Bhagwati* (1968). Il en résulte souvent des processus de désindustrialisation et de régression des économies locales, avec des risques avérés sur l'environnement et l'évolution de l'emploi.

Malgré une amélioration possible et observable des termes de l'échange, l'internationalisation productive induite par le tourisme aboutit alors à une surexploitation des ressources naturelles et à une dégradation des écosystèmes. Il en résulte également souvent la marginalisation, voire la mise hors circuit, de composantes nombreuses des populations « indigènes », avec pour corollaire obligé une déqualification du travail, un accroissement un sous-emploi réel, de l'informalité et la pauvreté, dans un contexte de ressentiment et de frustration sociale. Cette réalité est d'ores et déjà observable dans plusieurs régions d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie ou de Méditerranée.

Cependant, ces considérations critiques ne doivent en aucun cas suggérer une fermeture et ignorer les potentiels réels du tourisme en tant que facteur de croissance et de développement. Néanmoins, une stratégie de croissance ouverte requiert un projet alternatif d'ajustement spatial et culturel, coïncidant à un niveau théorique avec une réhabilitation du concept de développement endogène. Il s'agit de reformuler le modèle d'exportation de services spécifique au tourisme, en intégrant une critique du caractère dépendant et déséquilibré d'une spécialisation touristique univoque.

Dans cette optique, la deuxième partie de notre thèse comportera trois chapitres :

### 1) **Tourisme, ressources naturelles et développement durable**

Dans ce chapitre, sont analysées les difficultés qu'affronte un « petit pays » dont la spécialisation touristique se fonde sur l'exploitation d'une ressource naturelle de caractère environnemental. Ce pays s'efforce de maximiser la dépense des visiteurs étrangers dans une perspective de stratégie de croissance accélérée. Néanmoins, la prise en compte de la qualité et de la quantité des ressources naturelles ne peut que suggérer le recours à une stratégie conservatoire en matière de gestion de l'environnement. A cet égard, les ressources touristiques naturelles doivent être radicalement distinguées des autres ressources naturelles épuisables ou renouvelables. En effet, dans le cas du tourisme, la qualité et la quantité des ressources naturelles décroissent conjointement. Dans ce domaine, une solution essentiellement fondée sur le marché et sur la maximisation des perspectives de croissance immédiate ne peut que compromettre les perspectives d'un développement durable.

### 2) **Le tourisme et les contraintes du développement local.**

Les retombées bénéfiques des spécialisations touristiques ne concernent souvent que des minorités. Malgré leurs fortes croissances quantitatives et leurs retombées macroéconomiques difficilement contestables, les flux touristiques ne semblent contribuer que d'une manière accessoire au recul du chômage et de la pauvreté. A l'égard de la problématique du développement local, l'essor et la spécialisation touristique suggèrent une meilleure évaluation des effets de liaison (*linkage effects*), de déperdition (*leakage effects*) et de multiplication. Dès lors, quelle mission assigner au tourisme dans les politiques de développement local et régional ? Dans ce chapitre, nous exposerons, en liaison avec le tourisme, un certain nombre de concepts de clé en matière de développement local avec la reformulation d'une typologie des effets de liaison. Nous présenterons ensuite une tentative de modélisation tri-sectorielle d'une économie locale en termes d'analyse d'équilibre général. Cette modélisation mettra en évidence les risques d'effets pervers d'une croissance touristique, avec une aggravation possible du sous-emploi structurel et une pression sur les ressources de nature à compromettre le développement local.

### 3) **Essor touristique et emploi : les risques de croissance appauvrissante.**

Afin d'analyser les mérites réels de la promotion touristique dans le cadre d'une stratégie de développement, il convient de comprendre les voies par lesquelles cette activité peut affecter les économies concernées, notamment par référence aux productions sectorielles, aux prix, aux revenus des facteurs et aux échanges internationaux. Dans ce chapitre, nous présenterons une description stylisée des économies étudiées qui se caractérisent par un sous-emploi structurel, une structure duale des marchés des facteurs, des migrations de population active et une concurrence entre les secteurs pour accéder et capter les ressources productives (travail, capital, terre). A cet égard, par référence au travail, le modèle de *Harris-Todaro* (1970) constituera le cadre théorique de référence. Nous présenterons successivement deux modélisations en termes d'équilibre général intégrant les caractéristiques des pays en développement ou en transition par référence à une dimension locale du développement. Nous montrerons que, sur la base d'hypothèses réalistes, une croissance touristique peut comporter des effets pervers sur l'emploi et s'avérer en définitive appauvrissante, avec une aggravation des déséquilibres structurels.

# CHAPITRE IV : TOURISME, RESSOURCES NATURELLES ET DEVELOPPEMENT DURABLE

---

## 1 - INTRODUCTION

Le tourisme s'affirme comme un secteur d'une importance croissante dans l'économie mondiale. A cet égard, des études empiriques récentes, telles que celle de *Brau et al.* (2005), ont démontré qu'au cours de deux dernières décennies, les économies à spécialisation touristique ont souvent connu une croissance plus rapide que les économies non touristiques. Dans une série d'études (*Hazari et Sgro*, 1995 ; *Lanza et Pigliaru*, 1994 et 2000 ; *Smeral*, 2003 et *Nowak et Sahli*, 2005...), figurent des explications convergentes sur un certain nombre de faits stylisés. Notamment la croissance rapide des économies à spécialisation touristique peut être considérée comme un phénomène d'équilibre de long terme, dans la mesure où ces pays « importent » une croissance extérieure par une amélioration continue de leurs termes de l'échange (*Valeten*, 2005).

Néanmoins, ces raisonnements ne prennent pas en considération le rôle décisif des dotations environnementales et des ressources naturelles dans les processus de croissance touristique. *A contrario*, d'autres auteurs (parmi lesquels *Tisdell*, 2001 et *Davies et Cahill*, 2000) considèrent que les ressources environnementales influencent d'une manière déterminante le processus de développement touristique au moins de deux manières : les ressources environnementales influencent les préférences des touristes par référence aux destinations, mais en même temps, ces mêmes ressources naturelles sont affectées négativement par les flux touristiques.

Avec la prise en compte des ressources environnementales, surgissent des questions préoccupantes. L'exploitation des ressources environnementales par une spécialisation touristique peut-elle conduire à une croissance de long terme et à un développement durable ? Quelles interactions dynamiques y a-t-il entre la croissance économique, l'évolution des revenus, les conditions de vie des populations et les

ressources environnementales? L'ouverture au marché et aux échanges internationaux peut-elle garantir une utilisation optimale des ressources environnementales ou au contraire conduire à des échecs susceptibles de compromettre le développement durable ?

Dans ce contexte, l'activité touristique fondée sur l'existence et l'exploitation des ressources naturelles (TRN) représente une composante significative du phénomène, ce qui amène à des problèmes de gestion stratégique d'une grande complexité.

Les biens touristiques doivent être distingués des biens créés *ex-novo*, puisqu'ils se fondent sur l'existence et l'exploitation de ressources naturelles d'une attractivité particulière. En effet, les biens dits *ex-novo* font l'objet d'une production dont les contraintes sont exprimées par une courbe normale de l'offre. A contrario, les biens de la deuxième catégorie (les biens TRN) obéissent à des localisations spatiales précises et font l'objet d'une offre fixe ou potentielle, non reproductible par définition.

Dès lors, l'activité touristique doit être située dans le cadre général du concept de développement durable.

Dans les analyses économiques du TRN, il apparaît que la ressource naturelle n'est pas un simple input d'un processus productif, mais qu'elle entre directement dans la fonction d'utilité des consommateurs - touristes, ce qui engendre une relation d'échange entre la quantité de ressources consommées à des fins touristiques et la qualité de l'offre. L'importance de cette relation émerge dans plusieurs études consacrées à l'utilisation optimale de la ressource naturelle, notamment quand les préférences des touristes sont caractéristiques de l'aversion à l'affluence de consommateurs ou à la surpopulation de visiteurs (*overcrowding*) (Tisdell, 1991 et Candela, 1996). Toutefois, le rôle de la relation ici évoquée dans la définition du choix optimal n'est pas nécessairement la même dans l'ensemble des choix concevables. En particulier, des changements contextuels peuvent intervenir lorsque l'on passe de l'analyse de la situation d'une localité dans un pays, dont les touristes sont en grande partie des résidents, à l'analyse d'une « petite économie » insérée dans les marchés internationaux.

De ce point de vue, pour un « petit pays » spécialisé dans le TRN, il s'avère indispensable de maximiser la dépense durable des touristes non résidents, phénomène qui n'a suscité qu'une attention limitée dans la littérature spécialisée à la fois théorique et empirique. En réalité, l'optique dite du « petit pays » a souvent certes été adoptée par de nombreux auteurs (cf : Hazari et Sgro, 1995 ; Adams et Parmenter, 1995), mais,

rarement par référence au problème de l'utilisation optimale d'une ressource naturelle. En outre, les analyses qui ont pris en compte ce problème ont généralement concentré leur attention sur les conditions de maximisation du surplus des consommateurs résidants, mettant ainsi entre parenthèses le point de vue du « petit pays ». Pour un « petit pays » en effet, l'incitation à gérer rationnellement la qualité des ressources doit se fonder sur une prise en compte prospective des recettes et des revenus obtenus à partir de la demande touristique externe.

L'attention insuffisante de la littérature à l'égard de cette question est évidemment navrante du point de vue de l'économie du développement, qui devrait davantage analyser les conséquences de la spécialisation touristique dans le cadre des pays en développement ou en transition. En effet, dans ces pays, les retards de l'industrialisation ont souvent permis une meilleure conservation des ressources naturelles, notamment par référence au marché mondial du tourisme. Dans ce chapitre, nous aborderons deux éléments principaux :

- Quels sont les effets réels sur la croissance de la spécialisation touristique d'une « petite économie » ? Convient-il ou non de s'orienter vers une spécialisation touristique de long terme ? La spécialisation touristique ne risque-t-elle pas de compromettre une industrialisation qui permettrait d'assurer un *take-off* définitif ?
- Le développement du tourisme international de masse n'est-il pas de nature à compromettre à terme l'avenir même du secteur touristique par une surexploitation des ressources naturelles qui l'ont motivé ? En effet, les pays ou les régions en développement se trouvent confrontés à la nécessité de promouvoir et d'assurer un « développement durable », alors que les préférences des touristes internationaux sont souvent incertaines et instables.

Dans le but de démontrer la gravité de ces questions et de suggérer des éléments de réponses, ce chapitre comportera les axes suivants :

- 1) Dans une première section, sous la forme d'un rapide *survey*, nous recenserons les principaux apports de la théorie économique à la problématique de l'évaluation des ressources touristiques naturelles.
- 2) Dans une deuxième section, nous examinerons, à l'aide d'une modélisation à deux secteurs, les relations complexes entre la croissance, la spécialisation

internationale et les ressources naturelles, en essayant d'identifier les cas dans lesquels une spécialisation touristique peut conduire à une forte croissance.

- 3) Dans une troisième section, nous traiterons des nécessités d'une gestion conservatoire des ressources naturelles, dans un contexte de spécialisation touristique, afin de préserver l'avenir du développement durable.
- 4) Dans une quatrième section, nous étudierons les relations étroites entre les ressources naturelles épuisables et les impératifs du développement durable, situation de nature à dicter des choix conservatoires légitimant une intervention publique.
- 5) Enfin, dans une dernière section, nous exposerons quelques-uns des sévères obstacles socio-économiques à une politique de gestion conservatoire des ressources, dans le contexte de pays en développement ou en transition, confrontés à la nécessité d'une élévation rapide de leurs revenus.

## **2 - EVALUATION DES RESSOURCES TOURISTIQUES NATURELLES: LES PRINCIPAUX APPORTS DE LA THEORIE ECONOMIQUE**

La théorie de la demande afférente à une utilisation optimale des ressources naturelles est complexe, car ces ressources sont normalement utilisées dans plusieurs buts. Il peut en résulter d'importantes différences dans l'intensité des utilisations. Ainsi, l'essor du tourisme peut entrer en conflit avec d'autres impératifs, notamment la préservation de la nature. En outre, il peut y avoir des contradictions entre l'utilisation de ces ressources suivant les catégories de tourismses.

Nous n'allons pas examiner la complexité de ces multiples utilisations. Cependant, la théorie de l'évaluation économique peut fournir une introduction utile à ce sujet. Selon la théorie de l'évaluation économique, la valeur d'une ressource naturelle peut être appréhendée par référence à l'idée d'une valeur économique totale comportant deux composantes : *sa valeur d'usage* et *sa valeur de non-usage* (Tisdell, 2006).

Mentionnons, à cet égard, les apports conceptuels d'*Albani et Romano* (1998), ainsi que ceux de *Pearce* (1994). Par référence à certaines qualifications, la valeur d'un site naturel touristique dérive pour l'essentiel de son utilisation sur place. La valeur économique d'un site touristique résulte donc avant tout d'une *valeur d'usage*. En outre,

en principe, l'exclusion de ce site est possible. Cependant, le bien englobé n'est pas un pur bien privé parce qu'il intègre par ailleurs des ressources partagées ou communes. Le tourisme fondé sur des ressources naturelles est par conséquent classé logiquement comme un *bien quasi-public*. En l'absence de droits d'entrée ou d'accès, ce site représente une propriété commune. Cependant, peu de sites touristiques peuvent être considérés comme bénéficiant d'un accès ouvert, puisque généralement certaines règles ou réglementations s'appliquent à leurs utilisations. Ils sont ainsi le plus souvent considérés comme *res communis* (Tisdell, 1996).

Les valeurs d'usage peuvent alors dériver de l'utilisation à des fins de consommation ou de non-consommation des ressources naturelles. Des formes passives de tourisme comportent souvent, jusqu'à un certain point, une non-consommation de ressources naturelles en des localisations données. Mais, même dans le cas d'une forme passive de tourisme, une consommation incidente des actifs en ressources naturelles peut intervenir avec l'utilisation croissante d'un site par des touristes. Egalement, certaines formes de tourisme représentent par essence de pures consommations de ressources naturelles (ex: tourisme de chasse ou de pêche). Cependant, avec l'application de contraintes institutionnelles bien conçues, toutes ces formes de tourisme peuvent être « *soutenables* » dans le long terme.

De nombreux sites touristiques naturels comportent des valeurs de non-usage. Les valeurs de non-usage d'un site ou d'une ressource naturelle sont généralement d'une nature intangible et, dans une large acception, présentent les caractéristiques de biens publics purs (absence de rivalité dans leur consommation et impossibilité d'exclure en ce qui concerne leurs bénéficiaires). De telles valeurs peuvent inclure l'existence d'une « valeur de la nature » associée à un site (cas par exemple d'une espèce animale protégée). Cependant, pour certaines ressources naturelles, les valeurs de non-usage constituent l'essentiel de leurs valeurs globales. Par exemple, Bandara et Tisdell (2003) estiment dans une étude originale que la valeur économique contingente de l'éléphant de Sri Lanka réside pour plus de la moitié dans sa valeur de non-usage.

Une ressource environnementale a une valeur d'existence pure si les individus sont disposés à « payer » pour garantir la perpétuation de son existence indépendamment de toute intention de l'utiliser, par exemple simplement pour la voir ou la visiter. Ainsi, des individus peuvent être disposés à « payer » pour conserver certaines espèces

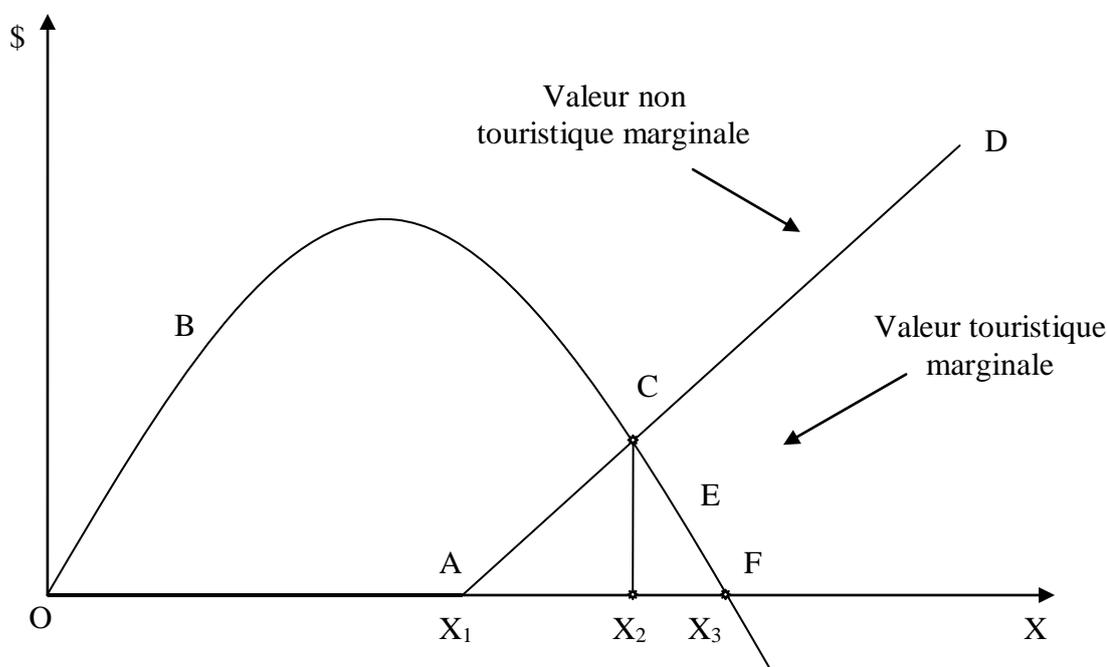
sauvages, indépendamment de leur utilisation (*Tisdell et Wilson, 2004*). La valeur d'un legs (*bequest value*) se réfère à la volonté des individus de préserver les actifs environnementaux pour le bénéfice des générations futures. Des valeurs d'option peuvent alors exister soit pour des valeurs d'usage, soit pour des valeurs de non-usage. La conservation des ressources naturelles peut alors ajouter à la valeur économique en laissant partiellement disponible les valeurs d'usage futur comme les valeurs de non-usage. A titre d'exemple, il peut être impossible de connaître avec précision les préférences des générations futures pour différentes espèces sauvages. En favorisant la conservation d'espèces variées, les bénéfices au profit des générations futures sont préservés du fait même de l'ouverture des options.

Il conviendrait de souligner le fait que la valeur économique totale est en partie fondée sur la volonté des individus de payer pour des biens environnementaux suivant le critère de *Kaldor-Hicks*. De nombreuses hypothèses normatives sont incluses dans l'analyse et les évaluations qui en émergent peuvent être très sensibles à la structure de la répartition des revenus. Certaines de ses limites sont traitées avec pertinence par *Tisdell et Wen (1997)* ainsi que *Tisdell (2006)*. Les évaluations économiques totales peuvent alors jouer un rôle utile dans la détermination de l'affectation optimale des ressources. Les ressources devraient être logiquement affectées afin de maximiser la valeur économique nette totale, si le critère de *Kaldor-Hicks* de la maximisation du bénéfice social est retenu. L'intérêt d'utiliser le bénéfice économique net total est de pouvoir ainsi prendre en compte les valeurs marchandes et les valeurs non-marchandes.

A titre d'exemple, supposons qu'il existe un domaine qui peut être soit mis en valeur par l'agriculture, soit laissé à l'état de nature dans un but touristique. On suppose que sa mise en valeur agricole procurera un bénéfice annuel net d'un million de dollars par an. Si ce bien est affecté au tourisme et que l'accès est gratuit, les visiteurs pourront obtenir un surplus économique net de deux millions de dollars annuellement. En outre, dans ce domaine, sera préservée une vie sauvage rare et même ceux qui ne visitent pas cet endroit pourront accepter de « payer » pour sa préservation. Ainsi, les valeurs de non-usage pourront atteindre un million de dollars par an pour sa préservation. De toute évidence, la valeur économique nette totale de ce domaine est maximisée par une conservation pour le tourisme plutôt que par une mise en valeur agricole.

Par référence au tourisme, notre analyse de l'utilisation des ressources optimales peut être davantage précisée en divisant la valeur économique totale d'un site naturel affecté au tourisme par sa valeur naturelle pour d'autres utilisations. Sa valeur pour des utilisations non-touristiques inclura ses valeurs de non-usage qui proviennent de ses attributs de bien public, auxquelles s'ajoutent de surcroît d'autres valeurs externes diverses, telles que par exemple l'épuration des eaux. Dans la plupart des raisonnements sur la valeur économique totale, les composantes sont en effet supposées additives.

**Figure 1: Optimisation du nombre total de visites touristiques et valeur économique d'un site**



Source : d'après C. Tisdell (2006), in L. Dwyer and P. Forsyth – *International Handbook on the Economics of Tourism*, Edward Elgar, USA.

Envisageons par ailleurs la modélisation suivante empruntée à *Tisdell (2006)* est synthétisée dans la figure 1:

$$TEV = TTV + NTV$$

TEV représente la valeur économique totale d'un site naturel ;

TTV : sa valeur totale résultant d'une utilisation touristique ;

NTV : sa valeur totale non touristique à l'état de nature.

Bien que l'hypothèse restrictive d'additivité limite l'intérêt de cette approche, il ne s'agit que d'un problème mineur comparé à celui qui résulterait de l'ignorance du problème posé par la nécessité d'une évaluation économique totale. Toutes choses égales par ailleurs, la valeur touristique totale d'un site naturel et sa valeur totale non touristique peut dépendre du nombre de visites touristiques  $X_1$  par unité de temps. Clairement, la NTV d'un site peut être constante jusqu'à un seuil  $X_1$  de visites touristiques par unité de temps et ensuite décliner quand  $X$  s'accroît davantage. A titre d'exemple, un grand nombre de visiteurs peut entraîner des dommages pour le site naturel. Cependant, la TTV peut continuer à augmenter quand  $X$  excède  $X_1$ , même si cette valeur peut éventuellement décliner sous les effets d'une suraffluence touristique (*crowding effect*) ou du fait d'une détérioration des actifs naturels susceptible d'attirer les touristes.

Dans ces conditions, le nombre économiquement optimal de visites touristiques, en utilisant le critère de *Kaldor-Hicks* requis pour maximiser TEV, est moindre que celui qui maximise TTV, mais plus grand que celui qui maximise NTV. La solution optimale résulte donc d'un compromis.

Cela peut être illustré par la figure 1. La courbe OBCEF représente la TTV marginale du site et OACD sa NTV marginale. Ainsi, la TEV maximale du site est obtenue avec  $X_2$  visites par unité de temps. A ce point, la valeur marginale obtenue par les touristes du fait de leurs visites est juste égale à la perte dans la NTV marginale, comme résultat de l'augmentation du nombre de visites touristiques. Il convient de noter que  $X_2$  a une valeur intermédiaire entre  $X_1$  (la valeur qui maximise NTV) et  $X_3$  (la valeur qui maximise TTV). Le cas illustré par cette figure est tout à fait représentatif. Mais, évidemment d'autres possibilités peuvent intervenir. Ainsi, selon *Wen et Tisdell* (2001) et aussi selon *Tisdell* (2006), la valeur touristique marginale peut devenir nulle avant que le seuil  $X_1$  ne soit atteint. Dans ces conditions, il n'y a pas de conflit entre la maximisation de TTV et de NTV.

Si un site naturel attire un grand nombre de touristes, le nombre de visites peut être si important qu'il va entraîner une réduction de sa valeur non touristique, telle que celle procurée par une conservation de la nature. Cela signifie-t-il que l'utilisation d'un site naturel par le touriste réduira communément la valeur du site par référence à la « consommation de la nature » ? Cela peut être manifestement le cas. Cependant, apparaît alors la question plus vaste de savoir si la conservation naturelle souffre

nécessairement de l'utilisation d'un site naturel par des touristes. Il est possible de formuler une réponse négative à cette question, mais en formulant néanmoins certaines réserves.

Même si le tourisme sur un site naturel particulier peut comporter des conséquences dommageables pour la conservation de la nature, cette dernière peut bénéficier globalement de l'utilisation touristique de ce site naturel. En effet, l'utilisation touristique de ce site conduit à des pressions politiques pour la conservation et la préservation de la nature. A titre d'exemple, des services particuliers en faveur des écosystèmes peuvent être développés sur certains sites, tels que par exemple l'épuration des eaux ou le maintien de la biodiversité. Ainsi, la conservation du site dans un but touristique implique souvent qu'il est utile non seulement de promouvoir la valeur touristique d'un site naturel mais aussi ses autres valeurs économiques. Dans une situation réelle de prise de décision, la prise en compte de l'ensemble des valeurs économiques peut donc conduire à l'adoption de mesures conservatoires efficaces.

Dans ce contexte, il s'avère utile de présenter une modélisation des choix, malgré l'existence de multiples limites, afin de mettre en évidence l'importance des impératifs en matière de développement durable.

### **3 - CROISSANCE, SPECIALISATION TOURISTIQUE ET RESSOURCES NATURELLES**

Il existe des doutes sérieux sur les possibilités réelles d'une spécialisation touristique susceptible de garantir une croissance durable au niveau d'un pays. En effet, seule l'industrialisation est perçue comme susceptible de vaincre le sous-développement, à cause de ses capacités à engendrer des innovations technologiques. Néanmoins, un tel point de vue ne tient pas compte de l'ensemble des facteurs en jeu. Si l'on pose le problème de la croissance par référence à deux spécialisations possibles (tourisme ou industrie par exemple), il faut tenir compte de l'évolution dans le temps des prix relatifs des biens.

En effet, logiquement, le bien dont le prix augmente le plus fortement dans le temps ne peut être que le bien touristique, dont l'offre est moins élastique, à cause des

faibles possibilités d'innovation technologique qui caractérisent ce secteur (*Fisher*, 1981). Dès lors, la somme algébrique des deux effets devient d'une importance cruciale. Notamment, le célèbre modèle de croissance endogène de *Lucas* (1988) (reformulé entre autres par *Collins*, 1999 ; *Farrel et Runyal*, 1991 ; *Fossatie et Panella*, 2000 ; *Hunter* 1997, *Ko* (2001) ou *Tisdell*, 2006) permet de définir avec précision les cas dans lesquels la maximisation du taux de croissance se trouve associée à une spécialisation touristique.

A cet égard, les hypothèses de base sont les suivantes :

### 3.1 - Substrats théoriques

Afin de répondre aux questions précédemment formulées, nous présentons un modèle donc les hypothèses de base sont les suivantes :

- 1) Chaque économie est formée de deux secteurs (M pour la production manufacturière et T pour le tourisme) dans lesquels on produit seulement avec du travail et en présence d'économies externes confinées à l'intérieur de chaque secteur, ce qui signifie qu'il n'y a pas de transfert de connaissance d'un secteur à l'autre.
- 2) Chaque secteur a un potentiel de croissance déterminé d'une manière exogène  $\lambda_i$ , avec par hypothèse  $\lambda_M > \lambda_T$ .

Dans ces conditions, les fonctions de production peuvent ainsi exprimées :

$$q_i = h_i u_i \quad (1)$$

$h_i$  représente le niveau de connaissance disponible dans le secteur  $i$  et  $u_i$  la fraction du travail total affectée à ce même secteur ( $L = 1$ ). Par simplification, la croissance est conduite par l'accumulation de  $h_i$ , qui s'effectue selon un processus de *learning by doing*.

$$\dot{h}_i = \lambda_i q_i \quad (2)$$

Si comme dans la fonction (1), nous avons des rendements marginaux constants en  $h_i$ , le taux de croissance de la connaissance est invariable par rapport au stock accumulé, avec pour conséquence que cela se trouve déterminé d'une manière endogène par l'allocation sectorielle du travail.

$$\frac{\dot{h}_i}{h_i} = \lambda_i u_i \quad (3)$$

Le marché mondial est formé d'un continuum de « petit pays » similaires à celui que nous venons de décrire. L'existence de liens commerciaux conduit chaque pays à se spécialiser complètement sur la base comparative apparue au moment de l'ouverture. Avec une spécialisation complète, le taux de croissance du produit dans les pays qui exportent M est égal à  $\lambda_M$  et à  $\lambda_T$  dans les pays à spécialisation touristique.

Définissons  $\lambda_T$  à présent comme le taux de croissance des pays touristiques évalué en termes du bien M. Définissons par ailleurs le taux de croissance  $\gamma_M$  des pays spécialisés en M (qui évidemment ne peut excéder  $\lambda_M$ ).

Définissons également les termes de l'échange  $p \equiv p_T/p_M$ .

Cela nous permet d'écrire :

$$\gamma_T = \lambda_T + \frac{\dot{p}}{p} \quad (4)$$

Avec une préférence homothétique et une spécialisation complète, nous obtenons :

$$\frac{\dot{p}}{p} = \frac{\dot{q}_M/q_M - \dot{q}_T/q_T}{\sigma} = \frac{\lambda_M - \lambda_T}{\sigma} \quad (5)$$

Avec  $\sigma$  : élasticité de substitution entre les deux biens.

En conséquence,  $\sigma < 1$  implique que  $\gamma_T > \gamma_M$  et que la spécialisation touristique amène à une trajectoire de croissance plus rapide. Evidemment, ce résultat implique une absence complète de *spillovers* internationaux. Néanmoins, il est facile de démontrer que la présence de *spillovers* incomplets ne modifie pas substantiellement l'analyse.

En effet, tout dépend du degré de substitution dans les préférences des consommateurs entre les biens touristiques et les biens industriels. Si chaque diminution du prix relatif des biens industriels entraîne un déplacement important de la consommation en leur faveur, dans ces conditions la spécialisation industrielle devient alors susceptible d'engendrer la croissance la plus rapide. Mais si les deux biens ne sont que des substituts éloignés, alors l'augmentation du prix du bien touristique est de nature à augmenter la part du revenu affecté à la dépense touristique, engendrant ainsi un effet

d'entraînement en faveur du pays touristique. Dans ces conditions, l'effet positif sur la croissance de la spécialisation touristique (ce qui signifie que la spécialisation  $T$  conduit l'économie sur une trajectoire de croissance plus rapide que la spécialisation alternative  $M$ ) dépend d'une manière cruciale de la condition  $\sigma < 1$ .

### 3.2 - Variations du modèle

Néanmoins, cette dépendance n'est pas nécessairement toujours concluante. Dans ce qui suit, nous verrons, à titre exemple, deux variations possibles du modèle de base permettant en effet d'obtenir un effet positif ou du moins non négatif, en matière de croissance, également en présence de  $\sigma \geq 1$ .

#### A) Premier exemple

Dans le premier exemple, nous avons considéré une préférence non homothétique avec des biens touristiques définis comme un « bien de luxe », un fait souvent admis dans les recherches empiriques sur la demande touristique. Utilisons à présent, pour simplifier, une fonction d'utilité quasi-homothétique de type *Stone-Geary*. Les développements qui suivent s'inspirent des apports méthodologiques de *Matsuyama* (1992) qui présentent un modèle de croissance à deux secteurs (agriculture et industrie) avec des préférences quasi-homothétiques :

$$U(q_M, q_T) = (q_M - \theta)^{\alpha_M} q_T^{\alpha_T}, \alpha_M + \alpha_T = 1, \quad (6)$$

Avec  $\theta > 0$ .

Sous cette forme spécifique fonctionnelle et  $\sigma = 1$ , nous pouvons écrire

$$p = \frac{\alpha_T(q_M - \theta)}{\alpha_M q_T}. \quad (7)$$

Avec une préférence homothétique,  $\sigma = 1$  implique

$$\frac{\dot{p}}{p} = \frac{\dot{q}_M}{q_M} - \frac{\dot{q}_T}{q_T} = \lambda_M - \lambda_T, \quad (8)$$

Dans ces conditions, le taux de croissance de chaque économie, évalué en termes du bien manufacturier, est égal à  $\lambda_M$ , indépendamment de la spécialisation obtenue.

Cependant, en présence d'une préférence non-homothétique, il convient d'écrire :

$$\frac{\dot{p}}{p} = \frac{\dot{q}_M}{q_M - \theta} - \frac{\dot{q}_T}{q_T} \quad (9)$$

Comme nous pouvons le supposer, avec une spécialisation complète, nous pouvons exprimer :

$$\frac{\dot{q}_T}{q_T} = \lambda_T$$

et

$$\frac{\dot{q}_M}{q_M} = \lambda_M$$

En conséquence,  $\lambda_T > \lambda_M$ , puisque :

$$\frac{\dot{q}_M}{q_M - \theta} > \frac{\dot{q}_M}{q_M} = \lambda_M \quad (10)$$

En d'autres mots, la présence de la non-homothéticité fait apparaître l'utilité de l'option touristique dans une situation qui par ailleurs est dominée par la parfaite uniformité des effets de la croissance associée aux deux possibilités de production.

### **B) Deuxième exemple**

Dans le second exemple, nous adoptons de nouveau une hypothèse de préférence homothétique, mais en supposant à présent que  $\sigma > 1$ . Cependant, dans ce cas, il apparaît que la spécialisation touristique pourrait s'avérer « dommageable » pour la croissance, avec  $\gamma_T < \gamma_M$ . Toutefois, cette conclusion se fonde essentiellement sur l'hypothèse suivant laquelle les gains de productivité dans un secteur n'ont aucune retombée sur la productivité de l'autre secteur. Ce point de vue s'inspire de l'idée que l'accumulation de connaissance dans le secteur qui présente les plus faibles potentialités dépend de l'accumulation de connaissance qui intervient dans l'autre secteur qui, du point de vue de la technologie, est considéré comme le secteur *leader* ou secteur d'entraînement.

En conséquence, si M est considéré comme le secteur *leader*, les fonctions de production demeurent les mêmes que celles décrites en (1) et par ailleurs le processus d'accumulation en M est conforme à celui de l'équation (3). Toutefois, le taux de croissance de la productivité en T devient alors :

$$\frac{\dot{h}_T}{h_t} = \lambda_T u_T + \delta \frac{\dot{h}_M}{h_M} = \lambda_T u_T + \frac{\delta \lambda_M (1 - u_T)}{h_T}, \quad (11)$$

$$0 < \delta < 1,$$

L'intensité des *spillovers* provenant du secteur M est mesurée à partir du paramètre  $\delta$ . Leur présence comporte d'importantes conséquences pour notre analyse : sauf dans l'hypothèse d'une absence complète de *spillovers* internationaux en matière de connaissance, le taux de croissance de la productivité dans une économie spécialisée en T converge alors à partir d'« en bas » vers celui des pays spécialisés en M. Ainsi, dans une situation de *steady-state* avec un libre échange, on peut écrire  $\gamma_T = \gamma_M = \lambda_M$  et  $\dot{p}/p = 0$ .

Ce résultat peut être ainsi motivé : avec l'ouverture à l'échange international, la productivité dans les pays touristiques augmente au taux  $\lambda_Y$ , augmenté d'un terme qui, en présence de *spillovers* intra-sectoriels et internationaux, augmente en même temps que le gap de productivité en faveur des pays spécialisés en M. De cette façon, il existe une valeur du gap suffisamment élevée pour uniformiser les taux de croissance de tous les pays.

En effet, le taux de croissance de la productivité d'un pays spécialisé en T peut se définir de la manière suivante

$$\frac{\dot{h}_T}{h_T} = \lambda_T + \frac{\delta \vartheta \bar{h}_M}{h_T} \quad (12)$$

ou  $\vartheta$  représente la mesure des *spillovers* internationaux et  $\bar{h}_M$  le stock moyen de connaissance dans les pays spécialisés en M (cf : *Murat et Pigliaru, 1997*).

En d'autres mots, dans ce cas également, des valeurs de  $\delta$  nettement supérieures à l'unité n'impliquent pas un effet de croissance négatif associé à la spécialisation touristique. Dans ce contexte, les éventuels avantages de la spécialisation touristique sont limités du fait que, en *steady-state*, le ratio entre les productivités dans les deux pays est défavorable au pays touristique. D'une manière générale, il est possible de conclure que les perspectives de croissance des petits pays spécialisés en tourisme resteront positives, du moins, par référence à l'approche que nous avons utilisée.

En décrivant ce résultat, nous n'avons tenu aucun compte de la nature du bien touristique. En particulier, rien ne garantit que le bien touristique considéré n'implique qu'une exploitation limitée de la ressource. Dans la section suivante, nous aborderons d'une manière explicite le problème du choix économique concernant l'offre touristique qui exploite avec des intensités diverses la ressource naturelle<sup>2</sup>.

En premier lieu, il est probable que les bien TRN présentent un caractère unique, ce qui implique un faible degré de substitution par rapport aux biens manufacturiers, avec comme conséquence des perspectives positives de croissance comme nous avons déjà souligné.

En deuxième lieu, la rareté est une caractéristique intrinsèque des biens touristiques, dont la disponibilité n'apparaît que dans certains lieux et qu'il est généralement impossible de produire *ex-novo*. De ce fait, leurs prix tendent à augmenter plus rapidement que celui des autres biens. L'influence qui résulte de la combinaison de ces deux caractéristiques des biens touristiques sur le taux de croissance peut être facilement démontrée en utilisant les équations (4) et (5), afin d'obtenir :

$$\gamma_T = \left( \frac{\sigma - 1}{\sigma} \right) \lambda_T + \frac{\lambda_M}{\sigma}, \quad (13)$$

Il est évident que  $\gamma_T$  croît quand  $\sigma$  décroît et que décroît  $\lambda_T$  pour  $\sigma < 1$ .

### **C) Implication des résultats**

En définitive, un bien touristique TRN d'une haute qualité environnementale est typiquement un bien de luxe et donc le résultat favorable décrit ci-dessus, en présence d'une préférence non homothétique, suggère également dans ce cas une possible relation positive entre la qualité et les perspectives de croissance fondées sur une dynamique favorable du changement. Toutefois, par référence à différentes questions, une recherche ultérieure aussi bien théorique qu'empirique s'avère nécessaire avant de pouvoir établir des résultats d'une portée générale.

*Lanza*, puis *Lanza et Urga* (1995) ont essayé de rendre compte, d'une manière empirique, de certaines implications de la relation tourisme – croissance. On peut

---

<sup>2</sup> Sur le problème particulier du caractère durable des processus de croissance dans lesquels le capital naturel est un input du processus de production d'un bien final, on peut notamment citer Candela, Fabbri et Nardini (1995) et Musu (1995)

également se référer à *Brau* (1995) pour une approche similaire. Dans l'ensemble, les études empiriques convergent vers les mêmes résultats : le tourisme présente une élasticité - revenu  $> 0$  et une élasticité de substitution  $< 1$ .

#### **4 - NECESSITE D'UNE GESTION CONSERVATOIRE DES RESSOURCES**

Dans la section précédente, nous avons étudié les conditions qui rendent une spécialisation touristique avantageuse ou du moins non dommageable du point de vue de la croissance de longue période. Nous avons également mentionné les motifs pour lesquels ce résultat exclut un tourisme fortement consommateur de qualité environnementale.

Dans cette section, nous examinerons, d'une manière plus explicite, le problème du choix entre des biens touristiques de diverses qualités environnementales. Egalement, nous traiterons de la relation entre ce choix et les conditions requises afin que le développement touristique soit « durable » ou « soutenable ».

Il est à présent indispensable d'exprimer certaines définitions et de formuler les hypothèses qui nous permettront d'arriver à des résultats intelligibles.

##### **4.1 - Hypothèses et définitions**

Référons nous en premier lieu aux préférences des consommateurs. Nous supposons que les biens TRN présentent une caractéristique importante : ils sont similaires aux biens snobs (*snob goods*), au sens de *Leibenstein* (1950). Dans l'échelle de préférence du consommateur qui classe ses biens, la qualité d'un lieu touristique diminue quand augmente, au delà d'une certaine limite, la fréquentation et l'exploitation de la ressource naturelle. Comme l'écrit *Tisdell* (1991), « toute chose égale par ailleurs, la volonté de payer pour visiter diminue quand le nombre de visiteurs augmente ». Ainsi, l'« affluence » (*overcrowding*) peut avoir une signification réversible dans le cas d'un tourisme saisonnier. Néanmoins, la signification peut être irréversible quand l'environnement est détruit (exemple des constructions à finalité touristique qui défigurent le paysage).

En outre, toujours « toute chose égale par ailleurs », prenons en considération la qualité des services associés à plusieurs types d'offres touristiques. D'une manière plus explicite, exprimons l'hypothèse que l'accroissement de l'exploitation d'une ressource porte préjudice à la qualité environnementale et laisse inaltérée la qualité et la quantité des services disponibles pour chaque touriste. Bien que cette dernière hypothèse pêche par manque de réalisme et bien qu'en général les préférences des consommateurs soient particulièrement hétérogènes en matière de tourisme environnemental (cf : *Butler*, 1991), l'ensemble de ces hypothèses semble présenter une définition des préférences assez raisonnable en matière de biens de type TRN, au moins dans le cadre d'une première approximation (*Buhalis et Fletcher*, 1995). Comme élément caractéristique, il convient de faire ressortir la relation entre la quantité et la qualité de ces biens (cf : *McConnell*, 1996). En outre, quelle que soit la ressource naturelle qui attire les touristes, il est nécessaire de la considérer comme une ressource non renouvelable ou épuisable (*exhaustible*) (*Candela*, 1996 et *Del Bono et Fiorentini*, 1987).

Dans cette perspective, chaque investissement effectué pour augmenter le degré de l'exploitation de la ressource (exemple : une construction d'hôtel) ne détermine pas une consommation irréversible et, en conséquence, la qualité environnementale et l'attractivité du lieu naturel diminuent<sup>3</sup>. Cette manière simple d'exprimer le problème permet de mettre facilement au premier plan le rôle des interventions irréversibles et d'éviter des développements stériles sur les composantes éventuellement renouvelables des ressources naturelles. De toute évidence, un développement touristique intense comporte le risque d'imposer aux écosystèmes des fardeaux insupportables, avec comme conséquence ultérieure, une destruction irréversible de la ressource. En définitive, il est nécessaire de définir le niveau de « durabilité » (*sustainability*) d'une spécialisation touristique dans le cadre d'un petit pays qui s'efforce de maximiser les dépenses des touristes internationaux. En d'autres mots, s'impose la nécessité d'une définition d'un principe d'équité intergénérationnelle aux sens de *Rawls* (1977) et de *Tisdell* (1991).

Cela signifie que la rentabilité par tête de la ressource ne doit pas diminuer dans le temps. Autant dire que se pose le problème de la définition d'une stratégie de développement touristique, permettant à la ressource naturelle d'engendrer dans le futur

---

<sup>3</sup> Pour une approche similaire, on peut se référer à Fisher, selon lequel la qualité environnementale doit être considérée comme « *more exhaustible than conventional exhaustible resources* ».

autant de revenu qu'elle est capable d'en engendrer aujourd'hui. Cette définition est d'une portée plus vaste que celle exprimée par *Nijkamp* et *Verdonkschot* (1995), selon lesquels « *a sustainable development requires the the demand of increasing number of tourists is satisfied in a manner that continues to attract them* ». Cette définition pose donc le problème de l'exploitation intense d'une ressource et par conséquent de la forte réduction de sa qualité dans le temps.

#### **4.2 - Exploitation optimale d'une ressource touristique épuisable**

Ce paragraphe se réfère au concept de maximisation du surplus des consommateurs. La perspective théorique du « petit pays » cherchant à maximiser la dépense des touristes internationaux est provisoirement abandonnée, afin de réintroduire d'une manière plus déterminante l'économie des ressources naturelles et la spécificité du cas TRN dans un contexte suffisamment large.

Il est à présent utile d'envisager d'autres motifs économiques spécifiques, notamment celui d'une utilisation « conservatoire » de la ressource naturelle qui attire les touristes.

En premier lieu, si l'on confronte le cas TRN à celui des autres ressources naturelles, il est possible de démontrer que le degré optimal d'exploitation est moindre dans le premier cas. En effet, lorsque l'on a affaire à d'autres ressources naturelles renouvelables ou non renouvelables, on peut supposer que la qualité extraite à chaque période ne change pas malgré les variations du stock existant, bien que la relation entre le stock et la qualité du flux apparaisse en général d'une importance secondaire. On peut, à cet égard, citer le cas du pétrole ou même celui de la pêche. Au contraire, dans les cas des biens TRN, la relation entre la quantité consommée et la qualité environnementale est d'une grande complexité et en outre d'une importance fondamentale. Si les préférences sont caractérisées par une aversion à l'*overcrowding* ou à l'affluence, la qualité et donc la valeur de la ressource extraite et consommée à des fins d'usage touristique dépend à chaque période par conséquent de la quantité du stock qui existe encore à cette même période.

Une telle relation vaut aussi bien pour les composantes renouvelables que pour les composantes non renouvelables de la ressource naturelle. Il convient d'analyser les conséquences de l'existence de cette relation sur l'utilisation optimale de la composante

non renouvelable, dans la mesure où elle s'avère d'une importance cruciale pour comprendre les conditions d'un développement durable. L'exploitation optimale de la composante non renouvelable de la ressource touristique ne saurait en effet, en aucun cas, impliquer son complet épuisement. Pour illustrer ce point de vue, il convient de présenter un raisonnement bien connu sur l'utilisation optimale d'une ressource épuisable normale en conformité avec l'analyse de *Fisher* (1981).

Supposons une courbe de demande linéaire  $p = A - y$ , où  $p$  est le prix et  $y$  la quantité de la ressource extraite à chaque période. Le coût moyen d'extraction est constant et égal à  $c$ . Supposons qu'il n'existe que deux périodes et une quantité donnée  $A$  de la ressource.  $y_0$  et  $y_1$  représentent alors les quantités extraites et consommées respectivement lors de la période initiale et lors de la période finale. Pour maximiser le bénéfice social net, avec un taux d'intérêt ou taux d'actualisation  $r$ , il est nécessaire de résoudre le problème suivant :

$$\max_{y_0, y_1} \int_0^{y_0} [(A - y') - c] dy' + \frac{\int_0^{y_1} [(A - y') - c] dy'}{1 + r}, \quad (14)$$

avec les contraintes  $y_0, y_1 \geq 0, A - y_0 - y_1 \geq 0$

La solution optimale découle du « Hotelling rule », selon lequel “*the undiscounted royalty must rise at the rate of interest*” (*Fisher*, 1981). L'accroissement du bénéfice marginal net provenant de la rareté relative de la deuxième période doit permettre de compenser exactement la perte de valeur provoquée par le taux d'actualisation. La solution requiert donc :

$$(A - y_0) - c = \frac{(A - y_1) - c}{1 + r} A - c > y_0 > y_1, \lambda > 0, y_0 + y_1 = A \quad (15)$$

Avec  $\lambda$  : prix de référence ou *shadow price* de la ressource.

La ressource va donc être exploitée par un choix de la quantité de manière que l'on puisse obtenir l'accroissement désiré du *royalty* au cours de la deuxième période.

Ce raisonnement ne peut pas être utilisé dans le cas d'une ressource naturelle à caractère touristique. Pour illustrer ce point de vue, introduisons une modification minimale afin de caractériser le bien TRN comme un bien *snob* dans le sens défini ci-dessus, avec une disponibilité à payer du consommateur en diminution quand diminue précisément la quantité de ressource encore disponible.

Dans l'exemple qui suit, l'exploitation touristique prend la forme spécifique d'investissements en hôtels et résidences de vacances qui réduisent à la fois la quantité et la qualité de la ressource épuisable, représentée par « l'intégrité » et la « pureté » du paysage. Supposons que chaque construction réduise d'une unité le montant de la ressource naturelle. En conséquence, la disponibilité à payer pour chaque nouvelle construction diminue en fonction du nombre de constructions déjà disponibles. Dans ces conditions,  $y$  mesure le nombre total de constructions implantées au cours de chaque période.

Afin de favoriser la possibilité d'une comparaison simple avec la situation précédente, il convient de supposer que chaque nouvel acquéreur évalue la qualité du paysage en proportion inverse du nombre de bâtiments construits dans la proximité. Dans cette hypothèse, la jouissance du propriétaire de la construction  $N$  est compromise par la construction  $N - 1$  ; celle du propriétaire de la construction  $N + 1$  par la construction  $N$  et ainsi de suite. Cette hypothèse peu réaliste permet néanmoins d'aborder le problème de la maximisation du bien-être social net d'une manière similaire à celle du cas précédent, avec néanmoins une différence importante qu'il convient de mettre en évidence.

En effet, le problème doit être maintenant envisagé dans les termes suivants :

$$\max_{y_0, y_1} \int_0^{y_0} [(A - y') - c] dy' + \frac{\int_0^{y_1} [(A - y_0 - y') - c] dy'}{1 + r}, \quad (16)$$

avec les contraintes  $y_0, y_1 \geq 0, A - y_0 - y_1 \geq 0$

On note que le prix maximum de la ressource au cours de la deuxième période ne coïncide pas avec  $A$ , comme cela est généralement le cas pour une ressource non renouvelable ordinaire, mais avec  $(A - y_0)$ . En effet, il existe une relation entre la qualité et la quantité de la ressource dans le cas présent, puisque l'investissement réduit d'une manière irréversible la composante non renouvelable de la même ressource.

Cette différence implique des conséquences cruciales. Une réduction de  $y$  au cours de la seconde période n'entraîne pas une augmentation du *royalty* sur la ressource, car il existe un phénomène d'irréversibilité : la base de départ du prix est liée au prix atteint par la dernière construction de la période précédente. Ce problème comporte la solution suivante :

$$(A - y_0) - c = \frac{(A - y_0 - y_1) - c}{1 + r}, \quad y_0 = A - c, \quad y_1 = 0, \quad \lambda = 0, \quad y_0 + y_1 < A \quad (17)$$

La ressource est donc exploitée seulement durant la première période, et ce qui compte le plus, la solution optimale requiert évidemment de ne pas l'épuiser. A parité avec toutes les autres conditions, la relation de dépendance entre la qualité et la quantité crée une incitation à préserver une quantité majeure de la ressource par rapport au cas des ressources pour lesquelles cette relation ne prévaut pas.

Il s'agit donc d'une caractéristique importante de la composante non renouvelable du bien TRN. Mais ce résultat vaut également avec certaines modifications pour les composantes renouvelables. En fait, en général, la maximisation du bien-être social ou du profit des propriétaires peut correspondre à deux principes : 1) un niveau d'exploitation inférieur à celui qui prévaudrait en l'absence d'une relation qualité-quantité - 2) une absence d'épuisement ou simplement d'exploitation intense de la ressource.

La différence entre les composantes renouvelables et non renouvelables devient encore plus importante quand on aborde les contraintes du développement durable. En effet, il convient alors d'intégrer étroitement à l'analyse la composante non renouvelable, en postulant l'irréversibilité de chaque niveau d'exploitation, et cela d'une manière différente de celle des composantes renouvelables. Cependant, une exploitation même intensive de la ressource est concevable, et cela même dans une perspective de développement durable, à la condition que la pression sur ladite ressource ne devienne pas insupportable, en conduisant à son épuisement prématuré.

## 5 - LES IMPERATIFS D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE

La relation étroite entre la ressource épuisable et le caractère durable du développement peut être étudiée en utilisant certains apports théoriques, notamment ceux de *Collins* (1999) ou de *Fossati et Panella* (2000). Dans ces travaux, est analysé le choix optimal d'un planificateur dans une petite économie spécialisée en TRN et qui se trouve confrontée à des prix exogènes pour chaque niveau donné de qualité de l'offre touristique. On postule que le bien-être des résidents de la région considérée ne dépend pas directement de la qualité environnementale de la terre. Néanmoins, il existe à cet égard une relation de dépendance indirecte à travers les revenus qui proviennent de

l'exploitation touristique de la ressource. Il s'agit donc d'établir le niveau de fréquentation qui permettra de maximiser la dépense totale touristique, en présence une aversion à la sur-fréquentation, en confrontant la possibilité de choix à deux niveaux exogènes de fréquentation, en montrant sous quelles conditions un degré moindre d'exploitation permet d'obtenir un revenu plus élevé. Ce résultat est facilement généralisable aux cas dans lesquels il existe de nombreux niveaux possibles de fréquentation.

### 5.1 - Identification de la problématique

La problématique peut être définie à l'aide de la modélisation suivante :

Soit  $\alpha$  un indice qui décrit la préférence des consommateurs par rapport à la qualité environnementale de l'offre touristique.  $\alpha$  par conséquent diminue quand augmente la fréquentation  $T$ , exprimée comme le rapport entre l'offre touristique d'un lieu mesurée par le nombre de touristes  $N$  et la dimension  $S$  de la ressource disponible. Supposons qu'il existe  $n$  catégories de lieux touristiques et classons-les suivant un indice  $i = (1, \dots, n)$  qui augmente avec le degré de la fréquentation. Notons que l'indice de qualité utilisé reflète exclusivement le degré d'exploitation de la ressource, la qualité des autres services par tête demeurant constante par hypothèse.

Avec une préférence homothétique de type *Cobb-Douglas*, il est possible de déterminer le prix international  $p_i$  de chaque « bien touristique ». Etant donné  $U = \prod_i Q_i^{\alpha_i}$  et  $\sum_i \alpha_i = 1$ , expression dans laquelle  $Q_i$  mesure la consommation globale, en termes de présence touristique, dans la localisation de type  $i$ , la dépense touristique globale  $Y$  est alors distribuée entre les diverses catégories de localisations en fonction des indices de préférence  $\alpha_i$ . Par conséquent,  $p_i = \theta_i \alpha_i$  avec  $\theta_i \equiv Y/Q_i$  en situation d'équilibre. Une augmentation de l'offre globale de la catégorie  $T$  doit logiquement entraîner une diminution de son prix. Pour que le classement ordinal des  $p$  coïncide avec celui des  $\alpha$ , on suppose que, sur les marchés internationaux, l'offre des  $n$  catégories est telle que  $Q_i \leq Q_j$  pour chaque  $i < j$  et que ce classement est constant. Dans ces conditions, avec une offre donnée, nous pouvons ainsi déterminer les prix internationaux des diverses catégories de lieux touristiques. Ces prix sont exogènes pour un lieu donné particulier. Du point de vue d'un « petit pays », il s'agit donc de décider dans quelle catégorie il convient de le classer afin de parvenir à une maximisation de son revenu, en

sachant toutefois que la décision ne modifiera pas le prix en question. Il s'agit ainsi de maximiser la fonction suivante :

$$R_i = \alpha_i \theta_i T_i S$$

Définissons à présent le problème dans la continuité, en supposant que  $\theta$  ne varie pas quand varie  $T$ . Dans ce cas là, nous avons sur le marché international  $Q_i = Q_j \forall (i, j)$ .

Et supposons par ailleurs que nous ayons une relation linéaire entre l'indice de qualité  $\alpha$  et l'indice de fréquentation  $T$  du type :

$$\alpha(T) = A - \beta T.$$

A partir de cela, nous pouvons écrire  $R = (AT - \beta T^2)S\theta$ , expression dont la maximisation requiert :

$$T^* = \frac{A}{2\beta}$$

Il s'agit là d'une condition de maximisation tout à fait similaire à celle observée par un monopoleur dont les coûts marginaux sont nuls. D'une manière plus détaillée, si nous définissons  $\varepsilon_{\alpha T} = -(\frac{d\alpha}{\alpha})/(\frac{dT}{T})$ , une faible valeur de  $T$  implique  $\varepsilon_{\alpha T} < 1$  et donc un avantage à laisser augmenter la fréquentation jusqu'à  $\varepsilon_{\alpha T} = 1$ . Le niveau optimal d'exploitation est donc ( $T^*$ ) qui se trouve sur un point intermédiaire entre l'interception horizontale de la fonction  $\alpha(T)$  et l'origine, ce qui correspond justement à  $\varepsilon_{\alpha T} = 1$ , comme on peut l'observer sur la figure (2). Des niveaux d'exploitation supérieurs à  $T^*$  impliquent  $\varepsilon_{\alpha T} > 1$ , ce qui réduit donc le revenu total.

En d'autres mots, il convient d'exploiter la ressource jusqu'à ce qu'interviennent des diminutions de prix, imputables à la situation de sur-fréquentation. Ces diminutions de prix font plus que compenser les effets d'une augmentation du nombre de touristes. Par conséquent, il est tout à fait possible que la sur-fréquentation entraîne aussi dans l'immédiat, pour la génération présente, des pertes de revenu résultant de l'exploitation touristique de la ressource.

## 5.2 - L'utilité sociale d'un choix conservatoire

D'une manière plus générale, le degré optimal de fréquentation, en l'occurrence celui qui maximise le revenu que l'on peut obtenir de la ressource, est d'autant plus bas que les touristes sont sensibles à la qualité. Pour évaluer les conséquences d'une

augmentation de l'aversion envers la fréquentation ou à la sur-fréquentation, d'une manière simple, nous pouvons encore nous fonder sur l'hypothèse que la relation entre l'indice de qualité et le degré de fréquentation demeure linéaire, même après le changement de préférence [de  $\alpha(T)$  à  $\alpha'(T)$ ].

Dès lors, différentes situations sont concevables. Supposons que le changement dans les préférences soit tel que nous ayons  $\alpha'(T) > \alpha(T) \forall T < T^*$ , et  $\alpha'(T) < \alpha(T) \forall T > T^*$ . Ce changement dans les préférences est représenté par la fonction  $\alpha'(T)$  dans la figure (2). Dans ce cas, bien que  $T^*$  ne représente plus le choix optimal de la nouvelle situation (tant que  $\varepsilon_{\alpha'T} |_{T^*} > 1$ ), ce niveau d'exploitation permet toutefois d'obtenir un revenu équivalent au cas précédent,  $R(T^*)$ .

Mais il ne s'agit là que d'une possibilité. Par exemple, considérons le cas  $\alpha'(T) > \alpha(T) \forall T < \tilde{T}$  et  $\alpha'(T) < \alpha(T) \forall T > \tilde{T}$ , avec  $\tilde{T} < T^*$  (cf : figure 3). A présent, le nouveau  $R'(T^*)$  est inférieur à  $R(T^*)$ , avec  $\theta$  invariable rapport à  $T$ , et  $R(T^*)/R'(T^*) = \alpha(T^*)/\alpha'(T^*)$ . Dans ces conditions, le revenu maximum correspond à  $T^0$ .

Si le degré d'exploitation  $T^*$  agit exclusivement sur la composante renouvelable de la ressource, il est alors possible d'ajuster la qualité de l'offre au changement des préférences, afin d'éviter ou du moins de limiter le déclin de la rentabilité associé au niveau qualitatif précédemment choisi.

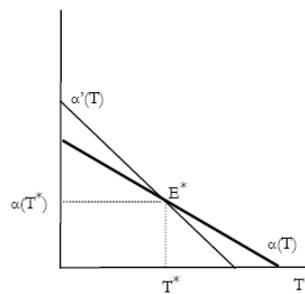


Figure 2

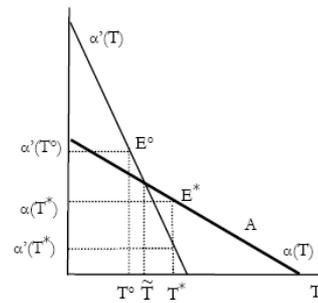


Figure 3

Différente est la situation dans laquelle l'exploitation de la ressource agit sur la composante non renouvelable. En effet, le choix  $T^*$  implique l'irréversibilité, avec pour conséquence que le changement de préférence peut conditionner négativement les perspectives des revenus des générations futures, dans le cas où justement  $R'(T^*) < R(T^*)$ . Ainsi, le problème du développement durable provient du fait que l'exploitation

touristique agit sur la composante non renouvelable de la ressource et que par ailleurs les préférences touristiques peuvent changer dans le temps en réduisant les rendements futurs du choix présent. Comme nous l'avons déjà noté, cette situation n'implique pas une absence complète de critère susceptible de pouvoir guider rationnellement le choix.

Le problème peut être en effet posé en utilisant l'approche classique de *Fisher et Krutilla* (1975), afin d'évaluer l'impact des investissements irréversibles en présence d'incertitude. Peu de modifications sont nécessaires pour définir de manière analogue notre cas spécifique. Supposons que la préférence présente soit définie par la fonction  $\alpha(T)$  et que par conséquent  $T^*$  soit le degré optimal d'exploitation. Supposons que, durant la deuxième période, les préférences puissent changer en faveur d'une ressource moins exploitée (passage de  $\alpha(T)$  à  $\alpha'(T)$ , avec une probabilité connue durant la première période équivalant à  $q$ ), et qu'elles puissent rester constantes par la suite avec une probabilité égale à  $1 - q$ . En outre, soit  $\varphi$  la diminution (ou l'augmentation) du revenu associée à  $T^*$  ( $T^0$ ) en présence d'un changement de préférence. En conséquence,  $R'(T^*) = R(T^*) - \varphi$ , et  $R'(T^0) = R(T^0) + \varphi$ . Supposons enfin qu'au début de la deuxième période, les opérateurs soient parfaitement informés de l'état des préférences et que nous puissions ainsi ajuster les décisions d'une manière appropriée. Les revenus totaux réalisés aujourd'hui à partir du choix  $T^*$  deviennent, en supposant  $r = 0$  pour simplifier :

$$R(T^*) + q[R(T^*) - \varphi] + (1-q) R(T^*),$$

Ceux réalisés à partir du choix  $T^0$  sont par ailleurs égaux à :

$$R(T^0) + q[R(T^0) + \varphi] + (1-q) R(T^*),$$

La condition par laquelle le choix  $T^*$  durant la première période est avantageux devient ainsi :

$$R(T^*) - R(T^0) > \frac{2q\varphi}{1+q}$$

Cependant, il ne suffit pas que l'on ait  $R(T^*) > R(T^0)$  pour choisir  $T^*$ . Le choix doit en effet tenir compte de la valeur de l'option basée sur le changement attendu dans les préférences des touristes. Comme cela a déjà été noté, la reconnaissance de l'existence d'une valeur d'option augmente d'une manière significative l'avantage relatif d'un choix optimal en faveur de la conservation de la ressource naturelle, précisément en présence d'une incertitude sur les choix des générations futures.

Naturellement, dans ce contexte, devient précieuse toute information sur les valeurs de  $q$  et de  $\varphi$  obtenue à travers des enquêtes d'opinion ou des études empiriques détaillées sur les préférences des touristes, sur la répartition de ces préférences par catégorie de revenu et sur les tendances dans le temps (cf : *McConnell*, 1976). D'une manière générale, deux considérations s'avèrent particulièrement significatives dans ce contexte :

1) Il est possible qu'avec l'augmentation des revenus, des niveaux de scolarité et donc de meilleures informations sur la valeur du capital naturel et aussi en présence d'une rareté globale croissante, les préférences changent en faveur des biens TRN (*McConnell*, 1976 ; *de Haan*, 1995 ; *Fisher*, 1981 ; *Stankey*, 1972). Quand s'affirme une telle tendance et qu'elle se révèle clairement, le choix optimal s'oriente vers une gestion conservatoire de la ressource naturelle, en conformité avec l'objectif du développement durable.

2) Il est probable qu'avec l'augmentation des revenus des touristes, leur consommation tendra à s'orienter vers des ressources mieux conservées. Cette tendance combinée avec la dynamique de l'offre qui peut être particulièrement soutenue, surtout pour des biens de qualité moyenne ou inférieure, peut entraîner des motifs supplémentaires en faveur d'un usage conservatoire de la ressource.

La responsabilité économique envers les générations futures ne peut que recommander une gestion prudente des ressources naturelles. Une faible pression sur l'environnement aujourd'hui peut certes imposer des sacrifices à la génération présente, mais néanmoins au profit de toutes les générations futures.

Le choix conservatoire se base alors sur des hypothèses réalistes concernant les préférences des consommateurs, sur leur répartition et sur leur tendance à long terme. A ces considérations, il convient d'ajouter des conjectures simples et rationnelles de nature *supply side* : l'offre de biens touristiques créés *ex-novo* croît dans le temps plus rapidement que celle des biens TRN qui peuvent même faire l'objet d'une décroissance. Ainsi, si une exploitation intense de la ressource amène le bien touristique à devenir un bien créé *ex-novo*, cela signifie que l'on entre sur un segment du marché caractérisé par une offre fortement croissante, avec une dynamique de prix probablement défavorable.

Ces raisonnements suggèrent, sous diverses conditions, qu'un choix optimal peut s'avérer « très conservatoire ». Mais cela ne signifie pas toutefois que le marché

effectuera spontanément une affectation optimale des ressources, notamment par référence aux ressources naturelles.

## **6 - CROISSANCE TOURISTIQUE ET DIFFICULTES D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE**

D'un point de vue général, *“the amenity services of the environment tend to enter directly the utility functions of the consumers, with no intervening production technology”*. Pour cela, *“perfect substitution (in consumption) is not possible, and loss of particular environment may matter, at least some”* (Fisher, 1980).

Parmi ceux pour lesquels, compte d'une manière fondamentale, la qualité environnementale figurent sans aucun doute les entreprises touristiques. Toutefois, cette incitation, évidente quand on considère le système dans sa totalité, risque d'être rationnellement ignorée par les petits entrepreneurs individuels. Ainsi, la réalité de la rareté du bien de haute qualité environnementale peut être temporairement dissimulée par les caractéristiques de la demande qui peuvent dépendre : 1) De la non-homothéticité des préférences ou également. 2) Des normes institutionnelles qui conduisent à une concentration de l'affluence durant les périodes des vacances, accentuant de cette façon le caractère saisonnier du tourisme.

Dans l'ensemble de ces cas, il est possible que le fonctionnement du marché conduise à des solutions non-optimales dans la courte période ou à des situations difficilement soutenables dans le long terme. A cet égard, il est possible de concevoir trois situations, sans vouloir pour autant traiter d'une manière exhaustive le thème de la « faillite du marché » (*market failure*) dans le cas du TRN et de la nécessité d'une régulation ou d'une intervention publique. Le but est ici bien limité : rendre compte de la variété de situations pouvant entraîner des conflits d'intérêt entre les générations présentes et les générations futures, notamment dans les cas des pays en développement et en transition. Dans ce but, nous allons nous référer à des situations qui mériteraient une attention plus systématique de la part de la littérature.

Ainsi, considérons le problème classique des externalités imputables à la présence de nombreux petits opérateurs. Supposons un moment que ces petits opérateurs soient

conscients de la nature et de l'orientation de la solution globale optimale. Supposons en outre, étant donné les préférences des consommateurs et les offres relatives de diverses catégories de biens touristiques, que les conditions du marché suggèrent une utilisation conservatoire de la ressource. Supposons enfin qu'existe un grand nombre de petits entrepreneurs et que chacun d'eux soit conscient du fait que la valeur de son produit dépend de la qualité de l'environnement. Un problème grave surgit néanmoins puisque chaque entrepreneur perçoit l'indice de la qualité globale comme une variable ne dépendant que, dans une mesure limitée, voire nulle, de son processus de décision. En conséquence, de tels entrepreneurs pourront rationnellement considérer que leur offre additionnelle pourra être vendue à des prix essentiellement invariables. Mais, de toute évidence, si un entrepreneur perçoit cette opportunité, le même comportement s'imposera aux autres entrepreneurs et, dans ces conditions, la somme de leurs investissements sera alors suffisante pour modifier la qualité globale de la ressource, déterminant ainsi une réduction généralisée des prix qui peut éventuellement s'ajouter à celle qui résulterait d'une simple augmentation de l'offre.

Tel est le problème principal. Le mécanisme profond qui agit, même en présence d'une pleine rationalité et d'une vision pertinente du problème de l'optimum, dissuade fréquemment les comportements individuels conservatoires. Des problèmes de ce type sont typiques de ce que l'on appelle la problématique des « biens communs » (*commons res communis*) (Fisher, 1981 ; Butler, 1991 ; Candela, 1996). Un résultat similaire peut se produire également dans le cas d'une propriété commune qui ne serait pas de type *open-access* mais où ferait défaut la solution coopérative entre les co-propriétaires.

En vérité, de multiples facteurs augmentent le risque que « *the end result of private sector led development is irreversible damage which ... also affects the consumer's welfare by reducing choice in future time periods and producers' [profits] in the long run* » (Buhalis et Fletcher, 1995).

Par ailleurs, certaines situations spécifiques peuvent rendre les choix présents insoutenables dans le long terme, même en l'absence d'un phénomène de « faillite du marché ». Des comportements de myopie, une forte dépréciation du futur, avec des taux d'actualisation élevés de la part des entrepreneurs, peuvent dans certaines circonstances conduire à une exploitation excessive de la ressource naturelle.

Un premier exemple peut se référer à la situation de non-homothéticité des préférences. Dans cette hypothèse, avec une croissance du revenu des consommateurs, les perspectives du marché pour un bien touristique de haute qualité environnementale s'améliorent d'une manière continue par rapport à un bien pour lequel l'exploitation de la ressource a été plus intense. Si cela est vrai, le bien touristique de qualité inférieure se trouve rejeté vers un segment du marché qui peut être beaucoup plus ample que celui qui existe pour l'autre type de bien. Dans ces conditions, la rareté du bien de haute qualité peut n'apparaître que d'une manière limitée dans une situation de demande saisonnière. Ainsi, le différentiel de prix entre les deux types de biens touristiques peut conduire les entrepreneurs « myopes » ou faiblement motivés par le futur à choisir le produit de qualité environnementale inférieure. Comme l'ont démontré plusieurs auteurs, le caractère fortement saisonnier des périodes de vacances peut représenter une cause fréquente de choix incompatible avec un développement durable (*De Haan, 1995*). Ainsi, s'expliquerait la tendance fréquemment observée dans plusieurs pays méditerranéens à une exploitation excessive des ressources naturelles du fait même de la brièveté des saisons touristiques (Italie, Espagne, Tunisie...). Il va de soi que ce phénomène saisonnier interfère d'une manière moins grave dans les pays tropicaux où les saisons sont moins marquées.

En outre, il convient d'ajouter à ces différentes analyses des considérations particulières sur le « cycle de vie des produits touristiques » (*Butler, 1980*). Dans le concept de « localisation touristique » de *Butler*, les opérateurs qui ont réussi à promouvoir une destination procèdent souvent à des évaluations excessivement optimistes des dépenses touristiques futures, en recourant à de simples projections linéaires des tendances passées. Dans la réalité, au fil du temps, les produits comme les destinations touristiques perdent souvent de leur capacité d'attraction, avec une demande qui semble souvent se conformer à la trajectoire d'un cycle de vie des produits.

## 7 - CONCLUSION

Le but de ce chapitre était d'analyser les avantages relatifs d'une spécialisation touristique dans une « petite économie » qui voudrait maximiser son taux de croissance dans le long terme, notamment en pratiquant une utilisation prudente et une gestion

conservatoire de la ressource naturelle, que ce soit dans le cadre d'une solution optimale statique ou dans les conditions d'un développement durable des flux de dépenses touristiques internationales.

L'ensemble des résultats révèle que la spécialisation touristique permet de bénéficier en général de perspectives économiques favorables, notamment dans l'hypothèse d'une spécialisation qui privilégie un produit basé sur une haute qualité environnementale. Néanmoins, les incitations à une exploitation excessive de la ressource naturelle sont nombreuses et puissantes et l'expérience montre qu'il est difficile de les neutraliser. En particulier, il est souvent ardu de définir des solutions « soutenables » tenant compte des générations futures, notamment en présence d'une incertitude sur les changements de préférences des touristes. Dans ce chapitre, nous n'avons pas abordé, d'une manière précise, les fonctions dévolues à l'Etat visant à réglementer et à préserver l'attractivité du secteur. N'ont été envisagés à cet égard que des critères d'une portée générale. Néanmoins, il convient de prendre conscience des réalités suivantes qui peuvent s'avérer d'une importance cruciale

1) L'exploitation touristique de la ressource attire de nombreuses catégories d'entrepreneurs et d'investisseurs. Certains investissements présentent des horizons temporels beaucoup plus éloignés que d'autres. Si un investisseur adopte un horizon temporel éloigné, son point de vue se rapprochera nécessairement de celui du planificateur social.

2) Dans une situation statique de marché, le rythme d'exploitation de la ressource en l'absence d'une intervention publique tend à devenir excessif (*Manning*, 1994). On doit noter que, dans le cas des figures 2 et 3, un marché non réglementé peut se trouver au point A plutôt qu'au point optimal  $T^*$ . Une fiscalisation du tourisme pourrait alors entraîner non seulement une réduction du degré d'exploitation de la ressource, mais en même temps une augmentation de la richesse globale<sup>4</sup>.

En définitive, par référence au TRN, il n'est pas surprenant qu'apparaisse souvent dans la littérature le point de vue suivant lequel une régulation performante doit

---

<sup>4</sup> Ce résultat, malgré un mécanisme différent, est analogue de celui qui concerne la maximisation du revenu issu de l'exploitation d'une ressource renouvelable (*Pearce et Turner*, 1990)

s'appuyer sur des contrôles énergiques du gouvernement central (*Butler, 1991 ; Manning, 1994*).

La situation réelle est d'autant plus cruciale que l'activité touristique au niveau mondial augmente très rapidement, avec des taux annuels prévisionnels de croissance de 4 % jusqu'en 2020. Dans ce contexte, la pression sur les ressources naturelles et l'environnement va connaître une forte aggravation, avec le renforcement du paradoxe suivant : plus les touristes sont attirés par les avantages naturels de certaines contrées, plus s'intensifient les externalités négatives à l'encontre des écosystèmes et des populations résidentes. D'un point de vue strictement économique, la rareté entraîne une élévation des prix des ressources naturelles par rapport aux autres biens. Dans ces conditions, *ceteris paribus* la spécialisation touristique serait de nature à améliorer les perspectives de croissance économique si elle restait fondée sur des ressources préservées et de haute qualité. Comme l'estime la littérature, les ressources naturelles entrent directement dans les fonctions d'utilités des touristes consommateurs, suscitant ainsi une relation étroite entre la qualité et la quantité de ces mêmes ressources. En présence d'une incertitude sur les préférences des générations futures, le choix économique optimal doit être nécessairement conservatoire, notamment quand l'exploitation implique des changements irréversibles dans la qualité des ressources naturelles (*Fisher et Krutilla, 1975 ; Pigliaru, 2002*). Ainsi, dans certaines circonstances, la solution de l'optimum social doit requérir une intervention publique (*Pigou, 1920 ; Palmer et Riera, 2003*).

Dès lors, un important problème demeure en suspens : comment concevoir une gestion soutenable et conservatoire de la ressource en imposant des sacrifices à la génération présente au nom du futur ? Le problème d'une compensation en faveur des générations présentes est particulièrement crucial dans les pays en développement, confrontés à la nécessité d'une élévation rapide des revenus, et mériterait une plus grande attention.

Comment susciter auprès des générations présentes la nécessaire prise de conscience qui permettra de mettre réellement le tourisme au service du développement durable ? Comment arbitrer entre les difficultés de l'équité intergénérationnelle et une éventuelle nécessité de compensation ?

# CHAPITRE V : LE TOURISME ET LES CONTRAINTES DU DEVELOPPEMENT LOCAL

---

## 1 - INTRODUCTION

Les retombées bénéfiques des essors et des spécialisations touristiques ne concernent souvent que des minorités. Malgré leurs fortes croissances quantitatives, les flux touristiques ne semblent contribuer que d'une manière accessoire au recul du chômage et de la pauvreté. Souvent même de multiples expériences montrent qu'ils peuvent aggraver les situations de rupture sociale et conduire à des situations de désindustrialisation (*Copeland, 1991*) voire d'appauvrissement (*Sahli et Nowak, 2005 ; Gooroochurn et Blake, 2004 ; Chi-Chur Chao et al., 2005*).

A l'égard de la problématique du développement local, l'essor et la spécialisation touristiques suggèrent les questions suivantes :

1. Comment évaluer les effets de liaison (*linkage effects*), de déperdition (*leakage effects*) et de multiplication qui résultent d'une croissance touristique ?
2. Comment stimuler les effets de liaison vertueux et réduire les obstacles à l'action de ces mêmes effets ?
3. Quelle place assigner au tourisme dans les politiques de développement local et régional ?

A ce sujet, de nombreux écrits et travaux sur les effets locaux du tourisme adoptent souvent un point de vue critique, estimant qu'une spécialisation dans cette activité risque d'accroître les inégalités sociales et les situations de marginalité. A ce sujet, on peut citer *J. K. Black (1986)* qui considère la République Dominicaine, pays fortement spécialisé dans le tourisme s'il en est, « comme un pays riche peuplé par des pauvres ». En effet, la situation de ce pays est caractéristique de certains effets pervers du phénomène touristique : constitution d'« enclaves », présence quasi-exclusive du capital étranger, forte consommation environnementale, régression de l'agriculture, effets limités

voire négatifs sur le développement local... Certains auteurs (*Britton*, 1982 ; *Rodenburg*, 1980 ; *Meyer*, 2006) estiment que la création et l'extension des enclaves touristiques détruisent les économies locales et symbolisent souvent « la richesse et les privilèges d'une population étrangère au milieu de la pauvreté indigène » (*Manning*, 1982). Mentionnons la description imagée de *Reid* (1992) qui compare les enclaves touristiques « à des camps de concentration de loisirs protégés par des clôtures infranchissables et des gardes armés... ».

*Freitag* (1994) considère que le modèle d'enclave touristique aboutit une situation socio-économique caractérisée par une surexploitation du travail à bon marché par des compagnies étrangères et des privilégiés locaux. Malgré les créations d'emplois, les populations sont affectées par une forte inflation sur les denrées vivrières, une élévation exorbitante des prix du foncier, entretenue par la spéculation, et en définitive une augmentation de la criminalité.

Il convient néanmoins tout en reconnaissant le bien-fondé de ces critiques d'en atténuer la sévérité :

1) Le tourisme est souvent utilisateur d'activités locales de commerce et de transport, ainsi que d'infrastructures et de ressources préexistantes. Dans ces conditions, le développement du tourisme peut comporter des coûts d'opportunité plus faibles que ceux des autres industries.

2) De nombreux endroits fortement attractifs (plages, montagnes, forêts, déserts...) n'ont aucune vocation à caractère agricole ou industriel et, dans ces conditions, la mise en valeur touristique est la seule possible.

3) Le tourisme à caractère culturel permet souvent la préservation de patrimoines architecturaux menacés de périliter.

4) Le tourisme se révèle souvent un créateur d'emploi providentiel dans des régions où l'artisanat et les industries traditionnelles sont en déclin et où disparaissent les opportunités de travailler.

Dans de nombreux pays, les gouvernements reconnaissent l'importance du tourisme, dans les stratégies de développement à long terme, en tant qu'exportateur de services, de créateur d'emplois et de pourvoyeur de devises étrangères. Le problème

central est alors de renforcer et d'intensifier les liens avec l'économie locale, dans le but d'intégrer l'activité touristique dans la dynamique d'un développement endogène.

Dans le but d'analyser les relations complexes entre le tourisme et la problématique du développement local, ce chapitre comportera les axes suivants :

- 1) Dans une section première, seront exposés un certain nombre de concepts clés en matière de développement local (effets de liaison, de déperdition et de multiplication).
- 2) Dans une section deuxième, sera proposée une typologie reformulée des effets de liaison au sein de l'économie locale, en tenant compte des impacts et des spécificités des activités touristiques.
- 3) Dans une section troisième, sera présentée une tentative de modélisation, en termes d'analyse d'équilibre général, d'une économie locale comportant trois secteurs, dont un secteur touristique en croissance et essentiellement contrôlé par des firmes multinationales. Cette modélisation mettra en évidence des risques d'effets pervers de la croissance touristique avec une aggravation possible du sous-emploi structurel et une pression sur les ressources de nature à compromettre le développement local.

## **2 - CONCEPTS CLES : EFFETS DE LIAISON, DE DEPERDITION ET DE MULTIPLICATION**

Le potentiel du tourisme en tant que facteur de développement local est souvent contesté car cette activité est fortement consommatrice de produits importés et n'exercerait que des effets de liaison limités sur les producteurs locaux. Tel est le cas des « enclaves touristiques », contrôlées par le capital étranger et les tour-opérateurs qui n'entretiennent que des rapports restreints avec la société locale, sauf sous la forme de créations d'emplois non qualifiés.

Dans ces conditions, comment faire en sorte que la dépense touristique soit davantage créatrice de demande à l'égard de l'économie locale ?

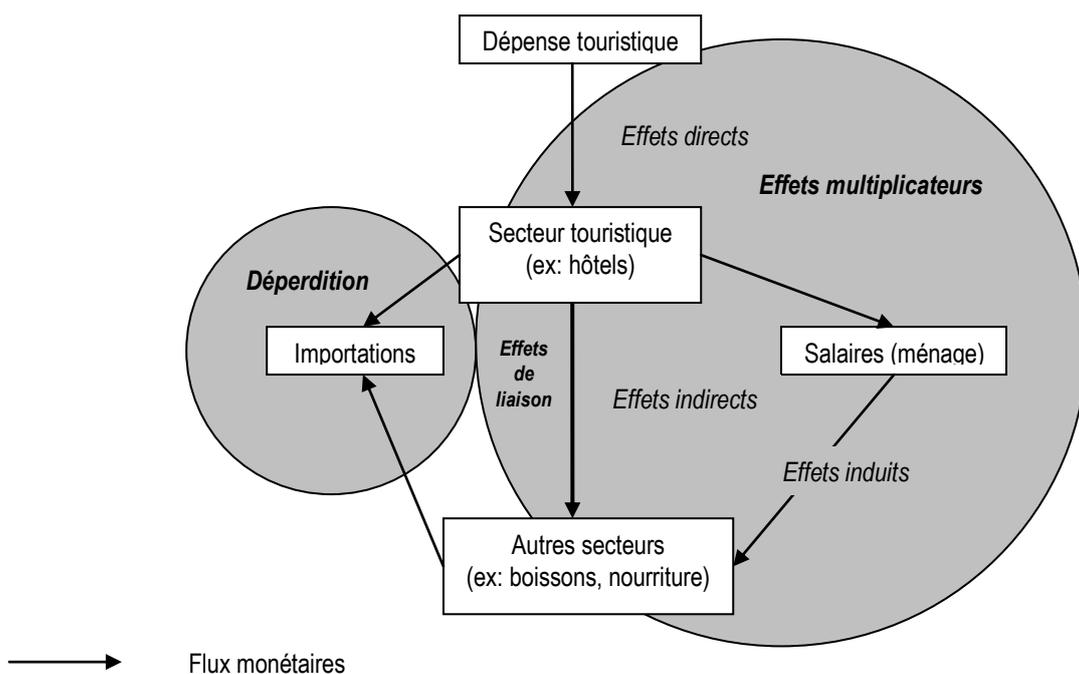
Il convient en premier lieu de mieux comprendre la problématique des effets et des retombées du tourisme en définissant une typologie des relations entre cette activité et le reste de l'économie.

## 2.1 - Effets directs, effets indirects et effets induits

D'une manière générale, on peut distinguer trois catégories d'effets découlant de l'activité touristique : les effets directs, indirects et induits.

- Les *effets directs* proviennent essentiellement des dépenses touristiques initiales (ex : les dépenses de logement et d'hébergement).
- Les *effets indirects* proviennent du secteur hôtelier qui acquiert des inputs ou des consommations intermédiaires sous forme de biens et de services auprès d'autres activités. Si ces inputs sont principalement importés, les flux monétaires seront alors canalisés vers l'étranger et il en résultera des déperditions.
- Les *effets induits* proviennent des revenus distribués localement par l'activité touristique (ex : salaires des employés, revenus des entreprises locales en rapport avec le tourisme).

**Figure 1 : Impacts et effets économiques du tourisme**

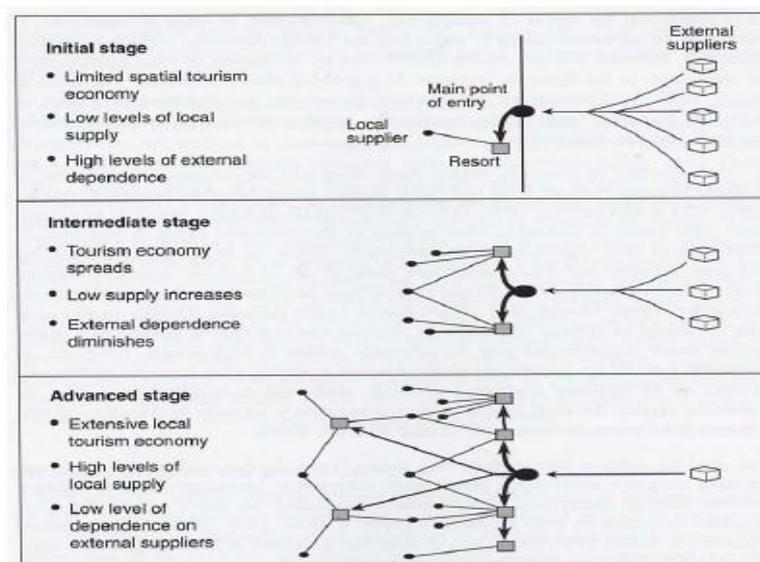


La réduction des fuites et des effets de déperdition et l'augmentation des effets indirects et induits devraient logiquement devenir une priorité pour les gouvernants des pays en développement qui valorisent la spécialisation touristique. Cependant, l'approche de la croissance touristique demeure essentiellement macro-économique, en se référant principalement aux arrivées et aux recettes en devises. Dans ce contexte, les organisations internationales (notamment le WTO/OMT et le WTTC) ne prennent en compte les retombées économiques réelles du tourisme que d'une manière accessoire.

## 2.2 - Les effets de liaison (*linkage effects*)

Nous voudrions à présent traiter notamment des « effets de liaison remontants » (*backward linkages*) de l'activité touristique. Dans la plupart des études, la prise en compte des effets de liaison se réfère aux importances relatives des consommations alimentaires importées ou domestiques destinées à l'activité touristique (*Pattullo, 1996*). Mais, d'une manière plus large, la prise en compte des effets de liaison remontants inclut les autres secteurs au niveau national ou régional, dans le but d'évaluer les effets de synergie interbranches. Dès lors, il apparaît opportun de réduire le contenu importé de la consommation touristique, par des substitutions d'importation émanant d'offeurs locaux. La figure 2 illustre, d'une manière théorique, comment une économie dépendante peut parvenir par des substitutions d'importation à créer des liens avec l'économie locale.

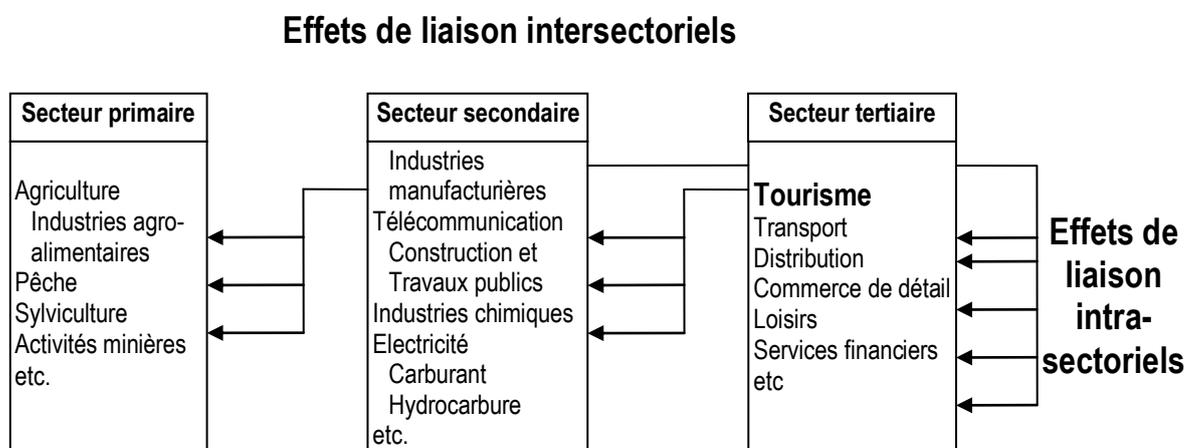
**Figure 2 : Substitutions d'importation avec des offreurs et des fournisseurs locaux**



Source : Kirsten et Rogerson (2002)

Dans ce contexte, il convient de distinguer les effets de liaison inter et intra-sectoriels. De nombreuses études centrées sur la thématique de la marginalité et de la pauvreté se réfèrent en effet principalement aux effets de liaison inter-sectoriels, notamment à l'égard du secteur informel. Néanmoins, les effets de liaison intra-sectoriels s'avèrent d'une importance cruciale pour stimuler une économie et éviter les situations de mono-production ou de mono-culture. La figure 3 montre des exemples de relations réelles ou potentielles entre le secteur touristique et les autres secteurs de l'économie.

*Figure 3 : Effets de liaison inter et intra-sectoriels*



### 2.3 - Les effets de déperdition (*leakage effects*)

De nombreuses études traitent de la forte dépendance de l'industrie touristique à l'égard des importations et donc des risques de fuite et de déperdition (ex : *Bélisle*, 1983 ; *Taylor et al.*, 1991, *Wilkinson*, 1987).

Ainsi, le terme de déperdition (*leakage*) est-il utilisé pour décrire le pourcentage d'une dépense touristique étrangère destinée à l'importation ou à l'exportation de profits, qui par conséquent échappent à l'économie locale du fait de l'implantation principale à l'étranger des intermédiaires et des tour-opérateurs . À ce sujet, on peut distinguer trois catégories de *leakages* :

- Les déperditions internes (*internal leakages*), c'est-à-dire les dépenses destinées aux importations que l'on peut estimer entre 40 et 50% de la dépense touristique totale dans la plupart des pays en développement et entre 10 à 20% dans les pays en développement le plus avancés et les plus diversifiés (*Diaz Benavides*, 2001).

Ces fuites sont particulièrement élevées quand les économies locales sont peu diversifiées ou ne produisent que des biens de qualité inférieure.

- Les déperditions externes (*external leakages*), c'est-à-dire la valeur ajoutée totale captée par les intermédiaires et les tour-opérateurs, mesurée par la différence entre les sommes acquittées dans les pays de départ et les sommes perçues dans les pays d'accueil. Malgré les difficultés d'estimation, ces sommes pourraient atteindre dans certains cas jusqu'à 75% (*Diaz Benavides, 2001*).
- Les déperditions invisibles (*invisible leakages*), c'est-à-dire les pertes réelles ou les coûts d'opportunité qui résultent des destructions de ressources naturelles ou de la détérioration de l'environnement. Il convient d'ajouter également à ces effets invisibles les pertes de recettes fiscales, les transactions sur les marchés parallèles des devises et les diverses opérations financières ou monétaires occultes.

L'importance de ces fuites et de ces déperditions varie d'une manière considérable selon les estimations. Ainsi, la Banque Mondiale considère que plus de 55% des recettes touristiques brutes des pays en développement reviennent, d'une manière ou d'une autre, vers les pays développés (*Frueh, 1988, cité par Boo, 1990*). Les fuites sont particulièrement importantes dans les petits pays et notamment dans les économies insulaires où le tourisme représente la principale activité d'exportation, comme le montre le tableau ci-dessous :

**Tableau 1 : Déperdition dans la dépense touristique brute (1972-1991) (%)**

Bahamas	(1994)	90	Aruba	(1980)	41,4
Maurice	(1965)	90	Hong Kong	(1973)	41
Seychelles	(1973)	60	Jamaïque	(1991)	40
Fidji	(1979)	56	Iles Vierges	(1979)	35,9
Ile Cook	(1979)	50	Sri Lanka	(1990)	29
St. Lucie	(1978)	44,8	Antigua	(1978)	25,2

Source : Smith and Jenner (1992) et varii WTO reports

Selon *Pattullo* (1996), les déperditions sont en moyenne de 70 % dans la Région Caraïbe. En outre, pour d'autres pays, on arrive à des estimations comparables, voire

souvent plus importantes. Ainsi, dans le cas de la Gambie, *Dieke* (1993) parvient à un chiffre de 77 % pour les opérations dites de « *charters* », en combinant des effets internes et des effets externes. Par ailleurs, une étude publiée en 1978 par *Economic and Social Commission for Asia and the Pacific* cite des taux de déperdition allant de 75 à 78% quand la compagnie de transport aérien et les hôtels appartiennent à des intérêts étrangers. Une autre étude reprise par *Madeley* (1996) retient des taux compris entre 55 et 60% dans le cas d'une compagnie de transport aérien étrangère mais avec des hôtels à propriété locale. Dans l'ensemble, ces études établissent l'importance de la propriété locale dans l'établissement d'effets de liaison entre l'activité touristique et les autres secteurs productifs.

Certains pays ont cependant tenté de réduire les effets de fuite par un renforcement des liens entre le tourisme et les autres secteurs, notamment l'agriculture. Ainsi, la Jamaïque a pu réduire à 37 % en 1994 le taux de déperdition, résultat tout à fait satisfaisant et inhabituel dans la région (*Pattullo*, 1996). Cependant, *Karagiannis* (2004) considère que la situation n'est pas uniforme dans la Caraïbe et que certains pays présentent des taux de déperdition relativement faibles tels que Trinidad et Tobago (22%), St Vincent et les Grenadines (33%).

Néanmoins, *Karagiannis* observe une dépendance tendancielle croissante dans l'ensemble de la Caraïbe à l'égard des importations, avec des taux de déperdition allant de 45% à la Dominique jusqu'à 90% aux Bahamas, avec une valeur moyenne comprise entre 50 et 60% dans l'ensemble de la région (*Ramjee Singh*, 2002-2003).

Le contenu importé de l'industrie touristique dans les Caraïbes est exceptionnellement élevé, quand on le compare à d'autres pays à spécialisation touristique, tels que la Nouvelle Zélande (11%), les Philippines (20%), le Kenya (20%), la Corée du Sud (22%) et la Thaïlande (24%).

Cependant, globalement, selon une estimation de la Banque Mondiale (2004), environ 55 % des recettes touristiques perçues par les pays en développement sont en définitives détournées vers l'extérieur.

Les données statistiques disponibles et les travaux de recherche démontrent que les contenus importés et la taille du multiplicateur touristique entretiennent une relation inverse, les pays avec des taux de déperdition élevés n'entretenant que de faibles effets multiplicateurs et des effets induits limités de la dépense touristique.

Il existe plusieurs facteurs explicatifs concernant les effets de déperdition :

- 1) Les petites économies insulaires sont fonctionnellement dépendantes des importations, avec de faibles capacités de production de biens et de services. Cependant, les pays d'une dimension géographique et démographique plus importante ne sont pas directement confrontés à des contraintes de ressources et parviennent donc à développer des effets de liaison intersectoriels plus importants entre le tourisme et le reste de l'économie locale.
- 2) Des infrastructures développées et diversifiées sont de nature à améliorer les possibilités de production des industries locales, favorisant ainsi les effets de liaison intersectoriels à l'intérieur de l'économie et la compétitivité des productions locales vis-à-vis des importations (*Karagiannis, 2004*).
- 3) Les politiques économiques dans de nombreux pays ont encouragé, d'une manière systématique, la spécialisation touristique en négligeant ainsi l'agriculture locale et les industries de transformation. Souvent les activités productives locales se trouvent alors pénalisées par une pénurie de ressources (terrains, main-d'œuvre, infrastructures...), victimes d'effets d'éviction consécutifs à la croissance du secteur touristique. Dans ces conditions, les activités d'import-substitution ne peuvent plus se développer d'une manière réellement compétitive (*Karagiannis, 2004*).

#### **2.4 - Les effets multiplicateurs**

L'évaluation des effets multiplicateurs tente de mesurer les retombées que la croissance touristique peut engendrer à l'égard d'un développement réel et durable dans les pays et les régions d'accueil. Selon *Pearce (1989)*, les multiplicateurs mesurent le degré d'« infiltration » de la dépense touristique à travers l'économie et sa capacité à stimuler les autres secteurs. Les multiplicateurs les plus fréquemment utilisés sont les suivants :

- 1) Les multiplicateurs de ventes et de productions (*sales and outputs multipliers*) représentent une évaluation de l'activité additionnelle engendrée dans l'ensemble de l'économie. Les multiplicateurs de ventes se réfèrent aux marchés, c'est-à-dire au volume et à la valeur des ventes, tandis que les multiplicateurs de production se réfèrent aux variations des niveaux réels de production.

- 2) Les multiplicateurs revenu (*income multipliers*) mesurent les revenus additionnels (salaires, traitements, loyers, intérêts, profits...) qui apparaissent dans l'économie à la suite d'une augmentation de la dépense touristique.
- 3) Les multiplicateurs emploi (*employment multipliers*) mesurent les retombées directes et indirectes engendrées par la dépense touristique additionnelle, exprimées souvent par le ratio entre les créations indirectes ou induites et les créations directes d'emplois.

Les multiplicateurs touristiques connaissent des variations internationales considérables, en fonction de la nature et des structures de dépenses touristiques dans les pays d'accueil. Les dimensions économiques géographiques ou démographiques des pays peuvent expliquer partiellement ces différences. En général, les grands pays disposent de multiplicateurs élevés par rapport aux petits pays, notamment les petits pays insulaires. Le tableau 2 ci-après présente des évaluations des multiplicateurs revenu dans un ensemble de 28 pays en développement.

**Tableau 2 : Multiplicateurs revenu de la dépense touristique**

Kiribati	0,37	Bermudes	1,03 - 1,09
Samoa de l'ouest	0,39 - 0,66	Chypre	1,14
Tonga	0,42	Mexique	1,19
Vanuatu	0,56 - 0,80	République Dominicaine	1,20
Iles Vierges	0,58	Vietnam	1,21
Islande	0,64	Egypte	1,23
Iles Caymans	0,65	Tunisie	1,25
Fidji	0,69 - 0,72	Jamaïque	1,23 - 1,27
Bahamas	0,78 - 0,79	Pérou	1,31
Philippines	0,82	Sri Lanka	1,59
Antigua	0,88	Thaïlande	1,59
Maurice	0,96	Irlande	1,72
Hong Kong	0,87 - 1,02	Angleterre	1,73
Seychelles	0,88 - 1,03	Turquie	1,96

Source: Fletcher (1989); Archer (1989); varii WTO reports

Ces résultats montrent des effets multiplicateurs supérieurs à 1 dans la plupart des grands pays. Au contraire, dans les petits pays et notamment les pays insulaires prévalent généralement des valeurs inférieures à l'unité, ce qui reflète des risques d'effets pervers sur l'emploi local.

Concernant les effets multiplicateurs en matière d'emploi, on ne dispose que de données restreintes, si l'on excepte quelques économies insulaires de la Caraïbe à forte spécialisation touristique où le secteur représente d'une manière directe de 35 à 50 % de l'emploi global (*Karagiannis, 2004*).

En outre, le tourisme est souvent critiqué car les emplois créés ne sont pas considérés comme de réels emplois par de nombreux auteurs. En effet, les emplois touristiques représentent dans leur immense majorité des occupations à faible qualification et à temps partiel ou saisonnier, avec une prédominance des bas salaires et de l'emploi féminin. Dans ces conditions, les auteurs considèrent que les effets multiplicateurs réels du tourisme sont souvent surestimés et que de surcroît le tourisme de masse requiert souvent des investissements coûteux, conduisant ainsi à une forte dépendance vis-à-vis l'étranger pour l'obtention de capitaux, de qualifications et de personnels de management (*Bryden, 1973 ; Muller, 1984 ; Oestreich, 1977 ; Pavaskar, 1987 ; Oppermann & Chon, 1997*).

En conséquence, à partir de la prise en compte des effets multiplicateurs, on considère souvent que le tourisme ne représente pas nécessairement un facteur actif de développement régional ou local dans les pays en développement ou en transition (*Oppermann & Chon, 1977*).

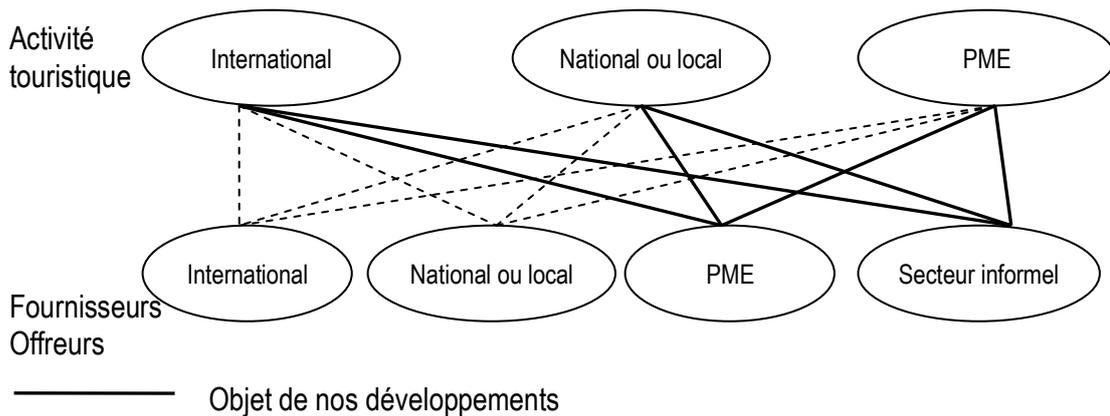
### **3 - REFORMULATION D'UNE TYPOLOGIE DES EFFETS DE LIAISON**

Nous voudrions à présent traiter des effets de liaison entre, d'une part, le tourisme international et le secteur hôtelier et, d'autre part, l'économie locale principalement par référence aux petites et moyennes entreprises (PME), aux micro-entreprises et au secteur informel. Il s'agit d'éléments hautement stratégiques dans la perspective du développement social et de la lutte contre la pauvreté.

### 3.1 - Pénétration des dépenses touristiques dans l'économie locale

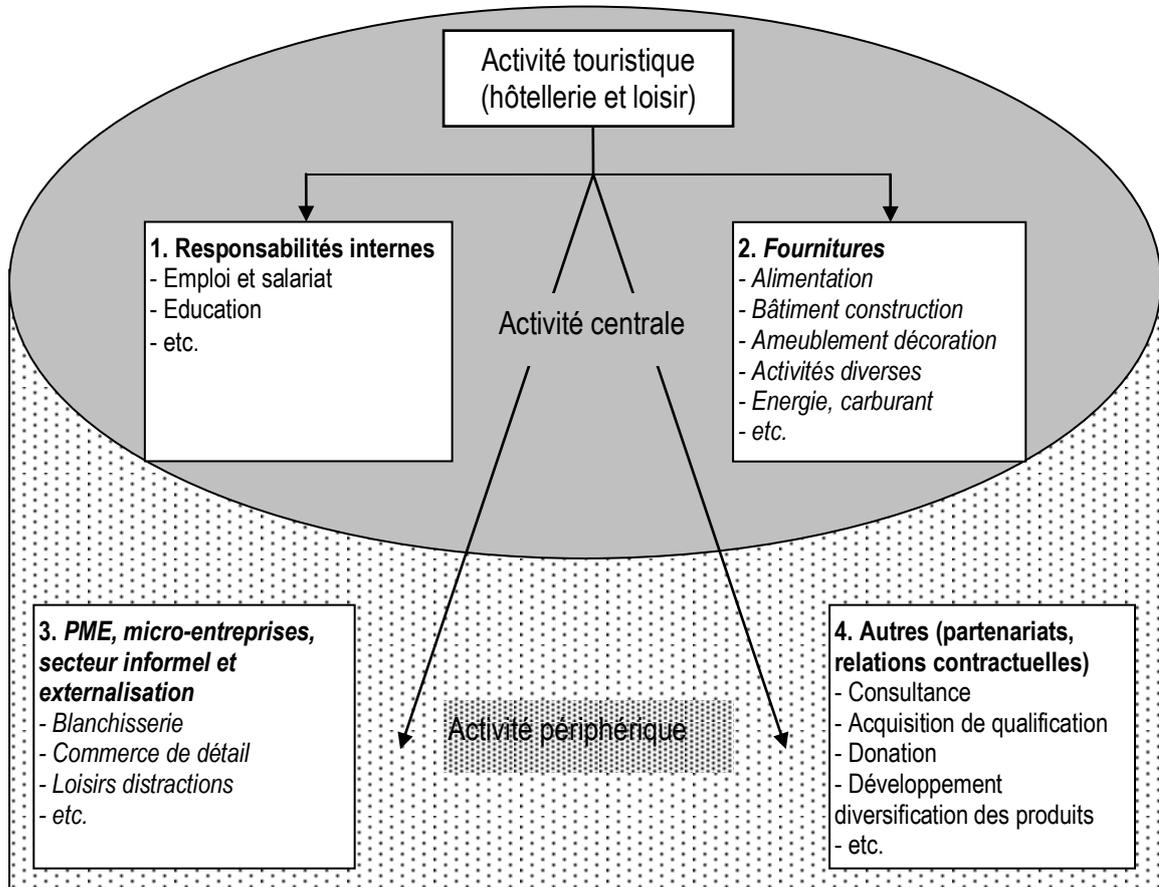
Les figures 4 et 5 présentent, d'une manière stylisée, les canaux de diffusion et d'infiltration de la dépense touristique, ainsi que les effets de liaison potentiels au sein des économies locales.

*Figure 4 : Effet de liaison de l'activité touristique*



Généralement, l'activité touristique au sens large se fonde sur de multiples activités qui vont bien au-delà de la seule fourniture d'hébergements et de loisirs. De ce fait, et même dans le cas d'un tourisme international contrôlé par des intérêts étrangers, on ne peut contester l'existence d'effets de liaison plus ou moins importants en matière de création d'emplois et de distribution de revenus. A cet égard, il convient de prendre en compte les retombées réelles du tourisme à l'égard des PME et du vaste secteur informel qui assure souvent la subsistance de plus de 50% des populations. En complément de la figure précédente, la figure 5 recense des effets potentiels de liaison entre l'activité touristique stricte (hôtel et loisirs) et un ensemble d'activités locales.

**Figure 5 : Effets de liaison potentiels entre l'activité touristique et les économies locales**



*Les analyses qui suivent sont centrées sur les rubriques en italique*

Après avoir sommairement défini les responsabilités internes de l'activité touristique, nous voudrions ensuite, dans le cadre de ce paragraphe, nous référer à deux réalités particulièrement cruciales :

- Les relations entre l'activité touristique et l'agriculture
- L'impact de la croissance touristique à l'égard des PME, des micro-entreprises et du secteur informel.

### **3.2 - Responsabilités internes de l'activité touristique**

L'activité touristique exerce des responsabilités, en premier lieu, à l'égard de ses employés : conditions de travail ; rémunération ; formation et développement des équipes ; avantages annexes telles que dépenses de santé ; gratifications...

Le *Bureau International du Travail (BIT/ILO, 2001)* estime que le secteur touristique produirait de 3 à 4 % du PIB mondial, en employant approximativement 3 % de la force mondiale de travail. En prenant en compte les effets directs et indirects de l'activité selon le *WTTC 2000*, l'économie liée au tourisme d'une manière ou d'une autre produirait 11 % du PIB mondial, en employant plus de 8 % de la force mondiale de travail.

Sans nul doute, le tourisme emploie un nombre considérable de travailleurs dans les conditions suivantes selon le *BIT (2001)* :

- Des salaires, en général, au minimum inférieur de 20 % à ceux versés dans les autres secteurs.
- Une proportion élevée de travailleurs non qualifiés ou à temps partiel
- Une force de travail très jeune (avec plus de 50 % des employés âgés de moins de 25 ans).
- Une forte proportion d'emplois féminins (plus de 70 %)

Par ailleurs, le marché du travail touristique dans les pays en développement concerne un pourcentage élevé de travailleurs migrants, particulièrement vulnérables en matière de salaire, de qualification et d'expérience. Mentionnons notamment l'exemple navrant du travail de l'exploitation des enfants sous diverses formes.

En outre, le secteur touristique est caractérisé par un grand nombre de difficultés et de pénibilités : un roulement rapide des équipes de travail, des horaires irréguliers, de faibles taux de syndicalisation (moins de 10 %) et une intense pression sur les ressources humaines. Mentionnons notamment les actions antisyndicales menées par certaines entreprises multinationales et également le recours fréquent à la sous-traitance, aux franchises et aux contrats de gestion qui permettent d'affaiblir et de fragmenter les unités partenaires dans le cadre du dialogue social.

Selon le *BIT (2001)*, la diffusion des technologies d'information rend les entreprises touristiques susceptibles de gérer avec efficacité une clientèle plus diversifiée. Mais, cette technologie n'est pas équitablement accessible. Tandis que les firmes multinationales améliorent l'étendu et l'efficacité de leurs opérations par des fusions, des accords de *franchising* et des relations croissantes avec le transport aérien, l'hôtellerie et les agences de voyages, les entreprises indépendantes sont souvent laissées pour compte.

Cette réalité est particulièrement cruciale, selon le *BIT*, à l'égard des PME qui représente le principal créateur d'emploi dans cette branche.

La prise en compte de ces réalités doit inspirer la conduite des politiques en matière de gestion et de développement du tourisme. On peut, à cet égard, citer l'existence de nombreux travaux qui suggèrent des actions opérationnelles.

### 3.3 - Les relations entre l'activité touristique et l'agriculture

En moyenne, par référence aux relations intersectorielles, on peut estimer qu'approximativement 30 % des dépenses touristiques totales sont destinées à l'alimentation et aux boissons, donc à l'agriculture et à l'industrie agro-alimentaire. Cependant, les études de terrain aboutissent à des résultats contradictoires sur la réalité des complémentarités entre le tourisme et les agricultures locales. Certains auteurs considèrent, en effet, que le tourisme aboutit souvent à une demande accrue d'importations étrangères, notamment en matière d'alimentation, au détriment de l'agriculture locale et des avoirs en devises étrangères.

Sans vouloir être exhaustif, le tableau suivant recense les travaux appliqués de plusieurs auteurs sur les impacts du tourisme vis-à-vis de l'agriculture.

**Tableau 3 : Les impacts positifs et négatifs du tourisme sur l'agriculture**

<b>I. Impacts négatifs du tourisme sur l'agriculture</b>	<b>II. Impacts positifs du tourisme sur l'agriculture</b>
- Concurrence pour l'accès aux terres et aux ressources foncières ( <i>Bryden, 1973; Dieke, 1993; Pi-Sunyer, 1973</i> ),	- Stimulation du développement agricole ( <i>Bélise, 1984a; Cox, Fox and Bowen, 1995; Tefler et Wall, 1996</i> );
- Inflation des prix des terrains et du foncier ( <i>Bélisle, 1984a ; Greenwood, 1972</i> );	- Rentabilité accrue des productions agricoles et vivrières ;
- Concurrence pour l'accès aux ressources en travail ( <i>Cater, 1987; FAO/ECE, 1982; O'Ferral, 1991; Parsons, 1985; Wilkinson, 1989</i> );	- Création de nouveaux marchés réels ou potentiels ;
- Augmentation des importations étrangères	- Augmentation des revenus des paysans et des exploitants ( <i>Hermans, 1981; Stott, 1980</i> ).

---

et effets de déperdition vers l'extérieur

(*Bélisle*, 1983; *Dieke*, 1993; *Momsen*, 1996; *Taylor*, 1991);

- Augmentation de la consommation de biens alimentaires importés (*Gomes*, 1993; *Ryan*, 1991);

- Inflation des prix des aliments et des denrées vivrières (*Bélisle*, 1984a ; *Bélisle et Hoy*, 1980);

- Changements dans la nature et la composition des récoltes et des productions (*Adams*, 1992; *Greenwood*, 1972);

- Déclin des productions agricoles (*McElroy et Albuquerque*, 1990; *Monk et Alexander*, 1986; *Rodenburg*, 1980);

- Surexploitation et détérioration des ressources naturelles (*West et Brechin*, 1991);

- Répartition perverse et régressive des bénéfices et retombées de l'activité touristique (*Harrison*, 1992; *Mathieson and Wall*, 1982; *Mendonsa*, 1993; *Smith and Eadington*, 1992).

---

Source : D. Meyer, 2003

*Freitag* (1994) affirme que, généralement, la croissance touristique n'exerce que des effets limités sur l'agriculture, l'artisanat ou le secteur informel. Ce même auteur estime que la faible articulation entre l'industrie touristique et les secteurs économiques traditionnels disqualifie cette activité en tant que facteur stratégique pour le développement, que ce soit au niveau national ou au niveau local et régional.

Plus grave, le tourisme entre souvent en concurrence avec les autres secteurs. Selon *Bryden* (1973), la croissance touristique intervient souvent au détriment des autres secteurs par des effets d'éviction (*crowding out effects*) à l'égard des ressources foncières, des capitaux domestiques et du travail, en incluant notamment la main d'œuvre peu qualifiée. Par ailleurs, *Long* (1992) considère de nombreux exemples de spécialisation touristique sur les régions côtières qui entraînent des situations inflationnistes et un détournement de ressources, notamment en eau, aux dépens de l'agriculture (cas de pays méditerranéens tels que la Tunisie). Enfin, *McTaggart* (1988) a observé des situations semblables en Indonésie et en Thaïlande, avec d'évidentes contradictions entre l'essor touristique et un développement local équilibré.

Selon *Hermans* (1981), le tourisme peut entraîner des hausses de salaires excessives pour la compétitivité et attirer des travailleurs en provenance d'autres secteurs, notamment de l'agriculture qui ne bénéficie en effet que d'un faible prestige social. Une telle opinion est confirmée par *Weaver* (1988), selon lequel le déclin de l'agriculture dans les Caraïbes et certaines îles du Pacifique et de l'Océan Indien peut être attribué largement à l'émergence dominante du tourisme qui a provoqué des transferts de capitaux locaux et étrangers au préjudice de l'agriculture. Ces retombées négatives sont souvent aggravées par des effets de démonstration qui favorisent les importations de biens de consommation, notamment alimentaires, les résidents locaux souhaitant aligner leurs consommations sur celle des touristes.

Cependant, à l'opposé de ces analyses critiques, *Latimer* (1985) considère que de nombreux emplacements touristiques (cas du Mexique et de Bali) ont été choisis précisément à cause de leurs faibles potentiels agricoles, ce qui implique de faibles coûts d'opportunité en faveur du tourisme, puisqu'il n'existe aucune autre réelle possibilité en matière de développement. D'une manière similaire, *Bowen, Cox et Fox* (1991) pensent qu'il apparaît toujours des complémentarités sectorielles positives, même si le tourisme contribue à renchérir les coûts de production, puisque les paysans et les exploitants peuvent bénéficier de revenus plus élevés et d'infrastructures nouvelles. En citant l'exemple de Hawaï, le tourisme, selon eux, a conduit à un élargissement des marchés locaux et a encouragé des productions de biens et de services à haute valeur ajoutée dans l'ensemble des activités, particulièrement dans l'agriculture et l'artisanat. Toujours selon *Bowen, Cox et Fox* (1991), les impacts régionaux dépendent de la disponibilité des

ressources et de leur gestion par les gouvernements ou les autorités locales. D'une manière similaire, *Hermans* (1981) cite l'exemple de Cambrils en Catalogne, région dans laquelle le tourisme a contribué d'une manière significative à l'essor et à la commercialisation des productions agricoles à des prix particulièrement rémunérateurs pour les paysans.

Néanmoins, les opinions de nombreux experts convergent pour affirmer que, dans le contexte des pays en voie de développement, les effets de liaison entre le tourisme et les autres secteurs, qu'il s'agisse de l'agriculture ou de l'industrie manufacturière, demeurent limités et qu'il conviendrait de les intensifier (*Miller*, 1985 ; *Organization of American States*, 1984). L'activité touristique doit donc être mieux intégrée dans les économies agricoles locales, afin de contribuer réellement au développement et à la création d'emplois stables et réels.

### **3.3 - Les relations entre l'activité touristique et le développement des PME, des micro-entreprises et du secteur informel.**

Les PME, les micro-entreprises et le secteur informel représentent les principaux créateurs d'emploi dans les pays en développement. Leur fonction dans l'ajustement social est maintenant unanimement reconnue par les économistes de développement. L'impact ambigu voire négatif, du tourisme, notamment du « tourisme d'enclave » (*enclave tourism*) (*Freitag*, 1994), qualifié également avec pertinence par *Weaver* de « *plantation tourism landscape* » provient de l'absence ou de la précarité des liens entre cette activité et l'économie locale.

Depuis plusieurs années, s'est imposée l'idée de nouveaux modèles de développement touristique axés sur la promotion des économies locales. A cet égard, le secteur informel fait désormais l'objet d'une attention particulière dans le cas des pays asiatiques (*Britton*, 1982 ; *Wahnschafft*, 1982 ; *Timothy et Wall*, 1995). Ce secteur, en effet, malgré son importance socio-économique, est souvent marginalisé et de nombreux facteurs institutionnels limitent ses possibilités d'intégration et de croissance (*Shah et Gupta*, 2000 ; *De Soto*, 2005). Par ailleurs, le renforcement des liens avec les PME, par l'externalisation ou la sous-traitance, représente une autre possibilité significative de renforcement des effets induits du tourisme.

### **A) Les relations avec les PME**

L'externalisation consiste à confier à des entreprises locales des services qui ne figurent pas dans les activités centrales de l'industrie touristique. Cela requiert souvent l'utilisation de capacités et de qualifications disponibles dans de multiples PME locales. L'expérience montre d'ailleurs que la compétitivité touristique d'un pays dépend fréquemment de ces possibilités d'externalisation (*Robinson et al.*, 1988 ; *Reznik*, 2000).

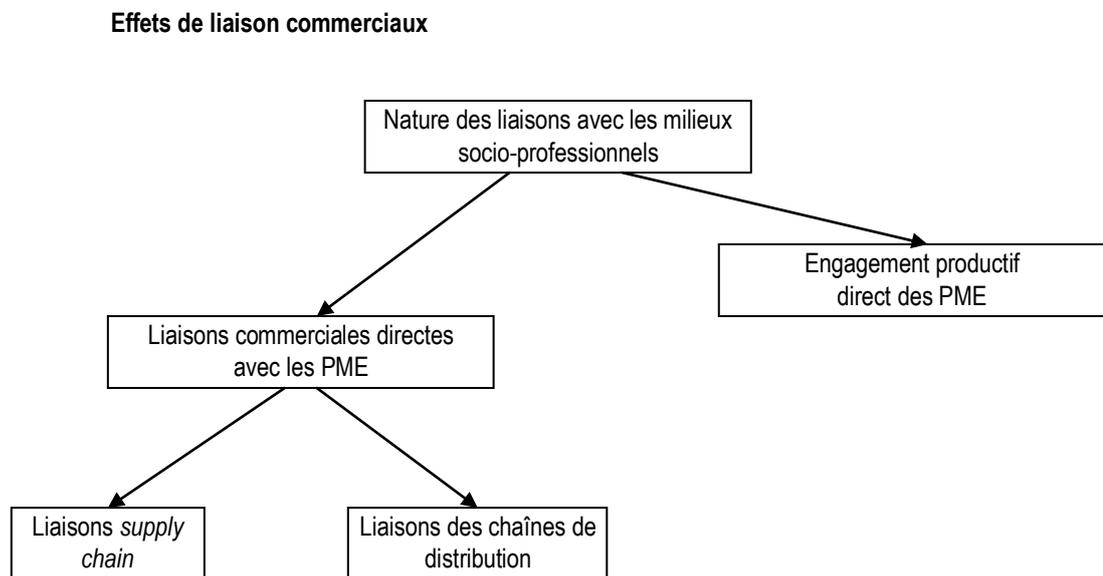
De nombreux auteurs estiment que les objectifs de croissance dans les pays en développement sont souvent mieux assurés par l'essor des PME, principaux investisseurs locaux, plutôt que par la pénétration des firmes transnationales (*Rodenburg*, 1980 ; *Dahles*, 1994 ; *Wanhill*, 2000 ; *Kirsten et Rogerson*, 2002). Il apparaît en effet que, loin de contribuer au développement local, une présence importante de firmes transnationales réduit fortement les potentiels touristiques, ainsi que les avantages financiers réels de l'activité (*Brohman*, 1996).

Le développement des PME et l'affirmation d'un entrepreneuriat sont des éléments essentiels permettant d'accroître la contribution du tourisme au développement local. Selon *Deloitte* (2004), un engagement accru des PME peut conduire à l'obtention de nombreux avantages pour l'ensemble du secteur touristique : réduction des coûts, élargissement du marché, amélioration de la qualité des produits, meilleurs respects de l'environnement, diversification des productions, plus grande implication des pouvoirs et des intérêts locaux...

La figure 6 illustre, d'une manière synthétique, l'approche adoptée par *Deloitte*. Par référence au tourisme, deux éléments sont d'une particulière importance :

- 1) Les liens commerciaux directs en termes de *supply chain* avec les PME ;
- 2) Un engagement productif direct plus global des PME.

Néanmoins, les chaînes de distribution sont souvent peu importantes, étant donné que les produits touristiques visent principalement des visiteurs internationaux et se trouvent souvent disponibles principalement dans les pays d'origine.

**Figure 6 : Effets de liaison et engagement des PME**

Source : Deloitte 2004

Selon l'étude de *Deloitte* (2004), l'implication des PME se heurte souvent à des contraintes insurmontables : précarité des économies locales ; marginalisation des PME et surtout du secteur informel ; accès difficile aux crédits et aux moyens de financement ; qualité défectueuse des productions ; contraintes logistiques ; normes de travail ; normes environnementales ; accès difficile au marché de l'information... On comprend dans ces conditions les faibles retombées de la croissance touristique sur les économies locales, avec des recettes et des revenus principalement captés par les firmes transnationales.

Cette perception pessimiste est néanmoins souvent démentie par certaines situations qui témoignent de réactions opportunes d'entrepreneurs et d'artisans locaux. On peut, à cet égard, citer les travaux de *Freitag* (1994) sur la République Dominicaine, de *Shaw* (1999) sur Bali, de *Din* (1992) sur la Malaisie, *Alila et McCormick* (1999) sur le Kenya... Il apparaît alors que l'externalisation de certaines demandes liées à l'activité touristique exerce des effets d'entraînement sur le reste de l'économie, avec notamment une diversification des marchés.

Globalement, les résultats des études sur les impacts socio-économiques du tourisme à l'égard des PME semblent ainsi très contradictoires. Néanmoins, il est indéniable que le « tourisme d'enclave » ne comporte que des effets d'entraînement

limités, par référence de développement local, même s'il peut contribuer à la résorption des déséquilibres macro-économiques affectant les pays concernés (*Shaw, 1999*). Le phénomène des enclaves touristiques est au demeurant souvent perçu comme une source d'exploitation, de nature à provoquer de vifs ressentiments au sein des populations « indigènes ».

### **B) Les relations avec le secteur informel**

Le terme de secteur informel dérive originellement des travaux de *Hart (1973)* et de ceux du *BIT (1972)* qui les premiers ont utilisé cette expression pour rendre compte de la dualité des systèmes économiques en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, caractérisée par une polarisation entre des activités « formelles » et des activités « informelles ».

D'une manière large, le secteur informel représente l'ensemble des activités qui ne sont pas soumises à une régulation institutionnelle et qui échappent donc un environnement légal et social qui s'impose aux autres activités (*Castells and Portes, 1989*).

L'économie formelle est caractérisée par des barrières à l'entrée, le recours à des ressources importées, une protection légale de la propriété, des opérations de grande échelle, une forte intensité capitalistique, une technologie généralement étrangère, des compétences et des savoir-faire acquis, des marchés protégés par des tarifs, par des quotas et des licences... (*ILO, 1972*). A contrario, le secteur informel se fonde sur l'absence de barrières à l'entrée, le recours à des ressources locales, voire « indigènes », une propriété familiale souvent sans titre, des opérations à de petites échelles, une prédominance des micro-entreprises, une forte intensité en travail, des compétences acquises sur le tas, en dehors du salariat, des occupations à temps partiel, des marchés compétitifs et sans régulation.

Réalité significative pour le tourisme, le secteur informel est capable d'absorber un grand nombre de travailleurs non qualifiés et de contribuer ainsi au développement économique (*Griffith, 1987 ; Thomas, 1992 ; Tokman, 1978*).

Selon *Trager (1987)*, trois phénomènes doivent faire l'objet d'une attention particulière :

- 1) L'hétérogénéité du secteur informel ;

2) Les relations avec les autres secteurs sur la base d'effets de liaison vers l'amont et vers l'aval (*both backward and forward linkages*) ;

3) Les effets des politiques de régulation, les gouvernements aidant en priorité le secteur formel, en matière de localisations productives, d'accès au financement, de subventions, de protection tarifaire...

Il apparaît, comme l'estime avec pertinence *Tokman* (1978) que les gouvernements ont eu très souvent une perception négative du secteur informel et qu'ils ont essayé de le contrôler, voire de l'éliminer, afin de décourager les migrations vers des régions urbaines ou suburbaines.

Le secteur informel correspond en fait à un vaste ensemble socio-productif fortement hétérogène d'activités informelles, souterraines ou traditionnelles de production marchande, artisanale, commerciale ou industrielle, généralement à faible intensité capitaliste. Ce secteur se compose de micro-entreprises et d'entreprises de tailles petite et moyenne qui oeuvrent, au moins d'une manière partielle, dans l'informalité juridique. Contrairement à des points de vue réducteurs, les activités informelles ne se limitent pas à de simples activités de subsistance. Elles constituent un continuum productif articulé, directement ou indirectement, sur les entreprises formelles par des relations de sous-traitance ou de complémentarité productive et commerciale (*Portes et Sassen Koob, 1987 ; Portes, 1994*). Cette économie « seconde » est alimentée par des transferts non déclarés en provenance de l'économie officielle. La dépense intérieure réelle incorpore donc une dépense informelle de biens et de services en dehors des circuits évalués par les comptes officiels. Souvent, la relative prospérité de l'économie informelle contraste avec la crise, voire la dislocation des économies officielles et des institutions publiques. Les productions réelles et l'emploi effectif peuvent donc être notoirement sous-estimés, notamment dans des activités essentielles pour l'avenir du processus de développement (construction, industries légères, agriculture...). De plus, comme le démontrent de multiples études de terrain, les activités informelles, dans le cadre de la petite production marchande ou sur la base de réseaux de sous-traitance, produisent des biens échangeables et des biens non échangeables, avec des prix et des coûts qui sont de fait internationalisés (*Portes et Sassen Koob, 1987 ; Portes, 1994*).

Les données des tableaux 4 et 5 témoignent de l'importance de l'économie souterraine et informelle dans les pays en développement et en transition intégrés dans les flux touristiques mondiaux, à la fois par référence à l'emploi et par référence aux transactions réelles et monétaires.

**Tableau 4 : Emploi informel et population active : a) emploi informel en pourcentages de la population active totale ; b) emploi informel en pourcentages de la population active non agricole**

<b>Pays</b>	<b>a</b>	<b>b</b>	<b>Pays</b>	<b>a</b>	<b>b</b>
Chine (1993)	36,7	34,3	Maroc (1987)	35,3	33,6
Inde (1989)	44,5	40,3	Egypte (1990)	40,3	33,6
Sri Lanka (1986)	44,6	42,7	Kenya (1989)	40,5	36,3
Thaïlande (1994)	26,7	23,4	Afrique du Sud (1992)	25,3	30,5
Philippines (1992)	29,2	26,5	Maurice (1985)	25,3	21,6
Vietnam (1997)	45,7	40,3	Argentine (1994)	50,3	48,6
Brésil (1995)	49,0	38,3	Bolivie (1994)	63,0	62,3
Rep. Dominicaine (1997)	42,5	37,4	Chili (1994)	43,5	40,6
Mexique (1994)	39,3	35,3	Costa Rica (1994)	42,5	38,3
Jamaïque (1992)	31,7	30,6	Guatemala (1994)	57,6	55,3
Turquie (1986)	26,3	43,5	Honduras (1994)	52,3	49,7
Tunisie (1989)	25,3	40,6			

Source : BIT - ILO

**Tableau 5 : Dimension de l'économie souterraine et informelle par rapport au PIB en pourcentages (estimation fondée sur la méthode de la demande de monnaie) (2002-2003)**

<b>Pays</b>	<b>%</b>	<b>Pays</b>	<b>%</b>	<b>Pays</b>	<b>%</b>
Australie	13,5	Espagne	22,0	Brésil	32,3
Autriche	10,9	Bulgarie	38,3	Rep. Dominicaine	34,5
France	14,5	Croatie	35,4	Tunisie	27,9
Grèce	28,2	Hongrie	26,2	Maroc	30,4
Irlande	15,3	Roumanie	37,4	Thaïlande	25,9
Italie	25,7	Russie	48,7	Vietnam	44,3
Portugal	21,9				

Source : Fr. Schneider (2002)

En outre, le tableau 6 présente une classification taxonomique des activités souterraines ou informelles, de nature légale ou illégale, donnant lieu à des transactions monétaires ou non monétaires.

**Tableau 6 : Taxonomie et typologie des activités souterraines et informelles**

Nature des activités	Transactions monétaires		Transactions non monétaires	
<b>Activités illégales</b>	(1) Commerce de marchandises volées ; trafic de drogues ; contrebande ; prostitutions ; jeux illégaux ; trafic de devises ; divers		(4) Troc : drogues ; objets volés ; contrebande ; autoconsommation de drogues	
<b>Activités légales</b>	(2) Revenus non déclarés résultant de l'auto-emploi et des micro-entreprises ; salaires, actifs et patrimoines non déclarés	(3) Gratifications diverses ; aumônes ; activités caritatives ; pourboires...	(5) Troc légal de marchandises et de services	(6) Travail de la femme au foyer ; activités d'entraide diverses

Source : Lippert et Walker (1997) ; Schneider (2002)

Il est évident que la dépense touristique concerne l'ensemble des activités et notamment celles des cadres 1, 2, 3 et 4.

L'expérience montre que le secteur informel entretient fréquemment des relations étroites avec les activités touristiques, en dehors de la tutelle et du contrôle effectif des autorités légales (Crick, 1992). De fait, le secteur informel est même devenu une composante importante de l'industrie touristique, mais il semble totalement échapper aux politiques gouvernementales (Long et Wall, 1995).

Selon Michaud (1991), il existe trois catégories d'activités informelles directement influencées par le tourisme :

- 1) Le logement et l'hébergement ;
- 2) Les services à caractère personnel ;

3) Un ensemble hétérogène incluant les vendeurs de souvenirs, les artisans, les transports individuels, la petite restauration urbaine et les loisirs divers (*Crick*, 1992; *Cukier-Snow et Wall*, 1993; *Griffith*, 1987; *Wahnschafft*, 1982).

Les fonctions socio-économiques du secteur informel sont maintenant largement reconnues avec la nécessité d'assurer une meilleure intégration de ce vaste continuum dans l'activité touristique (*Dahles*, 1994; *Harris et Nelson* 1993; *Kermath et Thomas* 1992). Dans un chapitre suivant, nous présenterons deux modèles tri-sectoriels permettant de mettre en évidence les fonctions socio-économiques du secteur informel, par référence à une situation de croissance touristique, dans le cadre d'une économie locale.

#### **4 - CROISSANCE TOURISTIQUE ET ECONOMIE LOCALE : TENTATIVE DE MODELISATION**

L'approche théorique de l'économie du tourisme se fonde sur la nature systémique de l'activité, en tenant compte à la fois de l'hétérogénéité des prestations et des interactions complexes entre les firmes, les touristes et les résidents.

Les produits touristiques se composent de nombreux biens et services hétérogènes et complémentaires, fournis par des entreprises qui appartiennent à différentes activités et qui sont principalement, mais non exclusivement, localisées dans les régions de destination.

A cet égard, un auteur tel que *Candela* (2005) qualifie de « systèmes touristiques locaux » des environnements touristiques homogènes ou intégrés qui comprennent des territoires appartenant à différentes régions et qui sont caractérisés par une offre intégrée de biens culturels et environnementaux, incluant l'agriculture traditionnelle et l'artisanat local, caractérisés par une large présence de firmes associées à l'activité touristique.

##### **4.1 - Un modèle simplifié d'économie locale**

La nature systémique du tourisme et son identification avec la représentation géographique, c'est-à-dire la destination, amène *Candela* à définir le concept de « système touristique local » (STL). L'idée de STL met en lumière des interactions

potentielles dans le cadre d'un modèle qui présente d'évidentes similarités avec celui du « district industriel » au sens de *Marshall*, qui rend compte de la tendance des firmes à une localisation dans la même région. En outre, l'approche peut être complétée par la prise en compte du concept de district culturel, modélisation basée sur l'intégration dans la même région d'activités culturelles et artistiques avec une forte identité régionale.

Parmi les nombreux travaux sur le « district industriel », il convient de mentionner notamment ceux de *Becattini* (1989 et 2000), par référence à l'économie italienne, notamment dans les provinces du Centre et du Nord de la Péninsule. Ces approches correspondent par ailleurs au moins partiellement aux réalités socioéconomiques de certains pays d'Asie du Sud Est, dont les territoires sont souvent caractérisés par de denses tissus de micro-entreprises et de firmes petites ou moyennes, géographiquement localisées sur des périmètres fortement spécialisés. Une telle caractéristique expliquerait la forte croissance économique des plusieurs pays émergents en Asie au cours des trois dernières décennies.

A partir de ces considérants théoriques, cette section comporte deux buts :

1) En nous référant aux contributions pionnières de *Batra* (1976) puis de *Batra et Ramachandran* (1980), nous allons présenter, dans le cadre d'une économie locale, un modèle d'équilibre général utilisant les outils néoclassiques de l'échange international, afin d'analyser le comportement d'entreprises multinationales touristiques opérant dans un pays en développement ;

2) Nous allons entreprendre une analyse statique comparative traditionnelle afin d'évaluer les effets de l'émergence ou de la maturation d'un secteur touristique induit par des firmes multinationales sur une économie locale ou régionale située dans un pays en développement.

Notre analyse inspirée par ailleurs par la prise en compte du concept marshallien de « district industriel » permettra de mettre en évidence certains risques d'effets pervers de la croissance et de la spécialisation touristique : des pertes d'opportunité en matière d'emploi, des affectations défectueuses du capital local et en définitive un déclin possible du revenu réel.

## 4.2 - Hypothèses et substrats théoriques

Considérons une économie locale ou régionale, située dans un pays en développement. Il s'agit évidemment d'« un petit pays » par référence à l'échange mondial, incapable d'influer sur les prix mondiaux par son activité économique.

Au sein de cette économie locale, on peut distinguer trois secteurs de production :

- Un secteur de subsistance principalement localisé dans les zones rurales.
- Un secteur constitué en « district industriel » par des producteurs locaux, géographiquement localisé dans les zones urbaines et suburbaines.
- Un secteur touristique dont la croissance est induite et contrôlée par des firmes multinationales.

Définissons les contenus productifs et sociaux économiques de ces trois secteurs.

- 1) *Le secteur de subsistance a* principalement localisé dans les zones rurales produit  $Q_a$ , avec  $N_a$  unités de travail. Ce secteur emploie également  $K_a$  unité de capital physique, sous forme principalement d'équipements légers, généralement peu sophistiqués. Ce secteur n'a pas accès aux capitaux financiers des activités urbaines, c'est-à-dire en d'autres mots aux marchés organisés de capitaux, si l'on excepte toutefois des microcrédits d'un montant limité.
- 2) *Le secteur de production locale l* se situe principalement dans les zones urbaines et suburbaines. Il se fonde sur un continuum d'activités composé d'entreprises petites et moyennes. Il constitue un « district industriel » de type marshallien. Parmi les nombreuses redéfinitions du « district industriel », mentionnons notamment les travaux de *Beccatini* (1989 et 2000) concernant l'Italie du Centre et du Nord, mais qu'il est en fait pertinent de transposer dans d'autres pays émergents, notamment ceux d'Asie. Le « district industriel » constitue une organisation productive intégrant des firmes petites et moyennes qui sont localisées géographiquement dans des territoires définis et fortement spécialisés. De telles caractéristiques semblent avoir contribué d'une manière décisive aux performances économiques de certains pays d'Asie depuis deux décennies. Dans ce contexte, les producteurs locaux emploient respectivement  $N_l$  et  $K_l$  de travail et de capital dans la production  $Q_l$  du secteur  $l$ .

3) *La production du secteur touristique*  $Q_t$ , essentiellement contrôlée par les firmes étrangères, se fonde sur l'utilisation de trois facteurs, dont deux sont obtenus localement. Le secteur emploie  $N_t$  unités de travail local et  $Q_t$  unités de capital local. Nous supposons que l'emploi de moyens financiers étrangers est négligeable. Cette hypothèse provient d'observations empiriques : en effet, les firmes multinationales qui investissent dans les activités touristiques des pays en développement transfèrent dans le pays d'accueil des montants de capitaux relativement limités par rapport à l'ensemble de leurs besoins de financement. Les firmes internationales touristiques financent leurs activités principalement à partir de ressources locales, c'est-à-dire en empruntant localement ou en constituant des réserves à partir des bénéfices non distribués et en utilisant leurs dotations aux amortissements. D'une manière conceptuelle, en accord avec *Bergsten et al*, (1988), cette hypothèse implique que les modélisations de type *Heckscher-Ohlin* de l'investissement direct étranger, dans lesquelles le capital d'origine extérieure augmente substantiellement le stock domestique de capital (*Kemp*, 1966 et *Jones*, 1967). Sont inadéquats également les modèles qui supposent que l'un des facteurs (en l'occurrence de stock de capital) est essentiellement détenu par l'étranger (*Bhagwati et Tironi*, 1980 ou *Bhagwati et Brecher*, 1980).

Néanmoins, les firmes multinationales, notamment dans le secteur touristique, utilisent un facteur technologique  $S$  de type *Leibenstein-like X-efficiency*. Ce facteur intangible incorpore un savoir-faire technologique, managérial et commercial détenu par les firmes multinationales. Il provient principalement de dépenses de Recherche & Développement effectuées dans le pays d'origine. Il est ensuite transféré vers les pays en développement, principalement sous forme de *franchising* ou de licences. Dans la mesure où la connaissance incorporée dans ce facteur peut être facilement disséminée, les firmes multinationales s'efforcent d'établir des barrières juridiques et réglementaires afin d'en conserver une exclusivité de nature monopolistique. Le revenu perçu à partir de ce facteur représente ainsi un pur surplus.

Par ailleurs, le fonctionnement du modèle que nous allons présenter requiert la connaissance des intensités factorielles relatives des productions locales. A cet égard, certaines études de terrain nous fournissent d'utiles renseignements.

Ainsi, le tableau suivant, établi par *Deloitte et Touche* (1999) semblerait établir que l'*employment output ratio* du tourisme est en général inférieur à l'unité, notamment dans les pays en développement. Certes, la moyenne biaisée à cause de l'important contenu en travail de l'agriculture. En outre, le tourisme présente une intensité en travail nettement plus élevée que celle de l'industrie manufacturière, mais néanmoins comparable, voire inférieure, à l'intensité moyenne des activités non agricoles. Il apparaît donc que, contrairement à ce qui semble une idée reçue, le tourisme ne doit pas être systématiquement considéré comme une activité *labor intensive*, notamment dans les pays en développement où prévalent les situations d'enclaves (*Freitag*, 1994).

Cette situation s'explique aisément à la lumière d'expérience. En effet, le tourisme s'avère une activité fortement consommatrice de ressources, en concurrence avec les autres secteurs pour capter les facteurs de production (travail certes, mais aussi capital et terre), en produisant généralement avec des rendements d'échelle constants (*Sahli et Nowak*, 2005).

**Tableau 7 : Intensités sectorielles en travail - *Employment output ratios (EOR) 1996***

	<b>Chili</b>	<b>Indonésie</b>	<b>Philippines</b>	<b>Afrique du Sud</b>	<b>Thaïlande</b>	<b>Mexique</b>	<b>République Dominicaine</b>	<b>Maurice</b>	<b>Nouvelle Zélande</b>
Tourisme	0,83	0,65	0,71	0,93	0,63	0,80	0,61	0,61	1,15
Industrie manufacturière	-	0,51	0,43	0,58	0,57	0,54	0,50	0,55	0,71
Productions non-agricoles	-	0,67	0,72	0,54	0,67	0,79	0,83	0,71	0,97
Agriculture	-	2,75	2,07	9,7	3,67	2,81	2,56	2,34	1,35
Moyenne (ensemble de l'économie)	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00

Note : *Employment output ratio* = contribution sectorielle à l'emploi / contribution sectorielle au PIB.

*Interprétation* : L'économie dans son ensemble contribue dans la même proportion au PIB (100%) et à l'emploi (100%). Un secteur *labor intensive* devrait donc contribuer davantage à l'emploi qu'au PIB (résultat supérieur à la valeur moyenne emplois / unité d'output), ce qui implique un *EOR* > 1. Le tableau montre que l'*EOR* du tourisme est inférieur à 1 dans tous les pays, sauf la Nouvelle Zélande. Certes, la moyenne est biaisée, du fait du fort contenu en travail de l'agriculture. Cependant, l'*EOR* du tourisme est dans la majorité des cas inférieur à l'*EOR* des activités non-agricoles

Sur la base de fonctions de production tri-factorielles ( $Y_i = F_i [K_i, L_i, D_i]$ , avec  $K$  = capital,  $L$  = travail et  $D$  = terre ou facteur primaire), on doit évidemment considérer que le tourisme est une activité à forte intensité en  $D$ , notamment dans le cas du « tourisme d'enclave » auquel va se référer notre modélisation : installations hôtelières luxueuses sur de grandes étendues, équipements sportifs, piscines, terrains de golf...

Sur la base de fonctions de production bi-factorielles ( $Y_i = F_i [K_i, L_i]$ , en amalgamant par conséquent le facteur  $D$  et le facteur  $K$ ), on peut considérer que le tourisme (notamment dans le cas du « tourisme d'enclave ») peut devenir une activité à forte intensité capitaliste ( $k = K/L$ ), puisqu'il est fortement utilisateur d'actifs immobilisés : terrains viabilisés, bâtiments de luxe, adductions d'eau, installations électriques, moyens de transport, infrastructures diverses... Au demeurant, de nombreuses enquêtes de terrain corroborent ce point de vue par référence à des économies locales, comme l'illustre le tableau 8 :

**Tableau 8 : Ratios des taux d'intensité capitaliste ( $K/L$ )**

<b>Pays</b>	<b><math>\beta_1</math></b>	<b><math>\beta_2</math></b>
Indonésie	1,61	1,43
Philippines	1,71	1,48
Sri Lanka	1,75	1,51
Thaïlande	1,56	1,29
Chili	0,57	1,36
Mexique	1,44	1,21
République Dominicaine	2,07	1,49
Costa Rica	1,38	1,26
El Salvador	1,97	1,50
Kenya	1,43	1,31
Afrique du Sud	1,27	1,19
Tunisie	1,33	1,19

$\beta_1 = (K_t/L_t)/(K/L)$  = ratio des taux d'intensité capitaliste secteur touristique / ensemble de l'économie (agriculture incluse)

$\beta_2 = (K_t/L_t)/(K'/L')$  = ratio des taux d'intensité capitaliste secteur touristique / ensemble de l'économie (agriculture exclue)

Source : Deloitte et Touche, IIED et ODI (1999)

Ainsi, le, tourisme généralement perçu comme un important créateur d'emploi, est également un important utilisateur d'immobilisations et de ressources capitalistiques, quand on tient compte de la multiplicité des inputs directement ou indirectement productifs.

### 4.3 - Articulation du modèle

Les productions de chaque secteur peuvent être représentées par les fonctions suivantes.

$$Q_t = N_t g(k_t, s_t) \quad (1)$$

$$Q_l = N_l f(k_l) \quad (2)$$

$$Q_a = N_a h(k_a) \quad (3)$$

$k_i$  représente l'intensité capitaliste, c'est-à-dire le ratio capital / travail dans le secteur  $i$ .

Par ailleurs  $s_t \equiv S/N_t$  représente l'intensité en facteur  $S$  (ou l'intensité technologique) du secteur touristique  $t$ .

Chaque fonction globale de production enregistre des rendements constants à l'échelle et des produits marginaux positifs et décroissants. Ainsi, à un titre exemple  $g_k > 0$ .

Au niveau de l'économie locale, les dotations en facteurs de production sont fixes dans le cadre d'une offre globale. Ainsi :

$$N_a k_a = \bar{K}_r \quad (4)$$

$$K_t + K_l = \bar{K}_u \quad (5)$$

$$N_a + N_t + N_l \leq \bar{N} \quad (6)$$

$$N_t s_t = \bar{S} \quad (7)$$

Avec :  $\bar{N}$  ou offre fixe globale de travail local.

$\bar{K}_i$  ou offre fixe globale de capital spécifique à la zone économique ou au secteur  $i$

$\bar{S}$  ou offre inélastique de facteur technologique spécifique aux firmes multinationales.

Les dotations en capital sont spécifiques à chaque secteur. Notamment, les flux de capitaux entre le secteur de subsistance et les marchés financiers organisés demeurent

négligeables. Des marchés de capitaux fragmentés et segmentés, des rationnements en matière de crédit imputable à des taux d'intérêt en grande partie administrés, malgré des mesures de libéralisation et l'absence de priorité à l'agriculture de subsistance..., tous ces éléments convergent vers l'exclusion du secteur de subsistance des moyens de financement organisés. Ainsi, l'équation (5) mesure les dotations totales en capital  $\bar{K}_u$  issues d'un secteur bancaire et financier organisé, nécessairement localisé dans la zone urbaine. N'ont accès à ces capitaux que les firmes du secteur productif local  $l$  ainsi que celles du secteur touristique  $t$ .

Les équations (4), (5) et (6) impliquent que les facteurs spécifiques sont pleinement employés.

Considérons à présent les marchés du travail et du capital avec davantage d'attention.

Les marchés du travail constituent un lien entre les différents secteurs. En outre, les marchés du travail des pays en développement, notamment au niveau des économies locales, présentent deux caractéristiques :

- 1) Un sous-emploi urbain élevé qui trouve un exutoire dans l'informel de survie ;
- 2) Un exode rural intensif qui alimente le sous-emploi urbain.

Nous supposons que la demande de travail de la part des firmes touristiques et des producteurs du « district industriel » se trouve contrainte par une détermination institutionnelle du coût salarial qui ne peut être inférieur à  $\bar{w}$ . Pour diverses raisons, ce coût salarial est supérieur au salaire réel d'équilibre qui résulterait d'un marché sans aucune régulation, ce qui veut dire  $w_i \geq \bar{w}$  ( $i = t, l$ ). Egalement, ce coût salarial est sensiblement supérieur au salaire de subsistance  $w_a$ . Ce différentiel salarial persiste malgré le fait que les revenus dans le secteur de subsistance sont déterminés par le produit moyen du travail, hypothèse logique puisque les unités de production dans ce dernier secteur se fondent sur des relations familiales ou traditionnelles.

Dans ces conditions, une migration intervient, dans le but de percevoir le différentiel de revenu entre les deux zones économiques. Néanmoins, ces différentiels dans les revenus salariaux n'entraînent pas en eux-mêmes un afflux de travailleurs vers les zones urbaines. Le migrant potentiel prend en effet en considération ses chances d'obtenir un emploi dans les zones urbaines avec un revenu salarial comparativement

plus élevé. En conformité avec le modèle de *Harris-Todaro* (1970), le salaire urbain espéré est déterminé par le salaire urbain réel pondéré par la probabilité d'obtenir un emploi dans la zone urbaine. En l'occurrence, cette probabilité est mesurée par la proportion de force de travail employée par rapport à la force de travail totale disponible présente dans la zone urbaine. Ainsi, à la lumière du modèle précité, le salaire espéré dans les zones urbaines peut être ainsi exprimé :

$$\xi w_u = \bar{w} \cdot E_u$$

$E_u = (N_t + N_l) / (\bar{N} - N_a)$  représente la fraction de la force totale de travail employée dans la zone urbaine, tandis que  $\xi$  représente un opérateur d'anticipations. Les mouvements de la population active de la zone rurale vers la zone urbaine éliminent les incitations à émigrer en égalisant d'une manière tendancielle les revenus entre les deux zones. Progressivement, les migrations conduisent à  $w_a = \xi w_u$ .

D'une manière plus spécifique, nous pouvons écrire :

$$\frac{p_a Q_a}{N_a} = \bar{w} \left[ \frac{N_t + N_l}{\bar{N} - N_a} \right] \quad (8)$$

$\frac{p_a Q_a}{N_a}$  représente la productivité moyenne du travail dans le secteur de subsistance, avec  $p_a$  = le prix d'une unité de  $Q_a$ . Cette formulation est essentiellement inspirée de *Batra* (1976), en complément du modèle de *Harris-Todaro* (1970).

Considérons à présent le marché du capital. Contrairement au marché du travail, le marché du capital ne relie pas véritablement les différents secteurs. Le capital est considéré comme spécifique à chaque secteur et à chaque zone économique. Egalement, comme dans le cas du marché du travail, des distorsions peuvent intervenir dans l'affectation et la détermination des coûts du capital. D'une manière empirique, l'observation montre en effet que les firmes multinationales touristiques obtiennent une partie considérable de leurs capitaux sur les marchés locaux et auprès des institutions financières du pays d'accueil, notamment dans le cadre de *joint-ventures*. En outre, quand elles les empruntent sur ces marchés locaux, ces firmes bénéficient souvent d'un accès au capital et de conditions plus faciles. En effet, souvent les autorités des pays en développement, dans le but d'attirer les firmes étrangères, font bénéficier ces dernières de conditions d'emprunt plus favorables. De surcroît, les prêts aux firmes étrangères sont

considérés comme moins risqués par les institutions financières locales. Il en résulte, par référence aux critères du risque et de la solvabilité, des différentiels discriminatoires sur les marchés locaux de capitaux en faveur des firmes multinationales.

Avec un capital parfaitement mobile à l'intérieur des activités formelles (secteur touristique et secteur de production locale du « district industriel »), il en résulte un différentiel  $\alpha$  stable des prix des facteurs, ce qui nous amène à exprimer la fonction suivante :

$$\alpha r_t = r_l \quad (9)$$

Avec  $\alpha > 1$ ,  $r_i$  ( $i=t, l$ ) représente le revenu factoriel versé par le secteur  $i$ . Dans ces hypothèses, on peut en déduire le plein emploi de  $\bar{K}_u$  ou stock de capital disponible au sein de la zone urbaine et d'économie formelle.

#### **4.4 - Analyse d'équilibre général : émergence et croissance du secteur touristique**

Dans ce paragraphe, nous étudions les effets sur l'affectation des ressources qui résultent de la croissance du secteur touristique, sous l'impulsion des firmes multinationales.

Supposons que des firmes touristiques étrangères décident de développer une « enclave touristique », en utilisant principalement du capital et des moyens de financement locaux, dans la perspective d'une taxonomie du cycle du produit. On peut considérer que cette évolution correspond à la phase dite de « maturité » du cycle touristique au sens de *Butler* (1980).

Une hypothèse importante en découle : la prédominance des firmes multinationales dans le secteur touristique peut être modélisée par un accroissement de  $S$  qui symbolise un transfert de technologie, de savoir-faire managérial et de réputation commerciale vers le pays en développement, sous forme principalement de *franchising*. On peut, à ce sujet, citer les apports généraux de *Koizumi* et *Kopecky* (1977) sur les modalités des mécanismes de transmission en matière d'avantages technologiques et managériaux incorporés dans  $S$ . Ces auteurs considèrent ces avantages comme un véritable input dans les fonctions de production des opérations d'origine étrangère.

L'effet d'un accroissement de  $S$  dans le pays en développement doit être analysé par référence à l'évolution de l'emploi dans les différents secteurs.

Considérons en premier lieu le secteur de production locale  $l$  du « district industriel ». Puisque le taux de salaire des producteurs du secteur formel est fixé d'une manière institutionnelle, on peut ainsi exprimer la condition de maximisation du profit sur le marché du travail :

$$p_l \{f(k_l) - k_l f'(k_l)\} = \bar{w} \quad (10)$$

Cette équation permet de déterminer  $k_l^*$  ou ratio d'équilibre capital / travail dans le secteur considéré. Ce ratio est constant et ne peut être affecté par une augmentation de  $S$ . Les changements dans l'affectation des ressources du secteur des producteurs locaux résultant d'un changement dans  $S$  peuvent être déterminés par des variations dans le montant du capital disponible, puisque :

$$K_l = \bar{K}_u - K_t \quad (11)$$

et que

$$N_l = \frac{1}{k_l^*} K_l = \frac{1}{k_l^*} (\bar{K}_u - K_t) \quad (12)$$

Donc, étant donné  $\bar{w}$ ,

$$\frac{dK_l}{dS} = -\frac{dK_t}{dS} \quad (13)$$

$$\frac{dN_l}{dS} = -\frac{1}{k_l^*} \frac{dK_t}{dS} \quad (14)$$

La fixité de  $k_l$  comporte également des implications pour l'analyse des effets d'un accroissement de  $S$  sur le secteur touristique. Puisque  $k_l$  est constant, il détermine d'une manière univoque le revenu versé par les producteurs locaux, c'est-à-dire :

$$\bar{r}_l = f_k(k_l^*) \quad (15)$$

Mais, puisque  $\alpha$ , le différentiel des prix des facteurs, est stable, il en résulte que le rendement du capital dans le secteur touristique est à son tour fixe. En conséquence, les conditions d'équilibre sur le marché des facteurs pour le secteur touristique multinationalisé peuvent être ainsi exprimées :

$$p_t \{g(k_t, s_t) - k_t g_k(k_t, s_t) - s_t g_s(k_t, s_t)\} = \bar{w} \quad (16)$$

$$p_t g_k(k_t, s_t) = \bar{r}_t \quad (17)$$

Cette équation permet de déterminer les valeurs d'équilibre de  $k_t$  et  $s_t$ . Avec  $\bar{w}$  et  $\bar{r}_t$  donnés, ces ratios demeurent également constants et ne sont pas affectés par des changements de  $S$ . Ainsi, quelle que soit l'évolution de  $S$ , les firmes du secteur touristique maintiennent une constance de  $s_t$  et de  $k_t$ . Par conséquent, on peut exprimer de la manière suivante les effets d'un accroissement de  $S$  sur l'emploi factoriel dans le secteur touristique :

$$\frac{dN_t}{dS} = \frac{1}{s_t^*} \quad (18)$$

$$\frac{dK_t}{dS} = \frac{k_t^*}{s_t^*} \quad (19)$$

Il est ardu de déduire de ce qui précède les effets sur le secteur agricole. Avec une offre inélastique de capital dans ce secteur, des changements dans  $N_a$  doivent entraîner des changements dans  $k_a$ . En différentiant l'équation (8) et en utilisant les résultats obtenus ci-dessus, nous obtenons :

$$\frac{dN_a}{dS} = \frac{\psi}{s_t^*} \cdot \frac{(k_t^* - k_l^*)}{k_l^*} \quad (20)$$

avec  $\psi \equiv \bar{w}N_a / (p_a h_k k_a (\bar{N} - N_a) + p_a Q_a) > 0$

En effet, on peut dériver l'équation (15) en réécrivant l'équation (8) de la manière suivante :

$$p_a h(k_a) = \bar{w} \frac{(N_t + N_l)}{(\bar{N} - N_a)} \quad (8a)$$

Par différenciation, nous obtenons :

$$p_a h_k dk_a = \frac{\bar{w}}{(\bar{N} - N_a)} [dN_t + dN_l] + \frac{\bar{w}(N_t + N_l)}{(\bar{N} - N_a)^2} [dN_a] \quad (8b)$$

En outre, en remplaçant  $dk_a = -\frac{k_a}{N_a} dN_a$ , expression du côté gauche, et en remplaçant  $p_a h = \bar{w}(N_t + N_l) / (\bar{N} - N_a)$  par le coefficient du deuxième terme du côté droit et après transformation, nous obtenons :

$$-\left[ \frac{p_a h_k k_a (\bar{N} - N_a) + p_a N_a h}{N_a (\bar{N} - N_a)} \right] dN_a = \frac{\bar{w}}{(\bar{N} - N_a)} [dN_t + dN_l] \quad (8c)$$

Revenons à présent aux équations (13) à (20). Nous observons que l'émergence et la croissance du secteur touristique comportent d'évidentes implications en matière d'affectation des ressources et de structures productives. En effet, la croissance du secteur touristique  $t$  amène des ressources vers ce secteur au détriment au secteur  $l$ . En particulier, le capital local est réaffecté vers le secteur touristique aux dépens du secteur de production locale, tandis qu'augmente l'utilisation du travail dans le secteur touristique et que diminue l'utilisation du travail dans le secteur des producteurs locaux. Il résulte de ces changements dans l'utilisation des facteurs une augmentation de l'output  $Q_t$  et une diminution de l'output  $Q_l$ . En outre, il est évident que l'émergence et la croissance du secteur touristique peuvent avoir un impact sur l'emploi total dans la zone urbaine ( $N_t + N_l$ ). En combinant, (14), (15), (18) et (19), nous obtenons :

$$\frac{dN_m}{dS} + \frac{dN_l}{dS} = \frac{1}{s_t^*} \cdot \frac{(k_l^* - k_t^*)}{k_l^*} \quad (21)$$

Cependant, l'évaluation du changement requiert la connaissance de l'intensité factorielle relative des firmes dans le secteur  $l$ . D'une manière spécifique, si les firmes touristiques sont relativement plus *capital intensive* que les entreprises productives locales ( $k_t > k_l$ ), comme l'établissent les enquêtes de terrain citées dans le paragraphe 4.2 (*Deloitte et Touche*, 1999), leur émergence réduit le nombre total de travailleurs employés dans le « district industriel » ou secteur  $l$ . En d'autres mots, compte tenu des techniques de production, principalement fondées sur le *franchising* international, l'expansion du secteur touristique peut réduire les opportunités d'emploi dans les activités urbaines.

Par référence aux zones rurales, on doit considérer que l'intensité capitaliste relative des firmes touristiques agit également d'une manière essentielle. Si  $k_t > k_l$ , le nombre de travailleurs qui trouvent un emploi dans le secteur de subsistance augmente en même temps que l'output sectoriel  $Q_a$ . Mais cette augmentation du nombre de travailleurs employés entraînera nécessairement une diminution du revenu de subsistance  $w_a$ . Ce dernier résultat comporte des implications allant bien au-delà du secteur de subsistance.

Ainsi, l'émergence du secteur touristique peut affecter le salaire urbain espéré à travers des changements dans le taux d'emploi urbain  $E_u$ , ce qui nous amène à reformuler l'équation (8)

$$E_u = \frac{w_a}{\bar{w}} \quad (8d)$$

Il est évident que, si nous avons  $k_t > k_l$ , le taux d'emploi urbain décline à la suite de la croissance et de l'émergence du secteur touristique, puisque l'accroissement du nombre de travailleurs dans le secteur de subsistance conduit à une diminution tendancielle de leurs revenus salariaux. En outre, ces résultats impliquent également que les travailleurs, dans leur ensemble, indépendamment de leur localisation productive, se trouvent confrontés à des revenus plus faibles.

Si nous définissons  $G_N = \bar{w}N_t + \bar{w}N_l + w_a N_a$  comme la somme totale des revenus du travail, à partir de l'équation (8), nous pouvons écrire :

$$G_N = w_a \bar{N} \quad (22)$$

Il apparaît que cette expression est également affectée par l'émergence du secteur touristique. D'une manière spécifique, si  $k_t > k_l$ , le travail souffre d'un déclin tendanciel de ses revenus factoriels.

Si l'on se réfère au capital du secteur productif  $l$  constitutif du « district industriel », nous observons que, bien que sa rémunération factorielle ne soit pas affectée par une augmentation de  $S$ , le revenu total diminue. Cela résulte du fait que l'émergence du secteur touristique modifie l'affectation du capital. En effet, ce phénomène amène un capital supplémentaire dans ce secteur, ce qui entraîne une diminution de sa rémunération.

En définissant  $G_{K_u} = r_t K_t + r_l K_l$  comme la somme totale des revenus du capital dans le secteur urbain, nous pouvons reformuler cette expression de la manière suivante :

$$G_{K_u} = r_t(1 - \alpha)K_t + r_l \bar{K}_u \quad (23)$$

Avec évidence, un changement au niveau de  $S$  affecte  $G_{K_u}$  par le biais d'un changement de  $K_t$ . Puisque  $\alpha > 1$ , une augmentation de  $S$  entraîne une diminution de  $G_{K_u}$ .

Ayant déterminé les effets sur les revenus globaux des facteurs, il est alors facile d'évaluer de quelle façon les revenus localement distribués se trouvent affectés par l'émergence du secteur touristique. En définissant ces revenus réels en termes de versements aux facteurs domestiques, nous pouvons écrire :

$$Y = \bar{w}N_t + \bar{w}N_l + w_a N_a + r_t K_t + r_l K_l = G_N + G_{K_u} \quad (24a)$$

D'une manière alternative, cette expression peut être ainsi formulée :

$$Y = p_t Q_t + p_l Q_l + p_a Q_a - p_t g_s S \quad (24b)$$

Avec  $Y$  = somme des revenus localement distribués.

Il est évident que si  $k_t > k_l$ , alors  $dY/dS < 0$ .

En d'autres mots, si les firmes touristiques sont *capital intensive* par rapport aux productions locales, leur émergence et leur essor réduisent la somme des revenus locaux distribués.

Il en résulte donc, d'une certaine manière, une forme de « croissance appauvrissante » au sens de *Bhagwati* (1968) au niveau de l'ensemble de l'économie locale.

Ainsi, la croissance et l'émergence de l'activité touristique peuvent comporter des effets pervers, en suscitant des distorsions dans les structures de production. En effet, l'existence probable d'un différentiel dans les coûts factoriels sur les marchés du capital est génératrice d'inefficacité et pénalise les producteurs locaux. Une telle situation résulte des imperfections sur les marchés des facteurs et notamment sur le marché des capitaux. L'augmentation dans la dotation du facteur spécifique  $S$  contribue ainsi à aggraver les distorsions productives. Certes, cet accroissement de  $S$  permet l'accumulation de facteurs, mais avec des conséquences comparables à celles qui résulteraient d'un progrès technique neutre confiné dans un seul secteur. Cela accroît la productivité dans le secteur touristique en conduisant à une croissance économique fortement biaisée, dans la mesure où la production de services touristiques augmente aux dépens des productions du secteur  $l$  constitutif du « district industriel ». Ainsi, la croissance du secteur touristique, à partir de structures productives locales affectées par des distorsions, conduit à un degré plus élevé d'inefficacité économique. La croissance peut donc être « appauvrissante », si elle intervient au détriment du secteur qui supporte le différentiel de prix et de coût des facteurs.

Les effets pervers proviennent du fait que l'émergence du secteur touristique perturbe l'affectation du travail et donc la détermination des revenus moyens. En effet, le résultat immédiat d'une réduction dans les opportunités d'emploi urbain entraîne une diminution du salaire urbain espéré. Cette diminution de  $\xi w_u$  conduit les travailleurs de la zone urbaine à retourner vers le secteur de subsistance. De ce fait, les revenus de

subsistance déclinent de telle façon que l'équilibre  $w_a$  et  $\xi w_u$  se trouve restauré, mais néanmoins avec un revenu moyen du travail plus faible. En définitive, le revenu total du travail décline dans l'ensemble de l'économie locale.

#### 4.5- Implication politique : fiscalisation éventuelle du secteur touristique

On peut suggérer une politique réaliste visant à corriger les distorsions majeures qui affectent les structures de production. Notamment, il est possible de suggérer une taxation spécifique des entreprises touristiques étrangères ou sous *franchising*, ce qui permettrait de corriger les conséquences de certains effets pervers et de compenser ainsi les distorsions des marchés du travail et du capital. La fiscalisation devrait se fonder sur la prise en compte des imperfections présentes sur les marchés de facteurs.

Notamment, deux catégories de mesures peuvent être suggérées :

- 1) Corriger les distorsions sur le marché des capitaux, en agissant notamment sur le comportement des institutions financières, afin de les inciter à tenir davantage compte des besoins financiers des producteurs locaux.
- 2) Corriger les distorsions sur le marché local du travail, dans le sens éventuel d'une réglementation, visant à alléger le coût factoriel du travail dans le secteur formel, c'est-à-dire dans les activités du secteur  $l$  constitutif du « district industriel ».

Cependant, il faut comprendre qu'une telle politique pourrait se heurter à des difficultés administratives majeures et à des obstacles politiques souvent insurmontables dans la plupart des pays en développement.

Alternative réaliste, on peut suggérer l'introduction d'une taxation spécifique des revenus non salariaux des entreprises touristiques, avec notamment une imposition des bénéfices. Afin de comprendre les effets d'une telle imposition, nous pouvons exprimer la fonction de profit des entreprises touristiques :

$$\pi_t = (1 - x)[p_t Q_t - \bar{w} N_t] - r_t K_t \quad (25)$$

$x$  représente le taux d'imposition.

Cette formulation est conforme à celle exprimée par *Herberger* (1962) sur les incidences du *corporate income tax*. Cela requiert par ailleurs que nous ré-exprimions les conditions de premier ordre pour les firmes touristiques à l'aide de l'expression suivante :

$$\alpha(1-x)p_t g_k = r_l \quad (26)$$

L'expression (26) remplace alors l'expression (15) pour la condition de maximisation du profit. Comme on peut l'observer, cette taxation affecte essentiellement le coût de l'utilisation du capital domestique ou local par les firmes touristiques. De ce fait, l'utilisation de ressources financières locales par le secteur touristique devient plus coûteuse, ce qui est de nature à améliorer la situation comparative des producteurs locaux et à favoriser ainsi la création d'emploi dans le secteur  $l$  constitutif du « district industriel ». Ainsi, l'affectation des ressources productives peut se rapprocher de l'optimum, entraînant ainsi une augmentation de la somme des revenus distribués localement.

Cette fiscalisation spécifique peut ainsi comporter deux effets positifs :

- 1) Corriger les distorsions sur les marchés des facteurs, génératrices d'une mauvaise affectation des ressources.
- 2) Dégager des recettes fiscales directement prélevées sur les profits purs des firmes touristiques, principalement étrangères, et qui ont donc tendance à rapatrier leurs bénéfices vers leurs pays d'origine.

Pour illustrer ce dernier phénomène, l'équation (25) peut être ainsi reformulée :

$$\pi_t = (1-x)p_t g_s S - x p_t g_k K_t \quad (27)$$

Cette dernière équation permet de montrer de quelle façon les profits purs ( $p_t g_s S$ ) des firmes multinationales peuvent être affectés par la fiscalité. Ainsi, non seulement les firmes touristiques paieraient des impôts pour l'utilisation des capitaux domestiques (deuxième terme) mais elles devraient payer également des impôts sur des revenus provenant de l'utilisation de  $S$  et qui sont donc susceptibles d'un rapatriement ou d'une réexportation vers le pays d'origine, sous la forme de redevances rémunérant le *franchising* et les licences.

## 5 - CONCLUSION

Le tourisme international est perçu d'une manière croissante comme une excellente opportunité de développement durable dans les pays en développement ou en transition. À cet égard, la croissance touristique serait de nature à stimuler les processus

de développement local. Néanmoins, un certain nombre de travaux critiques récents mettent en évidence des risques d'effets pervers, en se fondant sur la prise en compte de certaines caractéristiques des pays en développement (structures duales des marchés de facteurs, sous-emploi structurel, exode rural, concurrence entre le secteur touristique et les autres activités pour la captation des ressources productives, notamment les terres, les infrastructures et les moyens de financement).

La littérature théorique a souvent négligé les implications qui pouvaient résulter de l'émergence et de la croissance d'un secteur touristique enclavé mais par ailleurs fortement consommateur de ressources locales. Différents éléments nous ont amenés à prendre en considération le phénomène des « enclaves touristiques » dans les pays en développement. À cet égard, de nombreuses études empiriques ont démontré que les communautés locales ne bénéficient pas des avantages du multiplicateur touristique. Il est même établi que ces communautés peuvent souffrir d'un processus inflationniste provoqué par d'importantes arrivées de touristes. Également, de tels effets peuvent se produire même dans les destinations touristiques de pays développés : les familles de travailleurs locaux employés dans des secteurs qui ne sont pas reliés au tourisme ne perçoivent aucun revenu additionnel. Ils peuvent même pâtir d'une hausse des prix, par exemple dans le domaine du foncier bâti ou non bâti.

Ces considérations amènent donc à une interrogation sur les risques d'effets pervers de la croissance touristique, avec une aggravation possible des inégalités et une pression sur les ressources de nature à compromettre le développement des économies locales.

La modélisation présentée a permis de montrer que ce phénomène peut comporter des effets pervers, voire même conduire à une croissance « appauvrissante » des économies locales ou régionales, avec une dissolution des districts industriels de type marshallien. Certes, l'application d'une fiscalité pourrait corriger certaines de ses retombées, au moins d'une manière virtuelle. Encore faudrait-il évidemment que ces mesures soient politiquement applicables et qu'elles ne nuisent pas à la compétitivité du pays considéré sur les marchés mondiaux du tourisme.

# CHAPITRE VI : ESSOR TOURISTIQUE ET EMPLOI : LES RISQUES DE CROISSANCE APPAUVRISSANTE

---

## 1 - INTRODUCTION

D'une manière croissante, le tourisme est perçu comme une des meilleures opportunités dans la perspective d'un développement économique et social durable. Cependant, afin d'analyser les mérites réels de la promotion touristique dans le cadre d'une stratégie de développement, il convient de mieux comprendre les voies par lesquelles cette activité peut affecter les économies concernées, notamment par référence aux productions sectorielles, aux prix, aux revenus des facteurs et aux échanges internationaux.

Jusqu'à une date récente, les approches du phénomène ont utilisé des modèles d'équilibre partiel ou incomplet, avec une fixité des prix et des salaires, ainsi que des offres illimitées de facteurs, qu'il s'agisse du travail et du capital. A titre d'exemple, des instruments techniques tels que les multiplicateurs keynésiens ou les tableaux d'échanges intersectoriels sont encore fréquemment utilisés pour estimer les impacts économiques des flux touristiques (*Flechter, 1994 ; Frechtling et Horvath, 1998 ; Crompton, Lee et Shuster, 2001 ; West et Gamage, 2001*).

Néanmoins, ces approches ignorent la présence dans l'économie de contraintes sur la disponibilité des ressources, la concurrence entre les branches pour accéder à des moyens de production nécessairement limités, ainsi que les ajustements de prix et les relations de marché entre les secteurs et les agents. En conséquence, les mécanismes indirects et les effets de rétroaction ne sont pas pris en considération. Dans ces conditions, la spécificité du tourisme ne peut pas être réellement appréhendée et l'essor touristique est modélisé essentiellement par rapport à ses effets sur les demandes d'investissement ou de consommation. Dans la mesure où la croissance d'un secteur est

toujours créatrice d'emplois, du moins en apparence, les effets indirects ou de rétroaction potentiels ne sont pas réellement intégrés dans les évaluations. Dans ces conditions, la croissance touristique est envisagée uniquement par la prise en compte de ses retombées immédiates nécessairement positives en matière de croissance. Malgré l'existence d'effets de déperdition (*leakage effects*) causés par les importations et la fuite de l'épargne, l'impact du tourisme est alors clairement surestimé (cf : *Dwyer et al.*, 2004).

Cependant, une économie réelle constitue un système intégré au sein duquel les effets indirects ou de rétroaction sont importants, conjointement aux effets directs. Communément, les ressources sont limitées et réparties par des marchés généralement imparfaits. Il existe donc une vive compétition entre les secteurs arbitrée par des effets pris. Ainsi, un changement dans la demande touristique peut exercer des impacts négatifs aussi forts que les impacts positifs aisément observables, et quelquefois même plus forts. Pour ces raisons, une analyse des effets réels d'un essor touristique peut requérir une approche en termes d'équilibre général.

Les approches de ce type appliquées au tourisme sont tout à fait récentes, qu'il s'agisse d'études théoriques (voir par exemple *Copeland*, 1991 ; *Hazari et Kaur*, 1995 ; *Nowak et Sahli*, 1999 ; *Nowak, Sahli et Sgro*, 2003 ; *Sahli et Nowak*, 2005) ou d'études empiriques (voir à ce sujet les modélisations d'équilibre général calculable - CGE : *Adams et Parmenter*, 1997 ; *Zhou et al.*, 1997 ; *Dwyer et al.*, 2000, 2005 ; *Blake et al.*, 2003). Toutes ces études considèrent qu'un accroissement de la demande touristique peut sérieusement altérer les structures de production et de spécialisation d'un pays, notamment par des effets d'éviction à l'encontre de branches produisant des biens ou des services internationalement échangés (activités d'exportation ou de substitution d'importations). En outre, la plupart de ces études confirment l'opinion de *Copeland* (1991) selon lequel un essor touristique est de nature à provoquer des augmentations des prix des biens et des services non échangés internationalement mais néanmoins acquis par les touristes étrangers. Puisque les productions et les consommations de ces biens ou services se situent toujours dans le pays de référence, ils demeurent en effet « non échangés » suivant les définitions standardisées. Ils deviennent néanmoins partiellement exportables grâce aux touristes étrangers qui viennent dans les pays d'accueil précisément pour les consommer. Dans ces conditions, le tourisme international entraîne une augmentation des prix de ces biens, ainsi qu'une amélioration des termes de

l'échange du pays d'accueil. Cette amélioration des termes de l'échange ne peut manquer d'entraîner une amélioration du bien-être des résidents du pays concerné.

Cependant, comme l'ont observé des auteurs tels que *Dwyer et Forsyth* (1993) ou comme l'ont démontré d'une manière théorique *Nowak, Sahli et Sgro* (2003), la présence de distorsions dans l'économie (structures monopolistiques, dualisme, externalités, dégradation de l'environnement...) modifie radicalement les impacts du tourisme par l'intervention d'autres mécanismes. En effet, l'essor touristique risque d'aggraver le coût économique de certaines distorsions, malgré l'amélioration des termes de l'échange. Il peut même en résulter, dans certaines situations, une croissance « appauvrissante » au détriment de la majorité des populations.

Dans ce chapitre, dans le but d'éclairer le débat, nous traiterons des retombées sur l'emploi d'une croissance touristique principalement induite par des investissements étrangers notamment par la constitution d'enclaves essentiellement gérées par des tour-opérateurs.

Après une description stylisée, dans une première section, des structures des économies étudiées, nous présenterons successivement deux modélisations en termes d'équilibre général intégrant les caractéristiques des pays en développement et en transition, notamment par référence à des économies locales et régionales.

Nous montrerons que, sur la base d'hypothèses réalistes, une croissance touristique peut comporter des effets pervers sur l'emploi et s'avérer en définitive « appauvrissante », avec une aggravation des déséquilibres structurels.

## **2 - DESCRIPTION DES ECONOMIES ETUDIEES**

Dans cette section, nous présenterons une description stylisée des économies étudiées qui se caractérisent par un sous-emploi structurel, une structure duale des marchés de facteurs, des migrations de main d'œuvre et une concurrence entre les secteurs pour accéder et capter les ressources productives (travail, capital, terre). A cet égard, par référence au travail, le modèle de *Harris-Todaro* (1970) constitue le cadre théorique de référence.

## 2.1 - Articulation sectorielle

Dans nos modélisations, nous considérerons une « petite économie ouverte » comportant deux régions ou deux secteurs : une région ou un secteur urbain (U) et une région ou un secteur rural (R).

La région urbaine ne comporte qu'un seul secteur qui intègre toutes les activités dites modernes : industries manufacturières, institutions financières, services publics et privés. Souvent, dans les pays en développement, ces activités ne sont pas échangées et se trouvent abritées de la concurrence étrangère par des coûts élevés de transport et des mesures de protection commerciale. Néanmoins, dans nos modélisations, nous considérerons que le secteur urbain produit également des biens et des services échangés, et cela dans un but de simplification et de meilleure adéquation à la réalité.

La région rurale, côtière ou naturelle intègre deux secteurs : un secteur de subsistance à dominante agricole et un secteur touristique. Le secteur touristique est considéré comme exportateur, même si son activité en la matière ne se fonde pas sur la mobilité internationale des biens et des services produits, mais plutôt sur la mobilité internationale temporaire des consommateurs. Certes, la production touristique ne quitte pas le pays, mais elle se trouve néanmoins confrontée à une demande origine étrangère, ce qui nous amène à la considérer comme « échangeable ».

La distinction entre les deux régions (U et R) repose à la fois sur un critère géographique et sur un critère économique.

- 1) La pertinence du critère géographique résulte d'une simple observation des faits. Dans la plupart des pays en développement, les industries manufacturières et les activités modernes des services sont localisées dans des villes ou des régions urbaines et suburbaines, tandis que l'agriculture est localisée dans des zones rurales. Cependant, la localisation des activités touristiques n'est pas évidente, dans la mesure où les zones urbaines et rurales peuvent faire preuve ensemble d'attractivité. Néanmoins, dans nos modélisations, nous nous référons à un type particulier de tourisme très présent dans les pays en développement : le tourisme de loisir dans des enclaves généralement localisées sur le littoral (*sun, see and sand*) ou dans des régions au sein desquelles l'environnement et les ressources naturelles jouent un rôle majeur d'attraction (parcs nationaux). Pour ces deux

types de loisirs, les facteurs naturels sont essentiels et déterminent la localisation spatiale des activités, souvent sans tenir compte des productions locales antérieures ou préexistantes.

- 2) La région U doit être également distinguée de la région R par référence à un critère économique qui peut être plus important que le critère géographique : la structure dualiste du marché du travail fréquemment observée dans les pays en développement, en conformité avec le modèle de *Harris-Todaro* (1970). Il est bien connu que dans de nombreux pays coexistent deux catégories de secteurs. Dans la première catégorie, sous l'effet de certaines rigidités, le coût salarial est supérieur à son niveau d'équilibre, ce qui est à l'origine d'un sous-emploi structurel. Dans la deuxième catégorie, les salaires sont flexibles, ce qui conduit certes à une égalité entre l'offre et la demande de travail, mais néanmoins avec un niveau de salaire proche du minimum vital.

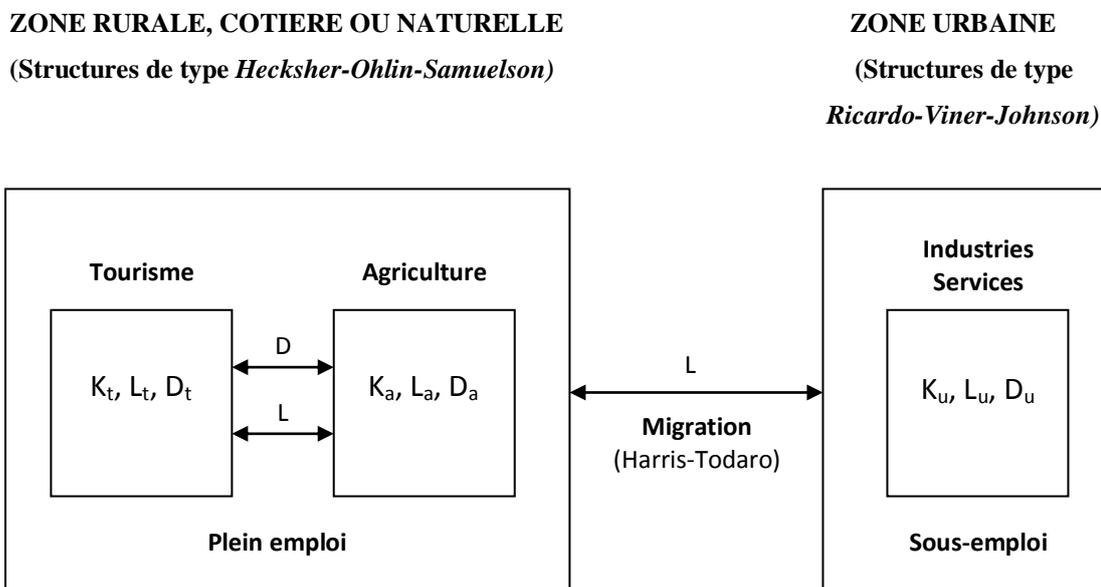
Dans la première catégorie, se trouvent incluses des activités constitutives du premier secteur de nos modélisations, localisé dans les zones urbaines, avec un marché du travail soumis à des mesures de régulations. Dans la deuxième catégorie, se trouvent incluses des activités que l'on peut considérer comme informelles à l'image de l'agriculture, ou prévaut une détermination concurrentielle des salaires. Dans ces branches, le droit du travail est rarement appliqué, quand toutefois il existe.

A cet égard, le cas du tourisme est problématique, dans la mesure où le mode de détermination des salaires est souvent de nature mixte. A titre d'exemple, dans l'industrie hôtelière, avec la présence des grandes chaînes internationales, le marché du travail tend vers une régulation de type formel, avec des « salaires d'efficience ». Mais dans les unités de petites dimensions (hôtelleries petites et moyennes, restaurants, loisirs divers), il est bien connu que l'informalité est dominante et que les salaires sont très flexibles.

Dans l'ensemble, le travail dans le secteur touristique se caractérise par son caractère flexible et souvent saisonnier. De ce fait le marché du travail dans ce secteur doit être considéré comme concurrentiel (*Poirier*, 1994), ce qui a conduit le BIT à reconnaître des similarités entre l'agriculture et le tourisme dans le mode de détermination des revenus salariaux (*ILO*, 1989).

En résumé, la figure suivante essaie de présenter le schéma d'articulation d'une économie régionale au sein de laquelle se développe un secteur touristique.

*Figure 1 : Articulation sectorielle*



Source : d'après Sahli et Nowak (2005)

Ce schéma va constituer la base conceptuelle de nos modélisations. Sur la base de fonctions de production trifactorielles ( $Y_i = F_i [K_i, L_i, D_i]$ ) ; avec  $K$  = capital ;  $L$  = travail et  $D$  = terre ou facteur primaire), on doit évidemment considérer que le tourisme est une activité à forte intensité en  $D$ , notamment dans le cas du « tourisme d'enclave » auquel va se référer notre modélisation : complexes hôteliers sur de grandes étendues, avec des installations sportives, des piscines, des terrains de golf...

Sur la base de fonctions de production bifactorielles ( $Y_i = F_i [K_i, L_i]$ ), en intégrant en fait le facteur  $D$  dans ce facteur  $K$ , on peut considérer que le tourisme d'enclave devient une activité à forte intensité capitaliste ( $k = K/L$ ) puisqu'il est fortement utilisateur d'actifs immobilisés : terrains viabilisés ; bâtiments de luxe ; adduction d'eau ; installations électriques ; moyens de transport ; infrastructures diverses... Au demeurant, de nombreuses enquêtes de terrain corroborent ce point de vue par référence à des économies locales.

## 2.2 - Sous-emploi et marché du travail : les apports du modèle de Harris-Todaro

Les migrations des zones rurales vers les zones urbaines ou suburbaines influencent d'une manière déterminante les processus de croissance et de développement, notamment dans l'hypothèse d'un essor touristique. Le modèle de migration défini par *Todaro* (1969) puis par *Harris et Todaro* (1970) constitue probablement le meilleur cadre théorique de référence. Après sa formulation originelle, ce modèle a fait l'objet d'une redéfinition au cours des années 1990 (*Bardhan et Udry*, 1999).

Le modèle de *Harris-Todaro* (1970) (HT) combine plusieurs hypothèses simples et communément admises sur le comportement des migrants : les migrants potentiels comparent l'utilité espérée de la migration avec l'utilité espérée de rester dans les zones rurales. Les principales hypothèses institutionnelles du modèle sont les suivantes :

- 1) Le marché rural du travail est compétitif ;
- 2) Les firmes modernes localisées dans les villes versent des salaires supérieurs au niveau d'équilibre, du fait de la régulation gouvernementale et de l'action des syndicats ;
- 3) Seules les personnes qui résident dans les villes peuvent obtenir des emplois dans les firmes modernes ;
- 4) Les marchés du travail dans les zones urbaines se caractérisent par l'existence d'un chômage structurel ;
- 5) Les personnes qui ne peuvent obtenir un emploi dans les zones urbaines trouvent leurs moyens de subsistance dans un secteur informel de survie.

Examinons les fondements empiriques de ces hypothèses institutionnelles.

En premier lieu, le secteur informel est perçu par *HT* comme un ensemble d'activités de survie ou d'activités souterraines improductives. En réalité, selon *J. Charmes* (1995), il convient de distinguer un *secteur informel localisé* de nature évolutive, constitué par le segment des petites et de micro-entreprises et un secteur informel non localisé, de nature involutive et plus précaire (travail à domicile, ambulancier, tâcheronage...). Le secteur informel non localisé s'identifie en fait à des activités marginales de survie, induite par un sous emploi chronique et un excédent tendanciel de

main d'œuvre. Ce segment s'intègre largement dans la réalité sociale du chômage qui ne bénéficie évidemment d'aucune indemnisation. Ainsi, contrairement à des points de vue réducteurs, les activités informelles ne se limitent pas à de simples activités de subsistance. Elles constituent un *continuum* productif articulé, directement ou indirectement sur les entreprises formelles par des relations de sous-traitance ou de complémentarités productives et commerciales (*Portes et Sassen Koob, 1987 ; Portes, 1994 ; Boismery, 1998*). Donc, cette économie « seconde » est alimentée par des transferts non déclarés en provenance de l'économie officielle. La dépense intérieure réelle incorpore par conséquent une dépense informelle de biens ou de services en dehors des circuits évalués par les comptes officiels. Souvent, la relative prospérité de l'économie informelle contraste avec la crise, voir la dislocation des économies officielles et des institutions publiques. Les productions réelles et l'emploi effectif peuvent donc être notoirement sous-estimés, notamment dans des activités essentielles pour l'avenir du processus de développement (construction, industrie légère, services, agriculture...). De plus, comme le démontrent de multiples études de terrain, les activités informelles, dans le cadre de la petite production marchande ou sur la base de réseaux de sous-traitance, produisent des biens échangeables et des biens non échangeables, avec des prix et des coûts qui sont de faits internationalisés (*Portes et Sassen Koob, 1987 ; Portes, 1994 ; Boismery, 1998*).

En deuxième lieu, l'hypothèse de la rigidité des salaires dans le secteur urbain formel mérite d'être réprécisée. Selon une opinion conventionnelle, cette situation résulterait de l'action des syndicats et de l'intervention des pouvoirs publics. Il s'agit là d'une perception simplificatrice qui ne rend compte que partiellement de la réalité. En fait, sur la base d'études de terrain, *Douglas-Uzzel (1994)* établit une comparaison exhaustive des coûts de transaction entre le secteur formel et le secteur informel. Malgré les mesures d'ajustement visant à instaurer une flexibilité des salaires, le coût marginal du travail demeure plus élevé dans le secteur formel. Corriger cette distorsion reviendrait à postuler une déréglementation et une défiscalisation totales, c'est-à-dire en fait la disparition de l'État. En tout état de cause, dans le contexte de l'ajustement structurel, la dimension macro-économique de l'informel ne cesse d'augmenter (*Charmes, 1995 ; Franks, 1995 ; De Soto, 2005*).

*Tableau 1 : Comparaison des coûts de transaction*

	Secteur formel	Secteur informel
Protection légale		X
Garantie d'usufruit		X
Coûts d'organisation	-	-
Délocalisation sous-traitance	-	-
Coûts marginaux du travail	X	
Comptabilité	X	
Fiscalité	X	

- (X) indique que le coût considéré est comparativement plus élevé dans le secteur de référence.
- (-) indique une incertitude comparative

Source : J. Douglass-Uzzell, op. cit.

En ayant présentes à l'esprit ces appréciations critiques, il apparaît malgré tout que le modèle de *HT* conserve toute sa pertinence explicative dans le contexte social des pays en développement.

Procédons à présent à une présentation synthétique de ce modèle.

Soit  $L_r$  la population rurale employée dans l'agriculture sur une dotation déterminée de terres cultivables. La production agricole est déterminée par la fonction de production  $g(L_r)$  et elle est vendue sur un marché mondialisé à un prix normalisé à l'unité. L'hypothèse de la « petite économie ouverte » est retenue afin de faire abstraction des changements dans les prix relatifs des biens agricoles et manufacturiers quand interviennent des changements dans les structures économiques. Le marché rural du travail est compétitif, ce qui nous permet d'exprimer le salaire rural :

$$w_r = g'(L_r) \quad (1)$$

La population urbaine est soit employée dans la production manufacturière ( $L_m$ ), soit sous-employée et trouve alors ses moyens de subsistance dans l’informel de survie ( $L_u$ ). Normalisons la population à l’unité, de façon que  $L_r + L_m + L_u = 1$ .

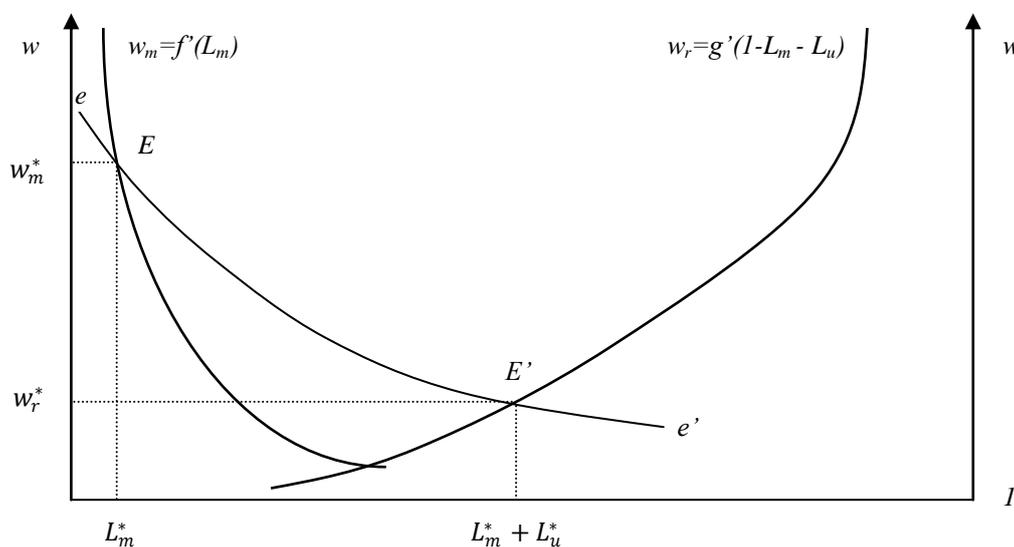
Les individus au chômage perçoivent des revenus de survie dans des activités souterraines ou non déclarées, ce qui nous permet de normaliser leurs salaires à zéro.

Par ailleurs,  $w_m$  représente le salaire manufacturier fixé par voie institutionnelle. Ainsi, l’emploi manufacturier  $L_m$  est implicitement défini comme une fonction de ce salaire fixe afin de satisfaire l’équation suivante :

$$w_m = f'(L_m) \quad (2)$$

La figure 2 synthétise notre présentation du modèle de *HT*

**Figure 2**



Sources : P. Bardhan and C. Udry, (1999) - *Development Microeconomics*, Oxford University Press; W.Corden and R. Findlay (1975) – *Urban Unemployment, Intersectoral capital Mobility and Development Policy*, *Economica*, 42.

Seuls les résidents urbains peuvent postuler pour un emploi dans le secteur manufacturier moderne. La probabilité d’obtenir un emploi est mesurée par le ratio nombre d’emplois / résidents urbains. Le salaire espéré d’un résident urbain est égal au

salaires du secteur moderne  $w_m$  pondéré par la probabilité d'obtenir un emploi dans le secteur moderne, c'est-à-dire,  $[L_m/(L_m+L_u)]w_m$ .

La migration aboutit à une égalisation du salaire espéré d'un résident urbain avec le salaire que ce même résident pourrait obtenir dans les zones rurales :

$$w_r = \frac{L_m(w_m)}{L_u + L_m(w_m)} w_m. \quad (3)$$

L'équation 3 définit la taille du secteur urbain informel comme une fonction du salaire urbain. La migration intervient jusqu'à ce que la dimension du secteur urbain informel soit suffisamment importante pour égaliser le salaire rural avec le salaire espéré dans la zone urbaine. Dans ces conditions, le salaire manufacturier  $w_m^*$  fixé d'une manière exogène détermine l'emploi manufacturier  $L_m^*$ .

A partir de l'équation 3, nous voyons que l'équilibre requiert  $w_r(L_u+L_m)=w_mL_m$ . La courbe  $ee'$  représente le lieu des points pour lesquels la rémunération globale du travail est égale à  $w_m^*L_m^*$  (il s'agit d'une hyperbole rectangulaire). Aux points  $E$  et  $E'$ , il existe un secteur urbain informel de dimension  $L_u^*$ , une population rurale de dimension de  $1 - (L_m^* + L_u^*)$ , et ainsi, le salaire rural s'élève à  $w_r^*$ . Puisque  $E$  et  $E'$  sont sur  $ee'$ , nous pouvons écrire  $w_r^*(L_u^* + L_m^*) = w_m^*L_m^*$ . Dans ces conditions, intervient une égalisation des salaires espérés dans le secteur urbain et dans le secteur rural.

Le secteur urbain informel caractérisé par des niveaux de vie et de revenus très faibles permet d'équilibrer le processus de migration. Si le salaire du secteur moderne  $w_m$  est élevé, alors la proportion de la population employée dans le secteur moderne sera relativement réduite. S'il n'y avait pas de secteur urbain informel ( $L_u=0$ ), le reste de la population ( $1-L_m$ ) serait employé dans l'agriculture. Le produit marginal du travail dans l'agriculture et donc le salaire rural seraient alors très faibles. En même temps, la probabilité d'emploi  $L_m/(L_u+L_m)$  serait égale à l'unité, et ainsi, le salaire urbain espéré serait élevé. L'équilibre sur le marché du travail est réalisé par la migration. Les mouvements de population active depuis l'agriculture vers les zones urbaines, si elles sont suffisamment intenses, pourraient alors entraîner une élévation du salaire rural. Cette migration engendre une population au chômage ou sous-employée, constitutive du secteur urbain informel, qui diminue la probabilité d'obtenir un emploi urbain ainsi que par conséquent le salaire urbain espéré.

Dans ce contexte, le modèle de *HT* conserve sa cohérence, avec la persistance inéluctable d'un écart entre les revenus des résidents ruraux et ceux qui sont employés dans le secteur urbain formel (*Bardhan et Udry, 1999*).

### **3 - EMPLOI REEL ET IMPLANTATION D'ENCLAVES TOURISTIQUES : PREMIERE MODELISATION**

Nous voudrions compléter et synthétiser le débat précédemment évoqué dans un modèle simple d'équilibre général, en intégrant un secteur informel, afin de démontrer que l'implantation et l'extension d'une zone touristique, avec un afflux de capital étranger ne conduit pas nécessairement à une réduction du sous-emploi au niveau régional ou local, mais peut-on contraire comporter des effets pervers majeurs.

#### **3.1 - Formalisation sans enclave touristique**

Nous considérons une économie locale ou régionale d'un « petit pays » comportant deux secteurs (un secteur « urbain » et un secteur « rural »). Chaque secteur produit des biens finals avec du travail et du capital substituables. Le capital et le travail sont mobiles entre ces deux secteurs et leurs offres totales s'élèvent respectivement à  $\bar{K}$  et  $\bar{L}$ . Les biens produits par les deux secteurs sont échangés suivant des prix mondiaux normalisés à l'unité. Nous supposons en effet que l'économie locale considérée se trouve intégrée de fait dans l'économie mondiale.

Le secteur 1 correspond aux activités formelles principalement urbaines qui bénéficient d'une protection de nature réglementaire et tarifaire. Il s'agit principalement du secteur public et des entreprises privées grandes et moyennes. Ce noyau productif diversifié intègre notamment les industries de substitution d'importation et les productions orientées vers les marchés extérieurs. Les participations des capitaux étrangers peuvent être importantes, généralement sous forme de *joint-ventures*. La croissance de ce secteur dépend fondamentalement des investissements domestiques et des investissements étrangers, en fonction des codes d'investissement en vigueur. Le salaire est relativement inflexible puisque déterminé partiellement par des facteurs institutionnels (syndicalisme, législation des contrats, salaire minimal, code de l'investissement...).

Le secteur 2 correspond principalement aux activités productives des zones rurales, côtières ou naturelles. Il s'agit d'un vaste ensemble socio productif fortement hétérogène d'activités principalement agricoles, mais aussi traditionnelles de petite production marchande, artisanales, commerciales, à faible intensité capitaliste et oeuvrant au moins partiellement dans l'informalité. Ce secteur se compose majoritairement de micro-entreprises et d'entreprises de taille petite ou moyenne agissant au moins d'une manière partielle, dans l'informalité juridique.

Nous supposons, que le salaire dans le secteur 2 est déterminé par une confrontation déréglementée de l'offre et la demande. Par ailleurs, en l'absence de système de micro crédit, l'accès aux moyens de financement est plus difficile que dans le secteur 1 puisque les grandes entreprises bénéficient généralement de taux d'intérêt d'administrés ou préférentiels. Les unités du secteur 2 sont donc conduites à adopter des fonctions de production moins capitalistes que celle du secteur 1.

Par conséquent, le secteur rural, qui emploie une population nombreuse et qui représente de 30 à 80 % de la population active, ne saurait en aucun cas être considéré comme un segment résiduel dans des régions ou des pays qui souffrent d'un exode rural persistant et d'un sous-emploi urbain chronique. Pour autant, malgré l'existence de salaires « librement » déterminés, l'avènement du plein emploi est impossible dans le cadre d'une société duale, puisque l'exode rural entraîne un excédent tendanciel de main d'œuvre dans les zones urbaines et suburbaines, en conformité avec le modèle de *Harris-Todaro*. En conséquence, le marché du travail se trouve fortement segmenté et se caractérise par un chômage chronique de nature à la fois institutionnelle et structurelle. Ces hypothèses sont conformes aux résultats d'enquêtes de terrain.

Ainsi, dans notre modélisation, nous considérons une petite économie ouverte qui se compose de deux régions : une région urbaine et suburbaine et une région agricole, côtière ou naturelle. Dans la région urbaine ou secteur 1, sont localisées des activités productives modernes (productions manufacturières entreprises publiques, services privés, institutions financières...). L'économie de la région rurale ou secteur 2, se fonde principalement sur des productions agricoles « non-échangées » et faiblement capitalistes par nature.

Dans les raisonnements qui suivent, l'indice 1 (souscrit ou suscrit suivant les cas) se réfère au secteur formel (urbain ou suburbain) et l'indice 2 au secteur rural. Dès lors, l'offre totale de travail peut être ainsi définie :

$$L_1 + L_2 + v = \bar{L} \quad (1)$$

avec :

$L_1$  : effectifs employés dans le secteur urbain

$L_2$  : effectifs employés dans le secteur rural,

$v$  : effectifs au chômage ou dans l'informel de survie.

À l'équilibre, le salaire urbain formel anticipé est égal au salaire informel du secteur rural proche du minimum vital. Cependant, conformément au modèle de *Harris-Todaro* (1970), le salaire dans le secteur rural ( $w_2$ ) est supposé égal au salaire moyen du secteur urbain formel ( $w_1$ ) pondéré par la probabilité d'obtenir un emploi dans ledit secteur urbain, c'est-à-dire :

$$w_2 = w_1 \cdot \frac{L_1}{L_1 + v} \quad (2a)$$

Nous pouvons exprimer cette relation d'une manière alternative :

$$w_1 = \mu w_2 \text{ avec } \mu \equiv \frac{L_1 + v}{L_1} \quad (2b)$$

Ainsi,  $\frac{1}{\mu}$  représente une mesure de la probabilité d'emploi dans le secteur urbain formel.

Notre essai de modélisation repose donc sur une hypothèse de segmentation du marché du travail et de coûts différentiels de transaction conforme aux analyses de *R. Coase* (1988), avec un salaire dans le secteur urbain formel déterminé d'une manière « institutionnelle » et un salaire dans le secteur informel résultant d'une « confrontation libre » entre l'offre et la demande du travail. En règle générale, l'administration ne parvient pas à faire à respecter les règles de concurrence sur le marché de la main d'œuvre, ni à faire appliquer une législation fiscale et sociale quelconque. En dehors du

secteur formel et des grandes entreprises, elle se heurte en effet à l'opacité du secteur informel et de l'économie souterraine.

Par référence aux activités productives, nous supposons des technologies avec des rendements constants à l'échelle et une productivité marginale décroissante dans les deux secteurs. Dans une situation de concurrence, caractérisée par un libre accès des marchés, les prix des marchandises sont égaux aux coûts moyens :

$$1 = C^1(w_1, \rho) \quad (3a)$$

$$1 = C^2(w_2, \rho) \quad (3b)$$

$C^i(.)$  représente le coût unitaire minimal de production d'un bien dans le secteur formel ou dans le secteur informel ( $i=1,2$ ).

$\rho$  symbolise le rendement du capital investi. En situation d'équilibre, ledit rendement est le même dans les deux secteurs ( $\rho_1 = \rho_2 = \rho$ ), puisque le capital est supposé mobile entre les secteurs 1 et 2. En effet, si nous avons  $\rho_1 < \rho_2$ , les entreprises transféreraient une partie de leurs activités vers le secteur 2 jusqu'au rétablissement de  $\rho_1 = \rho_2$ . Inversement,  $\rho_1 > \rho_2$  entraînerait un recul du secteur rural. Sur la base des relations de

*Shepard-Samuelson*,  $C_j^i = \left( \equiv \frac{\partial C^i}{\partial j} \right)$  évalue le contenu en facteur  $j$  (capital ou travail)

d'une unité produite par le secteur  $i$ . Ce contenu est évidemment fonction des coûts factoriels relatifs ( $j = w, \rho$ ). L'équilibre sur le marché du travail peut être alors exprimé de la manière suivante :

$$X_1 C_w^1 + X_2 C_w^2 + v = \bar{L} \quad (4)$$

$X_i$  est l'output production physique d'un bien  $i$  émanant soit du secteur urbain, soit du secteur rural.

A l'aide de l'équation 2, l'expression (4) est ainsi reformulée :

$$\mu X_1 C_w^1 + X_2 C_w^2 = \bar{L} \quad (4')$$

D'une manière analogue, on peut également reformuler l'équation qui exprime l'équilibre sur le marché du capital :

$$X_1 C_\rho^1 + X_2 C_\rho^2 = \bar{K} \quad (5)$$

Le modèle comporte 5 équations (1), (3a), (3b), (4') et (5), avec 6 inconnues ( $w_1, w_2, \rho, \mu, X_1$  et  $X_2$ ). Ce modèle est alors fermé par la détermination du salaire urbain formel.

En suivant *Harris-Todaro* et *Corden Findlay*, nous supposons que  $w_1$  est fixé d'une manière exogène par des facteurs institutionnels. Avec l'hypothèse d'un salaire formel exogène, la solution du modèle apparaît clairement : en premier lieu, (1), (3a) et (3b) déterminent les 3 inconnus  $w_2, \rho, \mu$  indépendamment des offres de facteur ; une fois que ces prix sont connus, (4') et (5) établissent le niveau d'équilibre des outputs  $X_1$  et  $X_2$ .

Les données présentes, par conséquent antérieures à l'investissement étranger et à l'implantation d'une enclave touristique, sont exprimées par un indice suscrit (0).

Ainsi, à partir de (4') et de (5), nous obtenons :

$$X_1^0 = (LC_\rho^2 - KC_w^2) / \Delta \quad (6)$$

$$X_2^0 = (\mu KC_w^1 - LC_\rho^1) / \Delta \quad (7)$$

avec :

$$\Delta \equiv \mu C_w^1 C_\rho^2 - C_\rho^1 C_w^2 \quad (8)$$

$X_1^0$  et  $X_2^0$  représentent respectivement les productions du secteur formel et du secteur rural antérieures à l'investissement étranger. Dans les équations (6), (7) et (8), les  $C_j^i$  sont évalués par référence à  $w_1, w_2$  et  $\rho$ .

Puisque  $C_\rho^i = \frac{K_i}{X_i}$  et  $C_w^i = \frac{L_i}{X_i}$ , on peut considérer que  $\Delta$  a le même signe que

$\left( \mu \frac{L_1}{K_1} - \frac{L_2}{K_2} \right)$ . Ainsi, si  $\Delta$  est négatif, le secteur urbain formel doit être considéré comme

présentant une intensité capitaliste plus élevée que le secteur rural en terme d'ajustement de sous-emploi. Également, on peut dire que les productions rurales sont plus intensives en travail que les productions urbaines.

### 3.2 - Introduction d'une enclave touristique

Introduisons à présent l'hypothèse d'un investissement en provenance de l'étranger visant à développer une zone touristique enclavée.

Supposons que le bien ou le service touristique  $t$  est échangé sur le marché mondial à un prix unitaire normalisé, dans le contexte d'une forte concurrence au niveau mondial entre plusieurs pays ou régions touristiques présentant des offres touristiques avec une différenciation faible ou moyenne.

La production du bien  $t$  requiert du travail local et du capital étranger. Le capital étranger incorpore le savoir-faire et le transfert technologique. Il s'avère indispensable à la production du bien  $t$  dans le pays d'accueil. Si les investisseurs étrangers estiment que le pays considéré comporte un risque important, l'investissement devra offrir une rentabilité comparative élevée. Ainsi, le pays d'accueil se trouve confronté à une offre convexe de capital étranger.

$$k = k(\rho^*) \text{ avec } k' > 0 \text{ et } k'' > 0 \quad (9)$$

$k$  et  $\rho^*$  expriment respectivement le montant et le rendement du capital étranger investi dans l'activité touristique. Dans ce contexte, les investisseurs étrangers se fixent un rendement d'intégration  $\rho_-^*$ . L'inégalité suivante prévaut alors en l'absence de zone touristique à statut spécifique :

$$C'(w_1, \rho_-^*) > 1 \quad (10)$$

$C'$  exprime le coût total moyen de production d'un service touristique  $t$  (par exemple une nuitée et un séjour d'une journée). L'expression (10) signifie que les investisseurs étrangers ne peuvent pas percevoir un rendement d'intégration avec les coûts de production en vigueur. En conséquence, le capital étranger ne s'investira pas dans l'activité touristique du pays concerné, rendant ainsi impossible l'essor de l'activité  $t$ .

Supposons à présent la création d'une zone touristique, avec un statut spécifique et dans laquelle les firmes qui investissent bénéficient d'exemptions tarifaires et fiscales. Également, supposons que soit suspendues, ou du moins allégées à l'intérieur de la zone touristique, les dispositions réglementaires à l'égard du travail et qui entraînent une distorsion à la hausse des salaires dans le secteur formel. La zone touristique bénéficie alors en quelque sorte d'un statut d'« extraterritorialité économique ». La réduction des

coûts de production qui en résulte est suffisante pour rentabiliser l'activité et la production de services touristiques. Cela incite les firmes étrangères à installer des filiales hôtelières dans les pays concernés et éventuellement des firmes locales à s'engager dans les activités touristiques. Dans l'hypothèse d'une situation concurrentielle, l'équation suivante remplace l'équation (10) :

$$C^t(w_t, \rho^*) = 1 \quad (11)$$

$w_t$  représente le salaire qui prévaut dans la zone touristique. Nous avons nécessairement  $w_1 \geq w_t \geq w_2$ .

En considérant  $w_t$  comme donné, les équations (10) et (11) déterminent le rendement et le montant des investissements étrangers, dont la dépendance à l'égard du salaire local est exprimée par  $\rho^*(w_t)$  et  $k(w_t)$ . L'inégalité  $w_1 \geq w_t$  implique  $\rho^*(w_t) \geq \rho^*(w_1)$ .

L'économie considérée se compose alors de 3 secteurs : le secteur urbain formel (1), le secteur rural (2) et la zone touristique enclavée ( $t$ ).

Supposons que, malgré l'installation de la zone touristique, la région conserve ses productions antérieures, de façon que les équations (3a) et (3b) soient maintenues. Cela implique que l'afflux de capital étranger laisse inchangé  $w_1$ ,  $w_2$  et  $\rho$ . Désormais,  $X_1^z$ ,  $X_2^z$  et  $X_t$  symbolisent respectivement les productions du secteur 1, du secteur 2 et de la zone touristique. Puisqu'une partie plus ou moins importante de la force de travail de la région est maintenant employée dans la zone touristique, la condition d'équilibre sur le marché local du travail s'exprime de la manière suivante :

$$X_1^z C_w^1 + X_2^z C_w^2 + X_t C_w^t + v^z = \bar{L} \quad (12)$$

$X_t C_w^t$  représente la demande de travail émanant des entreprises implantées dans la zone touristique.

Par ailleurs, l'équation suivante relie le flux d'investissement étranger à l'output  $X_t$  au niveau de la production dans la zone touristique :

$$X_t C_\rho^t = k(w_t) \quad (13)$$

Un nouvel équilibre s'impose alors sur le marché local segmenté du travail.

$$w_1 = \mu' w_2 \quad (14)$$

$\mu'$  est ainsi défini :

$$\mu' \equiv \frac{L_1 + L_t + v^z}{L_1 + L_t} \quad (15)$$

$L_t$  représente les effectifs employés dans la zone touristique. Cependant, puisque (3a) et (3b) demeurent en vigueur,  $w_1$  et  $w_2$  ne sont pas affectés par la création et l'extension de l'enclave touristique, qui n'est en fait qu'une zone « extraterritorialité ». Cela entraîne  $\mu' = \mu$ . On peut ainsi reformuler l'équation (14) en utilisant (17) :

$$\mu X_1^z C_w^1 + X_2^z C_w^2 + \mu X_t C_w^t = \bar{L} \quad (16)$$

$X_t$  est déterminé par le montant du capital étranger  $k(w_t)$  comme dans l'équation (13). Les équations (6) et (7) déterminent  $X_1$  et  $X_2$  simultanément. En notant  $X_1^z$  l'expression de la production dans le secteur urbain formel après la création de la zone touristique, nous pouvons écrire :

$$X_1^z = [LC_\rho^2 - \mu X_t C_w^t C_\rho^2 - KC_w^2] / \Delta \quad (17)$$

Dans ces équations,  $C_j^1$  et  $C_j^2$  (et par conséquent  $\Delta$ ) sont évalués aux coûts initiaux des facteurs.

### 3.3 - Incidences réelles sur l'emploi

Dans le but d'analyser les effets sur le sous-emploi régional  $v$  de la création et de l'extension économique d'une zone touristique, nous partons de l'hypothèse que la croissance du secteur touristique  $t$  influe à la fois sur les productions du secteur 1 et du secteur 2. En effet, outre du travail local et du capital étranger, le secteur  $t$  utilise également, d'une manière directe et surtout d'une manière indirecte, du capital domestique, notamment sous la forme de constructions, d'immobilisations diverses et de dotations en infrastructures (réseaux de transport, fourniture d'énergie, terrains viabilisés...). Également, conséquence de la réaffectation des ressources productives, les effets de liaison exercés par les activités du secteur (1), qu'ils s'agissent des exportations ou des substitutions d'importation, des biens de consommation ou de production, ne

peuvent manquer d'enregistrer des changements à fois qualitatifs et quantitatifs, dans l'hypothèse d'un développement important des activités touristiques.

À cet égard, les enquêtes de terrain révèlent souvent les conséquences incertaines de la dépense touristique, à l'égard des activités productives locales. D'une part, les activités artisanales traditionnelles ainsi que certaines productions locales peuvent se trouver largement stimulées par les demandes touristiques. Mais, d'autre part, la demande touristique favorise souvent d'une manière excessive les importations de biens de consommation, au moins dans le court et le moyen terme, conséquence d'une standardisation imposée par l'internationalisation des comportements et des modes de vie, phénomène fréquemment observé.

Dans l'hypothèse d'une population active disponible constante, nous pouvons écrire à partir des équations (4) et (12) :

$$v^0 = \bar{L} - X_1^0 C_w^1 - X_2^0 C_w^2 \quad (18)$$

$$v^Z = \bar{L} - X_1^Z C_w^1 - X_2^Z C_w^2 - X_t C_w^t \quad (19)$$

Par conséquent, la variation du sous-emploi consécutive à l'implantation de l'enclave touristique peut être ainsi exprimé :

$$v^0 - v^Z = (X_1^Z - X_1^0) C_w^1 + (X_2^Z - X_2^0) C_w^2 + X_t C_w^t \quad (20)$$

En outre, nous pouvons écrire :

$$X_1^Z - X_1^0 = \frac{LC_\rho^2 - \mu X_t C_w^2 C_\rho^2 - KC_w^2}{\Delta} - \frac{LC_\rho^2 - KC_\rho^2}{\Delta} = -\frac{\mu X_t C_w^2 C_\rho^2}{\Delta} \quad (21)$$

$$X_2^Z - X_1^0 = \frac{K\mu C_w^1 - LC_\rho^1 + \mu X_t C_w^t C_\rho^1}{\Delta} - \frac{\mu KC_w^1 - LC_\rho^1}{\Delta} = \frac{\mu X_t C_w^t C_\rho^1}{\Delta} \quad (22)$$

La simplification de l'expression (20) nous permet d'obtenir :

$$v^0 - v^Z = (\mu - 1) \frac{X_t C_w^t C_\rho^1 C_w^2}{\Delta} \quad (23)$$

Par hypothèse, nous avons  $\mu > 1$  puisque  $w_1 > w_2$  et que  $\mu = \frac{L_1 + v}{L_1}$ , avec  $\frac{\partial \mu}{\partial L_1} < 0$

et  $\frac{\partial \mu}{\partial v} < 0$ , ce qui implique que le numérateur de l'expression (23) est nécessairement

positif. D'autre part,  $\Delta$  a le même signe que  $\mu \frac{L_1}{K_1} - \frac{L_2}{K_2}$ . Or, on peut considérer que

$\mu \frac{L_1}{K_1} < \frac{L_2}{K_2}$ , puisque le secteur urbain formel présente une intensité capitaliste plus

élevée que le secteur rural, principalement composé de petites et de micro-entreprises avec un coût du travail moindre. Cela implique  $\Delta < 0$ .

Nous avons donc finalement  $\nu_0 - \nu_z < 0$ , c'est-à-dire  $\nu_z < \nu_0$ , ce qui révèle une augmentation du chômage consécutif à la création de la zone touristique.

Il est intéressant d'observer par ailleurs que si l'expression (21)  $(X_1^z - X_1^0)$  est positive, l'expression (22)  $(X_2^z - X_2^0)$  est négative. Autant dire que l'apparition du secteur touristique entraîne une augmentation des productions formelles, mais exerce aussi un effet dépressif sur le secteur rural, ce qui explique les risques d'un accroissement du sous-emploi global dans l'économie considérée.

Le résultat serait évidemment différent si nous formulions l'hypothèse d'une absence de retombées sur le secteur rural, avec par conséquent  $X_2^z - X_2^0 = 0$ .

$$\nu^0 - \nu^z = (X_1^z - X_1^0)C_w^1 + X_1^t C_w^t = -\frac{X_1^t C_w^t C_\rho^1 C_w^2}{\Delta} \quad (24)$$

Puisque  $\Delta < 0$ , cette dernière expression est positive, ce qui implique  $\nu^0 > \nu^z$ , c'est-à-dire par conséquent une diminution du chômage officiel.

Néanmoins, ce dernier résultat se fonde sur une hypothèse peu réaliste. En effet, la création et l'extension d'activités touristiques importantes au niveau de la région ne peuvent manquer d'exercer des effets à la fois déstructurants et restructurants sur l'ensemble de l'économie et notamment sur le vaste secteur rural qui représente de fait le principal pourvoyeur d'emploi et de revenu. Il en résulte nécessairement des changements productifs concrétisés par une réaffectation des ressources à la fois dans les activités urbaines comme dans les activités rurales.

Il apparaît donc que la création et l'expansion d'une enclave touristique importante est paradoxalement susceptible de provoquer une aggravation du chômage, compte tenu de la structure duale de l'économie

En courte période du moins, la croissance de la zone touristique ne pourrait réduire le sous-emploi que si les productions urbaines formelles présentaient une intensité en travail plus élevée que les productions rurales  $\left(\mu \frac{L_1}{K_1} > \frac{L_2}{K_2}\right)$ . Il s'agit au demeurant d'une hypothèse bien improbable. En fait, *coetiris paribus*, dans l'ensemble de l'économie, la probabilité globale d'obtenir un emploi, urbain ou rural, risque de diminuer avec la croissance de l'enclave touristique induite par l'investissement étranger.

En définitive, on n'admet conventionnellement qu'une augmentation des investissements dans une économie de sous-emploi est toujours souhaitable. Cependant, la modélisation qui précède montre qu'une intensification de l'investissement étranger dans un secteur touristique enclavé risque d'aggraver le sous-emploi dans l'économie d'accueil. Notre raisonnement se fonde sur une situation de dualité et de segmentation de marché du travail déterminant un coût salarial dans le secteur rural inférieur au coût salarial du secteur urbain ( $w_1 > w_2$  avec  $\mu = \frac{w_1}{w_2} = \frac{L_1 + v}{L_1} > 1$ , ce qui implique  $\Delta < 0$  puisque  $\mu \frac{L_1}{K_1} < \frac{L_2}{K_2}$ ). Les résultats empiriques confirment largement le bien fondés de cette hypothèse, avec dans la plupart des pays considérés :

$$1 < \mu < \frac{L_2}{K_2} / \frac{L_1}{K_1} = \frac{K_1}{L_1} / \frac{K_2}{L_2} = \alpha$$

Dans ces conditions, seule une forte augmentation de  $\mu$  pourrait permettre d'avoir  $\Delta > 0$  et donc  $v^z < v^0$ .

Néanmoins, puisque  $\frac{\partial \mu}{\partial L_1} < 0$  et  $\frac{\partial \mu}{\partial v^0} > 0$ , cette situation impliquerait un sous-emploi tendanciel singulièrement élevé, par exemple, sous l'effet d'un exode rural d'une ampleur considérable. La création d'une enclave touristique n'exercerait alors un effet positif sur l'emploi réel que dans une société de chômage généralisé profondément déstructurée et paupérisée. Dans de telles conditions de précarité, un essor touristique serait difficilement concevable, à cause des tensions culturelles et des effets de démonstration ou de frustration qui ne manqueraient pas d'engendrer. On peut, à titre d'exemple, citer le cas de Haïti, pays dont la crise sociale exclut tout essor touristique.

Cependant, les appréciations pessimistes du modèle sur l'évolution de l'emploi réel conservent leurs pertinences dans les régions de développement intermédiaire ou un important emploi salarié et non salarié est assuré par un dense tissu de petites et de micro-entreprises, partiellement informalisées, mais aussi souvent innovantes, concurrentielles et évolutives, situation fréquemment observée par exemple en Asie.

#### **4 - EMPLOI REEL ET IMPLANTATION D'ENCLAVES TOURISTIQUES : DEUXIEME MODELISATION**

Dans le but d'analyser davantage les relations complexes entre l'emploi et la croissance touristique, nous voudrions présenter une deuxième modélisation en termes d'équilibre général intégrant les caractéristiques spécifiques des pays en développement et en transition : structure dualistique du marché du travail ; sous-emploi sectoriel ; immigrations inter-régionales ; concurrence entre l'agriculture, les productions locales et le tourisme concernant l'accès à la terre, aux ressources naturelles, aux capitaux et au travail... Il apparaît, une fois de plus, sur la base de nos hypothèses, que l'essor touristique, essentiellement induit par l'investissement étranger, peut conduire à une forme de « croissance appauvrissante ».

##### **4.1 - Intensités factorielles et fonctions de production**

Dans cette deuxième modélisation, nous considérons un « petit pays » en développement, confronté à des prix internationaux exogènes, disposant de dotations factorielles définies en travail et en capital. Cette économie comporte trois secteurs :

- Un secteur productif ( $m$ ) moderne et formel, principalement localisé dans les zones urbaines et suburbaines. Il intègre les activités industrielles, les entreprises publiques, les banques, les services et les administrations... La croissance de ce secteur dépend fondamentalement des investissements étrangers ou domestiques, des exportations et des capacités d'absorption des marchés intérieurs.
- Un secteur de subsistance ( $s$ ), principalement localisé dans les zones rurales et qui correspond à un vaste ensemble socio-productif fortement hétérogène d'activités de production marchande surtout agricole, mais également artisanale, commerciale ou industrielle, généralement à faible intensité capitaliste. Ce

secteur se compose de micro-entreprises et d'entreprises de taille petite et moyenne qui oeuvrent, au moins partiellement, dans l'informalité juridique, parfois dans des réseaux de sous-traitance et de complémentarité technique vis-à-vis des grandes entreprises.

- Un secteur touristique ( $t$ ) qui fonctionne principalement à partir de flux de capitaux internationaux, dans le cadre d'établissements hôteliers constitués en enclaves. Ce secteur est fortement utilisateur de ressources productives locales : terrains viabilités ; constructions ; eaux ; énergie ; infrastructures diverses... comme dans la modélisation précédente.

Dans le cadre de cette économie locale déréglementée, le travail est mobile à travers l'ensemble des activités et des secteurs, ce qui implique un salaire uniforme  $\bar{w}$  contrairement au modèle précédent, nous excluons, en effet, toute hypothèse de segmentation du marché du travail susceptible d'introduire des distorsions dans la détermination des coûts salariaux. Cependant, en conformité avec les analyses de *W.A. Lewis* (1954), nous postulons l'existence d'un excédent tendanciel de main d'œuvre dans l'économie considérée, avec un salaire de subsistance  $\bar{w}$  déterminé d'une manière exogène. Dès lors, l'offre totale de travail ou population active disponible peut être ainsi définie :

$$L_s + L_m + L_t + U = L \quad (1)$$

- $L_s$  = effectifs employés dans le secteur de subsistance,
- $L_m$  = effectifs employés dans le secteur moderne formel,
- $L_t$  = effectifs employés dans le secteur touristique,
- $U$  = effectifs au chômage ou dans l'informel de survie.

Par ailleurs, néanmoins la situation du facteur capital est sensiblement différente. Nous supposons que la mobilité du capital ou des moyens officiels de financement n'est possible qu'à l'intérieur du secteur formel  $m$  ou entre le secteur formel  $m$  et le secteur touristique  $t$ . En effet, malgré les mesures de libéralisation et de déréglementation, le secteur de subsistance se compose d'activités hétérogènes qui n'ont pas accès au marché institutionnel des capitaux du fait d'obstacles réglementaires, de coûts de transactions excessivement élevés et d'une absence d'un système de micro-crédit.

Dès lors, le capital domestique total ( $K_d$ ) est investi dans le secteur de subsistance ( $K_{ds}$ ), en l'occurrence principalement l'agriculture dans le secteur formel moderne ( $K_{dm}$ ) ainsi que dans un secteur touristique naissant ( $K_{dt}$ ). En outre, une partie de ce capital domestique ( $K_{df}$ ) est mobile, d'une manière formelle, officielle et déclarée entre les secteurs  $m$  et  $t$  par l'intermédiation des banques et des institutions financières.

$$K_d = K_{ds} + K_{dm} + K_{dt} \quad (2)$$

$$K_{df} = K_{dm} + K_{dt} \quad (3)$$

Au niveau d'une région qui valorise une spécialisation touristique, il convient d'ajouter aux dotations domestiques un flux de capital étranger ( $K_e$ ) investi dans l'activité touristique. Par ailleurs, nous supposons que dans le secteur  $t$  sont produits des biens et des services touristiques qui sont de fait échangés à des prix normalisés sur le marché mondial. La production des biens  $t$  requiert alors du travail local, du capital domestique et surtout du capital étranger investi dans une zone touristique à caractère enclavé. En effet, le capital d'origine extérieure ( $K_e$ ) incorpore le savoir-faire et la technologie nécessaires à la promotion par les tour-opérateurs d'une région ou d'un pays sur les marchés touristiques mondiaux. Il s'avère surtout indispensable à l'essor de l'activité touristique dans le pays ou dans la région d'accueil considéré.

Également, comme le démontre l'expérience, l'essor du tourisme étranger implique nécessairement un investissement domestique substantiel et concomitant dans les infrastructures, la fourniture d'énergie, la distribution d'eau, la viabilisation des terrains, les réseaux de transport et les équipements conventionnels. Par conséquent, les ressources totales en capital investies dans l'économie d'accueil peuvent être ainsi exprimées :

$$K = K_{ds} + K_{df} + K_e = K_{ds} + K_{dm} + K_{dt} + K_e \quad (4)$$

Par ailleurs, nous supposons que les fonctions de production sont linéaires et homogènes, différentiables deux fois d'une manière continue et quasi-concave. De plus, les rendements à l'échelle sont constants et la propriété de décomposition du produit implique que les techniques de production sont déterminées par les prix internationaux des outputs, donc d'une manière exogène.

Dans l'hypothèse d'une situation de concurrence, conforme à la réalité de la déréglementation et de l'ouverture, la condition de profit nul implique que les coûts unitaires soient égaux aux prix des outputs :

$$P_s = C_s(\bar{w}, \rho_s) \quad (5)$$

$$P_m = C_m(\bar{w}, \rho_m) \quad (6)$$

$$P_t = C_t(\bar{w}, \rho_t, \rho_e) \quad (7)$$

$P_i$  et  $C_i(\bullet)$  représentent respectivement le prix et le coût unitaire de production d'un bien ou d'un service défini dans le secteur  $i$  ( $i=s, m, t$ ). En outre,  $\rho_s$ ,  $\rho_m$  et  $\rho_t$  symbolisent respectivement les rendements des capitaux domestiques investis dans les secteurs  $s$ ,  $m$  et  $t$ .

Enfin,  $\rho_e$  évalue le rendement du capital étranger investi dans les activités du secteur touristique  $t$ .

Dans la mesure où une mobilité du capital domestique est possible entre les secteurs  $m$  et  $t$ , on peut estimer qu'en situation d'équilibre prévaut l'égalité  $\rho_m = \rho_t = \rho_f$ , c'est-à-dire que le rendement du capital domestique est le même dans l'ensemble des activités formelles, qu'il s'agisse des substitutions d'importation, des exportations, des productions des biens d'équipements ou de consommation et du tourisme. Par ailleurs, si les investisseurs étrangers estiment que la région ou le pays considéré comporte un risque élevé, l'investissement direct devra offrir une rentabilité comparative élevée. Ainsi, le pays d'accueil se trouve confronté à une offre convexe de capital étranger :

$$K_e = K_e \rho_e \quad \text{avec} \quad K_e' > 0 \quad \text{et} \quad K_e'' > 0 \quad (8)$$

Dans ce contexte, les investisseurs étrangers se fixent un rendement d'intégration  $\rho_e \geq \bar{\rho}_e$ . Cette exigence contraint les autorités de la région d'accueil à éditer des codes d'investissement comportant des dispositions favorables en matière tarifaire, fiscale ou réglementaire au profit des intérêts étrangers. La réduction des coûts de production et des coûts de transaction qui en résulte est suffisante pour rentabiliser l'investissement dans l'activité touristique. Cela incite des firmes touristiques étrangères à s'installer dans la région concernée et éventuellement des firmes locales à s'engager conjointement dans cette même activité touristique.

Par ailleurs, sur la base des relations de *Shepard-Samuelson*,  $A_j^i \left( \equiv \frac{\delta C_i}{\delta j} \right)$  évalue le contenu factoriel d'une unité produite par le secteur  $i$ . Ce contenu est évidemment fonction des coûts factoriels relatifs ( $j = \bar{w}; \rho_s; \rho_f; \rho_e$ ). Dans ces conditions, la demande globale de travail ou niveau de l'emploi dans l'économie d'accueil peut être ainsi formulée, si  $Y_i$  exprime l'output émanant du secteur de référence :

$$A_w^s(\bar{w}, \rho_s)Y_s + A_w^m(\bar{w}, \rho_f)Y_m + A_w^t(\bar{w}, \rho_f, \rho_e)Y_t = E \quad (9)$$

$$\text{avec } E + U = L \quad (10)$$

Par ailleurs, les équations (35) et (36) mesurent respectivement l'emploi dans le secteur de subsistance ( $s$ ) et dans le secteur formel ( $m$ ) :

$$A_w^s(\bar{w}, \rho_s)Y_s = L_s \quad (11)$$

$$A_w^m(\bar{w}, \rho_f)Y_m + A_w^t(\bar{w}, \rho_f, \rho_e)Y_t = L_f = L_m + L_t \quad (12)$$

D'une manière analogue, nous pouvons également reformuler l'équation qui exprime l'équilibre sur le marché du capital :

$$A_{\rho_f}^m(\bar{w}, \rho_f)Y_m + A_{\rho_f}^t(\bar{w}, \rho_f, \rho_e)Y_t = K_{df} \quad (13)$$

$$A_{\rho_e}^m(\bar{w}, \rho_f, \rho_e)Y_t = K_e \quad (14)$$

$$A_{\rho_s}^s(\bar{w}, \rho_s)Y_s = K_{ds} \quad (15)$$

$L_i$  et  $K_i$  mesurent respectivement les dotations globales en travail et en capital affectées au secteur  $i$ . Enfin,  $\sigma_{ij}$  représente la part du facteur  $j$  (travail ou capital) dans l'allocation totale de ressources destinées au secteur  $i$  dans les expressions qui suivent.

Nous pouvons à présent conclure la présentation de notre modèle en définissant les intensités factorielles relatives.

1) Le secteur  $t$  est dit intensif en travail par rapport au secteur  $m$  si nous avons :

$$\frac{L_t}{K_t} > \frac{L_m}{K_m} \Leftrightarrow \sigma_{L_t}\sigma_{K_m} - \sigma_{K_t}\sigma_{L_m} > 0 \quad (16)$$

Dans l'hypothèse inverse, le secteur  $t$  est dit intensif en capital par rapport au secteur  $m$  si nous avons :

$$\frac{L_t}{K_t} < \frac{L_m}{K_m} \Leftrightarrow \sigma_{Lt}\sigma_{Km} - \sigma_{Kt}\sigma_{Lm} < 0 \quad (17)$$

2) De la même façon, le secteur  $t$  est intensif en travail par rapport au secteur de subsistance ( $s$ ) si nous avons :

$$\frac{L_t}{K_t} > \frac{L_s}{K_s} \Leftrightarrow \sigma_{Lt}\sigma_{Ks} - \sigma_{Kt}\sigma_{Ls} > 0 \quad (18)$$

Dans l'hypothèse inverse, le secteur  $t$  est dit intensif en capital par rapport au secteur  $s$  si nous avons :

$$\frac{L_t}{K_t} < \frac{L_s}{K_s} \Leftrightarrow \sigma_{Lt}\sigma_{Ks} - \sigma_{Kt}\sigma_{Ls} < 0 \quad (19)$$

## 4.2 - Essor du secteur touristique, accroissement des investissements étrangers et retombées sur l'emploi.

Nous voudrions à présent évaluer les retombées sur l'emploi d'une extension du secteur touristique consécutive à une intensification de l'investissement étranger ( $\hat{K}_e > 0$ ). La différenciation totale des équations (9), (13), (14) et (15), sur la base des hypothèses  $\hat{K}_e > 0$  et  $\hat{K}_{ds} = \hat{K}_d = \hat{K}_f = 0$  (stabilité des dotations en capital domestique avec mobilité d'une partie  $K_f$  de ce même capital domestique entre les secteurs  $m$  et  $t$ ) nous permet d'obtenir le système suivant :

$$\begin{bmatrix} 0 \\ 0 \\ \hat{K}_e \\ 0 \end{bmatrix} = \begin{bmatrix} \sigma_{Ls} & \sigma_{Lm} & \sigma_{Lt} & -1 \\ 0 & \sigma_{Km} & \sigma_{Kt} & 0 \\ 0 & 0 & 1 & 0 \\ 1 & 0 & 0 & 0 \end{bmatrix} X \begin{bmatrix} \hat{Y}_s \\ \hat{Y}_m \\ \hat{Y}_t \\ \dot{E} \end{bmatrix} \quad (20)$$

Les variables pointées expriment des accroissements proportionnels ( $\dot{E} = \frac{\hat{E}}{E}; \dot{U} = \frac{\hat{U}}{U}$ ). En outre, mentionnons que  $\dot{E} = -\left(\frac{U}{E}\right)\dot{U}$ .

La résolution du système pour  $\hat{U}$  (variation du chômage) nous permet d'aboutir au résultat statique suivant :

$$\hat{U} = -\frac{E\hat{K}_e}{U\sigma_{K_m}}(\sigma_{L_t}\sigma_{K_m} - \sigma_{L_m}\sigma_{K_t})$$

Nous obtenons une diminution du sous-emploi ( $\hat{U} < 0$ ) sous deux conditions alternatives :

1) Si  $\sigma_{L_t}\sigma_{K_m} - \sigma_{L_m}\sigma_{K_t} > 0$ , c'est-à-dire si  $\frac{L_t}{K_t} < \frac{L_m}{K_m}$ .

A contrario, nous aurons  $\hat{U} > 0$  si  $\frac{L_t}{K_t} > \frac{L_m}{K_m}$ .

2) Si  $\sigma_{L_t}\sigma_{K_s} - \sigma_{K_t}\sigma_{L_s} > 0$  c'est-à-dire si  $\frac{L_t}{K_t} > \frac{L_s}{K_s}$ .

A contrario, nous aurons  $\hat{U} > 0$  si  $\frac{L_t}{K_t} < \frac{L_s}{K_s}$ .

Il apparaît donc qu'un accroissement de l'investissement étranger ne conduira à une diminution du sous-emploi ( $\hat{U} < 0$ ) que si le secteur  $t$  dans son ensemble est comparativement plus intensif en travail que le secteur  $m$  ou que le secteur  $s$ . En revanche, si le secteur touristique présente une intensité capitaliste globalement plus forte que le secteur  $m$  ou que le secteur  $s$ , l'accroissement de l'investissement international dans le secteur touristique risque de provoquer une augmentation du chômage ou du sous-emploi réel.

Ce résultat peut être interprété d'une manière intuitive. Malgré l'existence d'un important sous-emploi structurel qui trouve, en fait, un exutoire dans l'informel de survie, une croissance importante du secteur touristique peut provoquer des suppressions d'emplois dans l'économie d'accueil. En effet, un investissement d'origine extérieure requiert un capital domestique additionnel afin de développer les indispensables infrastructures. Également, l'imposition de mesures dérogatoires fiscales ou tarifaires ou foncières favorables aux activités touristiques peut entraîner des transferts de capacités de production vers ce secteur. Le succès socio-économique des zones touristiques dépend en effet fondamentalement des effets de liaison, des infrastructures et des connexions qui

permettent des échanges et la mobilité des facteurs dans le cadre d'accord de *joint-ventures*.

Néanmoins, si des investissements importants de capital domestique interviennent dans l'enclave touristique, il peut en résulter un désinvestissement dans les autres activités, une désindustrialisation tendancielle et donc des suppressions d'emplois notamment dans le secteur  $m$ , compte tenu de la constance du rapport  $L/K$  et du caractère limité des dotations en capital domestique.

Un raisonnement identique peut prévaloir si le secteur de subsistance surtout de l'agriculture venait également à être affecté par un processus de désinvestissement. La croissance induite par le tourisme et les investissements internationaux supprimerait alors en fait davantage d'emplois qu'elle en créerait.

Les risques d'effets pervers que met en évidence notre modélisation peuvent être néanmoins neutralisés par une élévation de la formation intérieure de capital, que ce soit dans le secteur formel ou dans le secteur de subsistance ( $\hat{K}_{ds} > 0$  ;  $\hat{K}_{dm} > 0$  ou  $\hat{K}_d > 0$ ). Dès lors, la croissance touristique induite par une augmentation des investissements étrangers ne comporte d'externalités réellement positives que dans l'hypothèse d'un accroissement endogène et concomitant de l'investissement domestique dans l'économie considérée par des effets multiplicateurs, qu'il s'agisse de l'agriculture, des substitutions d'importations, des entreprises publiques, du commerce, des petites et moyennes entreprises ou des micro-entreprises du secteur informel localisé.

En résumé, quand le tourisme est moins *labor intensive* que l'agriculture, une croissance du secteur touristique peut conduire aux résultats suivants :

- Une diminution dans le secteur de subsistance,
- Une intensification des migrations des zones rurales vers les zones urbaines,
- Une augmentation du chômage urbain, d'une manière absolue et relative (effectifs de chômeurs et taux de chômage),
- Une croissance de la production touristique au détriment des autres activités productives et notamment de l'agriculture,
- Des résultats ambigus et incertains sur l'ensemble de l'économie locale.

Pour que l'économie d'accueil puisse bénéficier d'externalités positives en matière d'emploi, les productions induites par les effets multiplicateurs devront être

nécessairement à forte intensité de main-d'œuvre. Cependant, si l'investissement intérieur venait à faiblir, les syndromes d'une « *croissance appauvrissante* » risqueraient d'interférer d'une manière lancinante : augmentation tendancielle du chômage, stagnation des salaires réels, désindustrialisation, effets de remous sur les activités informelles, des termes factoriels de l'échange...

### 4.3 - Appréciations critiques et reformulations

On peut objecter que notre formulation demeure assujettie à l'hypothèse suivant laquelle le coût du travail dans le secteur formel est supérieur au coût du travail dans le secteur de subsistance. Or, dans les pays en transition et sous ajustement structurel, les mesures de déréglementation permettent souvent de corriger les distorsions duales introduites par la rigidité des salaires formels. La réduction des salaires réels, notamment par des dévaluations de la devise nationale, apparaît alors comme un instrument d'une valorisation des avantages comparatifs et d'une réaffectation des ressources vers les productions et les services exportables ou échangeables, comme notamment le tourisme.

Dès lors, les politiques d'ajustement structurel ne sont-elles pas de nature à réunifier le marché du travail, ce qui rendrait caduque les hypothèses et les conclusions du modèle ? L'expérience semblerait démentir une telle analyse, compte tenu de l'existence de coûts différentiels de transaction, d'ajustements de nature asymétrique et d'intensités factorielles inégales.

Néanmoins, l'expérience montre que les mesures d'ajustement et de déréglementation ne peuvent aboutir à une disparition complète des situations de dualité qui prévalent dans l'économie et notamment sur le marché du travail. La dichotomie secteur formel / secteur informel repose en effet sur l'existence de coûts différentiels de transaction en conformité avec les analyses de *R. Coase* (1988, 1992). Comme l'estiment avec pertinence *North* (1990) et surtout *De Soto* (2005), les structures institutionnelles formelles qui garantissent l'efficacité des marchés font généralement défaut, ce qui conduit inéluctablement à une informalisation partielle des transactions.

En fait, les données disponibles confirment que l'ajustement structurel a entraîné dans les pays concernés une diminution des salaires réels versés par le secteur formel. Également, la contraction des revenus semble avoir été encore plus marquée dans le secteur informel.

Néanmoins, notre modélisation pourrait faire l'objet de plusieurs prolongements, sur la base d'une levée de certaines hypothèses restrictives.

En premier lieu, notre analyse se fonde sur une situation d'espace homogène et ne tient pas compte des inégalités régionales qui peuvent justifier, dans certains cas, l'implantation de zones d'extraterritorialité.

En deuxième lieu, l'hypothèse d'une absence de mobilité sectorielle du capital limite d'une manière significative la portée de la modélisation. Notamment, le code d'investissement et les réglementations afférentes aux entreprises touristiques imposent fréquemment l'établissement de *joint-ventures* entre les capitaux domestiques et les capitaux étrangers. Par conséquent, il serait opportun d'introduire une hypothèse de mobilité de capital et des moyens de financement (officiels ou non officiels) entre le secteur formel, le secteur de subsistance et le secteur touristique. Cependant, une telle hypothèse n'invaliderait pas fondamentalement les conclusions du modèle, notamment dans une situation de marché du travail homogène et sans distorsion ( $w_s = w_m = w_t = \bar{w}$ ), avec un salaire donné d'une manière exogène par une internationalisation tendancielle des coûts de production. En effet, sur la base d'un modèle, qui postulerait une mobilité du travail entre les trois secteurs considérés et une mobilité du capital entre le *secteur formel* et le *secteur touristique*, avec une dotation rigide de capital domestique, il est facile de démontrer qu'un accroissement des investissements dans l'enclave touristique serait de nature à aggraver le sous-emploi si les activités de la zone concernée s'avéraient peu créatrices d'emploi parce que relativement plus « capitalistiques » que celles du reste de l'économie locale. Pour que l'économie d'accueil puisse bénéficier d'externalités positives en matière emploi, les activités liées au tourisme devront être nécessairement à forte intensité de main d'œuvre, ce qui entre en contradiction avec la réalité de la grande industrie hôtelière internationale.

D'une manière plus large, mentionnons que certains auteurs (notamment *M. A. Khan*, 1982) ont déjà démontré que le théorème de *Rybczynski* conserve toute sa pertinence dans une situation de type *Harris-Todaro*, avec une mobilité sectorielle partielle du capital et une formulation des contraintes d'intensité factorielle en terme d'ajustement de sous-emploi.

## 5 - CONCLUSION

En contradiction avec certains travaux, la modélisation révèle que dans une économie caractérisée par une offre illimitée de main-d'oeuvre au sens de *Lewis* (1954) et un important sous-emploi de type *Harris-Todaro*, la croissance d'un secteur enclavé, induite principalement par une offre croissante du capital étranger, peut paradoxalement comporter des effets pervers en matière d'emploi et entraîner ainsi une croissance « *appauvrissante* » au sens de *J.N.Bhagwati* (1968-1995) et en définitive une augmentation du chômage réel. De tels processus peuvent se manifester par les phénomènes suivants :

1. Les mesures d'incitation s'orientent essentiellement vers l'exportation de biens et de services. Les demandes sociales sont alors soumises un objectif de maximisation de la production exportable reléguant au second plan les secteurs locaux producteurs de biens non échangeables. Également, les flux d'importation deviennent strictement conditionnés à des flux postérieurs de réexportation des services. Tel est le cas notamment des importations des biens de consommation « de luxe » qui par définition ne peuvent être produits localement. Les activités touristiques fonctionnent souvent essentiellement dans des enclaves, économiques et géographiques, en marge du reste de l'économie locale.
2. La demande de produits et de services émanant des entreprises locales et notamment des unités opérant dans le secteur formel risque souvent de diminuer, à la suite d'une intégration insuffisante des activités locales notamment de nature artisanale. La constitution d'un secteur touristique n'exercera d'effets positifs que dans l'hypothèse d'une complémentarité étroite avec les activités locales, agricoles, artisanales ou industrielles, allant ainsi dans le sens de l'émergence de districts industriels au sens d'*Alfred Marshall*.
3. L'expérience montre que les activités touristiques ne sont pas nécessairement à forte intensité en travail. Autant dire que les emplois créés, au demeurant souvent instables ou saisonniers et les rémunérations versées sous forme de bas salaires à un travail peu qualifié ne permettent pas toujours une forte croissance de la demande au niveau local. À cet égard, il peut exister une contradiction entre les retombées positives du tourisme au niveau macro économique (recettes en

devises, moindres des équilibres de la balance des opérations courantes, accroissement des recettes fiscales...) et les conséquences au niveau des économies locales ou régionales.

4. Les réflexions qui précèdent et l'esquisse de modélisation établissent qu'une spécialisation touristique excessive notamment dans le cadre de zones enclavées, serait de nature à entraîner, au niveau local et régional, une aggravation de sous-emploi réel et de la marginalité. Ce résultat peut sembler paradoxal. Cependant, il révèle l'existence d'un risque incontestable reconnu par un rapport récent de la *Banque Mondiale* (2004) et attesté par de nombreuses études empiriques. Dans ces conditions, la spécialisation touristique éventuellement renforcée par des dévaluations compétitives, dans le contexte d'un marché du travail dual et segmenté peut conduire à une forme de croissance « *appauvrissante* », parfois accompagnée d'une détérioration des termes de l'échange et d'une exploitation excessive de l'environnement.

En l'occurrence, nos modélisations confirment les résultats de travaux antérieurs sur les retombées du tourisme à l'égard des économies d'accueil : une croissance touristique peut, sous certaines conditions, améliorer les termes de l'échange mais conduire également à une diminution de l'accumulation du capital et à une aggravation du sous-emploi, en fonction des degrés d'intensité factorielle (*Chi-Chur Chao et al.*, 2005 ; *Sahli et Nowak*, 2005 ; *Gooroochurn et Blake*, 2004). Dès lors, risquent d'apparaître les syndromes d'une « *croissance appauvrissante* ».

Une stratégie de croissance ouverte, utilisant la spécialisation touristique requiert alors un projet alternatif d'ajustement spatial et structurel, coïncidant à un niveau théorique avec une réhabilitation du concept de développement local endogène. Il s'agit alors de reformuler le modèle d'exportation, notamment d'exportation de services, en acceptant la nécessité de l'intégration internationale et de l'ajustement extérieur, mais aussi en introduisant une critique du caractère dépendant et déséquilibré d'une spécialisation touristique excessive et univoque.

Contrairement à l'optique initiale de la « base exportatrice » qui fait dépendre le dynamisme productif principalement de l'investissement international, une stratégie de développement équilibré doit se fonder sur une complémentarité entre d'une part les initiatives et des ressources endogènes et d'autre part les marchés exogènes. Dans le cas

d'une croissance touristique, l'endogénéité du processus de croissance provient d'une utilisation complète du côté de l'offre des ressources culturelles et productives (environnement, entrepreneuriat, main-d'œuvre, traditions artisanales et manufacturières, proximité géographique des métropoles, monuments historiques...). Le rôle stratégique rempli à la fois par le secteur agricole, les petites et moyennes entreprises, ainsi que par le secteur informel localisé constitue une caractéristique commune à la plupart des pays qui ont réussi la mise en valeur de leurs potentiels endogènes à partir d'une croissance induite par le tourisme.

## CONCLUSION GENERALE

---

## 1- SYNTHÈSE DES RESULTATS

Comme l'écrit *Goded Salto* (2002), « la littérature économique consacrée aux relations entre le tourisme et le développement économique donne lieu à d'interminables controverses, avec des divergences extrêmes d'opinion. Dans ce contexte, se pose la question de savoir s'il est possible de proposer un point de vue conciliateur entre, d'une part, la thèse qui maintient que le tourisme garantit, en toute circonstance, le bien-être des communautés d'accueil et, d'autre part, l'antithèse qui postule que l'expansion de cette activité est une stratégie à éviter, compte tenu des coûts considérables qui en découlent ».

Dans notre thèse, nous défendons une position intermédiaire, selon laquelle, le tourisme est générateur de bénéfices considérables dans la perspective du développement, mais seulement dans l'hypothèse de l'observance d'un certain nombre de conditions et avec l'adoption de politiques volontaristes adaptées aux situations particulières. Notamment, l'évaluation des stratégies de développement qui se fondent d'une manière globale ou partielle sur l'attraction du tourisme international doit toujours être effectuée en termes nets, en postulant qu'un bénéfice apparent comporte toujours un coût d'opportunité manifeste ou occulte.

Dans cette lignée, nous pouvons synthétiser les résultats de nos recherches à caractère transversal et pluridisciplinaire.

- 1) Dans le chapitre I, nous avons analysé un large échantillon des pays et également des sous-ensembles de pays à spécialisation touristique, en incluant notamment des « petits pays » et des pays insulaires. Pour tous ces ensembles, les résultats sont convergents : si l'on excepte les petits pays insulaires, dont la situation particulière a été étudiée notamment par *Brau, Lanza et Pigliaru* (2003, 2006, 2007), les variables explicatives liées au tourisme n'ont pas d'effets franchement significatifs sur la croissance économique et, dans les cas où les relations semblent significatives, elles sont souvent paradoxalement négatives ou alors ne mettent en évidence que des effets très modérés. En résumé, une étude plus rigoureuse des relations entre le tourisme et la croissance économique, par référence notamment à des travaux empiriques ou à des approches en données de panel, conduit à écarter l'existence d'une causalité positive systématique entre la spécialisation touristique et la croissance.

- 2) Dans le chapitre II, nous avons proposé un modèle dans une perspective *supply side* afin de déterminer l'existence d'avantages comparatifs éventuels. L'estimation a donc été entreprise à partir des données disponibles établies par l'OMC et la Banque Mondiale, pour une durée de quinze ans et pour plus d'une centaine de pays regroupés en cinq catégories censées présenter une certaine homogénéité (OCDE, Amérique latine - Caraïbe, Afrique, Moyen Orient - Méditerranée, Asie-Pacifique). Les résultats obtenus confirment l'existence d'un certain nombre des facteurs au niveau de l'offre susceptibles d'expliquer les flux touristiques internationaux, par référence aux niveaux de revenus, à l'ouverture aux échanges internationaux, à la compétitivité des prix, aux affinités culturelles et aux créations d'actifs telles que les capacités hôtelières. Notre but était d'établir une relation explicative entre la modélisation de la demande touristique et les théories traditionnelles de l'échange international.
- 3) Dans le chapitre III, nous avons appliqué un modèle nouveau de prévision inspiré de la méthode dite *Grey Forecasting* à la situation particulière du Vietnam, pays en transition récemment intégré dans les flux mondiaux d'échanges et affecté par une instabilité structurelle de la demande touristique. Nous avons essayé de présenter un instrument prévisionnel susceptible d'être utilisé à la fois par les décideurs, les entreprises et les pouvoirs publics, dans le but de définir des stratégies pertinentes de gestion de l'activité touristique. En tout état de cause, la demande touristique internationale au Vietnam, comme dans l'ensemble de l'Asie, fait preuve d'un dynamisme soutenu. Il s'agit donc d'un phénomène qui doit requérir une attention croissante compte tenu de ses impacts présents et futurs sur le développement d'un pays dont l'économie est stimulée par une internationalisation croissante et une ouverture rapide à l'échange international.
- 4) Dans le chapitre IV, dans le cadre d'un modèle essentiellement théorique, nous avons traité des avantages relatifs d'une spécialisation touristique d'une « petite économie » qui voudrait maximiser son taux de croissance dans le long terme, en pratiquant notamment une utilisation prudente et une gestion conservatoire des ressources naturelles, que ce soit dans le cadre d'une solution optimale statique ou dans les conditions d'un développement durable des flux de dépenses touristiques internationales. L'ensemble des résultats révèle que la spécialisation touristique permet de bénéficier en général de perspectives économiques favorables,

notamment dans l'hypothèse d'une spécialisation qui privilégie un produit basé sur une haute qualité environnementale. Néanmoins, les incitations à une exploitation excessive de la ressource naturelle sont nombreuses et puissantes et l'expérience montre qu'il est difficile de les neutraliser. En particulier, il est souvent ardu de définir des solutions « soutenables » tenant compte des générations futures, notamment en présence d'une incertitude sur les changements de préférences des touristes.

- 5) Dans le chapitre V, nous avons analysé, à partir de concepts clés (effets de liaison, de déperdition et de multiplication), les relations complexes entre la croissance touristique et les économies locales. Nous avons présenté, dans ce but, un modèle d'équilibre général rendant compte des effets socio-économiques induits par une spécialisation se fondant essentiellement sur des « enclaves touristiques », au demeurant fortement consommatrices de ressources productives (travail, mais aussi capital et terre). La modélisation présentée permet de démontrer que ce phénomène peut comporter des effets pervers. Globalement, la modélisation en termes d'équilibre général nous permet d'évaluer les retombées à court et moyen termes de la croissance touristique sur l'emploi, l'accumulation du capital et le bien-être des populations résidentes, dans le cadre d'une économie locale affectée par un sous-emploi structurel et des distorsions sur les marchés du travail et du capital. Une croissance touristique améliore certes les termes de l'échange et peut s'avérer créatrice d'emploi. Mais, elle peut également conduire à une diminution de l'accumulation du capital. La réduction dans le stock de capital dépend alors des degrés d'intensités factorielles. Quand le secteur des biens échangés est faiblement capitalistique, l'expansion du tourisme améliore le bien-être. Cependant, quand le secteur des biens échangés est fortement capitalistique, l'affaiblissement du processus de formation du capital peut entraîner une diminution du bien-être. Autant dire que la croissance touristique peut alors s'avérer appauvrissante.
- 6) Dans le chapitre VI, consacré aux relations incertaines entre la croissance touristique et l'emploi, nous avons présenté deux modélisations en termes d'équilibre général intégrant certaines caractéristiques structurelles essentielles des pays en développement (sous-emploi ; migrations ; dualisme et distorsion sur les marchés de facteurs ; concurrence entre le tourisme et les autres activités

quant à la captation des ressources productives). Nos modélisations révèlent que dans une économie caractérisée par une offre illimitée de main-d'œuvre au sens de *Lewis* (1954) et un important sous-emploi de type *Harris-Todaro*, la croissance d'un secteur touristique enclavé, induite principalement par une offre de croissance de capital étranger, peut comporter des effets pervers en matière d'emploi et entraîner une croissance appauvrissante au sens de *Bhagwati*, avec en définitive une augmentation du chômage réel.

Le principal objectif de notre recherche était de présenter des explications à la fois théoriques et empiriques des impacts et des effets nets réels d'une croissance touristique. Les résultats obtenus n'impliquent aucunement une disqualification de l'activité touristique dans la perspective d'un développement durable. Il montre cependant qu'en plus des coûts sociaux, culturels et environnementaux imputés au tourisme dans une littérature récente, la croissance de cette activité peut également comporter des coûts économiques sévères, de nature à susciter des processus d'appauvrissement des communautés locales et des populations indigènes.

Dans ces conditions, contrairement à l'optique initiale de la base exportatrice qui fait dépendre le dynamisme productif d'un essor touristique, induit le cas échéant par l'investissement international, une stratégie de développement équilibré doit se fonder sur une complémentarité entre, d'une part, les initiatives et les ressources endogènes et d'autre part, les marchés exogènes. Dès lors, une stratégie de croissance ouverte induite par la spécialisation touristique requiert un projet alternatif d'ajustement spatial et structurel coïncidant, à un niveau théorique avec une réhabilitation du concept de développement endogène. L'endogénéité du processus de croissance provient d'une utilisation complète du côté de l'offre des ressources naturelles, culturelles et productives (entrepreneuriat, main d'œuvre, traditions artisanales et manufacturières ; proximité géographique des métropoles...). Le rôle stratégique rempli à la fois par le secteur agricole, les petites et moyennes entreprises, ainsi que par le secteur informel localisé constitue une caractéristique commune à la plupart des pays qui ont réussi la mise en valeur de leurs potentiels endogènes à partir d'une croissance touristique initiale.

## 2- PERSPECTIVES DE RECHERCHES ULTERIEURES

Certain des travaux les plus critiques à l'encontre du tourisme comme facteur de développement coïncident quant aux hypothèses avec ceux qui, à contrario, défendent la pertinence de cette stratégie. La plupart de ces études se fondent en effet sur des postulats équivoques qui invalident en grande partie la portée de leurs conclusions. Dans l'un et l'autre cas, on affirme que l'activité touristique engendre des bénéfices nets ou des pertes nettes quel que soit le pays récepteur, sans tenir compte des différences de structures économiques et sociales.

Cependant, une analyse plus profonde des effets de l'expansion touristique sur un pays ou une région en développement devrait aboutir à la conclusion qu'il est impossible d'établir des règles générales transposables dans tous les pays du Sud. En effet, dans tous les cas, les rendements espérés des investissements touristiques dépendent des caractéristiques de base de la zone réceptrice.

Parmi ces caractéristiques essentielles, se détachent la dimension géographique et démographique, le niveau de développement et le degré de diversification de l'appareil productif du pays ou de la région considérée. Dès lors, les conséquences du tourisme dépendent, dans une grande mesure, de sa capacité à engendrer des recettes nettes en devises et à diffuser des effets de liaison et de multiplication de la dépense touristique dans l'ensemble de l'économie nationale ou régionale. Ces variables demeurent conditionnées par les capacités de l'économie d'accueil à répondre aux demandes des entreprises touristiques en ce qui concerne les consommations intermédiaires et les facteurs productifs. Fondamentalement, ces capacités de réponse sont directement fonction du niveau de développement et de diversification des appareils productifs. En outre, le concept de « tourisme soutenable » comporte différentes composantes souvent complexes, économiques, culturelles ou environnementales, ce qui implique la préservation de la diversité biologique et la minimisation des impacts écologiques.

Dans cette lignée, nos recherches ultérieures pourraient suivre deux axes complémentaires : 1) Analyser davantage les relations complexes entre le tourisme et la croissance économique. 2) Définir les conditions socio-économiques d'un « tourisme soutenable » au service d'un développement durable.

## 2.1 - Analyser les relations complexes entre le tourisme et la croissance économique

Le tourisme international est devenu une source majeure de recettes en devises et la principale exportation pour de nombreux pays en développement, ainsi que pour plusieurs pays développés. Depuis deux décennies, nombreux sont les pays en développement ayant centré leurs politiques économiques sur la promotion du tourisme international conçu comme un source potentielle de croissance.

Cependant, la compréhension des relations entre les exportations et la croissance économique n'est pas encore clairement établie : tandis que des études *cross-section* semblent confirmer l'hypothèse que les exportations assurent la croissance, des études *time séries* aboutissent à des résultats peu concluants. Quand on traite des relations entre le tourisme et la croissance économique, il convient de considérer cette activité comme une exportation non traditionnelle et, à cet égard, il n'existe que peu d'études concernant les pays en développement.

L'hypothèse de la « *croissance emmenée par les exportations* » (CEEX) (*export-led growth hypothesis*) se fonde sur le postulat que la croissance économique des pays dépend non seulement de la croissance des dotations en facteurs de production, tels que le travail et le capital, mais également de la croissance des exportations. Dans cette lignée, les exportations contribuent positivement à la croissance économique par différentes voies : exploitation des économies d'échelle (*Helpman et Krugman, 1985*), allègement de la contrainte extérieure (*McKinnon, 1964*), amélioration de l'efficacité par l'intensification de la concurrence (*Krueger, 1980*), diffusion de la connaissance et du progrès techniques (*Grossman et Helpman, 1991*).

La thématique de la CEEX a été largement analysée dans la littérature (cf. le *survey* de *Giles et Williams, 2000*) et, à ce sujet, le rôle stimulant des exportations dans la croissance économique semble établi à un niveau théorique. Cependant, les résultats des travaux empiriques sont souvent très contradictoires et sembleraient plutôt suggérer des causalités bidirectionnelles. De ce fait, actuellement, la croissance des pays en développement par référence au dynamisme des exportations suscite un intérêt majeur, comme en témoigne la multiplicité des travaux empiriques, parmi lesquels, nous pouvons citer *Khalafalla et Webb (2001)* pour la Malaisie ; *Panas et Vamvoukas (2002)* pour la Grèce ; *Abual-Foul (2004)* pour la Jordanie ; *Al Mamun et Nath, (2005)* pour le

Bangladesh et Awokuse pour la Corée (2005). La plupart de ces études analysent la causalité entre les exportations et la croissance d'une manière bidirectionnelle.

Directement dérivée de l'hypothèse de la CEEEX, l'hypothèse de « *croissance emmenée par le tourisme* » (CETO) (*tourism-led growth hypothesis*) est récemment apparue dans la littérature. Balaguer et Cantavella-Jordà (2002) ont été les premiers auteurs à mentionner ce concept qui suscite maintenant une attention croissante. En tenant compte, premièrement, du fait que le tourisme international doit être considéré comme une exportation non traditionnelle (puisque la consommation intervient *in situ*) et que, deuxièmement, le tourisme international enregistre une croissance de caractère exponentielle et qu'il est de ce fait considéré comme un facteur stratégique potentiel de développement, il semble logique d'explorer les liens entre la CEEEX et la CETO.

Néanmoins, on ne peut que constater l'absence de travaux théoriques ou la rareté des études empiriques sur la CETO. Dans ce contexte, quelques chercheurs néanmoins ont essayé de démontrer que le tourisme doit être considéré comme un facteur essentiel de croissance économique dans de nombreux pays en développement. Mentionnons à cet égard, les travaux de Cantavella-Jordà (2002) pour l'Espagne, de Dritsakis (2004) pour la Grèce, Gunduz et Hatemi (2005) pour la Turquie, Oh (2005) pour la Corée, Kim et al., (2006) pour Taiwan et surtout Brau, Lanza et Pigliaru (2003, 2006) pour les petits pays insulaires à forte spécialisation touristique. En analogie avec la CEEEX, ces auteurs analysent l'existence d'une possible relation causale entre le tourisme et la croissance sur une base bidirectionnelle. Cependant, pour la plupart ils ne parviennent pas à établir l'existence d'une causalité de long terme entre le tourisme et la croissance économique. Le dilemme peut être ainsi exprimé : le tourisme engendre-t-il la croissance économique ou la croissance économique engendre-t-elle le tourisme ? Aucune réponse satisfaisante à cette question n'a été à ce jour formulée.

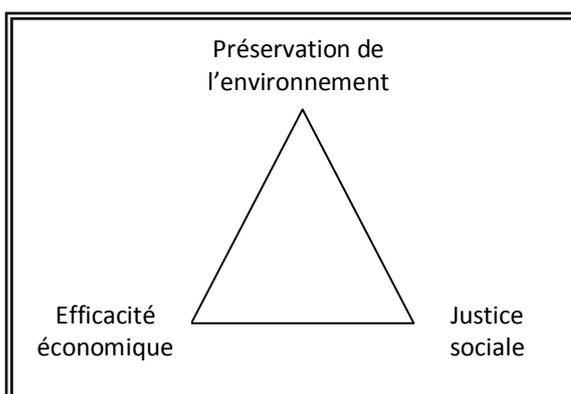
Parmi les travaux empiriques sur les hypothèses de CEEEX et de CETO, on peut citer quelques études récentes qui synthétisent deux hypothèses en utilisant des fonctions de production au sein desquelles la croissance économique est expliquée par le capital physique, le capital humain et les exportations conçues d'une manière désagrégée afin d'intégrer les services et le tourisme : Durbary (2004), à propos de l'île Maurice, Federici et Marconi (2002) à propos de l'Italie, Balaguer et Cantavella-Jordà (2002, 2004) à propos de l'Espagne, ainsi que Cortés-Jiménez et Pulina (2006) dans une étude

comparative sur la situation de l'Espagne et de l'Italie. Il faut évidemment ajouter à ces auteurs, *Brau, Lanza et Pigliaru* (2003, 2007) à propos des petits pays insulaires.

Cet axe de recherche nous semble indispensable à une meilleure compréhension des processus de croissance dans les pays en développement et en transition, notamment en Asie. A cet égard, l'économétrie la plus récente fournit des instruments opérationnels, en particulier les tests de causalité de *Granger*, afin de mettre en évidence les éventuelles relations de court et de long terme.

L'établissement d'une relation causale unissant le tourisme international, les exportations de biens et de services et la croissance économique comporterait des implications significatives en matière de prise de décision, de conduite des politiques commerciales et financières, ainsi que de marketing international. S'il apparaissait une causalité unidirectionnelle de la croissance touristique vers la croissance économique, l'hypothèse d'une croissance économique emmenée par le tourisme se trouverait confirmée, avec des implications majeures en matière de politique. Si les résultats montraient une causalité de sens inverse, dans ces conditions, seul le développement économique pourrait à terme conduire à un essor touristique durable. Par ailleurs, si les résultats établissaient un processus bidirectionnel, la croissance touristique, l'expansion des exportations et la croissance économique entretiendraient alors une relation causale réciproque et, dans ces conditions, une double impulsion sur le tourisme et les exportations apparaîtrait comme bénéfique. Enfin, si n'apparaissait aucune relation de causalité entre la croissance touristique, l'essor des exportations et la croissance économique, les stratégies de promotion touristique perdraient alors de leur intérêt et de leur caractère opérationnel.

## 2.2 - Définir les conditions socio-économiques d'un tourisme soutenable et d'un développement durable



La réalisation d'un développement durable doit se fonder sur trois composantes : l'efficacité économique, la justice sociale et la conservation de l'environnement. Ces trois thématiques sont indissociables comme l'établissement de

nombreux auteurs (notamment *Coccosis, Coccosis et Nijkamp, 1995 ; Coccosis et Constantoglou, 2006*). A cet égard, il convient de dissocier le concept de développement durable et celui de tourisme soutenable. En effet, comme le définit *Butler (1993)*, « le développement durable, par référence au tourisme, peut être ainsi conçu : un tourisme qui se développe et se maintient dans une région ou une communauté de telle manière qu'il demeure viable pour une période indéfinie, sans dégrader ou altérer l'environnement (humain et physique), sans compromettre la croissance d'autres activités productives indispensables ou processus de développement. Le tourisme soutenable, quant à lui, doit être conçu comme une activité susceptible de maintenir sa viabilité durant une période de temps indéfinie ».

La complexité du concept de tourisme soutenable a conduit certains auteurs et praticiens à mettre purement et simplement en cause son utilité (*Middleton et Hawkins, 1998*).

Dans ce contexte, se pose la question de définir des instruments méthodologiques visant à évaluer les impacts socio-économiques réels du tourisme à l'aide d'indicateurs opérationnels et significatifs. Mentionnons, à cet égard, les apports pertinents de *Cernat et Gourdon (2005)* qui présentent un « outil de référence et d'évaluation en matière de tourisme soutenable » (*sustainable tourism benchmarking tool - STBT*) sur la base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, dans le but de guider les décideurs, les chercheurs et les hommes d'affaires. L'objectif de cette instrumentation est double : en premier lieu, permettre de détecter les problèmes de « soutenabilité » dans les destinations touristiques ; en deuxième lieu, présenter des indicateurs et des méthodes susceptibles d'améliorer les prévisions et les décisions.

Afin de construire ces *STBT (sustainable tourism benchmarking tools)*, les indicateurs dimensionnels suivants ont été sélectionnés : les actifs touristiques ; l'activité touristique internationale ; les effets de liaison et de multiplication ; les effets de déperdition ; des critères de « soutenabilité socio-écologique » ; les dotations en infrastructures ; d'autres facteurs d'attraction, tels que les prix, les ressources humaines, les risques divers...

Précisons les contenus de chacun de ces indicateurs :

1) *Les actifs touristiques :*

Les actifs touristiques constituent un facteur essentiel de motivation des visiteurs vers une destination particulière. Autant dire que ces actifs doivent être soigneusement évalués avant de décider si une destination touristique présente un potentiel réel. Dans l'hypothèse d'une réponse positive, il convient d'identifier les activités touristiques qu'il convient de promouvoir. Cette méthodologie distingue deux catégories d'actifs touristiques : les ressources naturelles et les patrimoines culturels.

2) *L'activité touristique internationale*

Si un pays dispose réellement d'actifs touristiques, il convient de savoir de quelle manière ce pays exploite ses atouts vis-à-vis des flux touristiques mondiaux. Notamment devront être ciblés les marchés, le nombre de touristes et les dépenses touristiques, dans une perspective de long terme. Dans ce but, il convient de concevoir des indicateurs désagrégés concernant la nature des voyages, les modes de transport, les pays d'origines et les motifs des visites. Ces indicateurs d'activité devraient ainsi suggérer par quelles voies la dépense touristique moyenne pourrait être augmentée ou améliorée.

3) *Les effets de liaison et de multiplication (linkage effects)*

Afin de maximiser les bénéfices sociaux résultant d'une croissance ou d'une spécialisation touristique, il convient d'intégrer pleinement cette activité dans l'économie nationale et dans les économies locales, en renforçant les liens et les complémentarités avec les autres secteurs : agriculture, industries manufacturières, construction, artisanat, services divers... Seule une intégration de l'activité touristique au sein des activités locales permettra d'engendrer de réels effets multiplicateurs.

4) *Les effets de déperdition (leakage effects)*

L'expérience montre l'ampleur des effets de déperdition de l'activité touristique au détriment des économies locales. Dans ces conditions, la croissance touristique risque de conduire inévitablement à des situations d'appauvrissement. Une évaluation sérieuse des effets de déperdition nécessite la confection de comptes

satellites et de tableaux d'échanges intersectoriels. Par ailleurs, les effets de déperdition ne se limitent pas aux seules importations. Il convient en effet d'y inclure également les flux financiers qui rémunèrent le capital étranger au détriment des économies nationales ou locales. Afin de mesurer ces pertes, *Perez de Cuello* (2001) propose l'indicateur suivant :

$$F = (W + I + D)/R$$

Avec : F = flux financiers vers l'extérieur ; W = rapatriement des rémunérations des employés étrangers ; I = intérêts payés au reste du monde ; D = rapatriement de dividendes ; R = revenus de l'activité touristique.

En accord avec *Gollub et al.*, (2001), il convient en effet de considérer les versements de dividendes et d'intérêts comme des pertes qui résultent de la participation et de la présence du capital étranger dans l'activité touristique.

#### 5) *La soutenabilité socio-écologique*

Il convient de savoir dans quelle mesure les activités touristiques agissent sur l'environnement et les communautés locales ou indigènes. A cet égard, il convient d'élaborer, éventuellement en collaboration avec les organisations internationales, des indicateurs objectifs afin de prévenir les processus de dégradation des ressources et des systèmes de valeurs. De toute évidence, cette dimension entretient des rapports étroits avec les effets de liaison et de déperdition qu'il conviendrait de mieux analyser. A titre d'exemple, même si une activité touristique ne comporte que des effets de déperdition limités, ses retombées locales peuvent être insuffisantes voire négatives, s'il n'y a que peu de création d'emplois ou si les salaires distribués sont très faibles. Une conservation rigoureuse de l'environnement implique aussi la préservation des cultures traditionnelles dans leurs différents aspects, afin de réduire les risques d'ethnocide ou de génocide culturel que comporte nécessairement une intégration dans l'économie mondiale véhiculée par le tourisme.

#### 6) *Les dotations en infrastructures*

Les dotations en infrastructures doivent être considérées comme un actif touristique. Néanmoins, elles présentent une spécificité dans la mesure où elles constituent des « avantages comparatifs acquis », au sens de la théorie du commerce international.

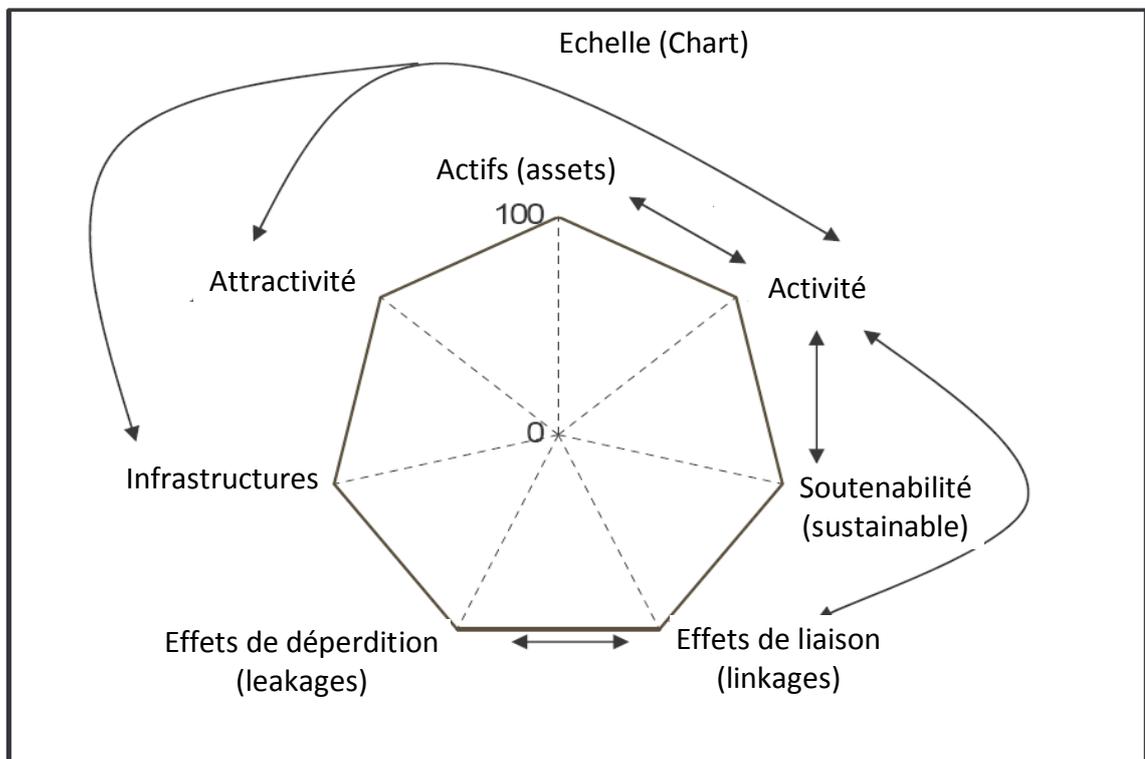
### 7) *Autres facteurs d'attraction*

Parmi les autres facteurs d'attraction, mentionnons notamment les prix des services, dans le cadre d'un marché touristique mondialisé et donc nécessairement concurrentiel. A cet égard, les pays en développement utilisent souvent l'arme des dévaluations compétitives, comme l'ont illustré les pays d'Asie à la fin des années 1990. Il va de soi néanmoins que les manipulations monétaires dans ce domaine peuvent comporter des effets pervers et conduire rapidement à des situations de croissance appauvrissante, avec un déclin tendanciel des termes de l'échange des pays à spécialisation touristique.

Parmi les autres facteurs d'attractivité, mentionnons la qualification de la main d'œuvre, les niveaux de formation et surtout la sécurité et le recul de la criminalité.

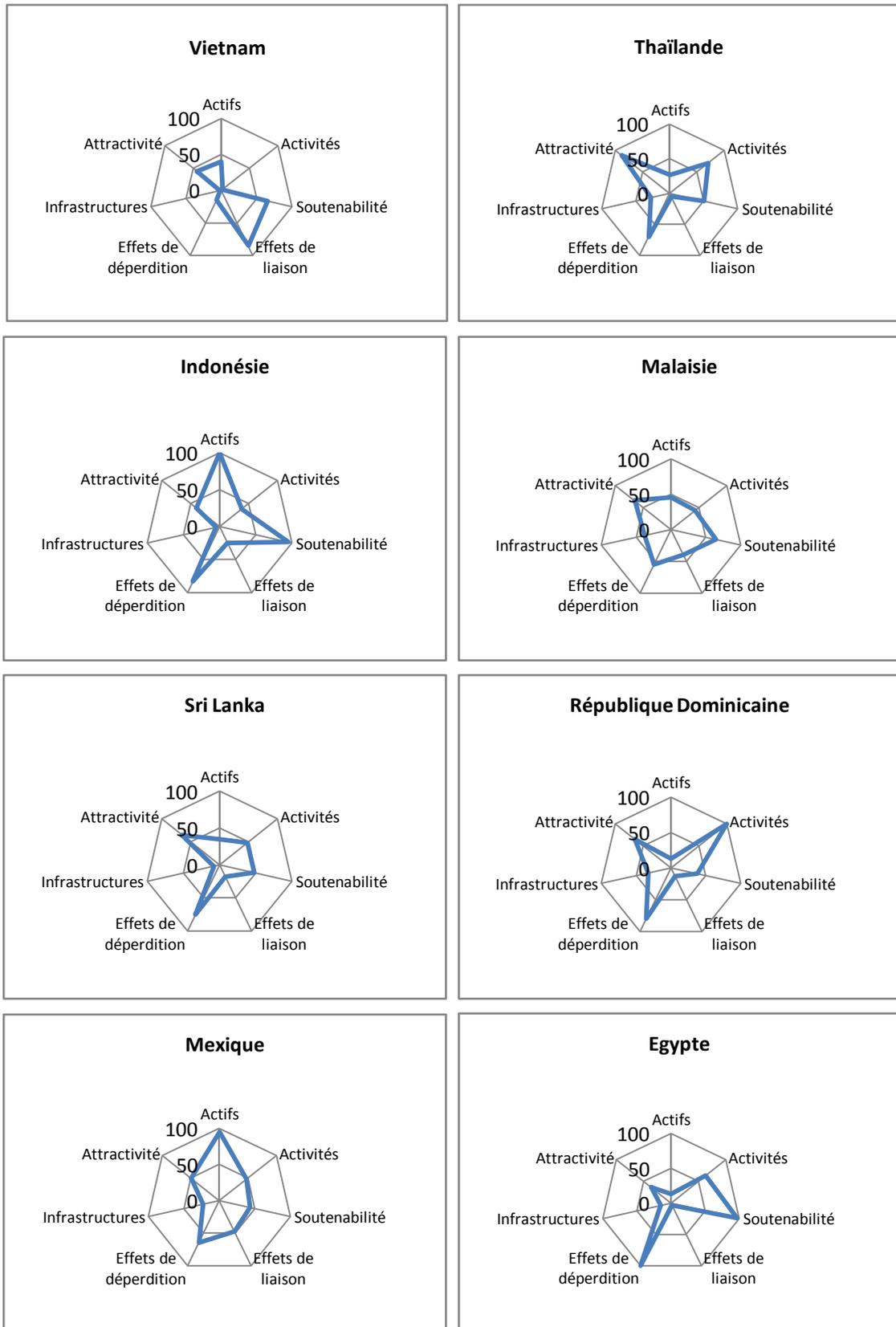
Utilisant cette classification, *Cernat et Gourdon (2005)* sélectionnent une quarantaine d'indicateurs normalisés qu'ils incluent dans un STBT (*sustainable tourism benchmarking tool*) avec des notations allant de 1 à 100, intégrées dans un polygone de synthèse.

**Figure 1 : Sustainable Tourism Benchmarking Tool (STBT) : structure conceptuelle**



Source : L. Cernat and J. Gourdon, (2005) Is the concept of sustainable tourism sustainable? Developing the Sustainable Tourism Benchmarking Tool, *Munich Personal RePec Archive Paper No. 4178*

**Figure 2 : Sustainable Tourism Benchmarking Tool : Applications**



Source : L. Cernat and J. Gourdon, (2005) Is the concept of sustainable tourism sustainable? Developing the Sustainable Tourism Benchmarking Tool, *Munich Personal RePec Archive Paper No. 4178*

Sur cette base, les auteurs présentent des évaluations concernant plusieurs pays : Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Sri Lanka, Vietnam, République Dominicaine, Mexique et Egypte. Les graphiques ci-après synthétisent les différents résultats et appellent les commentaires suivants :

- L'Indonésie dispose d'actifs touristiques considérables (notation 100) et également d'un potentiel important concernant la soutenabilité compte tenu de l'immensité de ses îles et de l'importance de ses ressources naturelles. Cependant, ce pays obtient des scores médiocres en ce qui concerne les effets de liaison, les infrastructures et l'attractivité.
- La Malaisie fait preuve d'une grande attractivité et manifestement d'une plus grande efficacité dans l'exploitation de ces ressources touristiques. Cependant, les effets de liaison à l'égard de l'économie locale demeurent faibles.
- La Thaïlande présente un score élevé en matière d'attractivité mais par contre les effets de liaison avec les économies locales semblent excessivement réduits.
- Le Vietnam est un pays où l'activité touristique demeure comparativement très réduite, conséquence probable d'une insuffisante politique de promotion et d'une fermeture persistante, avec notamment des formalités excessivement contraignantes de visa par rapport aux autres pays d'Asie. Cependant, il convient d'observer l'existence d'importants effets de liaison vis-à-vis de l'économie locale, notamment des micro-entreprises de l'artisanat et du secteur informel.
- Le Sri Lanka présente une évidente attractivité malgré des retards en matière d'infrastructures.
- Le Mexique offre des actifs touristiques considérables avec des effets de liaison significatifs à l'égard des économies locales.
- La République Dominicaine se caractérise par un indice d'activité très élevé, conséquence d'une intense promotion de cette destination par les tour-opérateurs. Néanmoins, on peut observer la faiblesse des effets de liaison et l'importance des effets de déperdition.
- En Egypte, le tourisme se caractérise par d'importants effets de déperdition et de très faibles effets de liaison avec l'économie locale.

Dans l'ensemble, ces résultats traduisent l'hétérogénéité des situations. Ils démontrent aussi la nécessité de concevoir des outils méthodologiques plus performants

afin de contribuer à l'amélioration de la gestion du phénomène touristique dans des pays qui se caractérisent souvent par d'importantes pénuries en matière de statistiques. Il y a là évidemment un axe majeur de recherche et un impératif auquel nous avons essayé de répondre dans le chapitre III en appliquant la méthode du *Grey Forecasting* à la situation particulière du Vietnam.

### **3- REFLEXIONS FINALES**

Dans nos recherches, nous avons soutenu une thèse qui se fonde sur une révision critique des opinions affirmées aussi bien par les défenseurs inconditionnels de la stratégie de développement touristique que par ses détracteurs les plus sévères.

Il est indiscutable que, dans de nombreux cas, le tourisme n'a pas présenté les avantages que l'on pouvait escompter. Malgré les politiques d'ouverture et les efforts pour attirer les groupes multinationaux et les visiteurs, l'activité touristique n'a souvent engendré que des bénéfices nets limités, notamment envers les économies locales. En outre, l'expansion touristique a parfois donné lieu à des coûts sociaux considérables dans les communautés d'accueil, avec notamment des mouvements spéculatifs et des préjudices irréparables sur l'environnement.

Néanmoins, les arguments extrêmes soutenus par les auteurs les plus critiques sont également aisément réfutables, en particulier quand la critique du phénomène touristique vise à défendre des structures archaïques qui compromettent le développement et enfoncent les populations dans les ornières de la pauvreté. On ne peut également cautionner les points de vue démagogiques suivant lesquels le tourisme n'engendre que des emplois de nature servile, en oubliant la précarité des conditions de vie dans les agricultures traditionnelles.

Le débat polémique sur le rôle du tourisme en tant que facteur de développement a été trop longtemps imprégné par des postulats idéologiques qui ont entravé les approches scientifiques. Fort heureusement, les publications les plus récentes ne défendent plus les positions extrêmes ou simplistes, de caractère univoque ou inconditionnel.

De toute évidence, une polarisation excessive sur le tourisme ne saurait en aucun cas constituer une stratégie pertinente de développement. Néanmoins, il est indéniable que cette activité peut contribuer à la diversification productive d'économies retardées ou isolées. En outre, une planification rationnelle des ressources peut conduire à une intégration pleine et entière du phénomène touristique dans un processus de développement durable. Egalement, on ne peut ignorer que le tourisme est de nature à réduire la dépendance excessive de nombreux pays en développement à l'égard des exportations de produits primaires qui fragilisent leur croissance.

Dans les pays qui disposent de ressources naturelles ou culturelles, l'opportunité d'un essor des activités touristiques est difficilement contestable, dans l'hypothèse d'une intensification des effets de liaison avec les économies locales et à condition que les pouvoirs publics et les communautés d'accueil parviennent à imposer des mesures conservatoires en matière d'environnement. A cet égard, le tourisme ne doit pas compromettre les potentialités productives, que ce soit dans l'agriculture, l'industrie ou les services.

En outre, la forte croissance mondiale du tourisme permet aux pays en développement de capter d'importants moyens de paiement internationaux et des ressources en devises considérables.

De nombreux pays en développement ont réussi à développer leurs activités touristiques, ce qui a contribué d'une manière significative aux créations d'emplois et à l'amélioration de leur solvabilité et de leur liquidité internationale. De ce point de vue, leur évolution a été plus favorable que celle d'autres pays qui ont échoué dans leur intégration à l'économie mondiale globalisée.

Néanmoins, des erreurs de politique économique et une excessive dépendance à l'égard des grandes firmes multinationales expliquent la persistance fréquente de syndromes de croissance appauvrissante. En effet, dans les pays en développement ou en transition, les processus de modernisation n'affectent souvent que les prestations de services dans les métropoles, dans les zones touristique ou dans les enclaves industrielles que constituent les filiales-ateliers des firmes transnationales. A cet égard, P. Veltz (1996) distingue, au sein d'une « économie d'archipel mondialisée », des sphères intégrées et des sphères non intégrées qui coexistent au sein d'un même espace national ou régional, tandis que s'affirment les risques de polarisation et de développement inégal.

Le synchronisme d'une technologie isotrope ne crée pas à lui seul un temps mondial unifié. La multiplication des flux croisés horizontaux ne signifie pas la création d'un univers marchand homogène et d'une sorte de capitalisme générique et universel (*Storper, 1995*). La globalisation et l'internationalisation productive aboutissent alors à la marginalisation voire à la mise hors circuit de composantes nombreuses de la population active, avec pour corollaire obligé un accroissement du sous-emploi réel, de l'informalité et de la pauvreté. Cette réalité demeure malheureusement souvent observable dans de vastes régions d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, du Proche-Orient et de Méditerranée.

# BIBLIOGRAPHIE

---

- Abual-Foul, B. (2004), "Testing the export-led growth hypothesis: evidence from Jordan", *Applied Economics Letters*, 11, pp 393-396.
- Adams P.D. and B.R. Parmentier (1997), "An Applied General Equilibrium Analysis of the Economic Effects of Tourism in a Quite Small, Quite Open Economy", *Applied Economics*, 27(10), pp.985-994.
- Adams, V. (1992) "Tourism and Sherpas, Nepal: Reconstruction of Reciprocity," *Annals of Tourism Research*, 19, 534-554
- Agarwall, S. (1994), "The life cycle approach and south coast resort", en Cooper, C. y Looockwood, A (eds): *Progress in Tourism Recreation and Hospitality Management*, vol 5, John Wiley and Sons, Chichester.
- Aguilo E., Alegre J., Sard M., (2005). The persistence of the sun and sand tourism model, *Tourism Management*, Vol. 26, pp. 219-231.
- Ahmed, Zafar U. and Franklin B. Krohn (1990), 'Reversing the United States' declining competitiveness in the marketing of international tourism: a perspective on future policy', *Journal of Travel Research*, 29 (2), 23-9.
- Ahn, B. Y., Lee, B., Shafer, C. S. (2002), "Operationalizing sustainability in regional tourism planning: an application of the limits of acceptable change framework", *Tourism Management*, Vol. 23, pp. 1-23.
- Albani, M. and D. Romano (1998), 'Total economic value and evaluation techniques', in R.C. Bishop and D. Romano (eds), *Environmental Resource Valuation: Applications of the Contingent Valuation Method in Italy*, Boston, MA: Kluwer Academic, pp. 47-71.
- Al Mamun, K. A. and H. K. Nath (2005), "Export-led growth in Bangladesh: a time series analysis", *Applied Economics Letters*, 12, pp 361-364.
- Alila and McCormick (1999) "Firm Linkages in Kenya's Tourism Sector." Co-authored with Patrick O. Alila. Discussion Paper No. 297. *Institute for Development Studies. Nairobi: University of Nairobi*. December 1997.
- Amable, B. and Guellec, D. (1992) Les Theories de la Croissance Endogene, *Revue d'Economie Politique* 3:313-377
- American Express, (1989). 'Unique four nation travel study reveals travellers types', *News Release*, 29 September, London.
- Anderson G., Langmeyer, L., (1982). 'The under-50 and over-50 travellers: A profile of similarities and differences', *Journal of Travel Research*, Vol. 20, pp. 20-24.
- Anderson, L. F. and Littrell, M.A.. (1995). "Souvenir Purchase Behavior of Women Tourists." *Annals of Tourism Research*. 22(2):328-48.
- Andrade, José Roberto. Abordagem econômica da demanda por turismo doméstico no Brasil: aspectos teóricos e evidências empíricas. In: *V Encontro de Economistas da Língua Portuguesa*, nov. 2003.
- Andreatta, S., (1998). Transformation of the Agro-Food Sector: Lessons From the Caribbean. *Human Organization* 57, pp. 414-429.
- Antonetto, P., 2001. La nuova legge quadro: luci e ombre, *La Rivista del Turismo*, 5/6:15.

APEC (2003) "WTO Comparative Tourism Statistics for APEC Member Economies 1999 to Dec. 2002," APEC Tourism Information Network (TIN, available online at: <http://www.apec-tourism.org/downloads/>).

Archer, B. (1989). The nature of tourism: its practical importance and its relationship with other disciplines. *A paper presented at an open lecture, Vrije Universiteit, Brussels.*

Arellano, M. and S. Bond, 1991, "Some Tests of Specification for Panel Data: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations," *Review of Economic Studies*, 58, 277-297.

Arellano, M. and S. Bond, 2002, *Panel Data Estimation using DPD for Ox*, Oxford, Nuffield College.

Ashley, C. (2003) *Methodology for Pro-Poor Tourism Case Studies*. Working Paper No. 10. London: ODI.

Ashley, C. and Ntshona, Z. (2002) 'Transforming Roles but not Reality? Private Sector and Community Involvement in Tourism and Forestry Development on the Wild Coast, South Africa', *Sustainable Livelihoods in South Africa Research Paper*, N. 5, Brighton: IDS

Ashley, C., Roe, D. and Goodwin, H. (2001) *Pro-Poor Tourism Strategies: Making Tourism Work For The Poor. A review of experience*, London: ODI, IIED, and CRT.

Ashworth, A. and Goodall, B. (eds.) (1990) *Marketing Tourism Places*, London: Routledge

Association of Independent Tour Operators (AITO) (2002) website: [www.aito.co.uk](http://www.aito.co.uk), accessed September 2002

Awokuse, T. O. (2005a), "Export-led growth and the Japanese economy: evidence from VAR and directed acyclic graphs", *Applied Economics Letters*, 12, pp 849–858

Awokuse, T. O. (2005b), "Exports, economic growth and causality in Korea", *Applied Economics Letters*, 12, pp 693–696.

Bah, A. and Goodwin, H. (2003), 'Improving Access for the Informal Sector to Tourism in The Gambia', *PPT Working Paper*, N.15, available at: [www.propoortourism.org.uk](http://www.propoortourism.org.uk)

Baker III, James A. (1987), 'Renewing America's competitiveness', in Claude E. Barfield and John H. Makin (eds), *Trade Policy and US Competitiveness*, Washington, DC: American Enterprise Institute for Public Policy Research, pp. 3-10.

Baker, Michael, Claire Hayzelden and Silvia Sussmann (1996), 'Can destination management Systems provide competitive advantage? A discussion of the factors affecting the survival and success of destination management Systems', *Progress in Tourism and Hospitality Research*, 1, 1-13.

Balaguer, J. and M. Cantavell-Jorda, 2002, "Tourism as a Long-run Growth Factor: The Spanish Case," *Applied Economics*, 34, No. 7 (May 2002): 877-884.

Balaguer, J. and M. Cantavella-Jordá (2004), "Structural change in exports and economic growth: cointegration and causality analysis for Spain (1961–2000)", *Applied Economics*, 36, pp 473-477.

Balassa, B. (1965), *Trade Liberalization and Revealed Comparative Advantage*, The Manchester School of Economic and Social Studies, No. 33, May.

Balducci, R., G. Candela, and A.E. Scorcu, 2001. *Introduzione alla Politica Economica*, Zanichelli, Bologna.

- Balooni, K. (1997) 'Green Consumerism: The new challenge', *Indian Management*, October
- Banco Mundial. Relatório sobre o desenvolvimento mundial 2000/2001: luta contra a pobreza. Washington: OXFORD, 2001.
- Bandara, R. and C. Tisdell (2003), 'Use and non-use values of wild Asian elephants: a total economic valuation approach', *Economics, Ecology and the Environment*, Working Paper No. 80, Brisbane: School of Economics, University of Queensland, 4072.
- Barbaza Y., (1970). 'Trois types d'intervention du tourisme dans l'organisation de l'espace littoral', *Annales de Géographie*, Vol. 434, pp. 446-69.
- Bardhan et Udry (1999), 'Development Microeconomics', *Oxford University Press*.
- Barro, R. (1991), "Economic growth in a cross section of countries", *Quarterly Journal of Economics*, May, vol. CVI, n. 2, 407-444.
- Barro, R. and X. Sala-i-Martin (1995), *Economic Growth*, the MIT Press.
- Barro, R. J. and X. Sala-i-Martin, 1992a, "Convergence," *Journal of Political Economy*, 110: 223-251.
- Barro, R.J. and X. Sala-i-Martin, 1992b, "Public Finance in Models of Economic Growth," *Review of Economic Studies*, 54:646-61.
- Barro, R.J., 1990, "Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth," *Journal of Political Economy*, 98:S103-25.
- Bateman, I.J., R.T. Carson, B. Day, M. Hanemann, N. Hanley, T. Hett, M. Jones-Lee, G. Loomes, J. Mourato, E. Ozdemiroglu,
- Batra R.N., 1986, A general equilibrium model of multinational corporations in developing economies, *Oxford Economic Papers* 38, 342-353.
- Batra, R. and G. W. Scully (1971). The Theory of wage Differentials: welfare and Immiserizing Growth. *Journal of International Economics*, Vol. 1. pp. 241-247.
- Batra R.N., Ramachandran R., 1980, Multinational firms and the theory of international trade and investment, *American Economic Review* 70, 278-290.
- Cheltenham, UK and Northampton, MA, USA: Edward Elgar.
- Baumol, W. J. (1977) *Economic Theory and Operations Analysis*, (4th edition), Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall
- Baumol, W.J. and R.E. Quandt (1964), 'Rules of thumb and optimally imperfect decisions', *American Economic Review*, 54, 23-46.
- Becattini, G., 1989. *Modelli locali di sviluppo*, Il Mulino, Bologna.
- Becattini, G., 2000. *Distretti industriali e sviluppo locale*, Bollati Boringhieri, Turin.
- Behabib, J. and M. Spiegel, 1994, "The Role of Human Capital in Economic Development: Evidence from Aggregate Country Cross-Data," *Journal Monetary Economics*, 34:143-173.
- Beirman, David (2003), *Restoring Tourism Destinations in Crisis: A Strategic Marketing Approach*, Crows Nest, Australia: Allen & Unwin.
- Beladi, H. and S. Marjit, 1992, "Foreign Capital and Protectionism," *Canadian Journal of Economics*, 25, 233-238.
- Bélisle, F. J. (1983) "Tourism and Food Production in the Caribbean," *Annals of Tourism Research*, 10, 497-513

- Belisle, F. J. (1984a) The Significance and Structure of Hotel Food Supply in Jamaica. *Caribbean Geography* 1(4):2 19-233.
- Belisle, F. J. (1984b) Tourism and Food Imports: The Case of Jamaica. *Economic Development and Cultural Change* 32:819-841.
- Bélisle, F. J. and Hoy, D. R. (1980) "The Perceived Impact of Tourism by Residents: A Case Study in Santa Marta, Columbia," *Annals of Tourism Research*, 7, 83-101
- Bennett, J. and R. Blarney (eds) (2001), *The Choice Modelling Approach to Environmental Valuation*, Cheltenham, UK and Northampton, MA, USA: Edward Elgar.
- Bennett, J. and V. Adamowicz (2001), 'Some fundamentals of environmental choice modelling', in Bennett and Blarney (eds), pp. 37-69.
- Bennett, O., Roe, D. and Ashley, C (1999) *Sustainable tourism and poverty elimination: a report for the Department of International Development*, London: Deloitte & Touche, IIED and ODI available at: [http://www.propoortourism.org.uk/dfid\\_report.pdf](http://www.propoortourism.org.uk/dfid_report.pdf)
- Bergsten et al, (1988), *America in the World Economy: A strategy for the 1990s. Washington: Institute for International Economics*
- Bergstrand, J. H. (1989): The generalized gravity equation, monopolistic competition and the factor-proportions theory in international trade, *The Review of Economic and Statistics*, 71: 143-153.
- Bezmen, Trisha, "Estimating the Impact of Tourism on Economic Development in Latin America," Paper presented at the Academy of Economics and Finance, Houston, TX, February 8-11, 2006.
- Bhagwati, J.N. and R.A. Brecher (1980), 'National Welfare in an Open Economy in the Presence of Foreign Owned Factors of Production', *Journal of International Economics*, 10(1), pp. 103-115.
- Bhagwati, J. N. and E. Tironi (1980), "Tarif Change, Foreign Capital and Immiserization"; *Journal of Development Economics* 7, 71-83.
- Bird, R. (1992). Taxing Tourism in Developing Countries. *World Development*, Vol. 20, No. 8, pp. 1145-1158.
- Bishop, R.C. and T.A. Heberlein (1990), 'The contingent valuation method', in R.L. Johnson and G.V. Johnson (eds), *Economic Valuation of Natural Resources: Issues, Theory and Applications*, Boulder, CO: Westview, pp. 81-104.
- Black, J. K. (1986) Development and Dependency in the Dominican Republic. *Third World Quarterly* 8:236-257.
- Blake A., T. Sinclair and G. Sugiyarto (2003), "Tourism and Globalization : Economic Impact in Indonesia", *Annals of Tourism Research*, 30 (3), pp. 683-701.
- Blunk, Scott, David Clark and James McGibany (2006) "Evaluating the long-run impacts of the 9/11 terrorists attacks on US domestic airline travel" *Applied Economics*, Vol. 38, pp. 363-370.
- Boismery H. (1998) Ouverture et emploi dans une économie en transition et en développement : la situation du Vietnam, *Revue Economique*, Vol. 49, No 1, Janvier
- Boismery H. (1998) Internationalisation productive, zones franches et emploi, *Mondes en Développement*, Tome 26

- Boo E. (1990) , Ecotourism Planning for Protected Areas. In *Ecotourism. A Guide for Planners and Managers*, sous la dir. De Lindberg et Hawkins, North Bennington (Vermont), The Ecotourism Society, 15-32.
- Botha, G, J.L. Crompton and Seong-Seop Kim (1999), 'Developing a revised competitive position for Sun/Lost city, South Africa', *Journal of Travel Research*, 37 (4), 341-52.
- Bovenberg, A.L. and Smulders S. (1993) *Environmental quality and pollution – saving technological change in a two – sector endogenous growth model*. Center for Economic Research (9321). Tilburg University.
- Bowen, R. L., Cox, L.J., and Fox, M. (1991) The Interface between Tourism and Agriculture. *Journal of Tourism Studies* 2:43-54.
- Boxall, PC, W.L. Adamowicz, X Swait, M. Williams and J. Louviere (1996), 'A comparison of stated preference methods for environmental valuation'. *Ecological Economics*, 18, pp. 243-53.
- Braman, S and Fundación Acción Amazonia (2001) 'Practical Strategies for Pro-Poor Tourism –TROPIC Ecological Adventures, Ecuador', *PPT Working Paper*, N.6, available at: [www.propoortourism.org.uk](http://www.propoortourism.org.uk)
- Bramwell B., Lane B., (1993). 'Sustainable tourism: An evolving global approach', *Journal of Sustainable Tourism*, Vol. 1, pp. 1-5.
- Bramwell W., Henry I., Jackson G., Prat A. G., Richards G., van der Straaten J., (eds), (1996). 'Sustainable *Tourism Management: Principles and Practice*', Tilburg University Press, Tilburg.
- Brau R. (1995), Analisi econometrica della domanda turistica in Europa, *Contributi di Ricerca CRENoS*, 95/2.
- Brau, R., A. Lanza, and F. Pigliaru (2003), *How Fast Are The Tourism Countries Growing? The Cross Country Evidence*, FEEM working paper no85.2003, <http://ssrn.com/abstract=453340>.
- Brecher, R. A., 1974, "Minimum Wage Rates and the Pure Theory of International Trade," *Quarterly Journal of Economics*, 88, 98-116.
- Brender, A. and J. Oliveira-Martins (1984), 'Les échanges mondiaux d'invisibles: une mise en perspective statistique', *Economie Prospective Internationale*, 19, 57-94.
- Bresso M. e Zepetella A. (1985), *Il turismo come risorsa e come mercato*, Milano: Franco Angeli.
- Britton, S. (1982) "The Political Economy of Tourism in the Third World," *Annals of Tourism Research*, (9) 331-358
- Britton, S. (1991) *Tourism, Capital and Place: Towards a Critical Geography of Tourism*. Environment and Planning D. Society and Space 9:451-478.
- Britton, S.G. (1981) *Tourism, Dependency and Development: A Mode of Analysis* No. 23. Department of Development Studies, A.N.U., Canberra.
- Britton, S.G. (1987) 'Tourism in Pacific Island States: Constraints and Opportunities' in S. Britton and W. C. Clarke *Ambiguous Alternatives: Tourism in Small Developing Countries*, Suva, Fiji: University of the South Pacific
- Brock, P. L., 1996, "International Transfers, the Relative Price of Non-traded goods, and the Current Account," *Canadian Journal of Economics*, 29, 161-180.

- Brohman, J. (1996) New directions in tourism for Third World development. *Annals of Tourism Research* 23, 48–70.
- Brown, G. and R. Mendelsohn (1984), 'The hedonic travel cost method', *Review of Economics and Statistics*, 66, pp. 427-33.
- Brundtland (1987), *Our Common Future*, WCED-World Commission on Environment and Development.
- Brunstad, R.J., Gaasland, I. and Vardal, E. (1999): "Agricultural Production and the Optimal Level of Landscape Preservation", *Land Economics*, 75(4), pp. 538-546.
- Bryan, A. T (2001) Caribbean tourism: igniting the engines of sustainable growth, North South Center, Miami University, Miami.
- Bryden J. (1973), *Tourism and Development: A Case Study of Commonwealth Caribbean*, London : Cambridge University Press.
- Buhalis D. e Fletcher J. (1995), Environmental impacts on tourist destinations an economic analysis, in Coccossis H.e Nijkamp P., eds, *Sustainable tourism development*, Aldershot: Avebury.
- Buhalis, Dimitrios (2000), 'Marketing the competitive destination of the future', *Tourism Management*, 21 (1), 97-116.
- Bull, A. (1995) *The Economics of Travel and Tourism* (2nd Edition), Harlow: Longman
- Bull, I, Howard, T. Willard G (eds) (1995) *Entrepreneurship: perspectives on theory building*. Pergamon
- Burns, P. and Holden, A. (1995) *Tourism: A New Perspective*, Englewood Cliffs, NJ: Prentice Hall
- Burr, Deborah. 1994. "A Comparison of Certain Bootstrap Confidence Intervals in the Cox Model." *Journal of the American Statistical Association*, 89(428): 1290-1302.
- Butler R. W., (1980). 'The concept of a tourist area cycle of evolution: Implications for management of resources', *Canadian Geographer*, Vol. 24, No 1, pp. 5-12.
- Butler R., (1993). 'Alternative Tourism: The Thin Edge of the Wedge', In: V. Smith and W. Eadington (eds) "Tourism Alternatives" Wiley & Sons, Chichester, pp. 31-46.
- Butler R.W. (1991), Tourism, environment and sustainable development, *Environmental Conservation*, Vol.18, No.3
- Bywater, M. (1992) *The European Tour Operator Industry*, London: Economist Intelligence Unit Publications Civil Aviation Authority, UK (2002) *ATOL Business*, Issue 20, July 2002 [www.caa.co.uk/docs/247/atolbusiness20.pdf](http://www.caa.co.uk/docs/247/atolbusiness20.pdf), accessed September 2002
- Cameron, T.A. (1992), 'Combining contingent valuation and travel cost data for the valuation of non-market goods', *Land Economics*, 68, pp. 302-17.
- Candela G. (1996), *Manuale di economia del turismo*, Bologna: Clueb.
- Candela G. e Cellini R. (1996), Countries' size, consumers' preferences and specialization in tourism: a note, Università di Bologna, Dipartimento di Scienze Economiche, mimeo.
- Candela G., Fabbri P. e Nardini F. (1995), I programmi di un'economia sostenibile, *Rivista di Politica Economica*, 85.
- Candela, G. and P. Figini, 2005. *Economia dei Sistemi Turistici*, McGraw-Hill, Milan.
- Candela, G., e A.E. Scorcu, 2004. *Economia delle Arti*, Zanichelli, Bologna.

- Candela, G., M. Castellani and R. Dieci, 2005. *Technology of the Externalities and Economic Policy*, *Collana "Note e ricerche"*, Biblioteca Centralizzata del Polo Scientifico-Didattico di Rimini, University of Bologna.
- Carey, S., Gountas, Y. and Gilbert, D. (1997) 'Tour Operators and Destination Sustainability', *Tourism Management*, 18(7), pp. 425-431
- Casagrandi R., Rinaldi, S. (2002). 'A Theoretical Approach to Tourism Sustainability', *Conservation Ecology*, Vol. 6, No 1, pp. 13-27.
- Cassing (1977). International Trade in the presence of Pure Monopoly in the Non-Traded Sector, *Economic Journal*, Vol. 87, pp. 523-532.
- Castellani, M., and M. Mussoni, 2004. An Economic Analysis of the Tourism Contracts: Free Sale and Allotment, *Collana "Note e ricerche"*, Biblioteca Centralizzata del Polo Scientifico-Didattico di Rimini, University of Bologna.
- Castells, M., and A. Portes (1989) World Underneath: The Origins, Dynamics, and Effects of the Informal Economy. In *The Informal Economy: Studies in Advanced and Less Developed Countries*, A. Portes, M. Castells, and L. A. Benton, eds., pp. 11-37. Baltimore MD: Johns Hopkins University Press.
- Cater E., (1991). Sustainable Tourism in the Third world: problems and prospects, Discussion Paper 3, Department of Geography, Reading University, Reading, pp 32.
- Cater E., (1993). 'Ecotourism in the Third-World: problems for sustainable development', *Tourism Management*, Vol. 14, No 2, pp. 85-90.
- Cater, E. (1987) "Tourism in the Least Developed Countries," *Annals of Tourism Research*, 14, 202-226
- Caves, R. E (1971) 'International Corporations: The Industrial Economics of Foreign Investment'. *Economica*, vol. 38, pp. 1-27
- Caves, Richard (1996): *Multinational Enterprise and Economic Analysis*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Ceara-Hatton, M. (1998) Towards a sustainable tourism zone in the wider Caribbean, Cieca, Sto. Domingo.
- Cha S., McCleary K. W., Uysal M., (1995). 'Travel motivations of Japanese overseas travelers: A factor-cluster segmentation approach', *Journal of Travel Research*, Vol. 34, pp. 33-39.
- Chacko, Harsha E. (1998), 'Positioning a tourism destination to gain a competitive edge', *Asia Pacific Journal of Tourism Research*, [www.hotel-online.com/Neo/Trends/AsiaPacificJournal/PositionDestination.html](http://www.hotel-online.com/Neo/Trends/AsiaPacificJournal/PositionDestination.html).
- Chao, C. C., B. R. Hazari, J. P. Laffargue, P. M. Sgro and E. S. H. Yu, 2005, "Tourism, Dutch Disease and Welfare in an Open Dynamic Economy," forthcoming in *Japanese Economic Review*.
- Chazan, N. (1993) Between liberalism and statism: African political cultures and democracy In: L. Diamond, Editors, *Political Culture and Democracy in Developing Countries*, Lynne-Rienner Publishers, London (1993), pp. 37-66.
- Chen, L. L. and J Devereux, 1999, "Tourism and welfare in Sub-Saharan Africa: a Theoretical Analysis," *Journal of African Economies*, 8:209-227.
- China National Tourism Administration (CNTA) (2002) [www.cnta.com/lyen/2fact/domestic%20tourism.htm](http://www.cnta.com/lyen/2fact/domestic%20tourism.htm), accessed September 2002

- Chi-Chur Chao et al., 2005, Tourism, Jobs, Capital Accumulation and the Economy: A Dynamic Analysis, Paris-Jourdan Sciences Economiques, Working Paper N° 2005 - 16
- Choe, J. I., 2003, "Do Foreign Direct Investment and Gross Domestic Investment Promote Economics Growth?" *Review of Development Economics*, 7 (1):44-57.
- Chon, Kye-Sung and Karl J. Mayer (1995), 'Destination competitiveness models in tourism and their application to Las Vegas', *Journal of Tourism Systems and Quality Management*, 1 (2/3/4), 227-46.
- Christie, I.T. and Crompton, D. (2001) *Tourism in Africa. Africa Region*, Working paper Series No 12. World Bank, Washington DC available at <http://www.worldbank.org/afr/wps/wp12.htm>
- CIA. The World Fact Book. [on line]. Captured via internet in [www.cia.gov](http://www.cia.gov), em 5 de julho, 2003.
- Clancy, M. (1998) 'Commodity Chains, Services and Development: Theory and preliminary evidence from the tourism industry', *Review of International Political Economy*, 5(1) Spring, pp. 122-148
- Clawson, M. (1959), 'Methods of measuring the demand for the value of outdoor recreation', Resources for the Future, Reprint No. 10.
- Clawson, M. and XL. Knetsch (1966), *Economics of Outdoor Recreation*, Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press for Resources for the Future.
- Cleverdon, R. (1979) 'The Economic and Social Impact of International Tourism on Developing Countries', *Special Report*, No. 60, London: Economist Intelligence Unit
- Cleverdon, R. and Kalish, A. (2000) 'Fair Trade in Tourism', *International Journal of Tourism Research*, No2, pp. 171-187
- Coccosis H. N., Parpairis A., (1996). 'Tourism and Carrying Capacity in Coastal Areas: Mykonos', In: G.K. Priestley, A. Edwards and H. Coccosis (eds.) "Sustainable Tourism? European Experiences", CAB International, Wallingford, UK, pp. 153-175.
- Coccosis H., (1996). 'Tourism and Sustainability: Perspectives and Implications', in G.K. Priestley, A. Edwards and H. Coccosis (eds.) "Sustainable Tourism? European Experiences", CAB International, Wallingford, UK, pp. 1-21.
- Coccosis H., Nijkamp P. (1995). 'Sustainable Tourism Development', Avebury, Aldershot, UK.
- Coccosis H. and A. Mexa (2004), *The Challenge of Tourism Carrying Capacity Assessment: Theory and Practice*, Ashgate Publishing Limited, England.
- Cohen E., (1972). 'Toward a sociology of international tourism', *Social research*, Vol. 39, pp. 164-82.
- Cohen E., (1979). 'A phenomenology of tourist experiences', *Sociology*, Vol. 13, pp. 179-202.
- Common, M., T. Bull and N. Stoeckel (1999), 'The travel cost method: an empirical, investigation of Randall's difficulty', *Australasian Journal of Agricultural and Resource Economics*, 43, pp. 457-77.
- Contractor, Farok J. and Sumit K. Kundu (1998): Modal choice in a world of alliances: Analyzing organizational forms in the international hotel sector, *Journal of International Business Studies*, 29(2): 325-357.
- Cooper, C., (1993). *Tourism: Principle and Practices*. Pitman Publishing: London.

- Cooper, C., Fletcher, J., Gilbert, D. and Wanhill, S. (1998) *Tourism Principles and Practice* (2<sup>nd</sup> Edition), Harlow: Longman
- Copeland B.R. (1991), "Tourism, Welfare and De-industrialization in a Small Open Economy", *Economica*, 58, p.515-29.
- Corden, W.M., Neary, J.P. 1982. "Booming sector and deindustrialization in a small open economy", *Economic*
- Corden. 1984. "Booming sector and Dutch Disease: economics surveys and consolidation", *Oxford Economic Papers*, new series, vol. 36, n°1, Mars. *Journal*, vol. 92, Décembre
- Corden and Findlay (1975) – *Urban Unemployment, Intersectoral capital Mobility and Development Policy*, *Economica*, 42
- Costa, P., M. Manente, and M.C. Furlan, 2001. *Politica economica del turismo*, Touring University Press, Milan.
- Cox, L. J., Fox, M., and Bowen, R. L. (1995) Does Tourism Destroy Agriculture? *Annals of Tourism Research* 22:210-213.
- Creaco and Querini (2003), The role of tourism in sustainable economic development, *43<sup>rd</sup> Congress of the European Regional Science Association*
- Crick, M. (1992) Life in the Informal Sector: Street Guides in Kandy, Sri Lanka. In *Tourism and the Less Developed Countries*, D. Harrison, ed., pp. 135-147. London: Belhaven.
- Crompton L., S. Lee & T. Shuster (2001), "A guide for undertaking economic impacts studies: The Springfest example", *Journal of Travel Research*, 40 (1), pp. 79-87.
- Crompton, John L; Ankomah, Paul K. Choice set propositions in destination decisions. *Annals of Tourism Research*, v. 20, p. 221-228m 1997.
- Crouch, G.I. (1995): "A Meta-Analysis of Tourism Demand", *Annals of Tourism Research*, 22 (1), pp. 103-118.
- Crouch, G.I. (1996): "Demand Elasticities in International Marketing. A Meta-Analytical Application to Tourism", *Journal of Business Research*, 36, pp. 117-136.
- Crouch, G.I. and J.R.B. Ritchie (1999), 'Competitive tourism destinations: combining theories of comparative and competitive advantage', Working paper, Ninth Australian Tourism and Hospitality Research Conference, Adelaide, February.
- Crouch, Geoffrey I. (1994a): The study of international tourism demand: A survey of practice, *Journal of Travel Research*, 32(4): 41-55.
- Crouch, Geoffrey I. (1994b): The study of international tourism demand: A review of findings, *Journal of Travel Research*, 33(1): 12-23.
- Crouch, Geoffrey I. and J.R. Brent Ritchie (1994), 'Destination competitiveness: exploring foundations for a long-term research program', in Geoffrey Crouch (ed.), *Proceedings of the Administrative Sciences Association of Canada 1994 Annual Conference*, 25-28 June, Halifax, Nova Scotia, 15 (13), pp. 79-88.
- Crouch, Geoffrey I. and J.R. Brent Ritchie (1995), 'Destination competitiveness and the role of the tourism enterprise', *Proceedings of the Fourth Annual World Business Congress*, 13-16 July, Istanbul, Turkey, pp. 43-8.
- Crouch, Geoffrey I. and J.R. Brent Ritchie (1999), 'Tourism, competitiveness and societal prosperity', *Journal of Business Research*, 44 (3), 137-52.

- Crouch, Geoffrey I. and J.R. Brent Ritchie (2006), 'Destination competitiveness', *Edward Elgar*, Cheltenham, UK. Northampton, MA, USA.
- Cuccia, T., and W. Santagata, 2004. Adhesion - Exit: Incentivi e diritti di proprietà collettivi nei distretti culturali, *Studi Economici*, 80:5-30.
- Cukier-Snow, J., and G. Wall (1993) Tourism Employment: Perspectives from Bali. *Tourism Management* 14: 195- 201.
- Cunado, J. and F. Perez de Garcia, 2006, "Real Convergence in Africa in the second-half of the 20th century," *Journal of Economics and Business*, 58 (2006): 153-167. 15
- Dahles, H. (1994) Ticket To a Better Life: The Unlicensed Guides of Yogyakarta. In Proceedings: Expert Meeting on Sustainability in Tourism and Leisure, pp. 69-89. Katholieke Universiteit Brabant: Tilburg.
- Das Gupta, J. (1995) India: democratic becoming and developmental transition In: L. Diamond, J.J. Linz and S.M.S. Lipset, Editors, *Politics in Developing Countries*, Lynne-Rienner Publishers, London (1995), pp. 263–322.
- Davidson-Peterson Associates (1990) The Economic Impact of Expenditures by Tourists in Wisconsin. Madison. Wisconsin Tourism Development. Cited in Anderson and Littrell, p. 329.
- Davies, R. (1979) Informal Sector or Subordinate Mode of Production? In *Casual Work and Poverty in Third World Cities*, R. Bromley and C. Gerry, eds., pp. 87-104. Chichester: Wiley.
- Davis D. J., Allen, J., Crosenza, R. M., (1988). 'Segmenting local residents by their attitudes, interests and opinions toward tourism', *Journal of Travel Research*, Vol. 27, pp. 2–8.
- Davis, R.K. (1963), 'Recreational planning as an economics problem', *Natural Resources Journal*, 3, pp. 238-19.
- Davis, R.K. (1964), 'The value of big game hunting in a private forest', *Transactions of the Twenty-Ninth North American Wildlife and Natural Resource Conference*, 29, pp. 393-403.
- De Haan T.Z. (1995), New trends in leisure and tourism affecting the tourist industry and destination areas, in Coccossis H.e Nijkamp P., eds, *Sustainable tourism development*, Aldershot: Avebury.
- De Mello, L. R., 1999, "Foreign Direct Investment-led Growth: Evidence from Time Series Panel Data," *Oxford Economic Papers*, 51 (1)"133-151.
- Deardorff, A.V. (1984), 'Comparative advantage and international trade in services', Working Paper no. 84441C, University of Western Ontario, Canada.
- Deardorff, A.V. (1985), 'Comparative advantage and international trade and investment in services', in Robert M. Stern (ed.), *Trade and Investment in Services: Canada/US Perspectives*, Toronto, Ontario: Ontario Economic Council, pp. 39-82.
- Del Bono F. e Fiorentini G. (1987), *Economia del turismo*, Firenze: Nuova Italia Scientifica.
- Deloitte & Touche, IIED and ODI (1999) *Sustainable tourism and poverty elimination: a report for the Department of International Development*.
- De Soto, 2005, Le mystère du capital : pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs, *Paris : Flammarion, 2005*

- Dessus, S. (1996), 'Une brève introduction à l'économétrie des données de panel', Centre d'Etudes du Développement, Paris: OCDE.
- D'Ewency, H. (1989), 'Les échanges internationaux de services (1970-1986): lectures de la spécialisation des grands pays industriels', Institut de Recherches Economiques et Sociales, no. 19, 1st quarter.
- D'Hautesserre, Anne-Marie (2000), 'Lessons in managed destination competitiveness: the case of Foxwoods casino resort', *Tourism Management*, 21 (1), 23-32.
- Diamond, L. (1995), Nigeria the uncivic society and the descent into praetorianism In: L. Diamond, J.J. Linz and S.M.S. Lipset, Editors, *Politics in Developing countries*, Lynne Rienner Publishers, London (1995), pp. 417-492.
- Diamond, L., Linz, J.J. and Lipset, S.M (1995), Introduction: what makes for democracy In: L. Diamond, J.J. Linz and S.M.S. Lipset, Editors, *Politics in Developing Countries*, Lynne Rienner Publishers, London (1995), pp. 1-66.
- Diaz Benavides, D. (2001) 'The sustainability of international tourism in developing countries' in: *WTO/UNCTAD Tourism in the Least Developed Countries*, Madrid: WTO
- Dieke, P. U. C. (1989) 'Fundamentals of Tourism Development: A Third World Perspective', *Hospitality Education and Research Journal*, 13(2), pp.7-22
- Dieke, P.U.C (2000) *The Political Economy of Tourism Development in Africa*, Cognizant Communication Corporation, New York
- Dieke, Peter (1993) "Tourism and Development Policy in the Gambia," *Annals of Tourism Research*, 20, 423-449
- Dieke, Peter U.C. (2004), "Tourism in Africa's Economic Development: Policy Implication," *Management Decision*, 41 (3):287-295.
- Dilley, R. S. (1986) Tourist Brochures and Tourist Images. *The Canadian Geographer* 30:59-65.
- Din, K. H. (1988) Reports: social cultural impacts of tourism, *Annals of Tourism Research* 15 (1988), pp. 563-566.
- Din, K.M. (1992) The involvement stage in the evolution of a tourist destination. *Tourism Recreational Research* 17 (1), 10-20.
- Divesekera, Sarath. A model of demand for international tourism. *Annals of tourism research*, vol. 30, n.1, p 31-49, 2003.
- Domar, E. D. (1957) *Essays in the Theory of Economic Growth*, Oxford University Press, Oxford.
- Dormont, B. (1989), *Introduction à l'économétrie des données de panel*, Monographies d'économétrie, Editions du CNRS, Paris.
- Doxey, R. (1975), 'A causation theory of visitor-resident irritants: methodology and research inferences', in *The Impact of Tourism*, Proceedings of the 6th Annual Travel and Tourism Research Association conference, San Diego.
- Drake, L. (1992): "The Non-Market Value of the Swedish Agricultural Landscape", *European Review of Agricultural Economics*, 19(3), pp. 351-64.
- Drake, L. (1999): "The Swedish Agricultural Landscape. Economic Characteristics, Valuations and Policy Options", *International Journal of Social Economics*, 26(7/8/9), pp. 1042-1060.
- Dredge D., (1999). 'Destination place planning and design', *Annals of Tourism Research*, Vol. 26, No 4, pp. 772-791.

- Dritsakis, Nikolas, 2004, "Tourism as a Long-run Economic Growth Factor: An Empirical Investigation for Greece," *Tourism Economics*, 10 (3), (September 2004):305-316.
- Durbarry, R. (2004), "Tourism and economic growth: the case of Mauritius", *Tourism Economics*, 10 (4), pp 389-401.
- Dunning, J.H. and McQueen, M. (1982) 'Multinational Corporations in the International Hotel Industry', *Annals of Tourism Research*, 9, pp. 69-90
- Dunning, John H. (1981): *International Production and the Multinational Enterprise*, London: Allen & Unwin.
- Dunning, John H. (1993): *Multinational Enterprises and the Global Economy*, Harlow: Addison Wesley.
- Dunning, John H. and Matthew McQueen (1981): The eclectic theory of international production: A case study of the international hotel industry, *Managerial and Decision Economics*, 2(4): 197-210.
- Durbarry, R. (2004), "Tourism and Economic Growth: the case of Mauritius", *Tourism Economics*, 10(4), 389-401.
- Dwyer R. L. and P. Forsyth (1993), "Assessing the Benefits and Costs of Inbound Tourism", *Annals of Tourism Research*, 20(4), pp.751-768.
- Dwyer, Larry and Peter Forsyth (1994): Foreign tourism investment – motivation and impact, *Annals of Tourism Research*, 21(3): 512-537.
- Dwyer, Larry, Peter Forsyth and Prasada Rao (2000a), 'Price competitiveness of tourism packages to Australia: beyond the, "Big Mac" index', *Asia Pacific Journal of Tourism Research*, 5 (2), 50-56.
- Dwyer, Larry, Peter Forsyth and Prasada Rao (2000b), 'Sectoral analysis of destination price competitiveness: an international comparison', *Tourism Analysis*, 5 (1), 1-12.
- Dwyer, Larry, Peter Forsyth and Prasada Rao (2000c), 'The price competitiveness of travel and tourism: a comparison of 19 destinations', *Tourism Management*, 21 (1), 9-22.
- Dwyer L., P. Forsyth, J. Madden and R. Spurr (2000), "Economic Impacts of Inbound Tourism under Different Assumptions Regarding the Macroeconomy", *Current Issues in Tourism*, 3(4), pp.325-363.
- Dwyer, L., P. Forsyth and P. Rao (2001), 'PPPs and the price competitiveness of international tourism destinations', OECD Seminar on PPPs, January, Washington.
- Dwyer, Larry, Peter Forsyth and Prasada Rao (2002), 'Destination price competitiveness: exchange rate changes vs inflation rates', *Journal of Travel Research*, 40 (February), 340-48.
- Dwyer, Larry, Zelko Livaic and Robert Mellor (2003), 'Competitiveness of Australia as a tourist destination', *Journal of Hospitality and Tourism Management*, 10(1), 60-78.
- Dwyer, Larry and Chulwon Kim (2003), 'Destination competitiveness: determinants and indicators', *Current Issues in Tourism*, 6 (5), 369-413.
- Dwyer L., P. Forsyth and R. Spurr (2004a), "Evaluating Tourism's Economic Effects: New and Old Approaches", *Tourism Management*, 25, pp.307-317.
- Dwyer L., P. Forsyth and R. Spurr (2004b), "Inter-Industry Effects of Tourism Growth: Some Implications for Destination Managers", *Tourism Economics*, 9 (2), pp 117-132.

- Dwyer, Larry, Robert Mellor, Zelko Livaic, Deborah Edwards and Chulwon Kim (2004), 'Attributes of destination competitiveness: a factor analysis', *Tourism Analysis*, 9 (1/2), 91-101.
- Dwyer L., P. Forsyth R. Spurr and T. Ho (2005), *The Economic Impacts and Benefits of Tourism in Australia: a General Equilibrium Approach*, Sustainable Tourism CRC, Australia.
- Easterly, W. and A. Kraay (2000), "Small States, Small Problems?" Income, Growth and Volatility in Small states, *World Development*, 28, 2013-27.
- Economist, The* (1998), 'Survey: travel and tourism', *The Economist* supplement, 10 January.
- Edmons C. and Mak J. (2006), "Terrorism and Tourism in the Asia Pacific Region: Is Travel and Tourism in a New World After 9/11?", *Economics Series*, East-West Center.
- Edwards, A. (1995), 'Asia-Pacific travel forecasts to 2005', Research report, London: Economist Intelligence Unit.
- Edwards, S. (1998), "Openness, productivity and growth: what do we really know?", *Economic Journal*, 108, pp. 383-398.
- EILAT, Yair; EINAV, Liran. The Determinants of International Tourism: A Three-Dimensional Panel Data Analysis. JEL: C13, C23, F14, L83, Feb, 2003.
- Embratur – Brazilian Tourist Office in London (2002) [www.brazil.org.uk/page.php?cid=1189](http://www.brazil.org.uk/page.php?cid=1189), accessed September 2002
- Encontre, P. (2001) in: WTO/UNCTAD (2001) *Tourism in the Least Developed Countries*, Madrid: World Tourism Organisation
- Enderwick, P. (1989): Some economies of service-sector multinational enterprises. In P. Enderwick (Ed.) *Multinational Service Firms*, London: Routledge.
- Erramilli, M.K. (1991): The experience factor in foreign market entry behaviours of service firms, *Journal of International Business Studies*, 22: 479-501.
- Erramilli, M.K. and C.P. Rao (1990): Choice of foreign entry modes by service firms: role of market knowledge, *Management International Review*, 30: 135-150.
- Etzel M. J., Woodside A. G., (1982). 'Segmentation vacation markets: The case of the distant and near-home travelers', *Journal of Travel Research*, Vol. 20, No 4, pp. 10-14.
- Eugenio-Martin, Juan Luis, Noelia Martin Morales, and Riccardo Scarpa, 2004, "Tourism and Economic Growth in Latin American Countries: A Panel Data Approach," FEEM Working Paper No. 26.2004.
- European Environmental Agency (EEA) (2001), *Environmental Signals 2001*, OPOCE, Copenhagen.
- Eurostat/OECD/WTO/UN (2001): *Tourism Satellite Account: Recommended Methodological Framework*, Luxembourg, Paris, Madrid, New York.
- FAO/ECE (1982) "Report of the Symposium on Agriculture and Tourism." *Report Presented at FAO/ECE Working Party on Agrarian Structures and Farm Rationalization*. Symposium on Agriculture and Tourism, Mariehamn, Finland, 7-12 June 1982. New York: UN Economic Commission for Europe
- Farell B. H., Twining-Ward L., (2004). 'Reconceptualizing tourism', *Annals of Tourism Research*, Vol. 31, No 2, pp. 274-295.
- Farrell, B. H. (1990) Sustainable Development: Whatever Happened to Hana? *Cultural Survival Quarterly* 14(2):25-29.

- Farver, J. A. M. (1984) Tourism and Employment in The Gambia. *Annals of Tourism Research* 11:249-265.
- Faulkner, Bill, Martin Oppermann and Elizabeth Fredline (1999), 'Destination competitiveness: an exploratory study of South Australia's core attractions', *Journal of Vacation Marketing*, 5(2), 125-39.
- Federation of Tour Operators (FTO) (2002) [www.fto.co.uk](http://www.fto.co.uk), accessed September 2002
- First Choice Holidays (2002) company website [www.firstchoice.co.uk](http://www.firstchoice.co.uk), accessed August 2002
- Federici, D. and D. Marconi (2002), "On exports and economic growth: the case of Italy," *Journal of International Trade and Economic Development*, 11(3), pp 323-340.
- Fish, M. (1982). Taxing International Tourism in West Africa. *Annals of Tourism Research*, Vol. 9, No.1, pp. 91-103.
- Fisher A.C. (1981), *Resource and environmental economics*, Cambridge University Press.
- Fisher A.C., Krutilla J.V. (1975), Economics of nature preservation, in Kneese e Sweeney (eds.), *Handbook of Natural Resources and Energy Economics*, Vol. I, Amsterdam: North Holland.
- Flechter J. (1994), "Input-Output analysis", in: Witt, S. & L. Moutinho (Eds), *Tourism Marketing and Management Handbook*, second ed., pp. 480-484, UK: Prentice-Hall International.
- Fleischer, A. and Tsur, Y. (2000): "Measuring the Recreational Value of Agricultural Landscape", *European Review of Agricultural Economics*, 27(3), pp. 385-398.
- Fletcher (1989); Input-Output analysis and tourism impact studies. *Annals of Tourism Research*, 16(4), 514-529.
- Fodness D., (1992). 'The impact of family life cycle on the vacation decision-making process', *Journal of Travel Research*, Vol. 31, pp. 8-13.
- Font, A.R. (2000), 'Mass tourism and the demand for protected natural areas: a travel cost approach', *Journal of Environmental Economics and Management*, 39, pp. 97-116.
- Font, X., Bendell, J., (2003). Standards for Sustainable Tourism for the Purpose of Multilateral Trade negotiations. In WTO ed. *Studies in relation to trade negotiations on tourism services*. Madrid : WTO.
- Forsyth, R. (1997) *Environmental Responsibility and Business Regulation: The case of sustainable tourism*, London: Royal Geographic Society
- Forsyth, T. J. (1995). "Tourism and Agricultural Development in Thailand." *Annals of Tourism Research*. 22(4):877-900.
- Frank, Robert H. *Microeconomia e Comportamento*. 3 ed, Alfragide: McGraw Hill, 1997, ISBN 972-8298-72-2
- Frechtling, D.C., (1999). The tourism satellite account: foundations, progress and issues. *Tourism Management*, 20, 163-170.
- Frechtling D, and E. Horvath (1998), "Estimating the Multiplier Effects of Tourism Expenditures on a Local Economy Through a Regional Input-Output Model", *Journal of Travel Research*, 37 (4), pp. 324-332.
- Frechtling, Douglas C. *Practice Tourism Forecasting*. Butterworth: Heinemann, 1996
- IMF. Committee on Balance of Payment Statistics. Annual report, 2001 [on line]. From <http://www.imf.org/external/pubs/ft/bop/2001/index.htm>, em 5 de julho, 2003a.

- Fredline E., Faulkner B., (2000). 'Host Community Reactions: A Cluster Analysis', *Annals of Tourism Research*, Vol. 27, No 3, pp.763-784.
- Freitag, T.G. (1994) Enclave tourism development: For whom the benefits roll? *Annals of Tourism Research* 21, 538–554
- Fremdenverkehrswirtschaft (2001) www.fvw.de, accessed 10.Aug.2002
- Frueh, S. (1980) *Tourism to Protected Areas*, Baltimore, Md: World Wildlife Fund
- Frueh, S. (1988). Report to WWF on Tourism to Protected Areas. / Boo, E. 1990. Vol. 1 Ecotourism: The Potentials and Pitfalls. Washington, DC, World Wildlife Fund
- Gardini A. (1983), Formulazione e stima di un modello stocastico di analisi della domanda turistica, *Statistica*, 4.
- Getz D. (1992). 'Tourism Planning and the Destination Life Cycle', *Annals of Tourism Research*, Vol. 19, No 4, pp. 752-70.
- Getz D., (1987). 'Capacity to absorb tourism - concepts and implications for strategic planning', *Annals of Tourism Research*, Vol. 10, No 2, pp. 239 – 261.
- Geyikdagi, N.V. (1995): Investment in tourism development and the demand for travel, *Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali*, 42(5): 391-403.
- Ghatak, S., Milner, C., and U. Utkulu (1997), "Exports, export composition and growth: cointegration and causality evidence for Malaysia", *Applied Economics*, 29, pp 213–223.
- Ghimire, K. (2001) *The Native Tourist: Mass Tourism within Developing Countries*, United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD), London: Earthscan Publications
- Giles, J.A. and C.L. Williams (2000) "Export-led growth: A survey of the empirical literature and some non-causality results. Part 1", *Journal of International Trade and Economic Development*, 9, pp 261-337.
- Go, Frank M. and Robert Govers (2000), 'Integrated quality management for tourist destinations: a European perspective on achieving competitiveness'. *Tourism Management*, 21(1), 79-88.
- Goffe, P. W. (1975) "How Developing Nations View Tourism: Development Potential of International Tourism in Jamaica," *The Cornell Hotel and Restaurant Administration Quarterly*, 16, 24-31
- Gollub, J., Hosier, A., Woo, G., (2003). Leakages and Linkages in the Tourism Sector. In WTO ed. *Studies in relation to trade negotiations on tourism services*. Madrid: WTO.
- Gomes, A. J. (1993) "Integrating Tourism and Agricultural Development." In Dennis J. Gayle and Jonathan N. Goodrich (eds.) *Tourism Marketing and Management in the Caribbean*, London and New York: Routledge, 155-166
- Goodall, B. (1988) 'How tourists choose their holidays', in B. Goodall and G. Ashworth (eds.) *Marketing in the Tourism Industry*, London: Croom Helm
- Gooding. E., (1971). Food Production in Barbados with Particular Reference to Tourism. In: Doxey, G. et al., 1971. *The Tourist Industry in Barbados*, Dusco Graphics, Ontario, pp. 73–116.
- Gooroochurn, N., Sugiyarto, G., (2005). Competitiveness Indicators in the Travel and Tourism Industry. *Tourism Economics*, 11 (1), 25-43.
- Gooroochurn N, and M. T. Sinclair (2005), "Economics of tourism taxation: evidence from Mauritius", *Annals of Tourism Research*, 32 (2), pp. 478-498.

- Gooroochurn, N.; Blake, A.; Eugenio-Martin, J.; Sinclair, M. T., 2004, Tourism in Scotland: The Moffat Model for Tourism Forecasting and Policy in Complex Situations, *TTRI Discussion Paper Series, University of Nottingham*.
- Gooroochurn, N. and Blake, A.: "Tourism Immiserization: Fact or Fiction?". Paper presented at the Second International Conference on Tourism and Sustainable Development. *Macro and Micro Economic Issues* (Sardinia, Sep 2005)
- Gormsen E., (1997). 'The impact of tourism in coastal areas', *GeoJournal*, Vol. 42, No 1, pp. 39-54.
- Graham, C. (1994) Safety Nets, Politics and the Poor: Transitions to Market Economies, The Brooking Institution, Washington, DC (1994).
- Gray, H. Peter (1989), 'Services and comparative advantage theory', in Herbert Giersch (ed.), *Services in World Economic Growth*, Institut für Weltwirtschaft an der Universität Kiel, pp. 65-103.
- Greene, William H., 2000, *Econometric Analysis*, 4th edition, Prentice Hall. Grossman, Gene M. and Elhanan Helpman, 1991, *Innovation and Growth in the Global Economy*, MIT Press, Cambridge, MA.
- Greenwood, D. J. (1972) "Tourism as an Agent of Change: A Spanish Basque Case," *Ethnology*, 11, 80-91
- Griffith, H. D. (1987) Beach Operations: Their Contributions to Tourism in Barbados. *Caribbean Finance and Management* 3:55-65.
- Grossman, G. M. And E. Helpman (1991), *Innovation and growth in the global economy*. MIT Press, Cambridge.
- Grossman G. e Helpman E. (1995), Technology and Trade, in: G. Grossman e K. Rogoff (eds.), *Handbook of International Economics*, Vol. III, Amsterdam: North Holland.
- Groupe Huit (1979), "The Sociocultural Effects of Tourism in Tunisia: a Case Study of Sousse", in: de Kadt (ed.) *Tourisme : passeport pour le développement ?*, Economica, Paris.
- Guibilato, (1983). 'Economie touristique', Ed Delta et Spes, Col Hotellerie et oturisme, Degnes (Suisse).
- Gunduz, Lokman and Abdunnasser Hatemi, 2005, "Is the tourism-led growth hypothesis valid for Turkey?" *Applied Economics*,(12): 499-504.
- Hanley, N., S. Mourato and R.E. Wright (2001), 'Choice modelling approaches - a superior alternative for environmental valuation?', *Journal of Economic Surveys*, 15, pp. 435-62.
- Hansen, H. and J. Rand, 2006, "On the Causal Links between FDI and Growth in Developing Countries," <http://www.blackwell-synergy.com/doi/pdf/10.1111/j.1467-9701.2006.00756.x>
- Hardi P., (1997). 'Assessing sustainable development', *Principles in Practice*, International Institute for Sustainable Development, Winnipeg.
- Hardin, G., 1968. The Tragedy of the Commons, *Science*, 162:1243-48.
- Harris J.R.. and M.P. Todaro (1970), "Migration, Unemployment and Development: a Two-Sector Analysis", *American Economic Review*, 60, p.126-42.
- Harris, J. E., and J. G. Nelson (1993) Monitoring Tourism from a Whole Economy Perspective: A Case from Indonesia. In *Tourism and Sustainable Development*:

- Monitoring, Planning, Managing, J. G. Nelson, R. W. Butler, and G. Wall, eds., pp. 179-200. Waterloo: University of Waterloo, Department of Geography.
- Harrison, D. (1992) *Tourism and the Less Developed Countries*. London: Belhaven Press
- Harrison, D. (2001) *Tourism and the Less Developed World: Issues and Case Studies*, Wallingford: Cabi Publishing
- Harrod, R.E. (1939) An essay in dynamic theory, *Economic Journal* 49:14-33
- Hart, K. (1973) Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana. *Journal of Modern African Studies* 11:6 1-89.
- Hassan, Salah S. (2000), 'Determinants of market competitiveness in an environmentally sustainable tourism industry', *Journal of Travel Research*, 38 (3), 239-45.
- Hatzipanayoyou, P. and M. S. Michael, 1995, "Tariffs, Quotas and Voluntary Export Restraints with Endogenous Labor Supply," *Journal of Economics*, 62, 185-201.
- Hazari B.R. and C. Kaur (1995), "Tourism and the Welfare in the Presence of Pure Monopoly in the Non-Traded Goods Sectors", *International Review of Economics and Finance*, 2 (4), p.171-177.
- Hazari B.R. and P.M. Sgro (2001), *Migration, Unemployment and Trade*, Kluwer Academic Publishers, Boston.
- Hazari, B. R. and A. Ng, 1993, "An analysis of tourists' consumption of non-traded goods and services on the welfare of the domestic consumers", *International Review of Economics and Finance*, 2, 3-58.
- Hazari, B. R. and P. M. Sgro, 1995, "Tourism and Growth in a Dynamic Model of Trade," *Journal of International Trade and Economic Development*, 4, 243-252.
- Hazari, B. R. and P. M. Sgro, 2004, *Tourism, Trade and National Welfare*, Amsterdam: Elsevier.
- Hazari, B. R., J. J. Nowak, M. Sahli and D. Zdravevski, 2003, "Tourism and Regional Immiserization," *Pacific Economic Review*, 8, 269-278.
- Hazari, B., J.J. Nowak and M. Sahli (2003), international tourism as a way of importing growth', Proceedings of the International Research Conference on Tourism Modelling and Competitiveness, October, Paphos, Cyprus.
- Healy, R. (1994) "Tourist Merchandise as a Means of Generating Local Benefits From Ecotourism." *Journal of Sustainable Tourism*. 2(3):137-50.
- Healy, R. (1997). "Market Research for Tourist Crafts." CraftNews. Washington, DC. The Craft Center.
- Healy, R. and Milne, S. (2004)"Wine Tourism: Geographic, Economic and Environmental Perspectives."
- Heath, Ernie (2003), 'Towards a model to enhance destination competitiveness: a Southern African perspective', in Richard W. Braithwaite and Robyn L. Braithwaite *Proceedings of the CAUTHE 2003 Conference*, Coffs Harbour, Australia, 5-8 February Lismore, New South Wales: Southern Cross University.
- Heller, M.A., 1998. The Tragedy of the Anticommons: Property in the Transition from Marx to Markets, *Harvard Law Review*, 111:621.
- Heller, M.A., 1999. The Boundaries of Private Property, *Yale Law Review*, 108:1163-223.

- Helpman, E. And P. Krugman (1985), *Innovation and growth in the global economy*. MIT Press, Cambridge.
- Henry, S. (1982) The Working Unemployed: Perspectives on the Informal Economy and Unemployment. *Sociological Review* 30:460-477.
- Heritage Foundation, 2005, *Index of Economic Freedom* ( available at <http://www.heritage.org/research/features/index/scores.cfm>.)
- Hermans, D. (1981) "The Encountering of Agriculture and Tourism: A Catalan Case," *Annals of Tourism Research*, 8, 462-479
- HODGSON, Geoffrey M. *Economics and Institutions: a Manifesto for a Modern Institutional Economics*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 1988.
- Holloway, J.C. (1998) *The Business of Tourism* (5th edition), Harlow: Longman
- Holtz – Eakin, D. and Seldon. T.M. (1992), *Stoking the fire? CO2 Emissions and Economic Growth*, NBER Working Paper (4248)
- Honek, D., (2001). Tourism and the General Agreement on Trade and Services. In UNLDCed. *Tourism in the Least Developed Countries*. Geneva: UNLDC.
- Hotelling, H. (1947), 'Economic study of monetary evaluation of recreation in national parks', Letter quoted in R.E. Prewitt (ed.), *United States Department of the Interior*, Washington, DC, 1949.
- Hsiao, Cheng (1986): *Analysis of Panel Data*, Cambridge: University of Cambridge Press.
- Hsieh S., O'Leary, J. T., Morrison, A. M., (1992). 'Segmenting the international travel market by activity,' *Tourism Management*, Vol. 13, pp. 209–223.
- Huan, T.C. and J.T. O'Leary (1999), *Measuring Tourism Performance*, Champaign, IL: Sagamore.
- Huybers, T. and Bennett, J. (2000): "Impact of the Environment on Holiday Destination Choices of Prospective UK Tourists: Implications for Tropical North Queensland", *Tourism Economics*, 6(1), pp. 21-46.
- IDRC (1975) *Hawkers and Vendors in Asian Cities*. Ottawa: International Development Research Center.
- ILO (1972) *Employment, Incomes and Equality: A Strategy for Increasing Productive Employment in Kenya*. Geneva: International Labor Office.
- ILO (1985) *Informal Sector in Africa*. Addis Ababa: Jobs and Skill Programme for Africa. Geneva: International Labor Office.
- ILO (1989), *Productivity and Training in the Hotel, Catering and Tourism Sector*, Hotel, Catering and Tourism Committee, Geneva.
- ILO (2001), *Human Resources Development, Employment and Globalization in the Hotel, Catering and Tourism Sector*, Geneva.
- Indonesia Tourism Authority (2002): [www.tourismindonesia.com](http://www.tourismindonesia.com)
- Inskeep E., (1991). 'Tourism Planning: An integrated and sustainable development approach', Van Nostrand Reinold, New York.
- International Hotels Environments Initiative (IHEI) (1993) *Environmental Management for Hotels: The Industry Guide to Best Practice*, London: Butterworth-Heinemann
- International Labour Organisation (ILO) (2001) *Human resources development, employment and globalization in the hotel, catering and tourism sector*, ILO. Geneva

- INTERPOL. International Statistical Crime. From [www.interpol.int](http://www.interpol.int), 03/06/2003.
- Islam, N. (1995), "Growth Empirics: A Panel Data Approach", *Quarterly Journal of Economics*, November, 1127-1170.
- Jackson M., White G., White-Gronn M., (2001). Developing a tourist personality typology, 2001, CAUTHE National Research Conference.
- Jamal, Tazim and Donald Getz (1996), 'Does strategic planning pay? Lessons for destinations from corporate planning experience', *Progress in Tourism and Hospitality Research*, 2, 59-78.
- Jenner, P. - C. Smith (1992) *The Tourism Industry and The Environment*, The Economic Intelligence Unit, Special Report, No 2453, London, UK
- Jennings S., (2004). 'Coastal tourism and shoreline management', *Annals of Tourism Research*, Vol.31, No 4, pp. 899-922.
- Jones, R. W., 1971, "A Three Factor Model in Theory, Trade, and History," in *Trade, Balance of Payments and Growth*, J. N. Bhagwati, et al. eds., Amsterdam: North-Holland.
- Jones, Ronald W. "International Capital Movements and the Theory of Tariffs and Trade." *Quarterly Journal of Economics*, February 1967, 81(1), pp. 1-38
- JUDSON, R. A. & OWEN, A. Estimating Dynamic Panel Data Models: A Guide for Macroeconomists. *Economics Letters*, vol. 65 (October 1999), pp. 9-15
- Karagiannis, N (2004) "Dependence, Cumulative Causation and the Caribbean." In Karagiannis, N and Witter, M (eds) (2004) *The Caribbean Economies in an Era of Free Trade*. Ashgate: Aldercroft
- Kemp. M. C. (1968). Some Issues in the Analysis of Trade Gain, *Oxford Economic Papers*, Vol. 20, pp. 149-161.
- Kemp, Murray C. "The Gain from International Trade and Investment: A Neo-Heckscher-Ohlin Approach." *American Economic Review*, 1966, 56, pp. 788-809.
- Kenyon, W. and N. Hanley (2000), 'Economic and participatory approaches to environmental evaluation', Discussion Papers in Economics, 2000-15, University of Glasgow.
- Kenyon, W. and N. Hanley (2000), 'Economic and participatory approaches to environmental evaluation', Discussion Papers in Economics, 2000-15, University of Glasgow.
- Kermath, B., and R. Thomas (1992) Spatial Dynamics of Resorts: Sosua, Dominican Republic. *Annals of Tourism Research* 19: 173-190.
- Key Note (1999) 'UK Overseas Package Tour Holiday Market', *Key Note*, December
- Key Note (2000) 'Green and Ethical Consumer's', *Keynote*, April
- Key Note (2001) 'Holiday Purchasing Patterns Market Assessment', *Key Note*, July
- Khakee A., (1988). 'The Rationale for Urban Government Action for Arts Fundings', *Journal of Cultural Economics*, Vol. 12, No 2, pp. 1-18.
- Khakee A., (1986). Backview mirror analysis in future studies and planning, *European Journal of Operational Research*, Vol. 33, No 2, pp. 200-211.
- Khalafalla, K. Y and A.J. Webb (2001), "Export-led growth and structural change: evidence from Malaysia", *Applied Economics*, 33, pp 1703-1715.
- Kim, C.W., K.T. Choi, Stewart Moore, Larry Dwyer, Bill Faulkner, Robert Mellor and Zelko Livaic (2001), 'Destination competitiveness: development of a model with

application to Australia and the Republic of Korea', unpublished report for the Department of Industry, Science and Resources, Australia; the Ministry of Culture and Tourism, Korea; the Korean Tourism Research Institute; the CRC for Sustainable Tourism, Australia; and the Australia-Korea Foundation.

Kim, Seong-Seop, John L. Crompton and Christel Botha (2000), 'Responding to competition: a strategy for Sun/Lost city, South Africa', *Tourism Management*, 21 (1), 33-42.

Kim, H. J., M. Chen and S. Jan (2006), "Tourism expansion and economic development: The case of Taiwan", *Tourism Management*, Forthcoming.

Kinnaird, V. and Hal, D. (1994) *Tourism: A Gender Analysis*. New York: John Wiley & Sons Ltd

Kirsten, M. and Rogerson, C.M. (2002) . Tourism, business linkages and small enterprise development in South Africa. *Development Southern Africa*, Volume 19, Number 1, 1 March 2002 pp. 29-59(31).

Knetsch, J. (1990), 'Environmental policy implications of disparities between willingness to pay and compensation demanded', *Journal of Environmental Economics and Management*, 18, pp. 227-37.

Knetsch, XL. (1963), 'Outdoor recreation demands and benefits', *Land Economics*, 39, pp. 387-96.

Ko, T.G., (2005). Development of a tourism sustainability assessment procedure: a conceptual approach. *Tourism Management*, 26 (3), 431-445.

Koizumi, T., and K. J. Kopecky, 1977. "Economic Growth, Capital Movements and the International Transfer of Technical Knowledge." *Journal of International Economics* 7:45-65.

Kotler, Philip, Donald H. Haider and Irving Rein (1993), *Marketing Places*, New York: Free Press.

Kozak, Metin (2003), 'Measuring competitive destination performance: a study of Spain and Turkey', *Journal of Travel and Tourism Marketing*, 13 (3), 83-110.

Kozak, Metin and Mike Rimmington (1999), 'Measuring tourist destination competitiveness: conceptual considerations and empirical findings', *International Journal of Hospitality Management*, 18, 273-83.

Kreickemeier, U., 2005, "Unemployment and the Welfare Effects of Trade Policy," *Canadian Journal of Economics*, 38, 194-210.

Krippendorff, J. (1991) 'Towards New Tourism Policies' in Medlik, S. (ed.) *Managing Tourism*, Oxford: Butterworth-Heinemann

Krueger, A. O. and Sonnenschein, H. (1967), "The Term of Trade, the Gain from Trade and Price Divergence", *International Economic Reviews* 8, 121-127.

Krueger, A. (1980), "Trade policy as an input to development", *American Economic Review*, 70, pp 188-292.

Krugman, P. (1979): A model of innovation, technology transfer, and the world distribution of income, *Journal of Political Economy*, 87: 253-66.

Krugman, P. and M. Obstfeld (1997): *International Economics*, New York: Addison Wesley Longman.

Kuznets, S., 1966, *Modern Economic Growth* (New Haven, CT: Yale University Press).

- Lafferty, G. and van Fossen, A. (2001) 'Integrating the Tourism Industry: Problems and Strategies', *Tourism Management*, 22, pp.11-19
- Lahiri, S. and Y. Ono. (1989). Terms of Trade and Welfare: A General Analysis. By: *Economic Record*, Vol. 65, pp. 27-32.
- Lancaster, K. (1966a), 'Change and innovation in the technology of consumption', *American Economic Review*, Supplement, May, pp. 14-23.
- Lancaster, K. (1966b), 'A new approach to consumer theory', *Journal of Political Economy*, 76, pp. 122-57.
- Lane, B. (1993) The Hotel Ucliva: A Rural Hotel Built and Operated on Ecological Principles. In *The Greening of Tourism From Principles to Practice: A Casebook of Best Environmental Practice in Tourism*, Suzanne Hawkes and Peter Williams, eds., pp. 21-26. Burnaby: Centre For Tourism Policy Research, Simon Fraser University.
- Lang C. T., O' Leary, J. T., (1997). 'Motivation, participation and preference: A multisegmentation approach of the Australian nature travel market', *Journal of Travel and Tourism Marketing*, Vol. 6, pp. 159–180.
- Lanquar R. (1995), *L'économie du tourisme*, Que sais-je? PUF, n°2065.
- Lanza A e Pigliaru F. (1995), Specialization in tourism: the case of a small open economy, in Coccossis H.e Nijkamp P., eds, *Sustainable tourism development*, Aldershot: Avebury.
- Lanza A. (1995), Is specialization in tourism harmful to economic growth?, *Nota di Lavoro Fondazione ENI Enrico Mattei*, 49/95.
- Lanza A. e Urga G. (1995), Tourism Specialisation and Economic Growth: a cross country comparison using multivariate cointegration, *London Business School Discussion Paper* 29-05
- Lanza, A. and F. Pigliaru (1999), *Why are Tourism Countries Small and Fast Growing*, <http://ssrn.com/abstract=146028>.
- Lanza, A. and Pigliaru, F. (1994): "The Tourist Sector in the Open Economy", *Rivista Internazionale di Economiche e Commerciali*, 41(1), pp. 15-28.
- Lanza, A., P. Temple and G. Urga (2003), 'The implications of tourism specialisation in the long run: an economic analysis for 13 OECD economies', *Tourism Management*, 24, 315-21.
- Latimer H. (1985), "Developing Island Economies: Tourism v. Agriculture", *Tourism Management*, 6, p.32-42.
- Lea, J. (1988) *Tourism and Development in the Third World*, London: Routledge
- Lee-Smith, S., (1997). Community-based indicators: a guide for field workers carrying out monitoring and assessment at the community level. In IUCN ed. *An approach to assessing progress toward sustainability: Tools and training series for institutions, field teams and collaborating agencies*. Gland: IUCN.
- Leibenstein, H. (1950), 'Bandwagon, snob and Veblen effects in the theory of consumers 'demand'', *Quarterly Journal of Economics*, 64, pp. 183-207.
- Levy, D.C. and Bruhn, K. (1995), Mexico: sustained civilian rule without democracy In: L. Diamond, J.J. Linz and S.M.S. Lipset, Editors, *Politics in Developing Countries*, Lynne Rienner Publishers, Inc, London (1995), pp. 171–218.
- Lew A. A., (1987). 'A framework of tourist attraction system', *Annals of Tourism Research*, Vol. 14, No 3, pp. 553-75.

- Lim, Christine (1997): Review of international tourism-demand models, *Annals of Tourism Research*, 24(4): 835-849.
- Linder, S.B. (1961), *An Essay on Trade and Transformation*, New York: John Wiley & Sons.
- Lippert et Walker (1997) ; The Underground Economy: Global Evidence of its Size and Impact, *Vancouver, the Fraser Institute, 1997, p. 50*
- Liu, Z.H., (2003). Sustainable Tourism Development: A Critique. *Journal of sustainable tourism*, 11 (6), 459-475.
- Long, V. (1992) Social Mitigation of Tourism Development Impacts: Bahias de Huatalco, Oaxaca, Mexico. *In Spatial Implications of Tourism*
- Long, V. and G. Wall (1995) Small-Scale Tourism Development in Bali. *In Island Tourism: Management Principles and Practice*, M. V. Conlin and T. Baum, eds., pp. 237-257. Chichester: Wiley.
- Long, V.H. (1991). Government-Industry-Community Interaction in Tourism Development in Mexico. *The Tourism Industry: An International Analysis*, Ch.11, pp.205
- López, R.A., Shah, F.A. and Altobello, M.A. (1994): "Amenity Benefits and the Optimal Allocation of Land", *Land Economics*, 70 (feb.), pp. 53-62.
- Louviere, X and G. Woodworth (1983), 'Design and analysis of simulated consumer choice or allocation experiments: an approach based on aggregate data', *Journal of Marketing*, 20, pp. 350-67.
- Louviere, X and Hensher, D. (1982), 'On the design and analysis of simulated choice or allocation experiments in travel choice modelling', *Transportation Research Record*, 890, pp. 11-17.
- Lozato-Giotart J-P. (1993), *Géographie du tourisme*, Masson, Paris.
- Lucas, R.E. Jr., 1988, "On the Mechanics of Economic Growth," *Journal of Monetary Economics*, (22):3-42.
- Luce, R.D. (1959), *Individual Choice Behavior: A Theoretical Analysis*, New York: Wiley.
- Lundgren J. O. J., (1982). 'The tourist frontier of Nouveau Quebec: functions and regional linkages', *Tourist review*, Vol. 37, No 2, pp.10-16.
- Lundtorp, S. and Wanhill, S. (2001) The resort lifecycle theory: Generating processes and estimation. *Annals of Tourism Research* 28(4), 947-64.
- Madeley, J. (1996) "Foreign Exploits: Transnationals and Tourism", briefing paper, London: Catholic Institute for International Relations.)
- Mak, J. (1993) Exacting Resort Developers to Create Non-Tourism Jobs. *Annals of Tourism Research* 20:50-26 1.
- Mak, James (2004) *Tourism and the Economy ... understanding the economics of tourism*, Honolulu: University of Hawaii Press, 268p.
- Mak, James (2005) "Tourism Demand and Output in the U.S. Tourism Satellite Account: 1998-2003," *Journal of Travel Research*, Vol. 44, August, pp. 1-3.
- Maloney, W.F. and Montes Rojas, G.B. (2001) Demand for tourism, The World Bank, Washington DC (2001).
- Manning E. (1992), Managing sustainable tourism: indicators for better decisions, mimeo.

- Manning E. (1994), Carrying capacity and sustainable tourism, mimeo.
- Manning, Frank E. 1982 The Caribbean Experience. *Cultural Survival Quarterly* 6(3): 13-14.
- Mansfeld Y., (1992). 'From motivation to actual travel'. *Annals of Tourism Research*, Vol. 19, pp. 399-419.
- Marcussen, C-H. (1999) *Internet Distribution of European Travel and Tourism Services*, Nexø, Denmark: Research Centre of Bornholm
- Marcussen, C-H. (2001) *Trends in European Internet Distribution of Travel and Tourism Services* (Version 2), [www.crt.dk/uk/staff/chm/trends.htm](http://www.crt.dk/uk/staff/chm/trends.htm)
- Marin, D. (1992), "Is the export-led hypothesis valid for industrialized countries?", *Review of Economics and Statistics*, 74, pp 678-688.
- Markusen, J.R. (1995): The Boundaries of Multinational Enterprises and the Theory of International Trade, *Journal of Economic Perspectives*, 9(2): 169-89.
- Markusen, J. R. (1981). Trade and Gains from Trade with Imperfect Competition, *Journal of International Economics*, Vol. 11, pp. 531-551
- Marques, L. D. Modelos Dinâmicos com Dados em Paineis: revisão de literatura. Porto: Centro de Estudos Macroeconômicos e de Previsão, 2000.
- Martin, C.A. and S.F. Witt (1987), 'Tourism forecasting models: choice of appropriate variable to represent tourists' cost of living', *Tourism Management*, 8, 223-45.
- Mathieson, Alister, and Wall, Geoffrey, 1982 *Tourism: Economic, Physical and Social Impacts*, New York, Longman Singapore Publishers, Ltd. Meyer, 2003
- Matsuyama K. (1992), Agricultural productivity, comparative advantage and economic growth, *Journal of Economic Theory*, 58
- Mazanec, Josef A. (1995), 'Competition among European tourist cities: a comparative analysis with multidimensional scaling and self-organizing maps', *Tourism Economics*, 1 (3), 283-302.
- Mbaiwa, J.E. (2000). The Impact of Tourism in the Okavango Delta in north-western Botswana. Paper presented at the International Conference on Climate Change, Biodiversity, Multi-species Production Systems and Sustainable Livelihoods in the Kalahari Region, Sponsored by START, PASS and the University of Botswana, Maun Lodge, Maun, Botswana,
- McConnell K.E. (1996), Income and the demand for environmental quality, presentedo alla *Seventh Annual Conference of the European Association of Environmental and Resource Economists*, Lisbona.
- McConnell K.E. (1997), Managing vulnerable natural areas: Insights from economics, *Annali della Fondazione Courmayeur*, in corso di stampa.
- McConnell, K.E. (1985), 'The economics of outdoor recreation', in A.H. Kneese and J.L. Sweeney (eds), *Handbook of Natural Resources and Energy Economics*, 2, Amsterdam: Elsevier Science Publishers.
- McElroy, J. L. and de Albuquerque, K. (1990) "Sustainable Small-Scale Agriculture in Small Caribbean Islands," *Society and Natural Resources*, 3, 109-129
- McFadden, D. (1974), 'Conditional logit analysis of qualitative choice behavior', in P. Zarembka (ed), *Frontiers in Econometrics*, New York: Academic Press, pp. 105-39.

- McKinnon, R. (1964), "Foreign exchange constraint in economic development and efficient aid allocation", *Economic Journal*, 74, pp 388-409.
- McMinn S., Cater E., (1998). 'Tourist typology; Observations from Belize', *Annals of Tourism Research*, Vol. 25, No 3, pp. 675-699.
- McTaggart W.D. (1988), "Hydrologic Management in Bali", *Singapore Journal of Tropical Geography*, 9, p.96-111.
- Meadows, D.H. et al. (1972) Rapport sur les limites de la croissance. In: *Hulte a la croissance*. Editions Fayard, Collection Ecologie
- Mendonsa, E. L. (1993) "Tourism and Income Strategies in Nazaré, Portugal," *Annals of Tourism Research*, 10, 213-238
- Meyer. 2006. Caribbean tourism, local sourcing and enterprise development. *Centre for Tourism and Cultural Change, Sheffield Hallam University. Sheffield*
- Micheal. M. (1992). International Factor Mobility, Non-Traded goods, Tariffs and the Terms of Trade, *Canadian Journal of Economics*, Vol. 25, pp. 493-499.
- Michael, M. S. and P. Hatzipanayoyou, 1999, "General Equilibrium Effects of Import Constraints under variable labor supply, public goods and income taxation," *Economica*, 66, 389-401.
- Michaud, J 1991 A Social Anthropology of Tourism in Ladakh, India. *Annals of Tourism Research* 18605-621
- Michel, P. (1993) *Pollution and Growth Towards the Ecological Paradise*, mimeo, Paris.
- Michel, P. and Rotillon, G. (1993) *Pollution's Disutility and Endogenous Growth*, mimeo, Paris.
- Michelman, F. I., 1982. Ethics, Economics, and the Law of Property, in J. R. Pennock and J.W. Chapman (eds.), *Nomos XXIV: Ethics, Economics and the Law*, New York University Press, New York.
- Middleton V., Hawkins R., (1998). 'Sustainable tourism: A marketing perspective', Butterworth & Heinemann, Oxford.
- Midgley, J. (1986), Community participation: history, concepts and controversies In: J. Midgley, A. Hall, M. Hardiman and D. Narine, Editors, *Community Participation, Social Development, and the State*, Methuen, London (1986), pp. 13-43.
- Mihalic, Tanja (2000), 'Environmental management of a tourist destination: a factor of tourism competitiveness', *Tourism Management*, 21 (1), 65-78.
- Mill, R.C. and Morrison, A. (1992) *The Tourism System: An Introductory Text* (2nd Edition), Prentice Hall
- Miller, L. (1985) Linking Tourism and Agriculture to Create Jobs and Reduce Migration in the Caribbean. In *Migration and Development in the Caribbean: The Unexplored Connection*, Robert A. Pastor, ed., pp. 295-300. Boulder CO: Westview Press.
- Miller, S.M. and Rein, M. (1975) Community Participation: Past and Future In: D. Jones and M. Mayo, Editors, *Community Work Two*, Routledge and Kegan Paul, London (1975), pp. 3-23.
- Miller, G., (2001). The development of indicators for sustainable tourism: results of a Delphi survey of tourism researches. *Tourism Management*, 22, 351-362.
- Milne, S. (1992) Tourism and Development in South Pacific Microstates. *Annals of Tourism Research* 19:191-212. '

- Mintel (1999) 'The Green and ethical consumer', Mintel International Group, March
- Monopolies and Mergers Commission (1997) 'Foreign Package Holidays: A Report on the Supply in the UK of Tour Operators' and Travel Agents' Services in Relation to Foreign Package Holidays'. Report No. Cm3813, London: MMC
- Mintel (2001a) 'Independent Tour Operators', Mintel International Group Ltd, July
- Mintel (2001b) 'Ethical Tourism', Mintel International Group Ltd, October
- Mintel (2001c) 'Long-haul Holidays', Mintel International Group Ltd, February
- Miossec J. M., (1976). 'Elements pour une theorie de l'espace touristique, les Cahiers du Tourisme', C-36, CHET, Aix-en-Provence, *Tourist Review*, Vol. 29, No 4, pp. 124-31.
- Miossec J. M., (1977). 'Un modele de l'espace touristique', *L'espace Geographique*, Vol. 6, No 1, pp. 41-8.
- Mitchell, R. E. (1998). Community integration in ecotourism: a comparative case study of two communities in Peru. MSc thesis, University of Guelph, Guelph, Ontario.
- Mitchell, R.E. and Reid, D.G. (2001) Community integration: island tourism in Peru, *Annals of Tourism Research* 28 (2001), pp. 113–139.
- Momsen , J., 1998. Caribbean Tourism and Agriculture: New Linkages in the Global Era?. In: Klak Lanham, T., Editor, , 1998. *Globalization and Neoliberalism: The Caribbean Context*, Rowman & Littleman Publishers, Oxford, pp. 115–133.
- Momsen J., (1972). Report on Vegetable Production and the Tourist Industry in St. Lucia. , University of Calgary, Calgary.
- Momsen, J. (1986) "Recent Changes in Caribbean Tourism with Special Reference to St. Lucia and Montserrat." In John S. Marsh *Canadian Studies of Parks, Recreation and Tourism in Foreign Lands*, Ontario, Canada: Department of Geography, Trent University, Occasional Paper 11
- Momsen, J. (1994) "Tourism, Gender and Development in the Caribbean." In Vivian Kinnaird and Derek Hall *Tourism: A Gender Analysis*, New York: John Wiley & Sons, 106-120
- Momsen, J. (1996) *Linkages Between Tourism and Agriculture in the Caribbean*. Paper presented at International Geographical Union Conference (IGU), August, 1996. The Hague, Netherlands
- Momsen, J. 1986 Linkages between Tourism and Agriculture: Problems for the Smaller Caribbean Economies. University of New Castle Upon Tyne Seminar Paper, Number 45.
- Momsen, J. D (1973) Report on Food Production and the Tourist Industry in Montserrat. *Calgary: University of Calgary*
- Monk, J. and Alexander, C.S. (1986) "Freeport Fallout: Gender, Employment, and Migration on Margarita Island," *Annals of Tourism Research*, 13, 393-413
- Morley, Clive L. (1998): A dynamic international demand model, *Annals of Tourism Research*, 25(1): 70-84.
- Moscado G., Morrison, A. M., Pearce, P. L., Lang, C., O'Leary, J. T., (1996). Understanding vacation destination choice through travel motivation and activities. *Journal of Vacation Marketing*, Vol. 2, pp. 109–122.
- Moser, C (1989) Community participation in urban projects in the Third World, *Progress in Planning* 32 (1989) (2), pp. 73–133.
- Moshirian, F. (2001): International investment in financial service, *Journal of Banking and Finance*, 25: 317-337.

- Mounser (1996) 'Key issues surrounding price-based marketing of breaks and holidays in the UK travel sector.' *Journal of Vacation Marketing*, Vol. 2, No 4, pp.367-372
- Mowforth, M. and Munt, I. (1998) *Tourism and Sustainability: New Tourism in the Third World*, London: Routledge
- Mudambi, R.,1994, "A Ricardian Excursion to Bermuda: An Estimation of Mixed Strategy Equilibrium," *Applied Economics*, (26):927-936.
- Muller H., (1994). 'The thorny path to sustainable tourism development', *Journal of Sustainable Tourism Development*, Vol. 2, No 3, pp.131-136
- Murat M. e Pigliaru F. (1997), Intersectoral spillovers of knowledge in a model of endogenous growth and trade, *Journal of International Trade & Economic Development*, in corso di stampa.
- Murphy, P., M. P. Pritchard and B. Smith (2000): The destination product and its impact on traveler perceptions, *Tourism Management*, 21: 43-52.
- Mussoni, M. 2004. Il contratto vuoto per pieno: un'analisi economica, *Sistemaeconomico*, 2:17-51.
- Musu I. (1995), Transitional dynamics to optimal sustainable growth, *Nota di Lavoro Fondazione ENI Enrico Mattei*, 50/95.
- Musu, I. and Lines, M. (1993) *Endogenous Growth and Environmental Preservation*, mimeo, Paris
- Mutinelli, M. and L. Piscitello (2001): Foreign direct investment in the banking sector: the case of Italian banks in the '90s, *International Business Review*, 10: 661-685.
- Myrdal, G., 1957. *Economic Theory and Underdeveloped Regions*, London 1957.
- Myrdal, G., 1968, *Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations*, New York, Pantheon Books
- Mytravel (2002) Corporate website: [www.mytravelgroup.com](http://www.mytravelgroup.com), accessed September 2002
- Narayan P.K. (2004), "Economic Impact of Tourism on Fiji's Economy: Empirical Evidence From the Computable Equilibrium Model", *Tourism Economics*, 10 (40), pp. 419-433.
- Navrud, S. and E.D. Mungatana (1994), 'Environmental valuation in developing countries: the recreational value of wildlife viewing', *Ecological Economics*, 11, pp. 135-51.
- NEALE, Walter C. Institutions. *Journal of Economic Issues*, 21 (3): 1177-1206, 1987.
- Neary, J. P., 1978, "Short-run Capital Specificity and the Pure Theory of International Trade," *Economic Journal*, 88, 488-510.
- Neuman, W. Lawrence (1994), *Social Research Methods: Qualitative and Quantitative Approaches*, 2nd edition, Needham Heights, MA: Allyn & Bacon.
- Nijkamp P. e Verdonkschot S. (1995), Sustainable tourism development : a case study of Lesbos, in Coccossis H.e Nijkamp P., eds, *Sustainable tourism development*, Aldershot: Avebury.
- Nowak J-J and M. Sahli (1999), "L'analyse d'un Boom Touristique dans une Petite Economie Ouverte", *Revue d'Economie Politique*, 105 (5), pp.729-749.
- Nowak J-J, M. Sahli and P. SGRO (2003), "Tourism, Trade and Domestic Welfare", *Pacific Economic Review*, 8 (3), pp 245-258.
- NRC, (1999). 'Our Common Journey: A transition toward sustainability', National Academic Press, New York.

- Nude, W.A. and A. Saayman, 2004, "The Determinants of Tourist Arrivals, in Africa: A Panel Data Regression Analysis," Paper prepared for the International Conference, Centre for the Study of African Economies, St. Catherine's College, University of Oxford, 21-22, March 2004. 16
- O'Grady A., (1990). 'The challenge of tourism', The Ecumenical coalition on Third World Tourism, Bangkok.
- OECD (2001): International Direct Investment Statistics Yearbook 1989-2000, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.
- Oestreich, H. (1977) Gambia. Zur sozioökonomischen Problematik des Ferntourismus in einem westafrikanischen Entwicklungsland. *Geographische Zeitschrift*, Vol. 65, Page 302-308
- O'Ferrall, A.M. (1991) "Tourism and Agriculture on the North Coast of the Dominican Republic," *Revista Geográfica*, (113) 171-191
- Office of National Statistics (ONS) (2000) 'International Passenger Survey', London: ONS
- Office of National Statistics (ONS) (2001) 'International Passenger Survey,' London: ONS
- Oh, C., 2005, "The Contribution of Tourism Development to Economic Growth in the Korean Economy, *Tourism Management*, 26 (1):39-44.
- OMT/WTO Politicas de Aviacion y Turismo, Madrid 1995, p 55 quoted in Diaz Benavides, D. (2001) Seminar on Tourism Policy and Economic Growth, OECD, Berlin, 6-7 March 2001
- Oppermann M. (1993), "Tourism Space in Developing Countries", *Annals of Tourism Research*, vol.20, p.535-56.
- Oppermann, M. and Chon, K-S. (1995) *Tourism in Developing Countries*, London: International Thomson Business Press
- Oppermann, M. and K.S. Chon (1997): *Tourism in Developing Countries*, International Thomson Business Press.
- Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) (1998), 'The changing role of national tourism administrations: findings of the pilot survey', unpublished report, Paris.
- Organization of American States 1984 Tourism and Agricultural Linkage in the Caribbean. Final Report. OAS/ GTRC Workshop. Washington DC: Organization of American States.
- Ottaviano, G.I.P. and D. Puga (1998): Agglomeration in the Global Economy: A Survey of the 'New Economic Geography', *World Economy*, 21(6): 707-31.
- Owen Edgar, 1987, *The Future of Freedom in the Developing World*, Pergamon Press.
- Page, S. (1999) *Tourism and Development: The Evidence from Mauritius, South Africa and Zimbabwe* - Report prepared for a DFID project on Trade and Enterprise, September. London: ODI
- Page, S. and A. Hewitt (2001) *World Commodity Prices: still a problem for developing countries?* London: ODI.
- Panas, E. and G. Vamvoukas (2002), "Further evidence on the Export-Led Growth Hypothesis", *Applied Economics Letters*, 9, pp 731-735.

- Papatheodorou, A., (1999). The demand for International Tourism in the Mediterranean Region, *Applied Economics*, 31, 619-630.
- Papatheodorou, A. (2001): Why people travel to different places, *Annals of Tourism Research*, 28(1): 164-179.
- Papatheodorou, A. (2002), 'Exploring competitiveness in Mediterranean resorts', *Tourism Economics*, 8 (2), 133-50.
- Parisi, F., B. Depoorter, and N. Schultz, 2000. Duality in Property: Commons and Anticommons, *Law and Economics Research Paper Series*, N. 00-32, University of Virginia School of Law.
- Parisi, F., N. Schultz, and B. Depoorter, 2004. Simultaneous and Sequential Anticommons, *European Journal of Law and Economics*, 17:175-90.
- Parsons J.J. (1989), "The Canary Island Search for Stability", *Focus*, 35 (2), p.22-29.
- Parsons, J.J. (1985) "The Canary Island Search for Stability," *Focus*, 35 (2) 22-29
- Patinkin, D. (1965), *Money, Interest and Prices*, New York: Harper & Row.
- Pattullo, P. (1996) *Last Resorts: The Costs of Tourism in the Caribbean*, London: Cassell
- Pavaskar, M. (1987) Employment effects of tourism and the Indian experience. *Journal of Travel Research*, 32-8.
- Pearce D. C., (1989). 'Tourist Development', Longman Scientific and Technical Publishers, Essex.
- Pearce D.G., (1995). *Tourism today: a geographical analysis*, 2nd ed, Longman, London.
- Pearce D.W. e Turner R.K.(1990), *Economics of natural resources and the environment*, New York: Harvester Wheatsheaf.
- Pearce, D.R., K. Turner and I. Bateman (1994), *Environmental Economics*, Hemel Hempstead, UK: Harvester Wheatsheaf.
- Pearce, Douglas G. (1997), 'Competitive destination analysis in Southeast Asia', *Journal of Travel Research*, 35 (4), 16-24.
- Pearce, D.G., (2000). Tourism plan reviews: methodological considerations and issues from Samoa, *Tourism Management*, 21, 191-203.
- Pearce D.W., Sugden R. and Swanson T. (2002), *Economic Valuation with Stated Preference Techniques: A Manual*,
- Pearson, L.J., C.A. Tisdell and A.J. Lisle (2002), 'The impact of Noosa National Park on surrounding property values: an application of the hedonic price method', *Economic Analysis and Policy*, 32 (2), pp. 158-71.
- Peck J. G., Lepie A. S., (1977). 'Tourism and development in three North Carolina coastal towns', In: Smith V (ed), "Hosts and Guests: The anthropology of tourism", University Pennsylvania Press, Philadelphia.
- Pendleton, L. (1999), 'Reconsidering the hedonic vs. RUM debate in the valuation of recreational environmental amenities'. *Resource and Energy Economics*, 21, pp. 167-89.
- Perez-Duct' de Cuello, E., (2001). Financial leakages from tourism, Evaluation and Policy Issues for LDCs. In UNLDC ed. *Tourism in the Least Developed Countries*. Geneva : UNLDC.
- Perman, R., Y. Ma, J. McGilvray and M. Common (2003), *Natural Resource and Environmental Economics*, Harlow, UK: Pearson Education.

- Peterson, J.C. (1988), 'Export shares and revealed comparative advantage: a study of international travel', *Applied Economics*, 20, 351-65.
- Peterson, J.C. and R. Barras (1987), 'Measuring international competitiveness in services', *Service Industries Journal*, 1, 131-42.
- Pigliaru F. (1997), Economia e turismo sostenibile: alcune note, *Annali della Fondazione Courmayeur*.
- Pigou, A.C. (1938), *Economics of Welfare*, 4th edn, London: Macmillan.
- Randall, A. (1994), 'A difficulty with the travel cost method', *Land Economics*, 70, pp. 88-96.
- Pindyck, R. E Rubinfeld, D. *Econometric Models and Economic Forecasts*. New York: McGraw-Hill.
- Pi-Sunyer, O (1973) 'Tourism and its Discontents: The Impact of a New Industry on a Catalan Community', *Studies in European Society*, 1, 11-20
- Pleumaron A., (1994). 'The political ecology of tourism', *The Ecologist*, Vol. 24, No 4, pp. 142-147.
- Plog S. C., (1974). 'Why destination areas rise and fall in popularity', *Cornell Hotel and Restaurant Administration Quarterly*, Vol. 14, No 4, pp. 55-58.
- Plog S. C., (1994). 'Developing and using psychographics in tourism research', In: Brent Ritchie J. R., Goeldner C. R. (Eds.), "Travel, tourism and hospitality research", Wiley, New York, pp. 209-218.
- Poirier R.A. (1994), "Tourism and Development in Tunisia", *Annals of Tourism Research*, 21, p.157-71.
- Polèse, Mario. *Economia Urbana e Regional: Lógica espacial das transformações econômicas*. Coimbra: APDR, 1998.
- Poon, Auliana (1993), *Tourism, Technology and Competitive Strategies*, Wallingford, UK: CAB International.
- Porter, Michael li. (1990), *The Competitive Advantage of Nations*, New York: Free Press.
- Preau P., (1968). 'Essai d'une typologie de stations de sports d'hiver dans les Alpes du Nord', *Reveu de Geographie Alpine*, Vol. 58, No 1, pp. 127-40.
- Prescott-Allen, R., (1997). Barometer of sustainability : measuring and communicating wellbeing and sustainable development. In IUCN ed. *An approach to assessing progress toward sustainability: Tools and training series for institutions, field teams and collaborating agencies*. Gland: IUCN.
- Preussag (2002) Corporate website: [www.preussag.de](http://www.preussag.de), accessed August 2002
- Prideaux, B. (2000): The role of the transport system in destination development, *Tourism Management*, 21: 53-63.
- Proenca, Sara and Elias Soukiazis, 2005, "Tourism as an Alternative Source of Regional Growth in Portugal," Centro de Estudos da Uniao Europeia Faculdade de Economia da Universidade de Coimbra, Discussion paper No 34 [http://www4.fe.uc.pt/ceue/working\\_papers/ieliassara34.pdf](http://www4.fe.uc.pt/ceue/working_papers/ieliassara34.pdf).
- PRS GROUP. Country Risk Guide, CD, 2000.
- Pruckner, G.J. (1995): "Agricultural Landscape Cultivation in Australia: an Application of the CVM", *European Review of Agricultural Economics*, 22(2), pp. 173-90.
- Rabahy, Wilson. *Turismo e Desenvolvimento*. São Paulo: Manole, 2003

- Randall, A. (1994), 'A difficulty with the travel cost method', *Land Economics*, 70, pp. 88-96.
- Ramjee Singh 2002, 2003
- Ranis, G. 2004, Human Development and Economic Growth, Economic Growth Center, Yale University, Center Discussion Paper, NO. 887.
- Rawls J.R. (1971), *A theory of justice*, Cambridge, MA: Harvard University Press
- Reid, A. (1992) Reflections. Waiting for Columbus. *The New Yorker*, 24 February, 57-75 (quoted in Freitag, 1994).
- Reynolds, Paul C. 1993. "Food and Tourism: Towards an Understanding of Sustainable Culture." *Journal of Sustainable Tourism* 1,1:48-54
- Reznik, A (2000) in Kirsten M. and Rogerson, C. M (2002) Development of SMMEs in South Africa, *Development Southern Africa*, 19 (1), pp29-59
- Richardson, John B. (1987), 'A sub-sectoral approach to services' trade theory', in Orio Giarini (ed.). *The Emerging Service Economy*, Oxford, UK: Pergamon, pp. 59-82.
- Richter, L. (1989) *The Politics of Tourism in Asia*, Honolulu: University of Hawaii Press
- Ritchie, J.R. Brent and Geoffrey I. Crouch (2000a), 'The competitive destination: a sustainability perspective', *Tourism Management*, 21 (1), 1-7.
- Ritchie, J.R. Brent and Geoffrey I. Crouch (2000b), 'Are destination stars born or made: must a competitive destination have star genes?', in Norma P. Nickerson, R. Neil Moisey and Kathleen L. Andereck (eds), *Proceedings of the 31st Annual Travel and Tourism Research Association Conference*, Burbank, California. Boise, Idaho: Travel and Tourism Research Association, 11-14 June, pp. 306-15.
- Ritchie, J.R. Brent and Geoffrey I. Crouch (2003), *The Competitive Destination: A Sustainable Tourism Perspective*, Wallingford, Oxon, UK: CAB International.
- Ritchie, J.R. Brent and Geoffrey I. Crouch (1993), 'Competitiveness in international tourism: a framework for understanding and analysis', *Proceedings of the 43rd Congress of the Association Internationale d'Experts Scientifique du Tourisme*, San Carlos de Bariloche, Argentina, 17-23 October, St Gallen, Switzerland: Association Internationale d'Experts Scientifiques du Tourisme, pp. 23-71.
- Ritchie, J.R. Brent, Geoffrey I. Crouch and Simon Hudson (2001), 'Developing operational measures for the components of a destination competitiveness/sustainability model: consumer versus managerial perspectives', *Consumer Psychology of Tourism, Hospitality and Leisure*, 2, New York: CAB International, 1-17.
- Robinson, S., Seaf, S. & Kantor, L. (1998) The case of outsourcing partnerships: banding and repositioning food and beverages. Arthur Anderson Hospitality and Leisure Executive Report, Summer, New York, Arthur Anderson
- Rodenburg, E (1980) The Effects of Scale in Economic Development: Tourism in Bali. *Annals of Tourism Research* 7: 177-196.
- Rodriguez, Ana Ramón (1995): Estrategias de desarrollo en la industria hotelera mundial, *Momento Economico*, 119: 35-54.
- Rodriguez, Ana Ramón (2002): Determining factors in entry choice for international expansion. The case of the Spanish hotel industry, *Tourism Management*, 23: 597-607.
- Romer, P. (1986): Increasing returns and long-run growth, *Journal of Political Economy*, 94: 1002-1037.

- Romer, P. M. (1990) Increasing returns and long – run growth, *Journal of political Economy* 94:71-102.
- Rosensweig. J.A., (1988). Elasticities of substitution in Caribbean Tourism. *Journal of Development Economics*, 29 (1),89-100.
- Rural Development Council (2001) - Entrepreneurship in Rural America. Culture and Entrepreneurship
- Ryan, C. (1991) *Recreational Tourism: A Social Science Perspective*. New York: Routledge
- Sahli, M. (1999), 'Tourisme et spécialisation internationale', PhD thesis, Université Paris I Pantheon-Sorbonne.
- Sahli M, Nowak J, 'Measuring the net benefits of tourism growth: the case of coastal and natural tourism in the MENA region', *Twelfth Economic Research forum* (Cairo, 2005).
- Samples, K.C. and J.R. Hollyer (1990), 'Contingent valuation of wildlife resources in the presence of substitutes and complements', in R.L. Johnson and G.V. Johnson (eds), *Economic Valuation of Natural Resources: Issues Theory and Applications*, Boulder, CO: Westview, pp. 177-92.
- Santagata, W, 2004. Cultural Districts and Economic Development, in V. Ginsburgh e D. Thorsby (eds.), *Handbook of the Economics of Art and Culture*, Elsevier, Amsterdam.
- Santagata, W., P.L. Scandizzo, and P. Valentini, 2004. Ora ci vogliono i numeri per rimanere nella lista Unesco del patrimonio mondiale, *Il Giornale dell'arte*, Settembre, p. 60.
- Saveriades, A. (2000), 'Establishing the social tourism carrying capacity for the tourist resorts of the east coast of the republic of Cyprus', *Tourism Management*, 21, 147-56.
- Saville, N. (2001) *Practical strategies for pro-poor tourism. Case study of pro-poor tourism and SNV in Humla District, West Nepal*, PPT working paper No 3, London: ODI, IIED, CRT – available at [http://www.propoortourism.org.uk/nepal\\_cs.pdf](http://www.propoortourism.org.uk/nepal_cs.pdf)
- Schneider, Friedrich, 2002, "Size and Measurement of the Informal economy in 110 Countries around the World", referat na konferenciji "Workshop of Australian National Tax Centre", ANU, Canberra, Australia.
- Schneider, Friedrich, 2005, "Shadow Economies around the World: What do we really know?" *European Journal of Political Economy*
- Schumpeter, J. A. (1911). *Theorie der wirtschaftlichen Entwicklung*. Leipzig: Duncker & Humblot
- Schwartz, R (1999), *Pleasure island: tourism and temptation in Cuba*, University of Nebraska Press, Lincoln, Nebraska (1999).
- Sen, A.N., 1999, *Development as Freedom*, New York: Alfred A. Knopf. Sinclair, M.T., 1998, "Tourism and Economic Development: A Survey," *Journal of Development Studies*, 34 (5): 1-51.
- Shah, K. and Gupta, V. (and C Boyd, ed.) (2000) *Tourism, the Poor and Other Stakeholders: Experience in Asia*. Overseas Development Institute and Tourism Concern, London.
- Shan, J., and F. Sun (1998), "On the export-led growth hypothesis: The economic evidence from China", *Applied Economics*, 30, pp 1055–1065.

- Shaw, S M (1999) The next century can be Asia's if it abandons its Confucian ways and embraces the wisdom of democracy and capitalism, *Time Asia* 100, 154(7)
- Sheldon, P. (1986) 'The Tour Operator Industry: An Analysis', *Annals of Tourism Research*, Vol. 13, pp.349-365
- Shoemaker S., (1994). 'Segmentation the US travel market according to benefits realized', *Journal of travel research*, Vol.32, No 3, pp. 8-21.
- Sinclair M.T. (1998), "Tourism and Economic Development: a survey", *Journal of Development Studies*, 34 (5), pp. 1-51.
- Sinclair, M. T. and Sutcliffe C. (1988) 'The economic effects on destination areas of foreign investment in the tourism industry: A Spanish application', in Goodall and Ashworth, *Marketing in the Tourism Industry*, London: Croom Helm, pp.111-132
- Sinclair, M.T., Alizadeh, P., Atieno, E. and Aounga, A. (1992) 'The Structures of International Tourism and Tourism Development in Kenya', in D. Harrison (ed.) *Tourism and the Less Developed Countries*, London: Belhaven
- Sinclair, M.T., Clewer, A. and Pack, A. (1990) 'Hedonic prices and the marketing of package tourism: the case of tourism resorts in Malaga', in A. Ashworth and B. Goodall (eds.) *Marketing Tourism Places*, London: Routledge, pp.85-103
- Sinclair, M.T. and V. Bote Gómez, (1996) "Tourism, the Spanish Economy and the Balance of Payments", in M. Barke, M. Newton and J. Towner (eds.), *Tourism in Spain: Critical Perspectives*, Wallingford: C.A.B. International.
- Sinclair, M.T. (1998) "Tourism and Economic Development: A Survey", *The Journal of Development Studies*, 34 (5), pp 1-51.
- Smith S. L. J., (1983). 'Restaurants and dining out: geography of a tourism business', *Annals of Tourism Research*, Vol. 10, pp. 515-49.
- Smith S. L. J., (1989). 'Tourism Analysis' (2nd ed.), Longman, Harlow.
- Smith V., (1989). 'Hosts and guests: The anthropology of tourism' (2nd ed.), University of Pennsylvania Press, Philadelphia.
- Smith, V. L. and Eadington, W.R. (1992) *Tourism Alternatives: Potentials and Problems in the Development of Tourism*. Philadelphia, Pennsylvania: University of Pennsylvania Press
- Socher, Karl, and Paul Tschurtschenthaler 1994 Tourism and Agriculture in Alpine Regions. *The Tourist Review* 50:35-41
- Solow, R., 1956, "A Contribution to the Theory of Economic Growth," *Quarterly Journal of Economics*, 70:65-94.
- Song, H., Romilly, P., Liu, X., (2000). An empirical study of outbound tourism in the UK. *Applied Economics*, 32, 611-624.
- Soteriou, Evi C. and Chris Roberts (1998), 'The strategic planning process in national tourism organisations', *Journal of Travel Research*, 37 (1), 21-9.
- Souty, F., (2003). Competition Problems in the Tourism Sectors, Studies in relation to trade negotiations on tourism services. In WTO ed. *Studies in relation to trade negotiations on tourism services*. Madrid: WTO.
- Spence, A.M. and A.H. Hazard (1988), *International Competitiveness*, Cambridge, MA: Ballinger.
- Spinrad, B. (1982) 'St Lucia' in S. Seward and B. Spinrad, *Tourism in the Caribbean: The Economic Impact*, Ottawa: International Development Research Centre.

- Spotts D. M., Mahoney, E. M., (1991). Segmenting visitors to a destination region based on the volume of their expenditures. *Journal of Travel Research*, Vol. 29, pp. 24–31.
- Stankey G.H. (1972), A strategy for the definition and management of wilderness quality, in: J.V. Krutilla (ed.), *Natural environments: Studies in theoretical and applied analysis*, Batimore: John Hopkins Press
- Stavrakis D., (1979). 'Le phénomène touristique international – demande, organisation, problématique, tendances futures.', Editions d'aujourd'hui, Col., Thèses et Recherches, Paris.
- Steck, B.; Strasdas, W.; Gustedt, E. (1999): Tourism in Technical Co-operation. A guide to the conception, planning and implementation of project accompanying measures in regional rural development and nature conservation, GTZ, Frankfurt Stiefel, M and Wolfe, M (1994), A Voice for the Excluded Popular Participation in Development, Zed Books Ltd, London (1994).
- Stevens, Blair F. (1992), 'Price value perceptions of travelers', *Journal of Travel Research*, 31(2), 41-8.
- Stott, M. A. (1980) "Tourism in Mykonos: Some Social and Cultural Responses." *Mediterranean Studies*, 1, 72-90
- Strasdas, W. (2002) The Ecotourism Training Manual for Protected Area Managers, German Foundation for International Development (DSE) Zschortau
- Stymes, D.J. (1990), 'A note on population distributions and the travel cost method', in R.L. Johnson and G.V. Johnson (eds), *Economic Valuation of Natural Resources: Issues, Theory and Applications*, Boulder, CO: Westview, pp. 139-49.
- Summers, R. and A. Heston (2002), *Penn World Table*, Center for International Comparisons, University of Pennsylvania.
- Sustainability Science Forum, (2002). <http://sustsci.harvard.edu>, ημερομηνία τελευταίας επίσκεψης: 08/11/2005.
- Swarbrooke, J., Horner, S., (1999). Consumer behaviour in tourism., London: Butterworths-Heinemann.
- Taylor, B. E., J. B. Morison, and E. M. Fleming (1991) The Economic Impact of Food Import Substitution in The Bahamas. *Social and Economic Studies* 40:45-62.
- Taylor, Peter (1995), 'Measuring changes in the relative competitiveness of package tour destinations', *Tourism Economics*, 1 (2), 169-82.
- Te Velde, D-W. and Morrissey, O (2002) 'Foreign Direct Investment, Skills and Wage Inequalities in East Asia', London: Overseas Development Institute, [http://www.odi.org.uk/iedg/FDI\\_who\\_gains/skills\\_wage\\_inequality.pdf](http://www.odi.org.uk/iedg/FDI_who_gains/skills_wage_inequality.pdf)
- Tearfund (2000) 'Tourism – an ethical issue', *Market Research Report*, January, London: Tearfund
- Tearfund (2001) *Putting Ethics into Practice*, London: Tearfund
- Telfer D., 2001. Strategic Alliances along the Niagara Wine Route. *Tourism Management* 22, pp. 21–30.
- Telfer, D. and Wall, G., 2000. Strengthening Backward Economic Linkages: Local Food Purchasing by Three Indonesian Hotels. *Tourism Geographies* 2, pp. 421–447.
- Telfer, D. J. And Geoffrey Wall (1996) "Linkages Between Tourism and Food Production," *Annals of Tourism Research*, Vol. 23 (3) 635-653

- Telfer, D., 1996. Food Purchases in a Five-Star Hotel: A Case Study of the Aquila Prambanan Hotel, Yogyakarta, Indonesia. *Tourism Economics* 2, pp. 321–338.
- Telfer, D., 2000. Tastes of Niagara: Building Strategic Alliances Between Tourism and Agriculture. *International Journal of Hospitality and Tourism Administration* 1, pp. 71–88.
- Thomas Cook (2002) Corporate website: [www.thomascook.co.uk](http://www.thomascook.co.uk), accessed August 2002
- Thomas, J. J. (1992) Informal Economic Activity. Ann Arbor MI: University of Michigan Press
- Thrane C., (1997). Values as segmentation criteria in tourism research: The Norwegian monitor approach, *Tourism Management*, Vol. 18, pp. 111–113.
- Thursby, J. G. and M. C. Thursby (1987): Bilateral trade flows, the Linder hypothesis and exchange risk, *The Review of Economic and Statistics*, 69: 488-495.
- Timothy, D. J., and G. Wall (1995) Tourist Accommodation in an Asian Historic City. *Journal of Tourism Studies* 6(2):123-137.
- Tisdell C.A. (1991), *The economics of environmental conservation*, Amsterdam: Elsevier.
- Tisdell, C. and C. Wilson (2001), 'Wildlife-based tourism and increased support for nature conservation financially and otherwise: evidence from sea turtle ecotourism at Mon Repos', *Tourism Economics*, 1, pp. 233-49.
- Tisdell, C. and J. Broadus (1989), 'Policy issues related to the establishment and management of marine reserves', *Coastal Management*, 17, pp. 37-53.
- Tisdell, C. and J. Wen (1997), 'Total economic evaluation of protected areas', *Annals of Tourism Research*, 24, pp. 992-1994.
- Tisdell, C.A. (1987): "Tourism, the Environment and Profit", *Economic Analysis and Policy*, 17 (1), pp. 13-30.
- Tisdell, C.A. (1996), *Bounded Rationality and Economic Evolution*, Cheltenham, UK and Brookfield, USA: Edward Elgar.
- Tisdell, C.A. (2005), *Economics of Environmental Conservation*, 2nd edn, Cheltenham, UK and Northampton, MA: Edward Elgar.
- Tisdell, C.A. and C. Wilson (2002), 'World heritage listing of natural sites: tourism stimulus and its economic value', *Economic Analysis and Policy*, 32 (2), pp. 21-49.
- Tisdell, C.A. and C. Wilson (2004a), 'The public's knowledge of and support for conservation of Australia's tree-kangaroos and other animals', *Biodiversity and Conservation*, 13, pp. 2339-59.
- Tisdell, C.A. and C. Wilson (2004b), 'Economics of wildlife tourism', in K. Higginbottom (ed.), *Wildlife Tourism: Impacts, Management and Planning*, Altona, Australia: Common Ground Publishing, pp. 145-63.
- Todaro, M. (1969), 'A model of labor, Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries', *American Economics Review*, 59.
- Todaro, M. (2005), *Economic Development*, 9th Edition, Addison-Wesley Publishers.
- Tosun, C., 1999, "An Analysis of Contributions International Inbound tourism to the Turkish Economy," *Tourism Economics*, 5:217-250.
- Tokman, Victor (1978). "An Exploration into the Nature of the Informal-Formal Sector Relationship". *World Development*, 6 (9/10): 1065-1075.

- Torres M. E. (1997) From Tropical Hell to Tourist Paradise: State Intervention and Tourist Entrepreneurship in Mexican Caribbean. Ph.D. Dissertation, Department of Sociology, The University of Texas at Austin.
- Torres, R. (2002). Toward a Better Understanding of Tourism and Agriculture Linkages in the Yucatan: Tourist Food Consumption and Preferences. *Tourism Geographies* 4 3, pp. 282–306.
- Torres, R. (1996). The Linkages between Tourism and Agriculture in Quintana Roo, Mexico. University of California
- Torres, R. (2000) Linkage Between Tourism and Agriculture in Quintana Roo, Mexico. Ph.D. Dissertation, Graduate Group in Geography, University of California at Davis.
- Torres, R. (2002). Cancun's Tourism Development from a Fordist Spectrum of Analysis. *Tourist Studies* 2, pp. 87–116.
- Torres, R. (2003) Linkages between Tourism and Agriculture in Mexico. *Annals of Tourism Research*, Vol 30, Issue 3 pp 546-566
- Tour Operator Initiative (TOI) (2002) Corporate website: [www.toinitiative.org](http://www.toinitiative.org), accessed August 2002
- Tourism Authority of Thailand (2002): <http://www.tat.or.th/stat/index.html>
- Tourism Concern (2002) Website: [www.tourismconcern.org.uk](http://www.tourismconcern.org.uk), accessed August 2002
- Tourism Council Australia (1998), 'The price competitiveness of Australia as a tourist destination', unpublished report, Woolloomooloo, New South Wales.
- Tourism Sector Jayawardena, C. and Ramajeesingh D. (2003), Performance of tourism analysis: a Caribbean perspective, *International Journal of Contemporary Hospitality Management* 15 (2003), pp. 176–179.
- Touristik Union International (TUI) (2002) Corporate website: [www.tui.de](http://www.tui.de), accessed August 2002
- Tour-Operator Initiative for Sustainable Development (TOI) (2003)
- Trager, L. 1987 A Re-examination of the Urban Informal Sector in West Africa. *Canadian Journal of African Studies* 2 1:238-255.
- Turnovsky, S. J., 1999, *International Macroeconomic Dynamics*, The MIT Press, Cambridge, Massachusetts.
- Tyrakowski K. (1986), "The Role of Tourism in Land Utilization Conflicts on the Spanish Mediterranean Coast", *Geojournal*, 13, p.19-26.
- UNCTAD (2004): World Investment Directory online, United Nations Conference on Trade and Development, Geneva. Download via [www.unctad.org](http://www.unctad.org).
- UNCTAD, 2005, *Handbook of Statistics*, (<http://www.unctad.org>) UNDP, 2005, *Human Development Report*, New York: United Nations Development Programme.
- UNDP. Human Development Report. New York: Oxford University Press, 2003.
- UNDP. Human Development Report. New York: Oxford, 1990.
- UNDP. Human Development Report: Deepening democracy in a fragmented world. New York: Oxford University Press, 2002.
- UNEP (2002): *Economic impacts of tourism*, paper published on the internet by the United Nations Environment Programme.
- UNEP (undated) *Negative Economic Impacts of Tourism*: available at <http://www.uneptie.org/pc/tourism/sust-tourism/economic.htm>

- UNESCO. World Heritage List, 2003 [*on line*]. From [www.unesco.org](http://www.unesco.org), 10/03/2003
- United Nations., 1981. Popular Participation as a Strategy for Promoting Community-level Action and National Development. Department of International Economic and Social affairs. United Nations, New York.
- UNWTO, 2006, "Africa: A Key Resource for Economic and Social Development," *Global Envision*, October 16, 2006.
- Urry J., 1990. *The Tourist Gaze: Leisure and Travel in Contemporary Societies.* , Sage, Newbury Park
- USAID and Caribbean Development Bank (1984) *The Study of Linkages between Tourism and local Agriculture in Grenada St. Vincent, St. Lucia and the Bahamas.* Study Report. Washington DC: USAID
- Van Doren, C.S. (1993) 'Pan Am's Legacy to World Tourism', *Journal of Travel Research*, Vol. 32 (1), pp.3-12
- Verbeek, Marno. *A guide to modern econometrics.* Londres: John Wiley and Sons, 2000.
- Verdier, T. (1993) *Environmental Pollution and Endogenous Growth: a Comparison Between Emission Taxes and Technological Standards*, mimeo.
- Vernon, R. (1966): International Investment and International Trade in the Product Cycle, *Quarterly Journal of Economics*, 80: 190-207.
- Vickers, A. (1996) *Bali: A Paradise Created.* Hong Kong: Periplus Editions.
- Voogd H., (1998). 'The communicative ideology and ex ante planning evaluation', In: Lichfield N., Barbanente A., Borri D., Khakee A., Prat A., (eds) "Evaluation in Planning: Facing the Challenge of Complexity", Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, pp. 113-126.
- Vulpian de A., (1989). 'L'urgence de typologies transnationales', *Revue Francaise de Marketing*, Vol. 124, pp. 67-72.
- Wahnschafft, R. (1982) Formal and Informal Tourism Sectors: A Case of Pattaya, Thailand. *Annals of Tourism Research* 9:429-45 1.
- Wall G. (1996) *People Outside the Plans.* Proceedings: Indonesia-Swiss Forum on Culture and International Tourism. Yogyakarta: Gadjah Mada University.
- Wanhill, S. (2000): Small and medium tourism enterprises, *Annals of Tourism Research*, 27, 148-163.
- Wanhill, S.R.C. (1980), 'Charging for congestion of tourist attractions', *International Journal of Tourism Management*, 1, pp. 168-74.
- Wanhill, S.R.C. (1980), 'Charging for congestion of tourist attractions', *International Journal of Tourism Management*, 1, pp. 168-74.
- Weaver D. (1988), "The Evolution of a Plantation Tourism Landscape on the Caribbean Island of Antigua", *Tidsschrift voor Economische en Sociale Geographie*, 79, p.319-331.
- Weaver, D. B. (1991) "Alternative to Mass Tourism in Dominica," *Annals of Tourism Research*, 18, 414-432
- Weeden, C. (2001) 'Ethical Tourism: An Opportunity for Competitive Advantages?', *Journal of Vacation Marketing*, Vol. 8(2), pp 141-153
- Wen, J.J. and C.A. Tisdell (2001), *Tourism and China's Development*, Singapore: World Scientific
- West G. and A. Gamage (2001), "Macro Effects of Tourism in Victoria: A Nonlinear Input-Output Approach", *Journal of Travel Research*, 40 (1), pp. 101-109.

- West, P. C., and S.R. Brechin, eds. 1991. *Resident Peoples and National Parks*. Tucson: University of Arizona Press.
- Whalley, J. (2003): *Assessing the benefits to developing countries of liberalization in service trade*, NBER Working Paper Series 10181.
- Wheat S., (1994). 'Taming tourism', *Geographical Magazine*, Vol. 66, No 4, pp. 16-19.
- White, H., 1980, "A Heteroscedasticity-Consistent Covariance Matrix Estimator and a Direct Test for Heteroscedasticity," *Econometrica*, 48:817-838.
- Wickens E., (2002). 'The sacred and the profane: A tourist typology', *Annals of Tourism Research*, Vol. 29, pp. 834–851.
- Wilkinson, P. (1989) "Strategies for Tourism in Island Microstates," *Annals of Tourism Research*, 16, 153-177
- Wilkinson, P. F. (1987) *Tourism in Small Island Nations: A Fragile Dependence*. Leisure Studies 6:128-146.
- Williams S., (1998). 'Tourism Geography', Routledge, London.
- Witt, Christine A., S.F. Witt and N. Wilson (1994): Forecasting international tourism flows, *Annals of Tourism Research*, 21(3): 612-628.
- WITT, Stephen F. & WITT, Christine A. Forecasting tourism demand: a review of empirical research. In: *International Journal of Forecasting*, n.111, 1995, p.447-475.
- Wong P. P., (1986). 'Tourism development and resorts on the east coast of Peninsular Malaysia', Singapore, *Tropical Geography*, Vol. 7, No 2, pp. 152-62.
- Woodland. A. D. (1982). *International Trade and Resource Allocation*, North Holland: Amsterdam.
- Woodside A. G., Carr, J. A., (1988). 'Consumer decision making and competitive marketing strategies: Applications for tourism planning', *Journal of Travel Research*, Vol. 27, pp. 2–7.
- Woodside A. G., Cook V. J., Mindak W., (1987). 'Profiling the heavy traveler segment', *Journal of Travel Research*, Vol. 25, No 4, pp. 9–14.
- Woodside A. G., Jacobs, L. W., (1985). 'Step two in benefit segmentation: Learning the benefits realized by major travel markets', *Journal of Travel Research*, Vol. 23, pp. 14–24.
- Woolcock, M (2001), *Managing risk and opportunity in developing countries: the role of social capital*. In: G. Ranis, Editor, *The dimensions of development*, Center for International and Areas Studies, Yale University, New Haven, CT (2001).
- World Bank (2001), *World Development Indicators*, CD Database.
- World Bank (2002): *World Development Indicators*, Washington: The World Bank.
- World Bank (2004) *Doing Business in 2004 - the World Bank*, Washington
- World Bank World Development Indicators. CD, 2003.
- World Bank. (2005) *World Development Indicators 2005*, Washington, DC: World Bank.
- World Business Council for Sustainable Development (1998) Website: [www.wbcsd.ch](http://www.wbcsd.ch), accessed August 2002
- World Resource Institute. Global Resource Information Database, 2002.
- World Tourism Organisation (WTO) (1998) *Tourism: 2020 Vision*, Madrid: World Tourism Organisation

- World Tourism Organisation (WTO) (2002) Website: [www.world-tourism.org](http://www.world-tourism.org), accessed June-December 2002
- World Tourism Organisation (WTO) (2002b) *Tourism and Poverty Alleviation*, Madrid: World Tourism Organisation
- World Tourism Organization (2002), 'Executive Report: WTO think tank on destination management - building competitiveness through education, training and research', unpublished report, Madrid, Spain.
- World Tourism Organization (WTO): [http://www.world-tourism.org/regional/africa/programme/specific\\_programme.htm](http://www.world-tourism.org/regional/africa/programme/specific_programme.htm)
- World Trade Organization (WTO), *Annual Report*, 2002. World Tourism Organization (UNWTO) 2005, *Tourism Market Trends*, November 2005.
- World Travel and Tourism Council (WTTC) (1996), *Progress and Priorities 1996*, World Travel and Tourism Council, Brussels
- WTO (1996): *Compendium of Tourism Statistics 1991-1995*, Madrid: World Tourism Organisation.
- WTO (1998) *Tourism Services*, S/C/W/51, September. Geneva: World Trade Organisation
- WTO (1998) *Tourism: 2010 Vision*, Madrid: World Tourism Organisation.
- WTO (1998): Tourism Service – Background note by Secretariat, World Trade Organization, Council for Trade in Service, S/C/W/51.
- WTO (2001), "The Least Developed Countries and International Tourism", in: WTO (ed.) *Tourism in the Least Developed Countries*, Madrid.
- WTO (2001): *Tourism Market Trends – World Overview and Tourism Topics*, Madrid: World Tourism Organisation.
- WTO (2002). *Tendencias de los Mercados Turisticos: Las Americas*, Madrid.
- WTO (2002): *Tourism Market Trends – World Overview and Tourism Topics*, Madrid: World Tourism Organisation.
- WTO and UNCTAD (2001) *Tourism in the Least Developed Countries*, Madrid: World Tourism Organisation
- WTO, (World Tourism Organisation), (2005a). World Tourism Barometer, June (2005) – Vol. 3, No 2, WTO, Madrid.
- WTO, (World Tourism Organisation), (2005b). World Tourism Barometer, January 2005, Vol. 3, No 1.
- WTO. International Trade Statistics. From: [www.wto.org](http://www.wto.org), 20/04/2003.
- WTO. Yearbook of Tourism Statistics. Madrid, 1996.
- WTO/OMT (2001) *Compendium of Tourism Statistics, 2001 Edition*. Madrid, World Tourism Organisation – plus updates from member access only data base: [www.world-tourism.org](http://www.world-tourism.org)
- WTO/OMT (2006) *Compendium of Tourism Statistics, 2006 Edition*.
- WTO/OMT (2002) *Tourism and Poverty Alleviation Report*, Madrid: World Tourism Organisation
- WTO/OMT Políticas de Aviación y Turismo, Madrid 1995, p 55 quoted in Diaz Benavides, D. (2001) Seminar on Tourism Policy and Economic Growth, OECD, Berlin, 6-7 March 2001

- WTO/UNCTAD (2001) *Tourism in the Least Developed Countries*, Madrid: World Tourism Organisation
- WTTC (2002). *Caribbean: the impact of travel and tourism on jobs and the economy—2002 plus special report on September 11th impacts*.
- WTTC (2003) Unpublished database, supplied by WTTC.
- WTTC (2004) *Tourism Satellite Accounts, Regional Reports*, available at <http://www.wttc.org/2004tsa/frameset2a.htm>
- WTTC (2006), *World Travel and Tourism Climbing to New Heights*, available at [www.wttc.org/2006tsa/pdf/World.pdf](http://www.wttc.org/2006tsa/pdf/World.pdf).
- WTTC (no date) The Caribbean - the impact of travel & tourism on jobs and the economy)
- WTTC. The 2003 Travel & Tourism Economic Research. Vilamoura, mai, 2003. From [www.wttc.org](http://www.wttc.org).
- Yiannakis A., Gibson H., (1992). 'Roles tourists play', *Annals of Tourism Research*, Vol. 19, No 2, pp. 287-303.
- Zhang, J. and G. Kristensen (1995): A gravity model with variable coefficients: the EEC trade with third countries, *Geographical Analysis*, 27: 307-320.
- Zhou D., J.F. Yanagida, U. Chakravorty and P. Leung (1997), "Estimating Economic Impacts from Tourism", *Annals of Tourism Research*, 24(1), pp.76-89.
- Zhou, Z. (1997). Destination marketing: Measuring the effectiveness of brochures. *Journal of Travel & Tourism Marketing*, 6, 143-158.
- \_\_\_\_\_. International Tourist Arrivals - by country [*on line*]. From: [www.world-tourism.org](http://www.world-tourism.org), 20/04/2003.
- \_\_\_\_\_. International Tourist Expenditure - by country [*on line*]. From: [www.worldtourism.org](http://www.worldtourism.org), 20/04/2003.
- \_\_\_\_\_. International Tourist Receipts - by country [*on line*]. From: [www.world-tourism.org](http://www.world-tourism.org), 20/04/2003
- \_\_\_\_\_. Tourism Highlights 2002. Relatório da Organização Mundial do Turismo, 2002b. From <http://www.world-tourism.org>. 15/03/2003.
- \_\_\_\_\_. Yearbook of Tourism Statistics. Madrid, 2002a.

# TABLE DES ABREVIATIONS

---

ACR	Avantage Comparatif révélé
ADLM	Autoregressive distribution lag model
AGO	Accumulated Generating Operation
AIC	Aikake Information Criterion
CEEX	Croissance emmenée par les exportations ( <i>export-led growth hypothesis</i> )
CETO	Croissance emmenée par le tourisme ( <i>tourism-led growth hypothesis</i> )
DGM	Dynamic Grey Forecast Mode
DGP	Data Generating Process
ECM	Error Correction Model
EOR	Employment output ratios
GATS	General Agreement on Trade in Services
GLS	General Least Squares
GMM	General Method of Moments
IDE	Investissements Directs Etrangers
ILO/BIT	International Labor Organisation/Bureau International de Travail
IMF/FMI	International Monetary Fund / Fonds Monétaire International
OECD/OCDE	Organisation for Economic Co-operation and Development / Organisation de Coopération et de Développement Economique
OLS	Ordinary Least Squares
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et Moyennes Entreprises
RMSE	Root Mean Squared Error
RMSPE	Root Mean Squared Percentage Error
STBT	Sustainable tourism benchmarking tool
STL	système touristique local
STSM	Structural Time Series Model
TVP	Time Varying Parameter
TVPM	Time Varying Parameter Model

UNCTAD/CNUCD	United Nations Conference on Trade and Development / Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
UNWTO/OMT	United Nations World Tourism Organization / Organisation Mondiale du Tourisme
WTO/OMC	World Trade Organisation / Organisation Mondiale du Commerce
WTTC/CMT	World Travel & Tourism Council / Conseil Mondial du Tourisme

# TABLE DES TABLEAUX

---

## Introduction générale

Tableau 1 : Recettes touristiques internationales (millions de dollars) .....	3
Tableau 2 : Recettes touristiques en pourcentages des recettes d'exportation de services (2003) .....	3
Tableau 3 : Potentialités de l'activité touristique .....	5

## Chapitre I : Tendances du tourisme mondial et croissance des pays en développement.

Tableau 1 : Arrivées de touristes internationaux et parts régionales de marché .....	27
Tableau 2 : Recettes touristiques internationales par région du monde .....	27
Tableau 3 : Principales destinations touristiques en termes d'arrivées en 2004 .....	28
Tableau 4 : Principales destinations touristiques dans les pays en développement ..	29
Tableau 5 : Arrivées de touristes internationaux dans les pays en développement - 2004 .....	30
Tableau 6 : Recettes touristiques totales en millions de dollars - Recettes par visiteur en dollars - Année 2001 .....	31
Tableau 7 : Pays en développement et contribution du tourisme à la croissance économique (en pourcentages).....	32
Tableau 8 : Statistiques touristiques dans vingt huit pays en développement .....	34
Tableau 9 : Croissance des quatre principaux secteurs exportateurs des PVD et des PMA (1990 - 2002) .....	36
Tableau 10 : Croissance économique - Catégories de pays (1980 - 2003).....	39
Tableau 11 : Spécialisation touristique et croissance (1983 - 2002).....	41
Tableau 12 : Régressions simples entre le tourisme et la croissance (1983 - 2002). 46	
Tableau 13 : Régressions de croissance - Effets aléatoires (Random Effects - RE) (1983 - 2002).....	47

Tableau 14 : Régressions de croissance - Effets fixes (Fixed Effects - FE) (1983 - 2002).....	48
Tableau 15 : Régressions de croissance dans les sous-ensembles (1983 - 2002).....	50
Tableau 16 : Description des variables et statistiques sommaires .....	56
Tableau 17 : Effets fixes et Effets aléatoires estimés .....	60
Tableau 18 : Données de panels dynamiques (Méthode d'Arellano-Bond - Résultats des estimations).....	62

## **Chapitre II : Compétitivité des destinations et spécialisation touristique.**

Tableau 1 : Théories de l'échange international et application au tourisme .....	81
Tableau 2 : Indices d'avantages comparatifs révélés en tourisme .....	91
Tableau 3 : Résultats des régressions en données de panel .....	97

## **Chapitre III : Instabilité et prévision de la demande touristique.**

Tableau 1: Niveau d'exactitude du Grey Forecast Residual.....	126
Tableau 2: Le nombre de visiteurs étrangers au Vietnam .....	127
Tableau 3 : Arrivées de touristes au Vietnam - Valeurs réelles ; Valeurs prévues GM (1,1) .....	129
Tableau 4 : Transformation mathématique du nombre d'arrivés.....	130
Tableau 5 : Arrivées de touristes au Vietnam - Valeurs réelles ; Valeurs prévues MGM (1,1).....	132
Tableau 6 : Arrivées de touristes au Vietnam - Valeurs réelles ; Valeurs prévues DGM (1,1).....	133

## **Chapitre V : Le tourisme et les contraintes du développement local.**

Tableau 1 : Déperdition dans la dépense touristique brute (1972-1991) (%).....	180
Tableau 2 : Multiplicateurs revenu de la dépense touristique.....	183
Tableau 3 : Les impacts positifs et négatifs du tourisme sur l'agriculture .....	188

Tableau 4 : Emploi informel et population active : a) emploi informel en pourcentages de la population active totale ; b) emploi informel en pourcentages de la population active non agricole .....	196
Tableau 5 : Dimension de l'économie souterraine et informelle par rapport au PIB en pourcentages (estimation fondée sur la méthode de la demande de monnaie) (2002-2003).....	196
Tableau 6 : Taxonomie et typologie des activités souterraines et informelles .....	197
Tableau 7 : Intensités sectorielles en travail - Employent output ratios (EOR) 1996 .....	203
Tableau 8 : Ratios des taux d'intensité capitaliste (K / L).....	204
<b>Chapitre VI : Essor touristique et emploi : les risques de croissance appauvrissante.</b>	
Tableau 1 : Comparaison des coûts de transaction .....	225

# TABLE DES FIGURES

---

## **Introduction générale**

Figure 1 : Accroissement du nombre d'arrivées de touristes internationaux (1990 - 2002).....	3
Figure 2 : Objectifs d'un « tourisme soutenable » et d'un « développement durable » .....	13
Figure 3 : Cycle de vie hypothétique d'une destination touristique.....	15

---

## **Chapitre I : Tendances du tourisme mondial et croissance des pays en développement.**

Figure 1 : Relation entre les arrivées de touristes internationaux par habitant et la population - 2000 (179 pays) .....	40
--	----

---

## **Chapitre II : Compétitivité des destinations et spécialisation touristique.**

Figure 1: Processus du choix d'une destination touristique .....	87
--	----

---

## **Chapitre III : Instabilité et prévision de la demande touristique.**

Figure 1 : Comparaison des valeurs réelles et prévisionnelles du nombre de visiteurs internationaux au Vietnam.....	129
Figure 2: Comparaison des valeurs actuelles et prévues pour les arrivées annuelles au Vietnam.....	132
Figure 3: Comparaison des valeurs réelles et prévisionnelles des arrivées des touristes internationaux au Vietnam.....	134
Figure 4 : Représentation schématique d'une crise touristique et des processus de redressement.....	136

---

#### **Chapitre IV : Tourisme, ressources naturelles et développement durable.**

Figure 1: Optimisation du nombre total de visites touristiques et valeur économique d'un site .....	149
Figure 2, Figure 3 .....	166

---

#### **Chapitre V : Le tourisme et les contraintes du développement local.**

Figure 1 : Impacts et effets économiques du tourisme .....	177
Figure 2 : Substitutions d'importation avec des offreurs et des fournisseurs locaux .....	178
Figure 3 : Effets de liaison inter et intra-sectoriels .....	179
Figure 4 : Effet de liaison de l'activité touristique .....	185
Figure 5 : Effets de liaison potentiels entre l'activité touristique et les économies locales .....	186
Figure 6 : Effets de liaison et engagement des PME.....	193

---

#### **Chapitre VI : Essor touristique et emploi : les risques de croissance appauvrissante.**

Figure 1 : Articulation sectorielle.....	222
Figure 2 .....	226

---

#### **Conclusion générale**

Figure 1 : Sustainable tourism benchmarking tool (stbt) : structure conceptuelle...	264
Figure 2 : Sustainable tourism benchmarking tool : applications .....	265

---

# TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION GENERALE.....</b>	<b>1</b>
1 - LE TOURISME : UNE ACTIVITE MONDIALISEE EN FORTE CROISSANCE .....	2
2 - LE TOURISME ET LES PAYS EN DEVELOPPEMENT.....	4
3 - LES CONSEQUENCES D'UNE CROISSANCE TOURISTIQUE .....	6
4 - LE TOURISME ET LES CONTRAINTES DU DEVELOPPEMENT DURABLE.....	12
5 - PROJET SCIENTIFIQUE ET METHODOLOGIE.....	16
<b>PREMIERE PARTIE : DETERMINANTS ET IMPACTS DU TOURISME INTERNATIONAL SUR LA CROISSANCE</b>	<b>20</b>
<b>INTRODUCTION A LA PREMIERE PARTIE .....</b>	<b>21</b>
<b>CHAPITRE I : TENDANCES DU TOURISME MONDIAL ET CROISSANCE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT ...</b>	<b>23</b>
1 - INTRODUCTION.....	23
2 - PAYS EN DEVELOPPEMENT ET FLUX TOURISTIQUES MONDIAUX .....	26
2.1 - <i>Pays en développement et évolution récente des destinations touristiques .....</i>	<i>26</i>
2.2 - <i>Signification économique et données empiriques récentes.....</i>	<i>32</i>
2.3 - <i>Tourisme et diversification des activités exportatrices.....</i>	<i>36</i>
3 - FLUX TOURISTIQUES ET CROISSANCE ECONOMIQUE : ESQUISSE D'ANALYSE CAUSALE .....	39
3.1 - <i>Tourisme, croissance et dimensions des pays : faits stylisés.....</i>	<i>39</i>
3.2 - <i>Données et méthodologie .....</i>	<i>43</i>
3.3 - <i>Identification des variables.....</i>	<i>44</i>
3.4 - <i>Résultats.....</i>	<i>45</i>
A) Résultats des régressions simples .....	46
B) Résultats afférents au panel d'ensemble.....	46
C) Résultats afférents aux catégories de pays.....	49
4 - FLUX TOURISTIQUES ET CROISSANCE ECONOMIQUE : SPECIFICITE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT	51
4.1 - <i>Revue sommaire de la littérature récente.....</i>	<i>52</i>
4.2 - <i>Tourisme et croissance : modélisation empirique.....</i>	<i>53</i>
4.3 - <i>Résultats et interprétations.....</i>	<i>59</i>
5 - CONCLUSION.....	64
<b>ANNEXES .....</b>	<b>66</b>
<b>CHAPITRE II : COMPETITIVITE DES DESTINATIONS ET SPECIALISATION TOURISTIQUE.....</b>	<b>75</b>
1 - INTRODUCTION.....	75
2 - COMPETITIVITE ET SPECIALISATION TOURISTIQUE : APPROCHES THEORIQUES .....	77
2.1 - <i>Tourisme et modélisations fondées sur la demande.....</i>	<i>77</i>

2.2 - <i>Tourisme et théories de l'échange international</i> .....	78
2.3 - <i>Tourisme et échanges de services</i> .....	82
2.4 - <i>Echange international et caractères spécifiques du tourisme</i> .....	85
3 - SPECIALISATION TOURISTIQUE ET AVANTAGES COMPARATIFS .....	89
3.1 - <i>Analyse de la spécialisation touristique des pays</i> .....	90
3.2 - <i>Analyse économétrique des relations entre la spécialisation touristique et le niveau de développement</i> .....	93
A) Spécification du modèle .....	93
B) Résultats des régressions en données de panel.....	96
4 - CONCLUSION.....	100
<b>ANNEXES .....</b>	<b>102</b>
<b>CHAPITRE III : INSTABILITE ET PREVISION DE LA DEMANDE TOURISTIQUE .....</b>	<b>103</b>
1 - INTRODUCTION.....	103
2 - LES PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION DE LA DEMANDE.....	104
2.1- <i>Les méthodes économétriques à équation unique et à paramètres fixes.</i> .....	104
2.2 - <i>Les modèles de vérification, de diagnostic et de prévision</i> .....	106
2.3 - <i>Evaluation et prévisions</i> .....	110
2.4 - <i>Les modèles de réseau neuronal (neural network models)</i> .....	111
2.5 - <i>Les modèles de demande systémique (system demand models)</i> .....	112
A) Les modèles vectoriels autorégressifs ( <i>vector autoregressive models</i> ) .....	112
B) Les modèles de système de demande « presque idéale » ( <i>almost ideal demand system - AIDS</i> ) .....	113
2.6 - <i>Développements récents en matière de prévision touristique (error correction model - ECM et autoregressive distribution lag model - ADLM)</i> .....	115
A) ADLM et ECM : approche comparative.....	115
B) De l'ECM à la régression de cointégration .....	119
3 - PRÉVISION DE LA DEMANDE TOURISTIQUE - UTILISATION DE LA METHODE GREY FORECAST (APPLICATION AU VIETNAM) .....	121
3.1 - <i>La théorie du Grey System : présentation générale</i> .....	121
3.2 - <i>La prévision grise (Grey Forecast) : utilisation du concept</i> .....	122
3.3 - <i>Méthode de recherche</i> .....	124
3.4 - <i>Démonstration et Application</i> .....	126
A) Construction des données réelles du modèle GM (1,1).....	126
B) Elaboration du modèle de « prévision grise » ( <i>grey forecast model</i> ).....	130
C) Le modèle dynamique de prévision grise - dynamic grey forecast model (DGM) .....	133
4 - CONCLUSION.....	135

<b>DEUXIEME PARTIE : CROISSANCE TOURISTIQUE, EXPLOITATION DES RESSOURCES ET DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>138</b>
<b>INTRODUCTION A LA DEUXIEME PARTIE .....</b>	<b>139</b>
<b>CHAPITRE IV : TOURISME, RESSOURCES NATURELLES ET DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>143</b>
1 - INTRODUCTION.....	143
2 - EVALUATION DES RESSOURCES TOURISTIQUES NATURELLES: LES PRINCIPAUX APPORTS DE LA THEORIE ECONOMIQUE.....	146
3 - CROISSANCE, SPECIALISATION TOURISTIQUE ET RESSOURCES NATURELLES.....	151
3.1 - <i>Substrats théoriques</i> .....	152
3.2 - <i>Variations du modèle</i> .....	154
A) Premier exemple.....	154
B) Deuxième exemple.....	155
C) Implication des résultats .....	157
4 - NECESSITE D'UNE GESTION CONSERVATOIRE DES RESSOURCES.....	158
4.1 - <i>Hypothèses et définitions</i> .....	158
4.2 - <i>Exploitation optimale d'une ressource touristique épuisable</i> .....	160
5 - LES IMPERATIFS D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE.....	163
5.1 - <i>Identification de la problématique</i> .....	164
5.2 - <i>L'utilité sociale d'un choix conservatoire</i> .....	165
6 - CROISSANCE TOURISTIQUE ET DIFFICULTES D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE .....	169
7 - CONCLUSION.....	171
<b>CHAPITRE V : LE TOURISME ET LES CONTRAINTES DU DEVELOPPEMENT LOCAL.....</b>	<b>174</b>
1 - INTRODUCTION.....	174
2 - CONCEPTS CLES : EFFETS DE LIAISON, DE DEPERDITION ET DE MULTIPLICATION.....	176
2.1 - <i>Effets directs, effets indirects et effets induits</i> .....	177
2.2 - <i>Les effets de liaison (linkage effects)</i> .....	178
2.3 - <i>Les effets de déperdition (leakage effects)</i> .....	179
2.4 - <i>Les effets multiplicateurs</i> .....	182
3 - REFORMULATION D'UNE TYPOLOGIE DES EFFETS DE LIAISON .....	184
3.1 - <i>Pénétration des dépenses touristiques dans l'économie locale</i> .....	185
3.2 - <i>Responsabilités internes de l'activité touristique</i> .....	186
3.3 - <i>Les relations entre l'activité touristique et l'agriculture</i> .....	188
3.3 - <i>Les relations entre l'activité touristique et le développement des PME, des micro-entreprises et du secteur informel</i> .....	191
A) Les relations avec les PME.....	192
B) Les relations avec le secteur informel .....	194

4 - CROISSANCE TOURISTIQUE ET ECONOMIE LOCALE : TENTATIVE DE MODELISATION.....	198
4.1 - <i>Un modèle simplifié d'économie locale</i> .....	198
4.2 - <i>Hypothèses et substrats théoriques</i> .....	200
4.3 - <i>Articulation du modèle</i> .....	205
4.4 - <i>Analyse d'équilibre général : émergence et croissance du secteur touristique</i> .....	208
4.5- <i>Implication politique : fiscalisation éventuelle du secteur touristique</i> .....	214
5 - CONCLUSION.....	215
<b>CHAPITRE VI : ESSOR TOURISTIQUE ET EMPLOI : LES RISQUES DE CROISSANCE APPAUVRISANTE .....</b>	<b>217</b>
1 - INTRODUCTION.....	217
2 - DESCRIPTION DES ECONOMIES ETUDIEES.....	219
2.1 - <i>Articulation sectorielle</i> .....	220
2.2 - <i>Sous-emploi et marché du travail : les apports du modèle de Harris-Todaro</i> .....	223
3 - EMPLOI REEL ET IMPLANTATION D'ENCLAVES TOURISTIQUES : PREMIERE MODELISATION .....	228
3.1 - <i>Formalisation sans enclave touristique</i> .....	228
3.2 - <i>Introduction d'une enclave touristique</i> .....	233
3.3 - <i>Incidences réelles sur l'emploi</i> .....	235
4 - EMPLOI REEL ET IMPLANTATION D'ENCLAVES TOURISTIQUES : DEUXIEME MODELISATION.....	239
4.1 - <i>Intensités factorielles et fonctions de production</i> .....	239
4.2 - <i>Essor du secteur touristique, accroissement des investissements étrangers et retombées sur l'emploi</i> .....	244
4.3 - <i>Appréciations critiques et reformulations</i> .....	247
5 - CONCLUSION.....	249
<b>CONCLUSION GENERALE.....</b>	<b>252</b>
1- SYNTHESE DES RESULTATS .....	253
2- PERSPECTIVES DE RECHERCHES ULTERIEURES .....	257
2.1 - <i>Analyser les relations complexes entre le tourisme et la croissance économique ...</i>	258
2.2 - <i>Définir les conditions socio-économiques d'un tourisme soutenable et d'un développement durable</i> .....	260
3- REFLEXIONS FINALES .....	267
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>270</b>
<b>TABLE DES ABREVIATIONS.....</b>	<b>309</b>
<b>TABLE DES TABLEAUX.....</b>	<b>311</b>
<b>TABLE DES FIGURES.....</b>	<b>314</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>316</b>